

Pepita VILLANUEVA

**LE NATIONALISME VALENCIEN AU  
DÉBUT DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE  
CENT ANS DE PANCATALANISME 1906-2006**

Volume 2

Thèse présentée et soutenue publiquement le 3 juillet 2017  
en vue de l'obtention du doctorat de Langues, littératures et civilisations  
romanes: Espagnol  
de l'Université Paris Nanterre

sous la direction de Mme Marie-Claude CHAPUT

Jury :

Rapporteur:	Mme. Marie-Soledad RODRÍGUEZ	MCF habilitée - Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3
Rapporteur:	Mr. Julio PÉREZ SERRANO	Profesor titular - Universidad de Cádiz
Membre du jury:	Mme Marie-Claude Chaput	Professeure émérite - Université Paris Nanterre, Directrice de la thèse
Président:	Mme. Mercè Pujol Berché	Professeure Université Paris Nanterre

**VOLUME II**

**Deuxième partie**

**LA BOURGEOISIE INDUSTRIELLE LA GRANDE FABRICANTE DE NATIONALISMES**

## Introduction de la deuxième partie

D'après les considérations qui se dégagent de cette première partie nous pouvons affirmer que la politique ne se régit pas sur les principes de la linguistique, car s'il en était ainsi la langue valencienne aurait gardé sa dénomination exclusive de langue valencienne, autrement dit son ancienne désignation de langue *llemosina*, mais en aucun cas elle n'aurait été obligée de recourir à un accord consensuel au plus haut niveau pour accepter le nom de langue catalane. Nous avons vu que selon la thèse défendue par Lluís Fornés, la linguistique indique que la langue *llemosina*, est une désignation historique, valable autant pour la langue valencienne que pour la langue catalane, et son avantage principal serait d'éliminer le conflit linguistique qui trouble les relations entre les deux régions, quoique nous ayons exprimé nos réserves sur ce point. La position que nous allons défendre est d'essayer de démontrer que la hiérarchie culturelle qui découle de la version officielle actuelle, est le résultat d'une bataille menée davantage depuis la tribune politique que depuis la tribune scientifique. Ceci est une circonstance qui ne peut se produire que dans un contexte spécifique, celui d'une société européenne où la vie parlementaire a une incidence directe dans la vie publique. Un modèle qui échappe à l'ancien système propre des sociétés agraires, où les rapports de forces étaient invariablement sous le contrôle d'une élite guerrière, érigée en classe dominante, ceci au moins jusqu'à la fin du Moyen Âge. Dans l'état agraire - qui est la désignation attitrée par les experts - la vie sociale se caractérisait par une extrême hiérarchisation et une absence totale de mobilité sociale, autrement dit, il n'existait pas d'espace légal pour une remise en cause du système. Ce modèle se détruit partiellement avec la Révolution française qui donne aux idées libérales une vocation d'universalité, menaçant directement la continuité des traditionnelles élites dirigeantes. Toutes sortes d'arguments surgissent alors dans le panorama intellectuel pour contrer l'impact et la profondeur des idées révolutionnaires, en particulier celles des romantiques qui visent à imbriquer des aspects sentimentaux dans la politique nationale. Finalement le concept même de souveraineté nationale sert à court-circuiter les principes d'égalité et de fraternité, qui

appellent à liquider les frontières et le sentiment nationaliste se révèle comme un instrument idéal pour redonner à l'élite dirigeante traditionnelle de chaque pays, le contrôle des masses et l'initiative politique. En Espagne nous avons l'exemple de la guerre d'indépendance (1808 - 1813), mais au niveau international nous avons le congrès de Vienne (1815), qui est la grande victoire des vieilles élites qui parviennent à réinstaurer les anciennes frontières. Ensuite depuis la France, pays d'origine et inspirateur de cette vocation d'universalité, on se charge de vider de contenu ces idées en les momifiant et en les réorientant à l'avantage des intérêts dominants. À ce sujet l'article de Stéphanie Roza<sup>1</sup> est particulièrement opportun, rapportant les réflexions de Pierre Macherey<sup>2</sup>. Si dans les sociétés agraires traditionnelles, le caractère statique des classes était garanti par loi et la hiérarchie aussi, dans les sociétés où les idées libérales ont fait leur chemin, la bourgeoisie ascendante a montré qu'il est possible de rompre les anciennes barrières internes qui empêchaient l'accès au pouvoir des classes dominées, mais cela n'a été possible qu'en employant de nouvelles armes. L'originalité de la société bourgeoise est qu'elle a été capable d'instaurer une nouvelle forme de guerre, la guerre des idées, à partir du moment où elle a eu assez d'argent pour avoir des intellectuels à sa solde.

Au XIXe siècle la révolution industrielle consacre dans certains pays européens l'ascension d'une élite bourgeoise ; celle-ci met à son avantage non seulement le nouveau capital financier qu'elle a été capable d'amasser - grâce aux progrès techniques qu'elle a su mettre en valeur - mais aussi toute une armée d'intellectuels chargés de propager les arguments favorables à la consolidation de ses propres options au pouvoir. Tenant en compte le fait qu'en Espagne la bourgeoisie a été traditionnellement faible, sauf en Catalogne et au Pays Basque, il en résulte une évolution différente dans ces deux sociétés par rapport au reste de l'Espagne. Ces bourgeoisies locales ont pu déployer un fort ascendant sur leur propre territoire, au point de propager un idéal de nation différent de celui de l'Espagne traditionnelle. En contraste, à Valence, l'absence d'un net phénomène industriel comparable à sa voisine catalane justifierait l'absence du sentiment nationaliste, et selon la théorie

---

<sup>1</sup> Stéphanie Roza: *D'où viennent nos institutions philosophiques?* La Vie des idées, 26 mars 2014. URL: <http://www.laviedesidees.fr/D-ou-viennent-nos-institutions.html>

<sup>2</sup> Pierre Macherey: *Études de philosophie "française", de Sièyes à Barni*. Préface de Bertrand Binoche. Publications de la Sorbonne, 2013.

constructiviste d'Ernest Gellner invite raisonnablement à douter qu'un nationalisme purement autochtone ait jamais existé dans cette région, vu la complexité dans laquelle se débat encore aujourd'hui ce sentiment.

La faiblesse et le manque d'unification de critères sur ce que l'on entend aujourd'hui par nationalisme valencien, invitent à poser des questions sur les circonstances qui encouragent ou rendent difficile le fleurissement d'un sentiment nationaliste local à l'intérieur d'un pays de vieille création comme l'Espagne. Outre les conditions historiques, à quel point doit-on considérer que les conditions économiques et sociales sont déterminantes pour favoriser ou éloigner ce phénomène? Car il faut tenir en compte le rôle joué par la bourgeoisie industrielle dans la formation des nouveaux États (l'Allemagne et la Belgique par exemple, mais aussi les États-Unis), et ceci peut être le début d'une réponse vis-à-vis de la différence principale qui s'établit entre l'éveil d'une conscience nationale dans sa dimension politique, et la préservation d'une conscience culturelle à l'intérieur d'un ensemble plus large et varié, sans que dans ce dernier cas, on cherche à briser le cadre institutionnel déjà créé. Le fait que l'économie valencienne ait été dominée jusqu'au seuil de la première moitié du XXe siècle par le secteur agraire, à l'égal de l'économie espagnole - son cadre général -, pourrait représenter une circonstance principale, qui expliquerait aussi pourquoi la vie politique valencienne a toujours été étroitement rattachée aux grands mouvements orchestrés depuis la capitale espagnole. Depuis la fin de la Guerre d'Indépendance, le sentiment national espagnol n'a jamais été remis en cause dans ce territoire ; et l'on doit se rendre à l'évidence, les seules régions espagnoles où a émergé un sentiment nationaliste local sont celles qui ont vécu une industrialisation précoce, très localisée et pratiquement exclusive par rapport au reste du pays. Compte tenu que le reste de l'Espagne a vécu une industrialisation tardive, on conçoit raisonnablement qu'il a existé un champ libre qui a permis aux deux seules régions vraiment industrialisées, d'accomplir d'une part leur cycle de nationalisation, et d'envisager, d'autre part, leur cycle d'expansion. Si le Pays Basque espagnol a adopté un discours irrédentiste par rapport au Pays Basque français, la Catalogne quant à elle s'est tournée vers Valence, en plus des îles Baléares, et l'on peut apprécier comment dès la fin du XIXe siècle des tentatives de nationalisation ont été mises en marche, au nom d'un idéal rédempteur

de la nation valencienne, reconstituée au sein de la race catalane. Le pancatalanisme d'abord refoulé par la société valencienne n'a trouvé sa véritable opportunité politique que lorsque l'économie valencienne s'est vue en danger à la suite des retombées de la Première Guerre Mondiale. C'est là que la corrélation politique - économie, apparaît dans toute sa dimension, c'est pourquoi nous pensons que le développement et la nature équivoque du nationalisme valencien ne peut s'expliquer encore aujourd'hui, au XXIe siècle que par rapport à l'évolution de son économie, et par rapport aux relations avec sa région voisine qui, dès le début du XXe siècle, entre ouvertement en concurrence avec Madrid, avec l'avantage d'avoir réalisé beaucoup plus nettement son processus de nationalisation. En effet celui-ci privilégie la langue catalane<sup>3</sup> à l'intérieur d'un ensemble culturel historique, posant dès 1912 les premiers pas d'une normalisation en commençant par fixer la grammaire catalane, travail réalisé par Pompeu Fabra. Même si le projet de Prat veut placer la langue catalane au centre des territoires héritiers de la culture occitane, au-delà des Pyrénées, le projet catalaniste reste sans écho, raison pour laquelle l'élite catalaniste doit rediriger son projet expansionniste exclusivement vers le Sud, car ceux-ci partagent un cadre historique et politique commun, l'Espagne. Prat fait allusion à la Grande Bretagne dans un article (que nous citerons plus loin) et parle de Great Catalonia, mais dans son livre *La nacionalitat catalana*, son raisonnement prouve qu'il réserve pour la Catalogne un rôle comparable à la Prusse dans la construction de l'État allemand. Or si, comme la Prusse, la Catalogne a eu l'avantage de pouvoir invoquer vis-à-vis de ses voisins, un substrat culturel apparenté au fil des siècles, économiquement elle a été aux antipodes du rôle joué par la Prusse. Cet État face à l'Autriche, son adversaire politique a fomenté les échanges économiques à travers le *Zollverein*, et a pu se configurer comme un centre de coordination et de redistribution financière, parfois même à son propre désavantage. Rien à voir avec la Catalogne qui en Espagne a défendu un protectionnisme à outrance pendant tout le XIXe siècle et la première partie du XXe ; un protectionnisme qui répondait à ses stricts besoins économiques, car elle se

---

<sup>3</sup> Pour voir comment renforcer l'identité  
<http://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/31/barcelona/1217515760.html> ; sur l'historique, consulter  
<http://www.lenguacatalana.com/origen-del-catalanismo.htm> et  
<http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=14&ved=0cDoQFjADoAo&url=http%3A%2F%2Fwww.idiomavalencia.com%2Fdocs%2Fpd%2Favlcavalltroya.pdf&ei=KLoU9SAA6gj0QXG4lGoDA&usg=AFQjCNEdjJmjO31qUnLlfnACScTbrpjvA>

réservait de cette manière le marché espagnol - y compris celui des colonies - pour le débouché de ses produits textiles, notamment le tarif douanier préférentiel cubain qui a contribué à la révolte des Cubains. Les intérêts de l'élite industrielle catalaniste étaient donc opposés à ceux de la haute bourgeoisie exportatrice valencienne. Ainsi il a été impossible de transposer à Valence le modèle prussien, car si l'histoire et la culture offraient des affinités, grâce à la Couronne d'Aragon qui avait réalisé la reconquête du territoire valencien en 1238, l'économie en revanche, élevait une frontière essentielle. Ceci explique pourquoi la nationalisation catalane sur le territoire valencien a triomphé dans les milieux exclusivement culturels, le monde universitaire étant son fief ; mais elle n'a jamais pu atteindre, ni convaincre le monde des affaires et du travail en général, c'est-à-dire le reste de la société valencienne.

Cette analyse nous renvoie indirectement à choisir une position, à l'intérieur du grand débat philosophique qui existe sur le bien-fondé des thèses nationalistes. Une vision rétrospective du nationalisme valencien pourrait servir d'exemple aux thèses modernistes, qui privilégient les conditions économiques et sociales dans le développement d'une société et de son histoire, face aux thèses primordialistes qui donnent à la culture un rôle dominant, et c'est justement sur ces dernières que se sustentent les nationalismes catalan ou basque. Dans la région valencienne, comme dans la majeure partie du territoire, le sentiment nationaliste espagnol a triomphé majoritairement alors que le sentiment valencianiste, comme revendication originale et strictement valencienne est encore en phase d'élaboration. Les partis qui se réclament défenseurs de l'identité valencienne ne conçoivent leur projet nationaliste que dans la mouvance d'une entité plus globale, celle des "Pays catalans", où une capitale sinon institutionnelle, au moins politique ou culturelle, s'érigerait d'une façon indiscutable, Barcelone. C'est Joan Fuster, idéologue principal de ce que l'on entend par nationalisme valencien, qui en 1962 expliquait ce que signifie être Valencien: "nous appeler Valenciens, en définitive, est notre manière de nous appeler Catalans"<sup>4</sup>. Or le XIXe siècle valencien nous découvre que la bourgeoisie autochtone est loin d'avoir la force financière et politique qu'ont acquis pour lors la bourgeoisie catalane et basque ;

---

<sup>4</sup> Joan Fuster: *Nosotros los valencianos*. Colecciones península edicions 62, S. A. Barcelone, 1967, p. 35.

c'est pourquoi elle n'aurait pas été en mesure de réaliser son travail de nationalisation.

Pour examiner la validité de notre hypothèse, qui met en relation la faiblesse de l'industrialisation valencienne et l'absence de nationalisation, il convient de passer d'abord en revue ce que signifie pour une société l'entrée dans l'ère industrielle : quels sont les changements significatifs qui encouragent la nationalisation, et vérifier en quoi la région valencienne a pu s'éloigner de ce schéma. Nous voulons signaler que si de prime abord cette étude ne paraît pas indispensable, elle aura néanmoins, postérieurement l'avantage d'aider à approfondir notablement notre analyse au sujet de la formation du nationalisme valencien. En effet pour comprendre le présent, il est nécessaire d'éclairer les circonstances du passé, pour savoir exactement où a pris racine le problème linguistique valencien, qui est une des raisons principales qui expliquent la situation minoritaire, et surtout conflictuelle du nationalisme valencien. Nous proposons un regard rétrospectif, qui démarre sur le XIXe siècle valencien, en centrant notre attention sur la relation spéciale qui s'établit entre économie et politique. Notre finalité est de dégager exactement le moment et la manière où se manifeste ce caractère si équivoque du nationalisme valencien, et démontrer qu'à partir du moment où il est adopté sous le signe du pancatalanisme, il se conçoit comme une redécouverte du passé valencien, qui choque avec le sentiment populaire majoritaire de signe contraire ; d'où le malaise constant qui entoure le débat sur le nationalisme valencien, qui encore au XXIe siècle accuse un vide idéologique vis-à-vis de son propre centre d'expression.

## Chapitre quatre - L'industrialisation un modèle de société divergent

Dans ce grand débat ouvert, et probablement appelé à ne jamais se fermer, sur le nationalisme, se confrontent inévitablement deux visions antagoniques : celle qui considère la nation comme essence et celle qui la considère comme circonstance, et les mêmes arguments reviennent d'une manière récurrente entre les auteurs "primordialistes" et les auteurs modernistes<sup>5</sup>. Les premiers admettent l'origine quasi naturelle et donc historique de la nation, incarnée par une langue, celle-ci servant d'argument scientifique et politique à la fois. Ces théoriciens ont bien entendu toujours à l'esprit, l'exemple allemand, pratiquement le paradigme dans ce genre, même s'il faut le considérer comme un cas à part puisqu'il confirme surtout la théorie de leurs adversaires. En effet, ces adversaires sont les modernistes, ou constructivistes ceux qui relativisent tout facteur qui contribue à la formation d'une nation, et qui argumentent que les pays ne se forment jamais en fonction des règles linguistiques, mais en fonction des rapports de forces qui résultent de facteurs stratégiques, politiques ou économiques. Une théorie d'autant plus plausible qu'elle est apte à expliquer la formation de la majorité des pays, et aussi celle de l'actuelle Union Européenne, même si sur le plan des signes identitaires et des symboles, elle reste encore très déficitaire. Mais justement l'origine de sa création n'a jamais répondu à des inquiétudes identitaires. Or le déterminisme auquel renvoient les théories primordialistes est déjà difficile à défendre en soi, si l'on est conscient que le concept de nation est le résultat d'une évolution propre et exclusive de la civilisation occidentale, car lié à la propriété privée, comme le signale Fernand Braudel<sup>6</sup> ; l'idée de nation n'apparaît pas dans les autres continents. Aborder alors ce débat dans d'autres parties du globe oblige à accepter que l'on reproduit des idées importées du continent

---

<sup>5</sup> Eric Hobsbawm dans son livre *Naciones y nacionalismo* propose (p. 12 et 13) cette liste d'auteurs sur le thème du nationalisme : Hroch, Miroslav; Anderson, Benedict; J. Armstrong; J. Breuilly; Cole, W. John et Wolf, Eric R.; J. Fishman; E. Gellner; A. D. Smith; Szücs, Jenö; C. Tilly.

<sup>6</sup> Voir Fernand Braudel: *Grammaire des civilisations*. Éditions Flammarion, Paris, 1993, p.430-450.

européen. Par ailleurs, un article d'Alvaro Cruz García<sup>7</sup> qui réfléchit surtout par rapport à la réalité hispano-américaine, offre l'avantage de faire une synthèse sur le sujet des mécanismes nécessaires à la fabrication des identités nationales, et il met en évidence que même si les apports locaux sont importants, voire indispensables pour réaliser une cohésion sociale pertinente - et nous reviendrons sur cet aspect important - il n'en reste pas moins que l'initiative d'une pareille démarche revient toujours à une certaine élite, désireuse de maîtriser le phénomène de la nationalisation et de le gérer à sa convenance. L'exemple apporté, celui du village de Macondo<sup>8</sup>, est effectivement illustratif ; la vision du maire ("corregidor") qui apporte le blason ("escudo") de la république dans un village qui ignore même le sens du mot république, est l'image même de l'éternelle base populaire dirigée par un sommet, qui feignant de s'approcher institutionnellement, reste toujours aussi éloigné. Outre cette logique du plus fort, l'histoire nous démontre que si la civilisation occidentale est le fruit d'un conditionnement historique, le processus de nationalisation est aussi le résultat d'un autre conditionnement historique ; et tout indique que celui-ci s'appuie en grande mesure sur le phénomène de l'industrialisation. Ceci est à tel point vrai que si le phénomène industriel est trop limité, n'affectant vraiment qu'une seule région ou partie d'un même pays, il se produit des déséquilibres structurels de très grande envergure, par exemple le Nord de l'Italie par rapport au Mezzogiorno, et aussi les régions catalanes et basques par rapport au reste de l'Espagne, et particulièrement le Sud.

#### **4.1 - L'échec industriel espagnol**

Le moment crucial pour notre analyse est le XIXe siècle, moment historique de la révolution industrielle, car celle-ci se manifeste sur le territoire espagnol, d'une manière très limitée, géographiquement et économiquement, et surtout d'une façon totalement insuffisante pour arriver à signifier un véritable décollage général de

---

<sup>7</sup> Alvaro Cruz García : "La fabricación de las identidades nacionales: algunas consideraciones". [Http://amnis.revues.org/103](http://amnis.revues.org/103)

<sup>8</sup> C'est le nom du village imaginé par Gabriel García Márquez dans son livre : *Cien años de soledad*.

l'économie espagnole. Des auteurs comme Jordi Nadal et Gabriel Tortella sont d'accord pour confirmer l'échec de l'industrialisation espagnole au XIXe siècle, alors que les autres pays occidentaux l'ont commencée : l'Angleterre, la France, les États-Unis et l'Allemagne. Même la Belgique, pays de récente création (1830) est le premier à s'industrialiser sur le continent européen<sup>9</sup>, et il atteint alors un développement sans précédent, grâce à son industrie du charbon, au point de se convertir en une puissance coloniale. L'Espagne reste largement étrangère à ces grandes transformations, conservant malgré des désamortisations ses structures agraires.

Expliquer le retard en général de l'industrialisation en Espagne a été une tâche que plusieurs auteurs ont tenté de mener à bien et les raisons apportées sont multiples, néanmoins on signale d'abord une compartimentation géographique trop accusée de la péninsule ibérique et aussi la prépondérance historique de la noblesse, qui a rendu presque impossible le mariage de raison entre la bourgeoisie et la monarchie. Gabriel Tortella Casares, en particulier, insiste sur cette circonstance dès les premières pages de son livre (*Los orígenes del capitalismo en España*<sup>10</sup> (Les origines du capitalisme en Espagne) et considère que cette circonstance a été un sérieux conditionnement dans la politique espagnole qui a toujours été dominée par les intérêts de la noblesse et d'une très haute bourgeoisie qui l'a imitée. En particulier la bourgeoisie basque qui investissait encore dans la terre à la fin du XIXe siècle et qui aspirait à vivre de ses rentes comme le faisait la haute noblesse. Une bonne partie de cette haute bourgeoisie a été anoblée pendant la Restauration. Avec ce modèle social dominant, il n'est pas étonnant que la petite et la moyenne bourgeoisie, peu nombreuses et pratiquement démunies d'une force politique, n'aient pas été en mesure de contrer les grands choix orchestrés depuis le sommet. La troisième raison principale serait le déficit galopant du trésor espagnol qui devient incontrôlable tout au long du XIXe siècle, un problème récurrent aggravé par les guerres coloniales et civiles. Ainsi le déséquilibre du trésor espagnol et sa dépendance des grands prêteurs étrangers, notamment les Rothschild, sont des facteurs qui expliquent la faiblesse

---

<sup>9</sup> Xose Manuel Núñez Seixas, (ed) : *La construcción de la identidad regional en Europa y España (siglos XIX y XX)* dans *Ayer* consulté le 28/04/2017 sur [https://www.ahistcons.org/PDF/numeros/ayer64\\_ConstruccionIdentidadRegionalEuropaEspana\\_NunezSeixas.pdf](https://www.ahistcons.org/PDF/numeros/ayer64_ConstruccionIdentidadRegionalEuropaEspana_NunezSeixas.pdf)

<sup>10</sup> Gabriel Tortella Casares: *Los orígenes del capitalismo en España*. Editorial Tecnos, S. A., 1982.

financière de la banque espagnole en général. La construction des chemins de fer, très intense entre 1855 et 1864, entreprise principalement sous l'initiative des investisseurs étrangers, aurait absorbé la majorité des capitaux qui ont alors fait défaut à l'industrie et à l'économie en général. Un pays démuní d'industrie comme l'Espagne s'est vu incapable de rentabiliser pleinement une pareille infrastructure, ce qui en dernière instance l'a acculé à une crise financière sans précédent entre 1864 et 1868, à tel point que celle-ci a été en grande partie responsable du renversement de la monarchie, et de la fuite d'Isabelle II du pays. Ainsi l'industrialisation ne s'est manifestée que là où elle avait une tradition manufacturière solide et une agriculture plus avancée qui permettait de libérer de la main d'œuvre vers l'industrie ; la région catalane était celle qui se rapprochait davantage de ce modèle. Sa tradition textile remontant au Moyen-âge<sup>11</sup> s'est maintenue avec des hauts et des bas, en bénéficiant notamment d'une plus grande proximité géographique avec les centres industriels de l'"Europe intérieure". Une dynamique détaillée par Sidney Pollard, qui montre comment le centre originel anglais a influencé d'abord les pays les plus proches : "... fueron con frecuencia las regiones fronterizas las más progresivas y las primeras que se industrializaron con éxito, en parte precisamente a causa de que estaban en la frontera "<sup>12</sup>. Il faut signaler aussi des conditions orographiques favorables, comme explique J. Vila Valentí<sup>13</sup> (le port et les nombreux cours d'eau) et une législation mieux adaptée aux circonstances qui empêche le morcellement des parcelles grâce au droit d'aînesse (*l'hereu*), et favorise une exploitation plus intense de la terre, grâce aux différentes modalités de métayage (*la rabassa morta* et *l'enfiteusis*). Le décollage industriel basque par contre a été beaucoup plus tardif, mais il s'est appuyé également sur une tradition artisanale de longue haleine, celle des forges basques, quoique ce serait davantage le procédé Bessemer, qui aurait ouvert la voie du développement à la

---

<sup>11</sup> Voir notamment le compte rendu d'André de Reparaz sur J. Vila Valentí: *El origen de la industria catalana*. En *Estudios geográficos*, XXI, n° 78, Madrid 1960, 36 p., bibliographie et Germain Cuillé: *L'industrie textile dans la région de Sabadell – Tarrassa Catalogne*. In : Méditerranée, 1<sup>e</sup> année, N° 4, 1960 (p. 3-41), p. 17. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit\\_0025-8296\\_1960\\_num\\_1\\_4\\_993](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit_0025-8296_1960_num_1_4_993)

<sup>12</sup> Sidney Pollard. *Peaceful conquest La conquista pacífica*. Oxford University Press, 1981. Traduction: Jordi Pascual: *La industrialización de Europa: 1760 - 1970*. Universidad, Prensa Universitaria, Zaragoza 1991. P. 301.

<sup>13</sup> Professeur de géographie de l'université de Murcie, et catalan, qui a écrit: *El origen de la industria catalana*. Tiré de *Estudios geográficos*, XXI, n° 78, Madrid 1960 cité supra, note 9.

sidérurgie basque, selon Gérard Chastagnaret<sup>14</sup>; et sa proximité également avec le Nord de l'Europe a été un autre avantage. Or en 1876, lorsque les bateaux britanniques chargés de fer basque reviennent avec le coke gallois, amassé dans leur soute, beaucoup moins cher que le charbon asturien, les possibilités de voir s'opérer une véritable révolution industrielle en Espagne disparaissent définitivement ; d'où la constatation de Jordi Nadal : "contra todas las previsiones, la revolución industrial ha separado y no unido los destinos de Vasconia y de Asturias"<sup>15</sup>. C'est pourquoi il faut comprendre que l'échec industriel espagnol est aussi l'échec de la nationalisation espagnole, et la raison qui permet le succès de la nationalisation partielle de la société catalane et basque<sup>16</sup>, surtout si l'on tient compte du fait que l'effort de nationalisation espagnole est faible. José Álvarez Junco dans son livre *Mater Dolorosa*<sup>17</sup> met justement cet aspect en relief. Nous pouvons nous demander si cette situation a été le résultat d'un manque de volonté politique, ou si contrairement à la France, qui fait partie aussi des plus vieilles nations d'Europe, l'Espagne n'a pas jugé nécessaire de renforcer son unité nationale en se dotant de symboles forts. Plusieurs drapeaux ont cohabité et ils étaient peu connus, l'absence de l'administration dans les zones rurales et la grande instabilité politique du XIXe siècle ont pu aggraver ce vide de références nationales, là où comparativement la France forgeait son identité aux prix de guerres sanglantes. José Álvarez Junco constate que le volume de littérature nationaliste espagnole<sup>18</sup>, serait largement inférieur à celui produit par les nationalismes périphériques et comparativement ceux-ci auraient davantage travaillé et expliqué leur idéal, autant du côté catalan avec des centres culturels de tous signes (comme l'*Associació Protectora de la Ensenyança Catalana* 1889, *Centre Excursionista de Catalunya* 1890, *Ateneu Enciclopèdic Popular* 1909, *Centre de Dependents del Comerç i de industria* 1903, le chant choral avec Anselmo Clavé y Camps (1824-1874) que du côté basque, où aux

---

<sup>14</sup> Gérard Chastagnaret. "Sortir du sud: le modèle espagnol" [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_0294-1759\\_1991\\_num\\_32\\_1\\_2452](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1991_num_32_1_2452)

<sup>15</sup> Jordi Nadal: *El fracaso de la revolución industrial en España: 1814 - 1913*. Ariel, Barcelona, 1978, p. 181.

<sup>16</sup> Michel Ralle : "Catalogne et Pays Basque : nationalismes et crise de l'État espagnol". *Matériaux pour l'histoire de notre temps* /Année 1996/Volume 43/N° 1/p.46-50. [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_1996\\_num\\_43\\_1\\_402070](http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1996_num_43_1_402070) consulté 29/04/2017.

<sup>17</sup> José Álvarez Junco : *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*. Taurus Ediciones, 2001.

<sup>18</sup> Voir : *La nacionalización en España* dans *Ayer* 90/2013, consulté le 28/04/2017 sur [https://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer90\\_NacionalizacionenEspana.pdf](https://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer90_NacionalizacionenEspana.pdf)

centres basquistes (batzokis) s'ajoutent les sports populaires, les sports de montagne, le folklore, la défense de l'Euskera et même une vision ultra de la religion, prenant soin de prendre également en main la formation féminine ; la création des journaux et des syndicats renforçant et multipliant cet effort. Il faut rappeler que la faiblesse de la nationalisation espagnole est également le résultat de la faiblesse de la bourgeoisie espagnole, ce qu'Ortega y Gasset ne manquait pas de souligner dans une conférence : "¡Como si no consistiese la máxima peculiaridad de nuestra historia en la relativa inexistencia, por lo menos en la anormal debilidad de la burguesía en esta península!"<sup>19</sup>. Déclaration qu'il faut mettre en relation avec ses accusations réitérées contre la monarchie espagnole sous la Seconde République. Il reprochait que celle-ci n'ait pas été une institution active dans la nationalisation de la société espagnole, car en divisant pour mieux régner, elle aurait pris grand soin d'éviter la formation d'amples mouvements populaires, capables de s'opposer à son pouvoir :

Por eso la Monarquía con astucias de raposa que suelen tener siempre las viejas fuerzas tradicionales, fomentaba esa chabacanería, ese caciquismo, segura de que con él bastaba para hacer imposible, para impedir que se articulasen grandes movimientos políticos que lanzasen a España al libre mar de la historia, donde había de zozobrar su navecilla flordelisada.<sup>20</sup>

Il faut noter qu'avant que ne se produise le phénomène de l'industrialisation la richesse était surtout le résultat d'une économie mercantiliste, fondée sur le commerce international de l'or et l'argent américains du XVIe siècle qui servirent fondamentalement à financer de nouvelles guerres, sans jamais arriver à faire de la monarchie castillane la plus riche des monarchies, même si pendant un temps elle a été la plus puissante. En réalité à travers l'achat de produits manufacturés aux pays du Nord de l'Europe, elle contribua davantage à la prospérité de ceux-ci, c'est pourquoi même si la monarchie espagnole détenait l'exclusivité des échanges avec le Nouveau Monde, les métaux américains ne stimulèrent pas le commerce espagnol, au contraire. Au même moment elle expulsait les Juifs, très actifs dans le monde des affaires, la médecine et l'artisanat. Au XVIIe siècle, une nouvelle expulsion, celle des morisques privait les champs espagnols et l'artisanat d'une main d'oeuvre spécialisée et active. L'Espagne ratait alors la première transformation économique laissant périlcliter les

---

<sup>19</sup> José Ortega y Gasset: *Obras Completas*. Edición Revista Occidente S. A., Madrid 1969. Tomo 11, *Escritos Políticos (1922-1933)*, p. 403 - Conferencia en Madrid: *Rectificar la República*, 06/12/1931.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 437 - *Discurso en Oviedo*: 10/04/1932. Publicado en *El Sol*, 12/04/1932.

secteurs prospères comme le textile. Le grand centre financier d'Europe ne s'établit pas à Cadix ou Séville, mais à Anvers qui devint le grand carrefour des affaires entre 1500 et 1550, explique Fernand Braudel<sup>21</sup>. Ce grand centre financier n'est jamais resté fixe, il s'est déplacé à Gênes (1550 - 1560) pour ensuite se resituer au Nord de l'Europe, à Amsterdam (1590 - 1610), mais jamais sur la péninsule ibérique. C'est pourquoi malgré les continuelles arrivées aux côtes espagnoles, de navires chargés de trésors américains, le XVII<sup>e</sup> siècle amorce pour l'Espagne une phase de déclin, même si le pays restait un des plus puissants. Le XVIII<sup>e</sup> siècle a amorcé incontestablement un redressement avec une certaine expansion dans la deuxième moitié du siècle, mais le perpétuel problème est resté celui des finances de l'État. Le sujet des impôts est récurrent et sensible tout au long de son histoire, il a contribué à aviver les protestations et révoltes de toute sorte, et on peut considérer que, pour les régions qui avaient antérieurement fait partie d'un autre royaume historique, il s'est facilement transformé en une invitation à se tourner vers le passé pour revendiquer des lois primitives, susceptibles d'alléger la charge fiscale - le cas de la Couronne d'Aragon est paradigmatique, puisque les impôts y étaient moins lourds<sup>22</sup> -. La pauvreté est toujours un facteur, cependant la Guerre d'Indépendance a pu configurer une certaine fraternité espagnole face aux troupes napoléoniennes, mais elle n'a été qu'une illusion. Certains curés fanatiques luttaient pour le retour de l'Ancien Régime, tandis que les libéraux dans leur majorité avaient l'espoir de voir s'instaurer une Espagne différente, la Constitution de Cadix en étant le premier gage. L'Espagne libérée s'est révélée finalement autoritaire, rétrograde et encore plus pauvre avec le retour de Fernando VII au pouvoir. Dans sa grande majorité le pays restait égal à lui-même dans la mesure où le seul changement social significatif fut une pseudo réforme agraire, où les biens de mainmorte mis aux enchères favorisèrent surtout la grande propriété. Les plus nantis purent accaparer davantage de terre tandis qu'un secteur de la population perdait la jouissance des terres communales, et sombrait dans la pauvreté la plus absolue. Certains historiens appellent cette réforme comme "reforma agraria al revés" ; comme nous l'avons vu, elle a rendu les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Son deuxième effet paradoxal fut qu'elle aida à grossir les rangs

---

<sup>21</sup> Fernand Braudel : *La dynamique du capitalisme*. Éditions Flammarion, Paris, 2008, p. 90

<sup>22</sup> Les Catalans perdaient leurs fueros, lois particulières en 1714, alors que les Basques les conservaient un siècle de plus, jusqu'en 1876, fin de la dernière guerre carliste.

des carlistes qui étaient les seuls à défendre l'ancien *statu quo* garant de la survie des plus démunis en s'opposant au libéralisme et au capitalisme qui lui était associé ; les carlistes faisaient ainsi figure de défenseurs des pauvres. Dans cette ambiance générale de déchéance, de manque d'expectative pour les plus nombreux, il n'est pas étonnant que l'instabilité gouvernementale ait régné et que dans toutes les régions ait fleuri un renouveau nostalgique des cultures autochtones, suivant le sillage du mouvement romantique né en Allemagne. Les secteurs qui montraient leur désaffection à la Couronne et tout ce qu'elle signifiait historiquement devaient fatalement se multiplier. Lors de la Première République, les républicains fédéralistes accusaient les républicains unitaires de reproduire les mêmes vices que la monarchie, cette forte division dans les rangs libéraux jetterait les bases des futurs mouvements régionalistes et de leurs ultérieures versions nationalistes. Toutefois si le régionalisme est devenu présent un peu partout dans la péninsule, il n'a pris des dimensions supérieures que là où s'est effectivement produite l'industrialisation, parce que non seulement les conditions géographiques (proximité des centres marchands et proximité des côtes) ont eu leur importance, mais aussi les conditions historiques ont été déterminantes, en particulier la tradition commerciale.

#### **4.2 - Une solide base : la tradition commerciale**

À nouveau c'est en Europe que la tradition commerciale a favorisé des circonstances qui n'ont pas eu les mêmes effets dans d'autres parties du monde. L'historien Fernand Braudel dans sa tentative d'expliquer l'originalité de la civilisation européenne attire notre attention sur cette différence. Il rappelle que tout au long du Moyen-âge certaines villes ont conquis des statuts privilégiés grâce à leur richesse matérielle, et il cite en particulier les villes-états : Venise, Gênes, Florence, Milan, Gand, Bruges, où se seraient formés les premiers noyaux financiers importants, grâce selon lui, au commerce au loin. Il situe également la ville de Barcelone<sup>23</sup> dans ce circuit qui préfigure pour lui le futur capitalisme européen. Valence n'y est pas incluse, or au

---

<sup>23</sup> Fernand Braudel: *Grammaire des civilisations...*, op. cit., p. 436.

XVe siècle, elle faisait partie de ce réseau commercial privilégié et elle recevait dans son port les grands bateaux qui s'adonnaient au commerce au loin. C'est justement à cette période qu'elle a connu sa phase de prospérité la plus notable et qu'elle a déployé une production culturelle sans précédent. Outre la personnalité brillante et unique de Ramon Llull des îles Baléares, à Valence toute une pléiade d'auteurs ont donné à la langue valencienne une dimension et une répercussion qu'elle n'avait jamais eues auparavant, avec des tendances très novatrices pour l'époque qui ont produit le siècle d'or Valencien. On compte parmi les principaux auteurs Jordi de San Jordi, Ausias March, Jaume Roig, Rois de Corella, et Joanot Martorell, ce dernier précisant dans la préface de son livre qu'il n'écrivait ni en limusí ni en catalan mais en valencien. C'est également à cette époque que se sont construits les grands monuments historiques comme *las Torres de Serrano* (les tours de Serrano) ou la *Lonja de los Mercaderes* (la Bourse). Mais ce siècle de gloire pour Valence a été éphémère, le royaume voisin, la Castille a pris sa suite grâce à la découverte de l'Amérique. Elle s'est enrichie singulièrement et a produit à son tour, son propre siècle d'or. Ce n'est donc pas par hasard si là où s'amasse la richesse, la culture et le pouvoir sont exaltés ; l'élite responsable de ces changements se chargeant de glorifier son nom, son territoire et sa culture. Pour Valence, la tradition a certainement été le facteur qui a fait défaut, en tant que terre fraîchement reprise aux Maures, la noblesse ne s'y est pas sentie enracinée, et elle a facilement émigré vers la nouvelle Cour royale, lorsque celle-ci a changé de ville. Par contraste une région comme la catalane, où la Reconquête était beaucoup plus ancienne, et où l'ambition politique avait pris racine, la tradition a pu jouer un rôle décisif, car la vocation commerciale des Catalans est détectable dès le Moyen-âge, comme l'a indiqué Fernand Braudel. Par ailleurs, un autre auteur, E. Franck Koller rapporte comment les Catalans ont très tôt développé leur propre réseau commercial avec la ville flamande de Bruges, dès le XIIe ou XIIIe siècle<sup>24</sup> ; il précise que "Barcelone était le terminus méridional de la route suivie par les marchands catalans"<sup>25</sup>. Des institutions comme les *Prohoms de Mar* (Prudhommes de la Mer), le *Consulat del Mar* (rebaptisée en 1886 comme Chambre de Commerce, Industrie et

---

<sup>24</sup> E. Franck Koller. IN NOROIS N° 80, 1973, p. 676 a 683. *Le commerce médiéval Flandres - Espagne: une conclusion géographique*, sur [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/noroi\\_0029-182\\_1973\\_num\\_80\\_1\\_3329](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/noroi_0029-182_1973_num_80_1_3329)

<sup>25</sup> *Ibidem*.

Navigation de Barcelone: *Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona*), ou la Taula de canvi (1401 – bureau d'échange de monnaie), servaient à assurer les envois distribués par le réseau des *botigues de comanda* (comptoirs d'Outre-Mer), ce qui montre un degré de spécialisation. Cette tradition a été une des raisons qui a poussé les Catalans à participer activement à la reconquête des Îles Baléares, avant celle du royaume de Valence. Il était vital pour eux d'expulser les Maures qui menaçaient leurs convois en mer Méditerranée. Plus tard, pendant la conquête de l'Amérique, Fernand Braudel signale qu'il existait une "Grande Route de Barcelone à Gênes pendant le deuxième cycle des métaux précieux en provenance d'Amérique"<sup>26</sup>. Leur participation dans le commerce avec l'Amérique s'est déroulée d'une manière indirecte, dans un premier temps, les commerçants catalans se déplaçaient vers les ports andalous de Séville et Cadix. Cette constante mobilité et cette spécialisation dans le monde des affaires leur a permis d'être plus conscients du potentiel offert par les grandes inventions venues du nord de l'Europe, particulièrement d'Angleterre. Ceci explique que ce soit la première région espagnole à importer des machines anglaises comme le signale Juan Hernández Franco<sup>27</sup>, et à être aussi la première à se lancer dans le tissage d'une fibre d'outre-mer, comme le coton. Ainsi l'industrialisation du textile pénètre en Catalogne dès la fin du XVIIIe. À partir de la deuxième moitié du XIXe siècle elle entre dans l'ère du machinisme de plein fouet, alors que l'Espagne reste en grande partie étrangère au phénomène industriel. Jordí Nadal signale toutefois des exceptions notoires en Andalousie pendant le XIXe siècle, deux entreprises : *Industria Malagueña, S. A.* (1848-1960) et *La Aurora* (1858-1905)<sup>28</sup>. Pour le reste, le témoignage, en 1843 de Jaime Balmes (1810 – 1848), philosophe et grand homme politique catalan, est significatif, car il révèle les contrastes qui se creusaient entre la Catalogne et le reste de l'Espagne :

Conviene no perder de vista que Cataluña es la única provincia que participa propiamente hablando del movimiento industrial europeo y así sólo en ella se presentan los nuevos problemas sociales (...) Cuando se pasa de Cataluña al extranjero nada se observa que no sea una especie de continuación de lo que ahí se ha visto. Diríase que el viaje se hace dentro de una

<sup>26</sup> Fernand Braudel: *El Mediterráneo y el mundo mediterráneo en la época de Felipe II*. Fondo de Cultura Económica. México, 1953, Tomo I, p. 644.

<sup>27</sup> Juan Hernández Franco: *Gestión Político-Económica de Floridablanca respecto a Cataluña (1777 – 1792)* – <https://mcv.revues.org/2900>

<sup>28</sup> Pour ces deux entreprises voir dans Jordí Nadal: *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814-1913...*, op. cit. p. 219-225.

misma nación, de una a otra provincia, pero al salir del Principado para lo interior de España entonces parece que en realidad se ha dejado la patria y se entra en países extranjeros.<sup>29</sup>

André de Reparaz signale effectivement un exode rural significatif entre 1840 et 1850, puisque Barcelone aurait vu augmenter sa population de 47,7%, Manresa de 22,6% et Sallent de 34,9%<sup>30</sup>. Par ailleurs Nadal apporte des chiffres pour illustrer le décalage de l'industrie textile catalane par rapport au reste du territoire catalán, assurant que de 1857 à 1913 les importations de matières premières (fondamentalement le coton) dans les ports espagnols (sauf la Catalogne) atteignaient 192 467 tonnes, qui représentaient 7,46% du volume importé dans les ports catalans. Il précise que sur 2 200 000 fuseaux existants en Espagne en 1913, plus de 2 millions étaient en activité sur le territoire catalan<sup>31</sup>. Les chiffres sont donc assez éloquentes.

On observe aussi une tradition artisanale importante au Pays Basque. Jordi Nadal rapporte comment l'activité commerciale basque présente depuis très longtemps, une base solide pour la future activité industrielle qui bénéficierait par ailleurs d'un fer de très bonne qualité :

Tradicionalmente, desde tiempos muy remotos las herrerías vascas habían sido las más activas de España. A fines del siglo XVIII su estado era muy floreciente, hallándose especializadas en la producción de anclas y otros pertrechos navales, objetos de una intensa demanda por parte de Guarnizo y La Habana<sup>32</sup>.

Son autre activité traditionnelle, la navigation, qui lui avait permis de se livrer à l'exportation, notamment avec le Venezuela depuis 1728 (*La Real Compañía Guipuzcoana de Caracas* - Real cédula de Felipe V, 25/09/1728), aurait également son rôle clé, notamment vis-à-vis de l'Angleterre. Si les premières prospections minières sont entreprises à l'initiative d'hommes d'affaires étrangers, comme l'indique Jordí Nadal : "Los orígenes de la moderna industria del hierro remontan, en Oviedo, a 1840, fecha de la llegada de un núcleo de capitalistas ingleses, dirigido por John Manby, con

<sup>29</sup> Siguan, Miquel : España plurilingüe, Alianza Editorial, S. A., Madrid, 1992, p. 38.

<sup>30</sup> André de Reparaz : "Sur l'origine de l'industrie catalane par Vila Valenti". In: Méditerranée, 2e année, N° 2, 1961. (p. 83-87), p. 83. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit\\_0025-8296\\_1961\\_num\\_2\\_2\\_1005](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit_0025-8296_1961_num_2_2_1005)

<sup>31</sup> Jordí Nadal: *El fracaso de la revolución industrial en España: 1814 - 1913...*, op. cit., p. 218-219. Nadal cite : Fédération Internationale des Associations Patronales de Filateurs et Manufacturiers de Coton, Statistiques sur les stocks de cotons existant en filatures au 1er mars 1913 avec bordereaux antérieurs pour faciliter les comparaisons, Manchester 1913, table de la page 4, avec les chiffres par pays pour les fuseaux en activité.

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 178.

el fin de estudiar los cotos hulleros de Tudela y de Mieres"<sup>33</sup>, très tôt des personnalités éminentes de la société basque, comme Ramón de la Sota (1857 – 1936), Juan Tomás de Gandarias y Durañona (1870 - 1940), Tomás de Zubiría Ybarra (1857 - 1932), Víctor Francisco Chávarri Salazar (1854 - 1900) prennent le relais des activités, et les exportations de fer vers les îles britanniques démarrent dans les vingt-cinq dernières années du XIXe siècle. L'arrivée d'une main d'oeuvre externe à la région commence à partir des années 1877 et 1897 - première phase du décollage industriel -, où la population de la province la plus industrielle la Biscaye, se serait accrue de 47%<sup>34</sup>.

Malgré tout il serait faux et injuste de croire que seules deux régions ont montré des aptitudes pour l'industrialisation. Gabriel Tortella attire l'attention sur le fait qu'il existait une activité industrielle en Andalousie, en particulier Malaga et Séville. Malaga avec "La Industria Malagueña", et ses hauts fournaux ("La Constancia") ainsi que son port qu'il qualifie d'important d'où s'exportaient du vin et de l'huile d'olive. Il précise même qu'en 1860, cette ville était la cinquième plus importante d'Espagne, et la première à disposer d'une banque d'émission de monnaie, après la loi de 1856<sup>35</sup>. Séville se distinguait surtout à cause de ses hauts-fournaux ("El Pedroso")<sup>36</sup>. Tout ceci prouve que le phénomène de l'industrialisation ne fut pas spécifique à deux régions espagnoles seulement, mais il est vrai que ce furent les deux régions où le phénomène se consolida, alors qu'en Andalousie il s'enraya.

Le résultat est que ces deux évolutions la catalane et la basque sont symptomatiques non seulement par rapport à l'Espagne, mais aussi par rapport à la France, où la Catalogne française et le Pays Basque français évoluent dans un autre contexte<sup>37</sup>. Ce sont donc, des conditions historiques et économiques spécifiques qui marquent le destin de ces deux régions espagnoles. De l'autre côté des Pyrénées la réalité est autre, et même si la langue catalane et la langue basque sont présentes, le concept de nation française, lié à la révolution, n'est pas remis en cause. Nous allons

---

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 171.

<sup>34</sup> *Ibidem*.

<sup>35</sup> Tortella Casares, Gabriel : *Los orígenes del capitalismo en España...*, op. cit., p. 93-94.

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 95.

<sup>37</sup> Hubert Peres : "Identité nationale et sociologie de la connaissance. Notes pour une comparaison de la construction identitaire en France et en Espagne". Pôle Sud N° 14, mai 2001, p. 57-71. [http://www.persee.fr/doc/pole\\_1262-1676\\_2001\\_num\\_14\\_1\\_1105](http://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2001_num_14_1_1105) consulté le 29/04/2017.

expliquer dans quelle mesure le phénomène de l'industrialisation et celui de la nationalisation sont irrémédiablement liés.

### 4.3 - Une dynamique sociale originale

On trouve des auteurs qui sans entrer dans la dialectique des thèses primordialistes et modernistes, soulignent déjà la relation étroite et pratiquement *sine qua non* qui existe entre le nationalisme et le phénomène de l'industrialisation. Le cas de Sidney Pollard, est significatif avec son œuvre de synthèse sur les effets de l'industrialisation en Europe dans laquelle il explique :

Las fuerzas históricas que ocasionaron este desarrollo (cambio en el carácter de la economía europea en 1870) estaban estrechamente conectadas con las implicadas en la industrialización; el ascenso del estado, y en última instancia del estado nacional como agente directivo, pues, no es accidental. Las interrelaciones son demasiado numerosas y demasiado complejas para tratarlas aquí en detalle, pero entre ellas estuvo el ascenso de una clase burguesa, de las ciudades y de nuevas industrias, cada uno de cuyos elementos demandaba la creación de nuevas políticas sociales y económicas, que en definitiva solo podían tener su origen en el estado soberano. Los ideales del nacionalismo, en muchos aspectos tan significativo en las revoluciones de este periodo, como lo fueron las cambiantes constelaciones de clases sociales, tenían raíces parcialmente semejantes: el crecimiento de la alfabetización, de una clase culta y de una clase burguesa afirmando su derecho "popular" frente a los privilegios dinásticos y feudales. Su difusión en las sociedades contemporáneas que todavía no se hallaban en una etapa de desarrollo económico que se pudiera comparar en cuanto a su madurez tenía que tener los esperados resultados desequilibradores.<sup>38</sup>

Quant à ceux qui ont abordé pleinement le débat sur le nationalisme, on peut citer le théoricien moderniste Ernest Gellner qui dans son ouvrage intitulé : *Nation et nationalisme*<sup>39</sup>, signale une relation directe entre l'industrialisation et l'émergence du nationalisme. Les auteurs primordialistes<sup>40</sup> sont assez nombreux avec des variantes, mais les modernistes<sup>41</sup> ont aussi les leurs. Le professeur de droit constitutionnel, de l'université de Deusto, Kepa Bilbao Gaubeka<sup>42</sup> explique comment ces derniers proposent divers axes de réflexions, néanmoins il est évident que tous finissent par

<sup>38</sup> Sidney Pollard. *Peaceful conquest La conquista pacífica...*, op. cit, p. 261.

<sup>39</sup> Ernest Gellner : *Naciones y nacionalismos*, Ed. Cast. Alianza Editorial, S. A. Madrid 1988.

<sup>40</sup> Parmi les primordialistes il situe : Geertz, Adrian Hasting, John Amstrong, Anthony D. Smith.

<sup>41</sup> Parmi les modernistes il situe: Elie Kedourie, Hans Khon, Ernest Gellner, Eric Hobsbawm, A. Giddens, I. Berlin, John Breully, C. Tilly, M. Mann, Ton Nairn.

<sup>42</sup> Kepa Bilbao Gaubeka: "Naciones y nacionalismos: notas sobre teoría nacional. (Una versión reducida en hika, n° 121-122, abril-mayo 2001) <http://kepabilbao.com/files/naciones/naciones6.html>

converger, d'une manière directe ou indirecte sur le phénomène de l'industrialisation ; que ce soit par le biais culturel d'Ernest Gellner, celui de classe, défendu par les marxistes, par le biais psychologique, étudié par A. Giddens et I. Berlin, par le biais politique de John Breully, C. Tilly, A. Giddens, et M. Mann, ou par le biais idéologique de Kedourie, ou bien l'économique de Tom Nairn. On conçoit aisément que la réalité ne puisse pas se limiter à conditionner un seul aspect d'une société. La complexité est généralement la norme.

Somme toute cette analyse ne peut pas être autre, car d'un point de vue simplement historique, le phénomène de l'industrialisation est considéré comme une étape stratégique qui littéralement marque des divisions à l'intérieur de l'évolution humaine. Le préhistorien australien Vere Gordon Childe (1892 - 1957) établit une correspondance entre la révolution industrielle et la "révolution néolithique"<sup>43</sup> dans le sens où chacune de ces deux découvertes a produit des changements essentiels dans les conditions de vie de l'humanité. Ces deux révolutions se déroulent par étapes, et signifient une relation différente de l'homme avec le territoire qu'il habite ou par lequel il transite. La sédentarisation qui est le résultat de la néolithisation, soit le résultat de la découverte de l'agriculture, a posé les bases de l'histoire, et a favorisé à la fois un développement et une plus grande sophistication de la vie sociale, avec l'importance de l'aspect religieux, mais aussi celui de l'écriture. Un autre auteur, Yves Courrier s'attache, sur un site de l'Unesco, à expliquer comment la société de l'information et des technologies pourrait constituer une troisième révolution de l'humanité, et il passe en revue les moments clés qui ont permis d'arriver jusqu'à ce stade. Il met justement en évidence les différences fondamentales entre la société industrielle et la société agraire, chacune d'elle représentant une révolution par rapport à la situation antérieure :

La révolution industrielle est une mutation plus importante que bien d'autres événements historiques comme l'invention de l'écriture ou de l'imprimerie, la "découverte" du nouveau monde ou la chute de l'empire romain à cause de l'ampleur de ses effets. Les conséquences de la révolution industrielle sont en effet un accroissement sans précédent de la productivité pour la maîtrise des sources d'énergie de leurs transformations ainsi que l'introduction de nouvelles méthodes de travail, l'explosion démographique et des nouveaux modes d'urbanisation et enfin l'élévation généralisée du niveau de vie des sociétés concernées. La seule mutation

---

<sup>43</sup> Vere Gordon Childe: *Los orígenes de la civilización*. Fondo de Cultura Económica de España, S. L., 1996. 335 p.

comparable serait la révolution néolithique, avec la maîtrise de l'agriculture et de l'élevage, ayant amené la fin des sociétés nomades, le début de la sédentarisation de l'humanité avec la création des villes, le développement des transports et l'invention de l'écriture et enfin les premières grandes organisations sociales.<sup>44</sup>

Il faut signaler cependant qu'à l'intérieur de la "révolution néolithique" des différences fondamentales ont lieu, car seule une civilisation, la civilisation féodale, en Europe a créé le concept de propriété privée, et a modifié substantiellement la relation d'identification entre la terre et la société qui l'habitait. Un autre point important à détacher est que à l'instar de l'industrie, l'agriculture n'a pas pénétré de la même manière dans tous les territoires, certains ont été plus adaptables que d'autres. Si certaines terres étaient naturellement plus fertiles, et donc plus généreuses en récoltes, toutes les régions n'ont pas été dotées pareillement pour l'industrie. Et soulignons-le, c'est l'industrie extractive qui a marqué la véritable entrée dans l'ère industrielle pour le continent européen. Sidney Pollard explique comment après l'Angleterre, c'est la Belgique qui a réalisé son décollage grâce à ses abondantes mines de charbon qui étaient relativement peu profondes. Le Nord de la France a dû se protéger pendant un temps de la concurrence belge, parce que, contrairement à sa voisine, ses mines de charbon étaient beaucoup plus profondes et nettement moins rentables que les belges. Ce n'est que lorsque les techniques ont été plus avancées que les mines du Nord de la France, concrètement celles du département Nord-Pas-de-Calais, ont pu être exploitées de manière rentable.

Il est évident qu'il existe une complexité dans tous ces phénomènes, mais ce n'est pas l'objet de cette étude, par contre il nous paraît important de souligner que c'est cette complexité qui détermine les changements et par conséquent, le seul critère culturel est insuffisant à expliquer l'histoire d'une région ou d'un pays. Dans l'histoire de l'humanité les circonstances, les idées, les priorités marquent les nouvelles directions et rendent facilement caduques des raisonnements qui ont pu être pleinement valides pendant un temps. Si, comme nous le pensons en suivant la théorie d'Ernest Gellner, et nous croyons pouvoir le démontrer avec ces explications, l'industrialisation a pu au XIXe siècle encourager fortement l'émergence des

---

<sup>44</sup> Yves Courrier: *Société de l'information et technologies*. Unesco Web World News/ Point of View. [http://www.unesco.org/webworld/points\\_of\\_views/Courrier\\_1.shtml](http://www.unesco.org/webworld/points_of_views/Courrier_1.shtml) (17/05/2014).

nationalismes périphériques en Espagne - *a contrario* -, son absence, comme dans le cas valencien peut expliquer la non remise en cause d'un *statu quo*.

Ernest Gellner insiste sur le facteur de l'industrialisation qui pousse à l'alphabétisation de la population et favorise une étape supérieure à celle où apparaît simplement l'écriture, qui est celle du stade agraire, où l'alphabétisation et la culture sont le domaine réservé d'une élite. Par contre dans la société industrielle l'écriture n'est plus réservée à une élite, elle devient un moyen de communication habituel (par exemple les journaux), et donc un instrument idéologique comme le souligne Sidney Pollard : "...la alfabetización requerida por la nueva vida urbana y el empleo fabril generó los maestros y escritores que tanto hicieron por propagar la idea nacional"<sup>45</sup>. Or l'Espagne du XIXe siècle avait un retard important sur le plan éducatif ; la loi Moyano de 1854 qui décrétait le caractère obligatoire de l'école était difficile à appliquer dans les zones rurales à cause de l'insuffisance des voies de communication et la nécessité du travail des enfants. D'un autre côté il existait un manque de volonté politique de la part des dirigeants de la Restauration pour promouvoir l'alphabétisation qui était, à juste titre, perçue comme un instrument d'émancipation et de promotion sociale. Les républicains étaient de fermes défenseurs de l'éducation nationale, Joaquín Costa revendiquait "Escuela y despensa"<sup>46</sup>, Blasco Ibáñez parlait des livres comme "El pan del alma"<sup>47</sup>. Ernest Gellner déclare que « El nacionalismo tiene un profundo arraigo en las exigencias estructurales distintivas de la sociedad industrial »<sup>48</sup> (Le nationalisme a une origine profonde dans les exigences que produisent les structures qui caractérisent la société industrielle), car la langue devient à la fois un élément de rationalisation, de contrôle et d'appartenance, et l'on peut ajouter, une preuve en dernière instance, que la convergence entre nouvelle économie et nation s'est effectivement bien opérée. Gellner dégage la complexité des changements qui ont lieu au sein d'une société, qui passe du stade agraire au stade industriel. Toutes les transformations sociales et structurelles qui s'y déroulent sont profondes, voire opposées à la dynamique du stade antérieur. Autrement dit, il faut chercher

<sup>45</sup> Sidney Pollard : *Peaceful conquest La conquista pacífica...*, op. cit.

<sup>46</sup> <http://www.fundaciongimenezabad.es/juristas/es/corpus/unidad.cmd?idUnidad=29248&idCorpus=10689&posicion=1>

<sup>47</sup> Vicente Blasco Ibáñez: "Pan del alma", *El Pueblo*, 05/01/1900

<sup>48</sup> Ernest Gellner: *Naciones y nacionalismos...*, op. cit., p. 53.

l'explication dans les nouvelles circonstances créées et les nouvelles conditions de vie, comme la contrainte du regroupement des populations sur leur nouveau lieu de travail. Celui-ci n'est plus un espace ouvert et étalé sur la distance, mais un espace fermé et limité, beaucoup plus surveillé par ailleurs, ce qui donne à la communication - soit la langue - une autre dimension. Précisons que dans la société industrielle la communication se trouve au coeur des changements, elle acquiert une intensité et une valeur qu'elle n'a jamais eue auparavant dans les sociétés agraires. Elle devient pour cela le centre névralgique d'un nouveau mode de vie. Si dans les sociétés primitives agraires, la différence de langue entre le roi et les sujets était une garantie d'éloignement et d'inaccessibilité par rapport au pouvoir - rehaussant son caractère exclusif, voire de droit divin -, dans le monde industriel cette différence serait vécue comme une difficulté, qui ralentirait l'exécution des ordres, un obstacle pour l'organisation de la vie collective. Dans la traditionnelle société agraire être capable de parler la langue du souverain, c'était démontrer une position sociale aisée, or dans la société industrielle, la langue n'est plus le signe d'un privilège mais une norme primaire qui s'applique à tous et qui répond à une autre réalité, mais aussi à une autre stratégie politique, celle d'une théorie démocratisation de la vie publique. Le nombre de personnes qui connaissent et pratiquent une langue est un potentiel de développement matériel et intellectuel pour une société industrielle, chose impensable dans la traditionnelle société agraire :

En el estado agrario alfabetizado tipo, la clase dirigente está formada por una pequeña minoría de la población estrictamente separada de la gran mayoría de productores agrícolas directos o campesinos. En términos generales, su ideología, más que atemperar, acentúa la desigualdad de clase y el grado de alejamiento del estrato dirigente (...). Sin embargo el punto más importante es el siguiente: el estrato dirigente, tanto en general como para los diferentes substratos que alberga, hace hincapié, más que en la homogeneidad, en la diferenciación cultural. Cuanto más diferenciados estén los diversos estratos en toda clase de detalles, menor fricción y ambigüedad habrá entre ellos. Todo el sistema propicia una división cultural en series horizontales y puede llegar a inventarlas y reforzarlas cuando están ausentes. A fin de fortalecer la diferenciación y darle autoridad y persistencia se atribuyen diferencias genéticas y culturales a lo que en realidad no es más que estratos diferenciados por su función.<sup>49</sup>

La portée du phénomène industriel et de ses implications sur la langue est facilement mesurable en Espagne, à partir du moment où l'on compare ses effets politiques à l'intérieur des traditionnels mouvements de révoltes. Miquel Siguan, qui a étudié les principales transformations linguistiques subies par l'Espagne tout au long

---

<sup>49</sup> *Ibidem*, p. 23 et 24.

de son histoire, a mis en relief cette constatation très significative. Toutes les révoltes contre le pouvoir central, antérieures au dernier tiers du XIXe siècle, ne cherchaient en rien à protéger les langues différentes du castillan. Ainsi les révoltes carlistes qui exigeaient fondamentalement le retour des droits féodaux et s'opposaient au libéralisme et à son corollaire, le capitalisme, ne prêtaient aucune attention aux différences linguistiques, et pourtant ces langues appartenaient aux régions où le carlisme était le plus combatif : la Navarre, le Pays Basque intérieur, la Galice, Valence et la Catalogne intérieure, fondamentalement les zones de petites propriétés pauvres. Et il va jusqu'à souligner :

Por lo tanto, ninguno de los grupos ideológicos que pretenden influir en la vida política española hasta el último tercio del siglo XIX considera que la diversidad lingüística constituya un problema que merezca ser planteado. Hombres políticamente tan influyentes como Balmes o el general Prim, para los que el español era su segunda lengua, no hacían alusión al tema.<sup>50</sup>

On observe la même chose avec les républicains fédéralistes, qui dans un premier temps ne justifient pas la rupture avec le système centraliste au nom d'arguments culturels mais au nom d'arguments essentiellement politiques, et du besoin d'équilibrer le pouvoir ; les thèses de Pi y Margall en sont une bonne démonstration. Ce sont donc incontestablement les effets de l'industrialisation, qui ont ouvert de nouvelles perspectives aux aspirations d'autogestion présentes dans toutes les régions espagnoles, à cause des thèses fédéralistes, mais concrétisées finalement avec un statut d'autonomie, avec la Seconde République, là où la bourgeoisie industrielle a été suffisamment puissante pour piloter le processus institutionnel.

Par ailleurs la "démocratisation" apparente de la langue n'est pas accompagnée d'une véritable démocratisation du système, car les conditions de vie sont loin d'être égalitaires pour tous, Ernest Gellner, le souligne : "... en sus primeras etapas la sociedad industrial engendra asimismo una desigualdad muy acusada, lacerante y visible."<sup>51</sup>, néanmoins, la langue est un élément fondamental du système, elle devient une condition d'intégration sociale, en particulier dans le monde du travail. Ensuite la relative sécurité d'un salaire (celui des premières manufactures) face au caractère

<sup>50</sup> Miquel Siguan: *España plurilingüe...*, op. cit., p. 31.

<sup>51</sup> *Ibidem*, p. 101.

souvent saisonnier du travail agricole est une différence significative. Le progrès matériel est une aspiration légitime pour tout être humain, et la volonté de consolider ses chances peut parfaitement conditionner un individu à remettre en cause ses origines ou le cadre institutionnel qui le gouverne. À l'intérieur d'un pays appauvri où l'émigration restait souvent la solution incontournable, la prospérité de ces deux régions qui offraient du travail et s'ouvraient au progrès matériel, était une puissante réalité, qui pouvait agglutiner des aspirations et des volontés face aux vastes zones rurales qui vivaient encore dans des conditions d'économie de subsistance, quasiment de sous-développement.

On ne peut donc pas nier les conséquences multiples de l'entrée d'une société dans l'industrialisation, car les transformations ne sont pas seulement externes (exode rural, urbanisation, agrandissement des villes), elles sont aussi internes, et elles affectent profondément la vie des individus jusqu'à l'intérieur de la cellule familiale<sup>52</sup>. Dans la société agraire primitive, la famille apparaît davantage comme un clan par le fait de réunir plusieurs générations (grands-parents, parents, enfants, voire petits-enfants) ; dans la société industrielle, elle commence à se désagréger, se limitant vite aux parents et aux enfants. Mais ce qui est le plus significatif pour notre étude est que le niveau d'exigence change car ce sont les régions les plus riches qui deviennent les plus revendicatives face au gouvernement. Mieux organisées, elles ont multiplié leur système de représentation : partis, syndicats, associations, et plate-formes de coordination. Elles demandent réparation là où les plus pauvres se résignent ou émigrent. Il n'est qu'à voir les revendications faites par la Catalogne (*Les Bases de Manresa*) et par le Pays Basque (*Concierto vasco*). Pensons que face à ces deux exemples il est simple d'apporter un contre-exemple qui met davantage en évidence l'écart qui se creuse dans les comportements entre communautés riches et communautés pauvres. Nous croyons que les sociétés industrialisées, par leur organisation et leur propre dynamique, qui les tient soumises à la concurrence sont beaucoup plus aptes à faire émerger des incompatibilités là où la société agraire traditionnelle n'en faisait pas cas. Le cas de l'ethnie gitane est paradigmatique, présente sur le sol espagnol depuis au moins cinq siècles, elle n'a jamais revendiqué

---

<sup>52</sup> Birbaum, Pierre : "Société de masse". Encyclopaedia Universalis [en ligne], consultée le 17/04/2017, URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/societe-de-masse/>

politiquement une originalité culturelle, qui est pourtant indéniable, ni demandé officiellement une réparation pour les persécutions endurées<sup>53</sup>. Si nous relisons leur histoire nous constatons rapidement que ce peuple ne s'est jamais vraiment adapté au mode de vie sédentaire, c'est-à-dire qu'il n'est jamais entré pleinement dans le stade de la néolithisation, lui préférant un style de vie nomade. D'où cette résistance forcée des Gitans aux travaux agricoles, leur préférence pour les activités commerciales, qu'ils n'ont jamais pu développer normalement puisqu'on leur a vite interdit d'assister aux foires. Celles-ci en effet requéraient le paiement d'un impôt que les Gitans refusaient (ou ne pouvaient pas) de payer. Malgré une langue propre celle-ci s'est vite diversifiée, diluée parmi les autres, jusqu'à disparaître puisque l'écriture et/ou l'alphabétisation leur ont fait défaut. L'aspect religieux aussi en ressort affaibli, bien que les Gitans aient toujours eu leur culte, on les a vite considéré païens. Tout ceci donne raison à Vere Gordon Childe, cité ci-dessus, qui met en relation directe la néolithisation avec la sédentarisation, l'alphabétisation et la religion. Nous voyons que la société industrielle renforce l'alphabétisation et là où a eu lieu une forte industrialisation un nouveau code linguistique a pu naître, ce qui a été le cas en Catalogne et au Pays Basque. Par contre là, où elle n'a pas eu lieu, la langue nationale n'est pas remise en cause y compris dans le cas d'une ethnie aussi originale que la gitane, qui ne remet pas en cause sa nationalité espagnole, bien qu'elle conserve jalousement ses particularités culturelles et même identitaires<sup>54</sup>. Néanmoins elle aurait des arguments plus que suffisants pour rédiger un mémoire de griefs, en raison de son apport au patrimoine artistique espagnol : ses chanteurs, danseurs et musiciens ont donné ce cachet si original au chant et à la danse espagnole ("flamenco"). Dans ce cas les incompatibilités culturelles par rapport à l'ethnie dominante - les Espagnols catholiques (selon la référence bibliographique apportée : "El pueblo gitano en España") - se sont davantage manifestées sous forme de conflictivité sociale ou de marginalité sociale, plutôt que sous la forme d'une revendication nationaliste. On parle de peuple ou de communauté gitane, mais pas de nation gitane. Le "Manifiesto

<sup>53</sup> [http://www.gitanos.org/publicaciones/religiosidad/pdf/01\\_el%20pueblo%20gitano.pdf](http://www.gitanos.org/publicaciones/religiosidad/pdf/01_el%20pueblo%20gitano.pdf) consulté le 20/04/2017.

<sup>54</sup> Voir l'étude faite par le *Ministerio de Sanidad, Política Social e Igualdad* : "Diagnóstico Social de la Comunidad Gitana en España : un análisis contrastado de la encuesta del CIS a Hogares de Población Gitana" 2007". [https://www.msssi.gob.es/ssi/familiasInfancia/PoblacionGitana/docs/diagnosticosocial\\_autores.pdf](https://www.msssi.gob.es/ssi/familiasInfancia/PoblacionGitana/docs/diagnosticosocial_autores.pdf)

del Día Internacional del Pueblo Gitano - 2016"<sup>55</sup> revendique que "El pueblo gitano es parte sustancial de España, de sus comunidades, con una pertenencia de siglos"<sup>56</sup>. On rappelle aussi que les Gitans furent victimes de la persécution nazie (Holocauste), ce que l'on oublie souvent et le manifeste dénonce une invisibilité sociale. Tout ceci montre la transcendance de l'alphabétisation à l'intérieur d'une société, car grâce à cette alphabétisation se crée non seulement un corpus bibliographique mais aussi une mémoire historique beaucoup plus complète et significative, et de surcroît, une organisation destinée à protéger cette mémoire. Finalement l'écriture sert à donner une autre projection à la conscience identitaire, et cela devient particulièrement manifeste dans le cas de la communauté gitane qui n'a décidé que très tardivement de créer ses symboles identitaires. Exactement le 8 avril 1971, lors du Premier congrès mondial gitan tenu à Londres<sup>57</sup>. C'est là que furent décidés autant son drapeau (vert et bleu pour symboliser le ciel et les champs, avec une roue rouge au milieu comme le signe d'un chemin parcouru vers la liberté) que son hymne ("Gelem gelem" : j'ai marché, j'ai marché). Et nous devons souligner qu'ils ne servent pas à marquer des limites territoriales, mais à réaffirmer des différences "raciales"<sup>58</sup>, puisque les Gitans sont répartis sur plusieurs pays, comme les Juifs, qui pendant longtemps n'ont eu comme terre de référence que la terre promise. Donc nous insistons à nouveau sur la relation importante qui se tisse entre culture et alphabétisation, qui donne raison aux auteurs modernistes quant à la tardive connotation politique du mot nation. La comparaison avec le peuple gitan, prouve que les différences culturelles ont toujours existé, seule l'industrialisation a pu investir ces différences culturelles d'une charge politique, voire d'une incompatibilité, au point de transformer la définition du mot nation dans les dictionnaires, à partir du XIXe siècle.

Eric Hobsbawm nous informe qu'avant 1884, dans le *Diccionario de la Real Academia Española*, le mot nation signifiait : "La colección de los habitantes en alguna

<sup>55</sup> [https://www.gitanos.org/upload/05/11/Manifiesto\\_Dia\\_Internacional\\_del\\_Pueblo\\_Gitano\\_2016\\_por\\_Manuel\\_Rivas.pdf](https://www.gitanos.org/upload/05/11/Manifiesto_Dia_Internacional_del_Pueblo_Gitano_2016_por_Manuel_Rivas.pdf) consulté 20/04/2017.

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 2.

<sup>57</sup> <http://www.lavanguardia.com/vida/20160408/40971858269/el-pueblo-gitano-celebra-hoy-dia-internacional-con-actos-conmemorativos-y-declaraciones-institucionales.html> consulté 20/04/2017.

<sup>58</sup> Mot qui a disparu dans la législation française [http://www.lemonde.fr/politique/articles/2013/05/16/l-assemblée-nationale-supprime-le-mot-race-de-la-legislation\\_3272514\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/articles/2013/05/16/l-assemblée-nationale-supprime-le-mot-race-de-la-legislation_3272514_823448.html)

provincia, país o reino"<sup>59</sup> ; alors qu'en 1884 apparaissait cette autre définition : "Estado o cuerpo político que reconoce un centro común supremo de gobierno"<sup>60</sup>; ou encore : "Territorio que comprende, y aún sus individuos, tomados colectivamente, como conjunto"<sup>61</sup>. Il précise d'ailleurs que : "En lo sucesivo el elemento común y supremo ocupa un lugar central en tales definiciones, al menos en el mundo ibérico"<sup>62</sup>. Il explique aussi que le concept de gouvernement ne va pas uni strictement à celui de nation avant 1884, parce que le mot nation n'avait alors qu'un sens de "naissance, extraction, rang"<sup>63</sup>. Ce n'est qu'en 1925 que la *Real Academia de la Lengua Española* change la définition de ce mot, sans doute sous la pression de mouvements politiques comme le catalanisme<sup>64</sup>, qui en 1917 avait réussi à installer un de ses chefs de file au Ministère de l'éducation. Tout ceci prouve qu'en Espagne, l'évolution du mot "nation" a été beaucoup plus rapide en l'espace d'un siècle et demi (1884 à 1925), que pendant tous les siècles antérieurs. C'est justement en 1926 que la *Real Academia de la Lengua* ouvre ses portes à la représentation des autres langues hispaniques. Et nous avons vu qu'elle faisait une répartition polémique puisqu'elle englobait d'office sous la dénomination de langue catalane, la langue valencienne et majorquine. Nous ne devons donc pas nous surprendre de la présence du mot "ethnique" dans cette nouvelle définition de la *Real Academia*, en 1926 rapportée par Hobsbawm : "Conjunto de personas de un mismo origen étnico y que generalmente hablan un mismo idioma y tienen una tradición común"<sup>65</sup>. Tenons compte que justement à Valence s'était créé le parti *Unión Valencianista Regional* (1918), et ses dirigeants parlaient déjà de divers "noyaux raciaux" qui composaient la population de la Péninsule ibérique. Nous reviendrons sur ce genre de déclarations, mais nous pouvons apporter cet exemple d'un journal pancatalaniste sous la Seconde République qui en parlant du 12 octobre,

---

<sup>59</sup> Eric Hobsbawm: *Naciones y nacionalismos desde 1780...*, op. cit..., p.23.

<sup>60</sup> *Ibidem*.

<sup>61</sup> *Ibidem*.

<sup>62</sup> *Ibidem*.

<sup>63</sup> *Ibidem*, p. 24. Hobsbawm cite: L. Curne de Sainte Pelaye: *Dictionnaire historique de l'ancien langage français*, Niort, sans date, 8 vols. "nation".

<sup>64</sup> *Ibidem*. Hobsbawm cite en note : *Llengua nació i estat al diccionario de la Real Academia Española*., le livre d'un Valencien Lluís Garcia i Sevilla (psychiatre) installé à Barcelone et rattaché à l'IEC, qui a fait une étude à travers l'observation des diverses définitions du mot "nation", à travers les siècles, par le dictionnaire de la *Real Academia*. Ce qui prouve les intentions politiques avec lesquelles travaillent toujours des catalanistes.

<sup>65</sup> *Ibidem*, p. 24. Hobsbawm cite : L. Curne de Sainte Pelaye : *Dictionnaire historique de l'ancien langage français...*, op. cit.

fête de l'*hispanidad*, déclarait ne pas se sentir concerné : "Parce que dire race suppose pour les Valenciens, dire race castillane, avec l'exclusion totale de tout ce qui signifie le reste des habitants de la Péninsule"<sup>66</sup>.

Nous savons qu'à la même époque où les Catalans commençaient à parler de race, soit de différents noyaux raciaux (nous donnerons des exemples dans une autre partie) Renan avait déjà prononcé sa conférence "Qu'est-ce une nation" (11 mars 1882 à la Sorbonne), et il avait rétorqué à ceux qui en appelaient aux arguments raciaux ou linguistiques - en pensant surtout aux Allemands qui avaient annexé l'Alsace-Lorraine -, que c'était précisément, un argument qui en Europe n'avait pas de fondements valables. Il précisait que ce qui caractérise l'Europe (de l'ouest : là où se trouvent ces vieux pays-nations qu'il a déjà énumérés) c'est qu'elle a vécu comme aucun autre continent un phénomène constant de mélange de ses diverses populations tout au long des siècles : "Qu'est-ce qui caractérise, en effet, ces différents États? C'est la fusion des populations qui les composent"<sup>67</sup>. Comme Braudel il avait signalé que c'était l'invasion germanique qui avait introduit ce qui serait l'originalité de l'Europe - le principe des nationalités -, mais qu'à l'égal de l'Empire romain qui avait adhéré au christianisme, la féodalité caractérisée par l'éclatement des frontières territoriales intérieures, avait d'une manière paradoxale favorisé le brassage des populations parce que l'unité était garantie par la religion catholique. Ce fait n'a pas d'égal ailleurs, l'empire turc lui n'a jamais permis cette fusion, car affirmait-il : "Le Turc, le Slave, le Grec, l'Arménien, l'Arabe, le Syrien, le Kurde sont aussi distincts aujourd'hui qu'au jour de la conquête". Il avertissait que ce phénomène avait commencé sous l'empire romain, et le féodalisme en avait assuré la continuité, car le christianisme : "contracte avec l'Empire romain une alliance intime, et, par l'effet de ces deux incomparables agents d'unification, la raison ethnographique est écartée du gouvernement des choses humaines pour des siècles"<sup>68</sup>. D'où la définition de Renan qui fait de la nation un concept beaucoup plus libéral, dans le sens où elle dépend de la volonté et non de la race. Il proscrit tout déterminisme culturel, une attitude qui va à l'encontre des

---

<sup>66</sup> "La Fiesta de la raza". *El Poble Valencià*, 17/10/1931, p. 1. L'auteur rejetait la fête du 12 octobre qui renvoyait pour lui à la race espagnole <http://www.filosofia.org/ave/001/a220.htm>

<sup>67</sup> Ernest Renan: "Qu'est-ce une nation?", p. 35. Livre en version électronique consulté le 13/05/2017 [http://www.tousvoslivres.com/doc2015/TVL%20-%20Renan\\_quest\\_ce\\_une\\_nation.pdf](http://www.tousvoslivres.com/doc2015/TVL%20-%20Renan_quest_ce_une_nation.pdf)

<sup>68</sup> *Ibidem*, p. 41.

auteurs primordialistes qui s'évertuent à donner à la nation des caractères inhérents et inconfondables. De toute façon ni Renan ni les auteurs constructivistes contestent l'existence de différences culturelles, ce qu'ils contestent c'est que ces différences culturelles aient impliqué ou doivent impliquer une incompatibilité politique. Et là nous devons préciser que cette incompatibilité s'est par contre largement manifestée dans le domaine religieux, avec la Reconquête en Espagne, ou les guerres de religion. Un critère qui aujourd'hui redevient déterminant au Moyen Orient, avec l'autoproclamation de l'État islamique. Dans ce cas les différences nationales n'ont pas empêché le recrutement dans différents pays d'Afrique et d'Europe. Ernest Gellner, Benedict Anderson ou Eric Hobsbawm considèrent que l'alphabétisation, appuyée par l'industrialisation est sans conteste le vecteur principal qui produit le changement, et l'incompatibilité politique. Benedict Anderson rappelle que le développement d'un premier capitalisme se produit dans le monde de l'imprimerie, ou de l'édition, qui est lié au latin, une langue alors accessible seulement à une élite dans toute l'Europe. Lorsque la société industrielle naît, l'écriture devient un code accessible aux masses, ce qui invite les imprimeurs à exploiter les langues populaires écrites, pour élargir leur marge d'exploitation commerciale. C'est justement le moment où se produit une fragmentation dans le monopole de l'édition, parce que les "communautés imaginées" commencent à se distinguer les unes des autres. Donc l'alphabétisation unie à l'industrialisation forme un binôme apparemment innocent, mais qui est pourtant à l'origine d'importants changements politiques et sociaux, notamment le cas de la Catalogne, et aussi celui du Pays Basque. Finalement grâce à l'écriture la communication est devenue facile et rapide et elle a transformé la société. Grâce à elle un nouveau parti politique comme *Podemos* en Espagne a pu placer cinq députés au Parlement européen en 2014 et même, dépasser les résultats d'autres partis plus anciens comme *Unión Progreso y Democracia* (UPyD) (4 députés) grâce au vote des jeunes, grands utilisateurs des réseaux sociaux - invention propre de la société de l'information -, alors que ce parti était totalement inconnu pour la majorité de la société espagnole.

Nous concevons que le phénomène de l'industrialisation est créateur d'un cycle qui se manifeste par une première étape d'alphabétisation massive, génératrice

du mécanisme de nationalisation, grâce à une identification à la langue qui est censée symboliser la nation. Il n'est qu'à voir comment beaucoup de langues ont commencé à se normaliser à partir du XIXe siècle, Ernest Gellner et Benedict Anderson y font largement référence. Et la particularité est que selon la convenance politique qui prévaut on peut aussi bien assister à une unification de langues communes qu'à une différenciation volontaire et artificielle. Nous avons vu que les catalanistes ont essayé l'unification de l'ancienne langue commune limousine, sous le nom de langue catalane. Par contre les Norvégiens qui avaient partagé avec les Danois la même langue écrite, se singularisèrent à partir de 1848, en créant une nouvelle grammaire<sup>69</sup>. Les Finlandais de leur côté ont adopté une langue propre à partir de 1820, alors qu'auparavant la langue d'État avait été le suédois, et même le russe pendant un temps (avec l'union de son territoire à la Russie)<sup>70</sup>. Et en Espagne, répétons qu'autant la bourgeoisie catalane, que la bourgeoisie basque se sont dépêchées de normaliser la langue autochtone, dès leur pleine pénétration dans l'ère industrielle. Elles ont conféré un cadre bien défini à leur langue respective, caractérisée par la diversification ou la dialectisation. Dans ce cas elles ont tâché de créer une unité, difficile à réaliser déjà dans le cas catalan, et impossible dans le cas basque (euskera). Elles ont créé des institutions consacrées à veiller au bon usage des règles établies. Un phénomène, dans le cas catalan, que nous avons analysé dans la première partie. La corrélation est parfaitement repérable dans le temps et dans le rythme même de l'industrialisation, à l'intérieur de ces économies respectives. Sur tout le territoire national des cultures autochtones restent bien vivantes, mais l'absence d'une forte industrialisation empêche que le processus arrive à son aboutissement ; par exemple en Galice, où on fait des efforts pour récupérer le prestige dont la langue avait joui par le passé, en créant en 1906 l'Académie Royale Galicienne (*Real Academia Gallega*) présidée par Murguía. Cependant, les associations en défense du galicien (*irmandades da fala*) n'ont pas reçu le support économique et institutionnel que reçoivent la langue catalane ou la basque. Il faut dire que la langue locale n'était pas toujours parlée par les classes aisées : en Galice, surtout par les classes populaires et au Pays Basque, surtout dans les zones rurales, tandis qu'en Catalogne le catalan était parlé par toutes

---

<sup>69</sup> Anderson, Benedict: *Comunidades imaginadas...*, op. cit. p. 112.

<sup>70</sup> *Ibidem*.

les classes. Finalement le facteur décisif, celui qui marque la différence aussi bien dans le domaine culturel que dans le domaine politique c'est la force financière qui se porte garante pour soutenir tous ces changements. C'est là qu'on pourrait peut-être reprocher à la théorie d'Ernest Gellner d'apparaître comme incomplète, partielle, car l'industrialisation a signifié plus que des changements dans l'organisation d'une société, elle a apporté un enrichissement financier tout en suggérant de nouveaux impératifs et de nouveaux objectifs.

#### **4.4 - La base d'un cycle**

Ernest Gellner ne mentionne pas l'aspect financier, mais c'est un point que d'autres auteurs comme les marxistes ne manquent pas de mettre en évidence. En effet, lorsque le processus industriel atteint son apogée, il se crée une source de richesse nouvelle qui se traduit en un pouvoir financier. Inutile de dire qu'un tel pouvoir est capable de produire des altérations dans les rapports de force politique des pays européens du XIXe siècle. À cette époque, en Espagne, le nombre de banques présentes sur les différents territoires de la péninsule, est révélateur de l'activité mais surtout de l'intensité économique qui s'y vit, et bien entendu l'activité bancaire est plus présente là où existe une activité économique plus soutenue. Dans un premier temps les banques ont été plus nombreuses en Catalogne qu'au Pays Basque. L'apparition de la banque de Barcelone en 1844, sans succursale de la Banque d'Espagne (1829 -1856) sur le territoire catalan, selon les précisions de Gabriel Tortella, démontre une indépendance économique par rapport à Madrid, qu'aucune autre ville n'avait à cette époque. Seule la ville de Valence, au début des premiers effets de la prospérité agricole, a pu jouir pendant quelques années, d'une certaine autonomie financière (1846 - 1859) vis-à-vis de Madrid. Selon Gabriel Tortella, elle a dû ensuite supporter la concurrence de la succursale de la Banque d'Espagne (1858). Par contre au Pays Basque, c'est la Banque de Bilbao, apparue plus tardivement, en 1857, qui a pris une position beaucoup plus décidée pour appuyer l'activité industrielle. Ce

même auteur souligne comment celle-ci a été dès ses débuts liée à l'activité industrielle :

La fundación del banco de Bilbao está estrechamente relacionada con estos medios comerciales y con las primeras manifestaciones de este transvase de capitales del comercio a la industria, del cual la "Santa Ana de Bolueta" es un caso típico, y que más tarde constituirá el mecanismo fundamental del desarrollo industrial vizcaíno" (...) "El primer Consejo de Administración (del banco) incluía en su gran mayoría industriales, comerciantes y financieros. Es interesante señalar que el Consejo de Administración de la Compañía del Ferrocarril de Tudela a Bilbao, que se constituyó por las mismas fechas, estaba compuesto por las mismas personas que el del Banco.<sup>71</sup>

Tortella explique qu'à cette époque la banque catalane aurait commis la même erreur que les autres banques, en se laissant séduire par l'investissement massif dans les chemins de fer, tandis que celle de Bilbao se serait davantage tournée vers le monde industriel et aurait pour cela moins souffert les effets de la crise financière de 1866, ainsi que des suivantes. Jordi Nadal confirme que : "Sólo el Banco de Bilbao, creado en 1857 con 8 millones de reales, jugó un papel francamente positivo en el impulso de la producción"<sup>72</sup>. Il est assez significatif de constater encore aujourd'hui que cette banque (*Banco de Bilbao Vizcaya Argentaria*) - qui a intégré l'ancien *Banco de Vizcaya* - fait partie des entités les plus capitalisées du pays, et est cotée en bourse (l'Ibex). Elle a des succursales dans plusieurs pays d'Amérique, y compris aux États-Unis. Ceci démontre le succès du processus industriel basque, et la création d'un capital financier de premier niveau, qui s'est postérieurement montré capable de prendre sa place parmi les grands fonds financiers qui gèrent l'économie mondiale.

Du côté catalan on peut noter au XIXe siècle, la création de la *Caixa de Pensiones* (1890) et du *Banco de Sabadell* (1881) comme témoins de l'apogée du processus industriel, sans compter les grandes entreprises catalanes qui aujourd'hui font partie de l'Ibex, soit les 35 entreprises les plus capitalisées de la bourse espagnole. La traversée a été longue depuis la fin du XIXe siècle jusqu'au début du XXIe siècle, mais ce qui nous importe ici c'est de mettre en relief la différence abyssale entre les régions espagnoles quant à leur apport vis-à-vis du monde de la haute finance. Une région riche comme Valence, n'a aucune entreprise qui figure dans l'Ibex, ce qui révèle

<sup>71</sup> Gabriel Tordella Casares: *Los orígenes del capitalismo en España...*, op. cit., p. 102.

<sup>72</sup> Jordi Nadal: *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814-1913...*, op. cit, p. 28-29; cite: *Un siglo de la vida del Banco de Bilbao. Primer Centenario (1857-1957)*, Talleres tipográficos de Espasa Calpe, S. A., Bilbao, 1957.

qu'il n'existe pas encore aujourd'hui un niveau de capitalisation suffisamment élevé dans le monde des affaires strictement valenciennes - autrement dit qu'il n'existe pas un noyau capitaliste valencien, comparable au catalan ou au basque -. Il faut malgré tout signaler la chaîne *Mercadona* (chaîne de super marchés) qui occupe une place importante dans le panorama économique national, mais son ascension s'est faite au cours de ces trente dernières années. Ceci ne veut pas dire qu'il n'existe pas de grandes entreprises valenciennes ; la société *PORCELANOSA* (carrelage) est un autre exemple type ; mais toutes ensemble elles ne sont pas assez importantes pour arriver à former un groupe autonome qui identifie l'existence d'un capitalisme valencien. Par ailleurs, la seule banque purement autochtone *Banco de Valencia* présente dans le panorama valencien depuis le début du XXe siècle, vient d'être absorbée (2014) par le *Banco de Sabadell*, ce qui met à nouveau en évidence cette limite financière de l'économie valencienne.

Il devient clair que l'évolution de l'économie de la région valencienne n'a pas suivi le chemin tracé par la catalane ou la basque. Dans cette partie du pays il n'y a jamais eu une bourgeoisie industrielle prête à remettre en cause le système politique, soit prête à déclencher une guerre des idées, motivée par le gain économique et politique que cela pourrait lui rapporter. C'est pourquoi le nationalisme valencien comme tel n'a jamais germé dans la bourgeoisie valencienne, seulement une partie de ses membres s'est limitée à adopter un modèle nationaliste né chez son voisin catalan, pensé et dessiné celui-ci à son seul profit, d'où la prééminence du mot "catalan", qui identifie bien de quel nationalisme on parle. Les catalanistes ont eu beau exploiter les affinités historiques et linguistiques pour rendre crédibles la nature majoritairement catalane de l'ancien royaume de Valence, la réaction populaire valencienne a prouvé le caractère artificiel de ce nationalisme qui est perçu comme un corps étranger. Non seulement la "Bataille de Valence" en est une preuve évidente, les postérieurs résultats électoraux désacréditent les thèses fustériennes et tous ceux qui les défendent. La récurrente excuse des pancatalanistes qui assurent qu'on a manipulé la conscience des Valenciens en attisant depuis la droite un populisme hostile vis-à-vis des catalanistes, est la typique stratégie du perdant qui ne veut pas abdiquer de ses ambitions et nous reviendrons sur cette affirmation dans la quatrième partie de cette

thèse. Pour l'instant nous souhaitons mettre en valeur les bases de nos affirmations, et souligner cette corrélation entre économie et nationalisme. Nous commencerons notre étude à partir du XIXe siècle, moment où la société valencienne est encore dominée par le modèle de société agraire, mais où elle connaît incontestablement une époque de prospérité, car son économie passe du cinquième rang au troisième rang d'importance à l'intérieur de l'économie nationale, derrière la Catalogne et le Pays Basque. Mais elle n'entre pas pour autant dans une dynamique politique revendicative semblable aux deux autres, c'est pourquoi la relation : - prospérité / vie politique - , sans industrialisation montre une différence essentielle face à la relation : - prospérité / industrialisation / vie politique -. Une particularité qui a attiré l'attention de nombreux auteurs valenciens, qui se sont posés des questions et se sont lancés dans des recherches, pour arriver à cerner les circonstances spécifiques qui ont produit ce résultat. Dans un article de Javier Paniagua Fuentes, ouvert à toutes les pistes de la réflexion au sujet du nationalisme valencien, apparaît cette constatation :

El resultado desde los años 60 hasta la actualidad, ha sido una productividad muy intensa. El número de trabajos de investigación histórica, económica y sociológica publicados sobre la realidad valenciana supera, con mucho, el de otras nacionalidades y regiones de España, tal vez con la excepción de Cataluña. No hay más que ver el catálogo de publicaciones de la Institución Alfons el Magnànim de Valencia o la de Gil Albert de Alicante para apreciar la cantidad de volúmenes referidos a distintos aspectos de la sociedad valenciana, con predominio indudable de los libros de historia.<sup>73</sup>

Et Javier Vidal Olivares qui traite le chapitre du XIXe siècle dans une œuvre collective qui s'attache à l'étude de la structure de l'économie valencienne, signale également les motivations profondes qui sont à l'origine de certains travaux :

Buscar los orígenes de la industrialización ha constituido en los últimos años el objetivo de los historiadores económicos atraídos por el siglo XIX valenciano. Fascinados por el descubrimiento de las virtudes del aumento de la producción manufacturera en algunos países europeos y regiones históricas españolas como Cataluña, economistas e historiadores se afanaron, en las décadas de 1960 a 1970, en encontrar respuestas a sus interrogantes en la trayectoria seguida en el pasado por la economía y la sociedad valenciana (...) Sin duda también contribuyó la existencia de un nacionalismo de carácter cultural que, preocupado por estudiar el pasado para explicar el presente, proporcionó estímulos añadidos al avance de la investigación.<sup>74</sup>

<sup>73</sup> Javier Paniagua: *Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano*. [www.ub.es/histodidacta](http://www.ub.es/histodidacta), p. 9.

<sup>74</sup> Javier Vidal Olivares, "La economía valenciana durante el siglo XIX", p. 11. dans: *Estructura económica de la Comunidad Valenciana*. Martínez Serrano, José Antonio (dir). Espasa Calpe, Madrid, 1992.

Nous ne sommes donc pas la première à mettre en corrélation l'économie avec la politique, mais nous souhaitons apporter des considérations qui n'ont pas été, depuis notre point de vue, suffisamment mises en évidence. Principalement il s'agit de signaler que, de tout ce que nous avons expliqué auparavant, il se dégage à notre avis, un modèle qui n'a pas été scientifiquement confirmé comme tel, mais qui s'impose à la simple observation et relecture de l'histoire. Un regard rétrospectif nous montre que l'industrialisation au XIXe siècle a initié un cycle pour les pays ou régions qui sont entrés dans cette nouvelle dynamique, une dynamique, qui a provoqué entre autres, une première globalisation du marché international, et une première Grande Dépression (1869 - 1890). Ce cycle serait commun aux pays européens que nous avons mentionnés ci-dessus. L'industrialisation a encouragé la nationalisation, l'exemple paradigmatique est l'Allemagne, mais aussi la Belgique - un pays neuf, et bilingue - ; par ailleurs elle a provoqué de nouveaux besoins, ou de nouvelles ambitions dont celle de la colonisation, ou la recherche de nouveaux marchés, d'où l'impérialisme, par exemple : la Grande Bretagne avec son Commonwealth, mais aussi les aventures coloniales belges (le Congo Belge) françaises, allemandes, hollandaises, italiennes. Tout ceci débouchant sur deux guerres mondiales, c'est-à-dire des conflits, créés en grande partie par la concurrence des intérêts économiques, et donc politiques. Donc nous avons le schéma : industrialisation - nationalisation - expansion ou impérialisme débouchant sur conflit. Transposant ce schéma à l'Espagne de la même époque, nous en déduisons quant aux deux régions industrialisées, qu'une fois franchi le stade de la nationalisation apparaît incontestablement celui des ambitions expansionnistes. Le Pays Basque espagnol s'est fixé comme but d'intégrer le Pays Basque français, ainsi que la Navarre, tandis que la Catalogne s'est fixée le sien, former les "Pays Catalans". Lluís Fornés rapporte opportunément dans sa thèse les déclarations de Prat de la Riba, qui montrent comment cette personnalité était consciente de ce schéma : nationalisation - expansion, à tel point qu'il reconnaissait que le phénomène de la nationalisation et de l'expansion pouvaient se chevaucher :

Le processus nationaliste continue ; nous n'avons pas conquis l'État, le Droit et la langue ; nous n'avons pas conquis la plénitude d'expansion interne, mais le nationalisme catalan a déjà

commencé la deuxième fonction de tous les nationalismes, la fonction d'influence extérieure, la fonction impérialiste.<sup>75</sup>

Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur son livre emblématique *La nacionalitat catalana* pour lire au chapitre X le titre "L'imperialisme"<sup>76</sup>, et les sous-parties qui l'accompagnent. Elles sont une véritable confirmation de ce cycle : "Es un grau de l'evolució nacionalista.- Els grans imperialismes són fervorosos nacionalistes.- L'Emerson.- L'imperialisme den Roosevelt.- Formes d'imperialisme.- Elements essencials del imperialisme.- El nacionalisme devint imperialisme"<sup>77</sup>. Par ailleurs, depuis un journal régional il a reconnu que son modèle n'était autre que le modèle britannique, c'est-à-dire le modèle triomphant de l'époque, pays auquel il fait également référence dans son livre :

Nous faisons comme les Anglais avec leur Greater Britannia, fleur d'un empire qui se trouve sur le point d'éclater ; parlons de la grande Catalogne, qui n'est pas seulement le Principat, ni Majorque, ni le Roussillon, ni Valence, mais Valence et Majorque et le Principat et le Roussillon, tout à la fois.

Tous nous formons un, tous nous sommes Catalans.<sup>78</sup>

Notons que la vocation impérialiste des Catalans vient de vieille date, elle serait même antérieure à la phase de nationalisation, mais décidément unie à sa tradition commerciale, selon les remarques faites par Stéphane Michonneau :

Les élites catalanes sont passionnément impérialistes: elles sont les premières à financer les aventures coloniales de l'Espagne, qui sont nombreuses au XIXe et XXe siècle, contrairement à un préjugé bien ancré qui ferait des indépendances américaines au début du XIXe siècle, le chant de cygne de l'expansionnisme ibérique. À Cuba, aux Philippines, puis à partir de 1860 au Maroc dans une moindre mesure, les riches familles barcelonaises ont des participations massives, à tel point que Cuba a pu figurer comme une colonie catalane...<sup>79</sup>

Une appréciation que Jeanne Moisand ratifie "l'effort de redéploiement de l'empire espagnol après la fracture des indépendances américaines est en effet particulièrement soutenu en Catalogne, et nourrit profondément le discours

<sup>75</sup> Lluís Fornés: *La llengua valenciana: i el diasistema occitano-romà...*, op. cit., p. 36. (Cite: Prat de la Riba, *La nacionalitat catalana*, p. 117).

<sup>76</sup> Enric Prat de la Riba : *La nacionalitat catalana*, consultable en ligne : [http://eapc.gencat.cat/web/.content/home/publicacions/varia/24.\\_la\\_nacionalitat\\_catalana/nacionalitat\\_cat\\_alana.pdf](http://eapc.gencat.cat/web/.content/home/publicacions/varia/24._la_nacionalitat_catalana/nacionalitat_cat_alana.pdf) consulté en ligne 25/12/2014.

<sup>77</sup> *Ibidem*, p. 115.

<sup>78</sup> Lluís Fornés: *La llengua valenciana: i el diasistema occitano-romà...*, op. cit., p. 37. Cite Prat de la Riba, dans l'article: "Greater Catalonia", journal *La Senyera*, 12-01-1907.

<sup>79</sup> Stéphane Michonneau: "L'invention du 'problème catalan'". *La Vie des idées*, 2 avril 2010. ISSN:2150-3030. URL: <http://www.laviedesidees.fr/L-invention-du-probleme-catalan.html>

protectionniste catalan"<sup>80</sup>. Quant au stade du conflit, inutile de rappeler que ce conflit est présent dans la politique nationale de l'Espagne, autant du côté basque que du côté catalan depuis déjà de nombreuses années. Chez les Basques dès l'implantation des thèses ouvertement racistes défendues par Sabino Arana, qui recommandait déjà l'indépendance et le ralliement du territoire français (il envoya un télégramme au Président des États-Unis W. Wilson pour le féliciter au sujet de ses dix points qui favorisaient la naissance de nouveaux États-nations dans l'Europe de l'Est au lendemain de la Guerre mondiale), ensuite cette revendication a pris directement une forme de lutte armée, terroriste avec l'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*) à partir de 1958, et aussi avec l'IPARRETARAK, autre organisation terroriste qui a agi, celle-ci du côté français à partir de 1972, mais a pris fin en 2000. Dans le cas catalan nous verrons dans une autre partie de notre étude, que Prat de la Riba proposait en 1906 un projet expansionniste, mais déjà en 1898 s'élevaient des voix à Paris, qui réclamaient l'indépendance de la Catalogne. Dans le journal *El Pueblo* (à Valence), qui fut un des rares quotidiens à rapporter cette nouvelle, on parlait de la question catalane, comme on avait parlé de la question cubaine (voir à ce sujet les documents n° 31 et 32 apportés en annexe qui montrent trois articles écrits dans *El Pueblo*). Un daté du 8 octobre 1898 (n° 31), intitulé "La cuestión catalana", et signé par Roberto Catrovido, rapporte les déclarations d'une junte séparatiste catalaniste établie à Paris. Les deux autres (n° 32), rédigés le 30 juillet 1899, et visibles sur la première page, sont également consacrés au même sujet : "La cuestión Catalana", à nouveau signé par Roberto Castrovido, et "Cataluña y Finlandia", rédigé par M. Ciges Aparicio. Ensuite avec le retour de la démocratie en 1978 jusqu'à 1991 a été active une cellule terroriste *Terra Lliure*, avec au moins 200 attentats à son actif. Et le conflit reste présent depuis, même si la lutte armée a pris fin autant dans le cas basque avec le désarmement de l'ETA que dans le cas catalan. On insiste sur la non compatibilité de la nationalité espagnole, dans le cas catalan avec ce que l'on désigne actuellement "el proceso soberanista", ou le défi indépendantiste. Dans le cas basque ce défi indépendantiste fut lancé en 2003 avec le plan Ibarretxe présenté au Parlement basque, et ensuite au Congrès des députés de Madrid en 2005, où il fut rejeté par une ample majorité.

---

<sup>80</sup> Jeanne Moisand: "Protectionnisme et naissance du catalanisme". La Vie des Idées, 25 mars 2010. ISSN: 21053030.URL: <http://www.laviedesidees.fr/Protectionnisme-et-naissance-du.html>

N'oublions pas que l'implantation du système des autonomies, a été une initiative catalane, lancée dès la fin du XIXe siècle, avec les *Bases de Manresa* (1892), époque qui peut être considérée justement celle où commence la guerre des idées (avec en toile de fond la rébellion cubaine et finalement son indépendance de l'Espagne), autant chez les Catalans que chez les Basques ; une guerre qui ne s'interrompt que temporairement avec les deux dictatures, celle de Primo de Rivera et celle de Franco, qui sont notamment instaurées au nom de l'unité et du centralisme.

Après cette analyse nous allons voir en quoi celle-ci affecte le nationalisme valencien. Nous construisons l'approche de notre sujet, sur ces présupposées et nous pensons que le conflit linguistique qui languit depuis la Transition peut s'éclairer d'une manière relativement simple, en évaluant que ce conflit n'est autre que le nœud d'étranglement du nationalisme catalan qui, pour des raisons économiques n'a pas pu avancer dans son projet expansionniste des "Pays catalans", sur le territoire valencien. En effet, dans le cycle industrialisation - nationalisation, la réalité économique précède la réalité politique, et l'argument culturel est une donnée qui s'adapte parfaitement au cycle (comme ont fait les Allemands) - mais elle s'adapte effectivement lorsque c'est la même élite qui profite à la fois de l'industrialisation et de la nationalisation -. Dans le cas contraire la nationalisation ne se produit pas, ou se produit mal ; par exemple l'Autriche qui n'intègre pas la confédération allemande, malgré l'Anschluss (1938-1945). Autre exemple l'Italie, où la *Liga Norte* remet en cause l'unification, car elle considère le Sud de l'Italie (le Mezzogiorno) comme une charge ou un frein. Un autre cas, plus ressemblant à l'italien est celui de la Belgique menacée aussi de sécessionnisme, parce que la bourgeoisie de langue allemande (les Wallons) a pris le dessus économique sur la bourgeoisie francophone. Le cas de la région valencienne rejoint celui de l'Autriche, où il existe une base culturelle assez proche, et en réalité commune à toutes les terres occitanes, mais où l'élite dirigeante ne partage pas les intérêts commerciaux de la bourgeoisie industrielle catalane, d'où l'échec des thèses catalanistes, minoritaires en 1906, malgré les premières invitations de nationalisation depuis la société *València Nova* (1904) ; et minoritaires aussi en 1962, encore en pleine dictature, malgré les écrits très respectés de Joan Fuster, référence du nationalisme valencien, et procatalaniste déclaré. Dans son livre *El blau en la Senyera*, sa déclaration

est sans équivoque : "I aprofite l'ocasió de manifestar la meua gratitud al difunt Josep Maria Bayarri, ja que gràcies al seu pamflet, *El perill català* (València [1932?]), vaig ferme decididament 'catalanista'" (Je profite de l'occasion pour manifester ma gratitude à Josep Maria Bayarri, défunt, puisque grâce à son pamphlet, *Le danger catalan* (Valence [1932?]), je suis devenu fermement catalaniste)<sup>81</sup>. Paradoxalement nous allons voir ci-dessous que ses thèses confirment, point par point la théorie constructiviste ou moderniste, vu le rôle qu'il octroie à la bourgeoisie catalane, qu'il identifie bien comme la fondatrice du nationalisme catalan, face à l'appréciation franchement négative qu'il a de la bourgeoisie valencienne.

---

<sup>81</sup> Joan Fuster: *El blau en la Senyera*. Edicions Tres i Quatre, Valencia. 1ère édition 1977, 4ème édition 2005, p. 31.

## Chapitre 5 - Un XIXe siècle valencien sans industrialisation

L'originalité de l'économie valencienne est que sans avoir vécu une véritable industrialisation au XIXe siècle, elle connaît néanmoins une époque de grande transformation mais cette transformation affecte surtout son agriculture. Et c'est là que se produit la disparité avec le modèle fruit de la modernité, où c'est l'industrie qui devient le nouveau moteur économique. Dans une société où le capital est encore un bien rare, les terres consacrées à certains types de culture, la vigne d'abord et l'oranger ensuite, se révèlent comme la forme d'investissement la plus sûre et la plus rentable. Même s'il commençait à se former des noyaux industriels, qui postérieurement montreraient leur consistance, (dont Valence, Alcoy, Elda, Onil), la prééminence de la vocation agraire, et l'absence des changements spécifiques propres à un véritable phénomène industriel, allaient rendre impossible que surgisse le ferment d'un sentiment nationaliste à Valence, néanmoins le sentiment régionaliste, dans sa dimension exclusivement culturelle avait toute sa place.

### 5.1 - Une agriculture en pleine expansion

Nous avons déjà rappelé que les successives désamortisations de la terre (1820-1823, celle des libéraux, 1836-1837, celle de Mendizábal, 1841, celle d'Espartero, et en 1855, celle de Madoz), réalisées par les gouvernements libéraux, n'ont pas eu un effet de redistribution réelle comparable à la réforme agraire réalisée en France avec la révolution, qui permit aux petits paysans l'accès à la propriété privée ; dans la région valencienne, c'est surtout la petite noblesse, des commerçants et des propriétaires urbains qui ont pu tirer profit de ces ventes aux enchères, pendant toute la première moitié de ce siècle. Nous utiliserons comme référence, pour notre exposition suivante, l'article de Javier Vidal Olivares, qui explique qu'en 1860, et après une phase de crise agraire, et donc de difficultés, la terre et la culture de l'oranger en particulier sont

devenues l'investissement le plus attrayant pour le capital valencien, expliquant pourquoi les rentiers ou personnes qui disposaient d'un capital se tournèrent résolument vers cet actif immédiat et sûr, comme moyen d'enrichissement. La conséquence de ce calcul a eu pour effet une augmentation continue des terres consacrées à l'agriculture, et la préférence du travail de la terre à celui des manufactures. Ici le modèle agraire a été renforcé parce qu'il s'est montré triomphant sur les marchés extérieurs, la tradition physiocrate de la société valencienne s'est vue réaffirmée. Des publications comme *El Libre Comercio : periódico económico, industrial y literario (1849)*, *El Porvenir de Valencia : periódico de intereses materiales (1854)* ou *El Semanario económico popular religioso, moral, político y literario (1871)*<sup>82</sup> démontrent une conscience de l'agriculture comme élément de richesse et de progrès. La demande des pays consommateurs, principalement l'Angleterre, la France et l'Allemagne, était croissante, et en moins de 40 ans la production d'oranges a été multipliée par plus de 26, puisque en 1861 les agriculteurs valenciens exportaient 8.890 tonnes, alors qu'en 1899 ils en exportaient 235.157. Mais les oranges n'étaient pas le seul produit qui inaugurerait la tradition exportatrice valencienne ; la vigne était la première à connaître des phases de grande expansion qui poussaient à leur tour à une spécialisation dans des zones intérieures telles que Requena, Utiel, Monóvar et Pinoso. C'est dans la deuxième moitié du siècle, de 1854 à 1863 que son prix a augmenté à cause du fléau de l'oïdium qui s'est abattu sur les vignobles européens, les bénéfices augmentaient alors notablement, invitant à étendre les cultures. Une seconde phase d'expansion arrivait postérieurement entre 1882 et 1890, grâce au traité commercial franco-espagnol, cette fois c'était le phylloxéra qui anéantissait le vignoble français. Les exportations valenciennes atteignaient une proportion spectaculaire dans le quota général espagnol puisqu'elles passaient de 21% du total exporté en 1879, à 50% en 1890. La postérieure récupération de la production française obligeait néanmoins à dévier la production valencienne vers le marché intérieur, en même temps que les producteurs valenciens tentaient de trouver des marchés alternatifs pour soutenir la vente à l'extérieur. Parallèlement il existait une agriculture beaucoup moins lucrative et compétitive, celle des céréales, le blé et le riz en particulier qui se voyaient soumises aux aléas de la conjoncture. En effet entre 1873 et 1896 eut lieu la Grande Dépression

---

<sup>82</sup> Tous les trois pouvant être consultés à la *Hemeroteca* de Valence: *Plaza Maguncia, Valencia*.

qui était un réajustement du capitalisme mondial, les États-Unis et l'Allemagne se sont consolidées comme puissances industrielles aux côtés de la Grande Bretagne, ce qui a conduit à la naissance d'un nouveau marché mondial et à une répercussion directe sur la production et la vente des céréales. Les céréales américaines et russes, en particulier, inondaient les halles européennes, représentant une concurrence terrible pour tous les pays traditionnellement producteurs, qui dans l'ensemble choisissaient de se protéger par des tarifs douaniers élevés. L'Espagne était de ceux-là et le blé comme le riz traversaient cette période de réajustement dans des conditions plus favorables, mais en accusant une incontestable tendance régressive. Néanmoins il est important de souligner comme le fait Javier Vidal Olivares que la protection des céréales sur le marché national n'était pas le résultat des réclamations formelles et spécifiques des producteurs valenciens, mais le triomphe de l'alliance des céréaliers castillans unis aux industriels catalans et basques qui cherchaient également à se protéger de la concurrence, en l'occurrence celle des produits manufacturés en provenance des usines britanniques, mais aussi des françaises et des allemandes. C'est-à-dire que l'opposition entre intérêts agraires et industriels n'avait théoriquement pas lieu en Espagne, parce que la concurrence d'autres pays lointains comme les États-Unis, la Russie et l'Inde pour le riz, se révélait comme un danger commun pour les deux secteurs.

La utilización del arancel como único instrumento eficaz frente a la caída de la rentabilidad de las explotaciones fue el reflejo de la presión mucho más poderosa a escala española, de los grandes propietarios y arrendatarios de la agricultura triguera que los esfuerzos realizados por el sector conservador de los arroceros valencianos.<sup>83</sup>

À cette date le modèle de développement valencien était définitivement fixé, c'était un modèle original sans doute par rapport au reste de l'Espagne, mais il restait éminemment agricole et donc bien différent du modèle catalan, ou basque qui était celui d'une production industrielle tournée vers le marché national et ses dernières colonies. Or le secteur secondaire était présent dans la vie économique valencienne du XIXe siècle, même s'il demeurait limité. Pendant la première moitié de ce siècle, deux secteurs ont gardé une assise solide : le textile et le papier. Le textile à travers la laine d'Alcoy (Alicante), et la soie fabriquée dans la ville même de Valence. Dans ce dernier

---

<sup>83</sup> Javier Vidal Olivares : "La economía valenciana durante el siglo XIX", *Estructura económica de la Comunidad Valenciana...*, op. cit, p. 16.

cas, il s'agissait des derniers feux d'une activité locale qui avait eu une longue tradition, mais en 1854 la soie valencienne commençait son déclin qui devenait irréversible en 1865. D'abord à cause de la maladie des insectes producteurs (la pébrine), et ensuite à cause des difficultés dans l'adoption des premières mesures de mécanisation, sans compter la nouvelle concurrence sur les marchés traditionnels. Pour ce qui est du papier, la production se réalisait principalement dans la zone d'Alcoy<sup>84</sup> (Alicante), qui à cette époque était la ville la plus industrielle de toute la région valencienne. La production du papier est très vite liée à l'exportation, car on a besoin de papier pour envelopper les oranges, ce qui entraînait à la longue une augmentation de la production et un élargissement de l'activité, vers le carton qui assez tôt a servi à la fabrication de jouets, dans des localités de la province d'Alicante : Onil, Castalla et Denia, où on commençait la production de poupées en 1889. Ces industries légères sont toutes nées dans les zones du pays où l'on ne pratiquait pas la culture irriguée, soit où il n'existait pas d'agriculture intensive et donc, où la rentabilité n'était pas la même que dans les terres du littoral consacrées à l'exportation. Pour Javier Vidal Olivares, c'est la raison qui poussait les habitants à se procurer de nouvelles sources de revenus. Ce sont généralement des petites entreprises familiales qui se lançaient dans la fabrication de chaussures ou sandales, à Elda ou Elche, ou de tapis à Crevillente (toujours autour d'Alicante); tandis qu'à Castellon où la culture irriguée était pourtant bien présente, se développait la fabrication de la céramique, qui postérieurement connaîtrait un véritable développement industriel et une grande spécialisation (l'entreprise citée plus haut, PORCELANOSA), caractéristique de certaines zones.

Il faut dire que le textile bien implanté à Alcoy n'a pas servi de modèle exportable vers d'autres zones du territoire valencien. La production d'Alcoy était de faible qualité, et dirigée principalement vers le marché andalou qui était un marché pauvre. Lorsque des tentatives de créer une industrie textile à Valence se sont matérialisées en 1850, on s'est décidé pour installer des fabriques de coton, c'est-à-

---

<sup>84</sup> Rôle du mouvement cantonaliste à Alicante"  
<http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=10&ved=0CGgQFjAJ&url=http%3A%2F%2Frevistas.um.es%2Fanaleshc%2Farticle%2Fdownload%2F107981%2F102491&ei=gHTrU7-0AcOr0QWN74GQBA&usg=AFQjCNGs-FvYi7triOVnhH-5CQf4Ym7WNw&bvm=bv.72938740,d.bGQ>

dire une fibre d'outremer, et non de la laine, néanmoins ces premières exploitations ont été contraintes de fermer, et leur activité s'est révélée éphémère puisqu'elles n'ont pas dépassé les années 1868 et 1869, incapables de résister à la concurrence catalane. Une circonstance qui est signalée par Javier Vidal Olivares<sup>85</sup> mais aussi par Telesforo-Marcial Hernández<sup>86</sup>, dans un autre travail collectif. Il faut dire qu'à cette date l'industrie textile catalane n'avait pratiquement plus de rivale en Espagne, à quelques exceptions près qui n'arrivèrent pas à se consolider, aussi bien en Andalousie (à Malaga: *La Industria Malagueña, S. A.* et *La Aurora*) qu'à Madrid (voir la courte expérience de *La España Industrial* :1847-1851) ; l'entreprise fut vite délocalisée en Catalogne, où à cette date (1849) existait déjà un institut industriel (*Instituto Industrial Catalan*) créé à l'initiative d'un économiste qui avait fait fortune à Cuba (Joan Güell y Ferrer, un *indiano*), et où la première ligne de chemin de fer espagnole celle de Mataró - Barcelone, était en fonctionnement depuis 1848. Ce fait en soi donne idée des retombées de la production textile catalane. Là encore ce n'est pas l'influence des producteurs valenciens, mais celle des producteurs catalans qui provoqua l'augmentation des tarifs douaniers de 1890, et qui permit une reprise de la production à Alicante, surtout après la crise de 1880 qui avait élevé les coûts de fabrication.

Voilà à grands traits la description de l'industrie valencienne du XIXe siècle, qui fait partie d'une économie en profonde évolution où l'exportation représente indiscutablement le fer de lance, et où un fruit, l'orange finira par devenir le logotype de toute une région. Or il est intéressant de signaler qu'existe tout un débat sur la vraie dimension de l'industrie valencienne du XIXe siècle, et Javier Vidal Olivares ne manque pas d'y faire référence. Les experts cherchent encore aujourd'hui à donner la juste mesure d'un secteur industriel qui s'est constitué peut-être un peu discrètement mais qui, comme l'explique Javier Vidal Olivares, a montré la solidité de ses bases à partir de la deuxième moitié du XXe siècle. Gérard Chastagnaret<sup>87</sup> rapporte les deux

---

<sup>85</sup> Javier Vidal Olivares : "La economía valenciana durante el siglo XIX", *Estructura económica de la Comunidad Valenciana...*, op. cit, p. 18.

<sup>86</sup> Telesforo-Marcial Hernández: "La economía valenciana en los años del asentamiento del capitalismo", p. 672, dans : *Historia del Pueblo Valenciano*. Manuel Cerdá (dir). Levante, Institución Valenciana de Estudios e Investigación y la Caja de Ahorros, Valencia 1988.

<sup>87</sup> Gérard Chastagnaret: "Sortir du Sud: le modèle espagnol"..., op. cit.

principales positions confrontées dans ce débat, et citant Jordi Nadal, il affirme que la région valencienne devrait être considérée comme la troisième région industrielle espagnole du XIXe siècle, or il rappelle que Jordi Palafox est réticent à l'emploi du qualificatif industriel pour l'économie valencienne, il préfère parler de croissance sans industrialisation. Javier Vidal Olivares signale pourtant que le livre de Jordi Nadal<sup>88</sup> s'appuie sur des données statistiques officielles (*Estadísticas de la contribución industrial y del comercio*), qui mettent en valeur le nombre de machines à vapeur et de turbines, ainsi que les industries métalliques, de chimie et de bois qui augmentèrent progressivement pendant ce siècle. En effet Gérard Chastagnaret<sup>89</sup> rappelle également que l'agriculture irriguée a favorisé le développement de la chimie inorganique (engrais, explosifs pour le forage des puits), et avec elle, celle des constructions mécaniques (machines à vapeur, moteurs, pompes, instruments de pesage, matériel de transport), de l'industrie du bois, avec en l'occurrence un élargissement progressif des activités depuis, la simple confection d'emballages jusqu'à la fabrication de meubles. Néanmoins les dimensions de ces entreprises sont restées toujours très réduites. Javier Vidal Olivares rappelle qu'il s'agit toujours de petites entreprises familiales qui se consacrent à une production qu'il faut qualifier d'artisanale, qui même favorisée par le réinvestissement des bénéficiaires n'arrive pas à atteindre la dimension industrielle.

Un sector secundario desigual en cuanto a tamaño y localización pero con un denominador común : lo reducido de sus inversiones iniciales de capital fijo y la reinversión de beneficios, lo cual repercutió en una estructura industrial atomizada en la que predominaba la familia como base empresarial.<sup>90</sup>

De toute façon, Jordi Palafox nous indique que le recensement de la population de 1900 met en évidence la supériorité numérique de la population consacrée à l'agriculture, qui est quatre fois supérieure à celle du secteur secondaire, soit 70,21%

---

<sup>88</sup> Javier Vidal Olivares : "La economía valenciana durante el siglo XIX" ..., op. cit. Cite Jordi Nadal: *El desenvolupament de l'economia valenciana en la segona meitat del segle XIX; una via exclusivament agrària?*, Recerques, 19, 1987, pags. 115-132.

<sup>89</sup> Gérard Chastagnaret (1945) Historien spécialiste de l'Espagne et du secteur minier dans l'économie espagnole au XIXe siècle. Voir ses publications sur CAIRN: <http://www.cairn.info/publications-de-chastagnaret-G%C3%A9rard-1681.htm>

<sup>90</sup> Javier Vidal Olivares : "La economía valenciana durante el siglo XIX" ..., op. cit., p. 19.

le premier, contre 17,44%<sup>91</sup> le second. Des chiffres révélateurs qui marquent la prééminence indiscutable du secteur agricole même si le degré d'industrialisation est encore à discuter. Or cette différence n'est pas seulement une différence de pourcentage, c'est aussi une différence d'atmosphère et de perception. En effet, le succès de l'agriculture d'exportation était comparativement une source de sécurité pour les propriétaires terriens valenciens, qui ne souffraient pas de la concurrence étrangère, en tout cas, pas avant les premières années du XXe siècle. Une circonstance enviable si l'on pense aux dures contraintes qu'imposait le marché des céréales ou le marché des produits manufacturés, où la concurrence était extrêmement sévère. Il faut prendre en considération cette circonstance car visiblement elle a invité la bourgeoisie valencienne à ne pas trop s'inquiéter, à ne pas chercher à prendre le contrôle des canaux internationaux de commercialisation, et finalement à ne pas résoudre ses problèmes de financement, souvent géré par les mêmes compagnies étrangères qui s'occupaient de tout le processus de commercialisation, jusqu'aux marchés destinataires. Rosselló et E. Bono, attirent tout particulièrement notre attention sur cette circonstance, et Jordí Palafox signale également que cette manière de travailler se serait prolongée jusque dans les années trente du siècle suivant<sup>92</sup>. Rosselló et E. Bono indiquent qu'en 1932, seulement le tiers des bénéfices de l'exportation serait revenu aux agriculteurs valenciens (110 millions de pesetas sur 384 millions)<sup>93</sup>. Ainsi en l'espace de presque un siècle, les agriculteurs valenciens n'auraient pas évolué dans leur manière de vendre à l'étranger, ils se seraient contentés simplement d'augmenter les récoltes pour pouvoir augmenter les bénéfices, puisqu'ils expliquent que les bénéfices de l'exportation servaient essentiellement à augmenter les cultures, donc les récoltes, pour à nouveau gagner plus d'argent. Gérard Chastagnaret de son côté offre une explication de ce type de situation qui n'est pas exclusive de l'économie valencienne. Il s'agit d'un état de chose propre aux économies non industrialisées, tournées vers l'exportation, c'est aussi le cas des activités minières, et c'est là pareillement, un autre débat propre au XIXe siècle. Un modèle

---

<sup>91</sup> Jordí Palafox: "La lenta marcha hacia la sociedad industrializada" (1891-1959), p. 36, dans : *Estructura económica de la Comunidad Valenciana*. Martínez Serrano, José Antonio (dir). Espasa Calpe, Madrid, 1992.

<sup>92</sup> *Ibidem*, p. 25.

<sup>93</sup> Vicent Rosselló Verger et Emèrit Bono Martínez: *La banca al País Valencià*. Editorial L'Estel, Valencia, 1973, p. 67.

comme le valencien, dominé par l'exportation a dirigé l'économie davantage vers une dérive spéculative, tandis qu'une économie dominée par l'industrie aurait obligé à l'investissement et à la capitalisation et il explique que "l'économie d'exportation sans filière industrielle directe, crée des fortunes mais non des investisseurs. Faute d'investissements suffisants, une région peut connaître des prospérités successives, mais pas le processus cumulatif et complexe qu'entraîne un véritable développement"<sup>94</sup>; ce qui nous confirme que l'industrialisation provoque des circonstances propres qui modifient profondément l'économie, l'obligeant notamment à une capitalisation supérieure. Là nous voyons comment la richesse liée à l'industrie ne suit pas les modèles de financement liés à l'agriculture, même si dans le cas valencien, il s'agissait d'une agriculture en pleine expansion. Des auteurs valenciens, V. Rosselló et E. Bono affirment que les banques valenciennes n'étaient pas assez puissantes pour financer des opérations industrielles<sup>95</sup>, néanmoins plus que de confirmer la faiblesse du système bancaire valencien, il serait plus juste de parler de manque d'aboutissement des premiers efforts faits dans ce sens. Il a existé des initiatives importantes et précoces comme la *Sociedad Valenciana de Crédito y Fomento* (1842) et la *Sociedad de Crédito Valenciano* (1858) qui ont ensuite disparu à cause de la grande crise financière de 1868. Rappelons dans ce sens les affirmations de Gabriel Tortella Casares, sur les débuts de la banque valencienne: "Tanto Valencia como Barcelona, ciudades entre las más ricas de España, muestran un espíritu bastante innovador en materia de sociedades bancarias ya antes de la legislación de 1856"<sup>96</sup>. Néanmoins la crise de 1857 et la concurrence d'une succursale de la Banque d'Espagne firent perdre à la banque valencienne ses premiers élans, et effectivement, vers la fin du siècle elle ne détenait plus la position prééminente qu'elle avait occupée avant la grande crise financière de 1866; c'est là que les banquiers privés sont restés très présents jusqu'au premier tiers du XXe siècle. Cela est qualifié par Javier Vidal Olivares comme un signe de retard et il affirme que jusqu'à 1930 cette désagrégation de l'économie valencienne, peu capitalisée, dominée par des financiers et des hommes d'affaires, étrangers au pays, empêche ce qu'il désigne comme une "valencianisation

---

<sup>94</sup> Gérard Chastagnaret : "Sortir du Sud : le modèle espagnol"..., op. cit.

<sup>95</sup> Vicent Rosselló Verger et Emèrit Bono Martínez: *La banca al País Valencià*..., op. cit, p. 33.

<sup>96</sup> Gabriel Tortella Casares: *Los orígenes del capitalismo en España*..., op. cit., p. 92.

des intérêts collectifs"<sup>97</sup>. C'est-à-dire qu'il n'existait pas chez la bourgeoisie valencienne, la perception d'un besoin de défendre ou de protéger d'une manière spécifique ses intérêts, à l'intérieur d'un cadre plus général qui était celui du marché national, par rapport au nouveau marché international qui venait de se créer. Une circonstance qui changera plus tard, mais qui montre comment dans un premier temps l'organisation héritée d'une société agraire est loin d'avoir le degré de rationalisation et de sophistication de la société industrielle. Celle-ci reproduit le modèle pyramidal de la société agraire primitive, mais avec beaucoup plus d'efficacité et de nuances, cela lui donne une plasticité propre, notamment avec la multiplication des centres de décisions. La rationalisation industrielle devient d'autant plus visible que les groupes de pression se multiplient, comme les syndicats et confédérations d'entreprises ou de commerçants, etc. ; un aspect sur lequel nous reviendrons.

Si l'entrée d'une société dans le cycle industriel pouvait changer le mode de vie de ses habitants, leur façon de travailler, de parler, les poussant à l'alphabétisation notamment, et si elle pouvait transformer la physionomie des villes qui grandissaient en adoptant des nouveaux tracés et des nouvelles infrastructures comme les chemins de fer ou l'éclairage électrique, comment n'aurait-elle pas changé la mentalité de ses élites qui géraient toutes ces grandes transformations? C'est pourquoi, parler de la société valencienne du XIXe siècle et parler de la société catalane de la même époque c'est parler de deux sociétés différentes, de deux projets économiques différents, l'un marqué par la physiocratie<sup>98</sup> et amené à défendre davantage une conception libre échangiste de l'économie, et l'autre protectionniste héritant toute la philosophie mercantiliste<sup>99</sup> du siècle antérieur. Rappelons que les physiocrates rejetaient l'intervention de l'État dans l'économie, et d'une manière générale l'imposition des barrières commerciales. Ils considéraient que la vraie richesse se trouve dans la nature et que les paysans sont les véritables artisans de la prospérité d'un pays à partir du moment qu'ils ont la liberté de pouvoir commercer. Les mercantilistes en revanche considéraient que la protection de l'économie, surtout de l'industrie était nécessaire pour pouvoir développer le commerce d'une façon avantageuse, et en dernière

<sup>97</sup> Javier Vidal Olivares : "La economía valenciana durante el siglo XIX"..., op. cit., p. 18.

<sup>98</sup> Voir: <http://www.economie.gouv.fr/facileco/physiocrates>

<sup>99</sup> Voir: <http://www.lemondepolitique.fr/cours/introduction-economie/pensee-economique/mmercantilisme.html>

instance arriver à une grande accumulation d'or et d'argent, métaux qui au XVIe et XVIIe siècles marquaient pratiquement à eux seuls le niveau de richesse d'un pays. Si cette conception a pu favoriser le protectionnisme entre pays, elle a contribué néanmoins à réduire les douanes intérieures, habituelles sous l'Ancien Régime, et elle a favorisé une conception centraliste de l'État.

## 5.2- Une bourgeoisie conservatrice

Si on relit l'histoire de Valence, on s'aperçoit qu'au tournant des premières révolutions libérales du XIXe siècle, la vie culturelle y était bien divisée en deux secteurs presque étrangers l'un de l'autre, suivant le schéma des traditionnelles sociétés agraires décrit par Gellner. Il existait la langue du pouvoir employée par tous ceux qui pensaient faire plus ou moins partie de ce pouvoir, et la langue de ceux qui étaient soumis à ce pouvoir. C'est pourquoi le peuple s'exprimait en langue valencienne, alors que la haute bourgeoisie avait adopté pleinement la langue castillane dans sa vie quotidienne, même si elle s'adressait à ses domestiques en valencien. Dans ces conditions il devenait naturel que les textes ou journaux censés rapporter un sentiment populaire apparaissent indéfectiblement écrits en langue autochtone, mais dans une orthographe accessible au peuple, c'est-à-dire comme nous avons expliqué dans la première partie de notre étude, dans une orthographe castellanisée, où l'on écrit "comme on prononce", car autrement cette partie du peuple qui n'était pas analphabète n'aurait pas pu comprendre ce qu'elle lisait. C'est le cas du journal satirique *El Mole*, qui s'inaugurait en 1837, après deux révolutions libérales, d'inspiration républicaine, anticléricale et anti-carliste, il resta présent dans le panorama social valencien jusqu'en 1870, année de l'abdication d'Isabelle II. Le logique rejet des idées républicaines de la part de l'*establishment*, et le haut niveau d'analphabétisme des classes populaires expliquent le fait que des publications apparaissaient, écrites en valencien, sur tout le territoire, et que dans leur grande majorité, ces publications jouissent d'une vie très courte, étant donné la pénurie financière, la censure et même les poursuites judiciaires (*El Mole* change plusieurs fois

de nom). Malgré tout ces publications sont nombreuses, comme *La Donsayna* (Valencia 1844-1845), *La Pandorga* (Alcoy 1848), *La Cartera* (Valencia 1849-1851), *El Eco de Castellón* (Castellón 1856-1857), *El Papagall* (Valencia 1864-1868), *El Butoni* (Valencia 1868), *Calendura y Calendureta* (Elche 1866), *El Campaner* (Alicante 1868)<sup>100</sup>, et elles montraient que la contestation républicaine était présente sur tout le territoire valencien. Marc Baldó pense que cette contestation populaire doit être étudiée comme faisant probablement partie intégrante d'un valencianisme primitif ; certainement il y a une part de vérité dans cette interprétation, et c'est dans cette ligne de raisonnement qu'a voulu se situer la thèse de Josep Termes<sup>101</sup> en Catalogne qui défend le catalanisme avec cette même approche, néanmoins ceci mérite un commentaire :

Las raíces de la Renaixença eran históricas remitían a un país diferenciado antes de 1908 y que seguía diferenciado dentro del Estado-nación (...) Pero las raíces eran, además, sociales. Esto pide a gritos un riguroso estudio. Deslumbrados nuestros historiadores por el proceso catalán, donde la burguesía tomó la iniciativa del nacionalismo y lo convirtió en agente activo de sus intereses, han marginado el análisis y evolución del valencianismo popular en el pasado siglo. Durante la época isabelina y el Sexenio democrático, el "sentimiento" valencianista popular existía, pero aún no había cuajado en un programa político; se hallaba "diluido" en el radicalismo liberal y en el republicanismo federal.<sup>102</sup>

Il faut tenir compte du fait que cette contestation populaire n'était pas spéciale à la Catalogne ou à la région valencienne, elle était présente sur tout le territoire espagnol, aussi bien là où existait une langue autochtone que là où elle n'existait pas. Le fait que les Andalous parlaient castillan, ne diminuait pas leur niveau de revendication sociale. Ce n'était pas la langue castillane qui déterminait le niveau de contestation dans les différentes régions du pays, c'était les dures conditions de vie, qui poussaient les populations pauvres à rejeter une réalité qui les faisait souffrir. N'oublions pas que le pays croulait sous une grande dette publique qui ne faisait que s'accroître, et l'agriculture ne palliait que partiellement les besoins les plus élémentaires, une circonstance qui aidait à renforcer le rang des carlistes. Dans ces conditions pour les classes populaires, non acquises au carlisme, l'idéal républicain

<sup>100</sup> Marc Baldó: "La cultura en la época de la revolución burguesa", dans : *Historia del Pueblo Valenciano...*, op. cit., p. 763 et 764.

<sup>101</sup> Josep Teres Ardèvol (1936-2011), historien catalan spécialisé dans l'histoire du monde ouvrier catalan du XIXe et XXe siècles auteur de : *Les arrels populars del catalanisme* (1999), *Història del catalanisme fins al 1923* (2000), *Històries de la Catalunya Treballadora* (2000) et *Patriotes i Resistents. Història del primer catalanisme* (2003) en collaboration avec Agustí Colomines.

<sup>102</sup> Marc Baldó: "La cultura en la época de la revolución burguesa", dans : *Historia del Pueblo Valenciano...*, op. cit., p. 760.

fédéral ne pouvait que s'imposer face à une monarchie à la recherche de son ancien statut de monarchie absolue, pourtant incapable d'assurer l'intégrité des territoires d'outremer, ceux-ci s'émancipant un à un. La sensation de décadence devait être plus qu'évidente, et l'opposition au système passait forcément par un modèle alternatif : soit une république fédérale. Or un pareil projet n'était réalisable qu'avec le concours de l'armée et de la bourgeoisie. L'armée fut présente plusieurs fois au rendez-vous, dans les différents "pronunciamientos" ou coups d'État, mais la petite bourgeoisie, peu nombreuse, ne le fut pas, car, comme l'a rappelé Gabriel Tortella, la haute bourgeoisie et la noblesse reprenaient invariablement le contrôle de la situation, à leur avantage, sauf dans les deux régions étudiées dans la partie antérieure. Donc la contestation populaire exprimée en langue autochtone n'était pas forcément les germes d'un futur nationalisme, mais elle était indéniablement un élément approprié pour favoriser ses thèses, de la même manière que les carlistes exploitaient la frustration des paysans sans terres, menacés par l'évolution vers le libéralisme, ils les ralliaient ainsi à leur cause.

Tenant compte de cette dynamique générale, il est sûr que le journal *El Mole*, représente parfaitement la ligne principale de ce qu'a été essentiellement la contestation valencienne de ce siècle : une contestation éminemment républicaine, dirigée par une bourgeoisie urbaine, démunie de force économique, et donc finalement d'argument politique concret pour pouvoir s'imposer à la haute bourgeoisie terrienne triomphante. Malgré tout, la décadence du système et la mode des romantiques avaient encouragé le retour à l'emploi de la langue autochtone dans les milieux nantis et cultivés, et il a existé à Valence des auteurs représentatifs de ce mouvement. Ceux-ci ont eu recours exclusivement à un mode d'expression restreint et choisi, la poésie, refusant sciemment d'imprimer un caractère politique, et surtout populaire à leur propre production culturelle. On doit citer tout particulièrement Teodoro Llorente Olivares (1836 - 1911) dont nous avons déjà parlé dans la première partie de cette thèse. Son *llibret de versos* (1885) est l'ouvrage du genre qui fait l'apport le plus significatif en termes de qualité et de quantité. D'autres auteurs se joignirent à lui, notamment Vicent W. Querol (1837 - 1889), Jacint Labaila (1833 - 1895), Rafael Ferrer i Bigné (1836 - 1892), Félix Pizcueta (1837 - 1890). Or la ligne de

séparation entre la haute bourgeoisie et la petite bourgeoisie, qui reste constante à Valence dans tous les aspects de la vie sociale, s'apprécie justement par rapport au traitement que chacun de ces deux groupes sociaux donnent à la langue. La haute bourgeoisie qui lui redonne sa version la plus sophistiquée, mais en même temps la cantonne à un milieu réservé, délibérément élitiste, qui la situe aux antipodes de la langue quotidienne, employée par le peuple. Les auteurs de la petite bourgeoisie urbaine cherchent par contre à élever le niveau social et la qualité de la langue populaire, raison pour laquelle ils concentrent leurs efforts sur la prose qui doit revendiquer sa place comme langue d'expression courante. Elle devait avoir comme en Catalogne un rôle politique capable de réunir et faire oublier le modèle de ségrégation imposé par la haute bourgeoisie. Très présente dans les traditionnelles revues satiriques et le théâtre de comédies (*sainetes, peces valencianes*)<sup>103</sup> on essaye de faire avec cette prose un théâtre plus dramatique. Le paysage social est donc bien divisé en deux camps : la haute bourgeoisie se limite aux poèmes, et emploie un vocabulaire souvent archaïque, pratiquement inconnu du peuple. Elle est identifiée avec l'expression de "poètes gantés" (*poetes de quant*). Ces autres auteurs qui revendiquent la prose pour sceller son engagement avec le peuple sont désignés comme les "poètes en espadrilles" (*poetes d'espardenyà*). Un contraste qui illustre parfaitement les positions sociales et le type de langue représentée. En effet chez ces derniers les archaïsmes ont disparu de leur vocabulaire. En réalité plus que la prose en soi, c'était surtout les idées républicaines véhiculées par eux qui gênaient ; elles symbolisaient la frontière infranchissable entre les deux groupes, c'est pourquoi ces deux manières d'utiliser la langue étaient en réalité deux façons différentes de concevoir la société. Le promoteur principal des poètes dits d'*espardenyà* était Constantí Llobart (pseudonyme de Carmel Navarro i Llobart 1848 - 1893), au passé fédéraliste militant reconnu, depuis la révolte de 1869 ; il était arrivé à réunir autour de lui un groupe d'auteurs assez nombreux, dont le jeune Vicente Blasco Ibáñez, sur lequel nous nous attarderons, outre Josep d'Orga Piñana (1800 - 1881), Josep Bodria i Roig (1842 - 1912), Josep F. Sanmartín i Aguirre (1848 - 1901), Antoni Palanca i Hueso (1848 - 1905), Víctor Iranzo i Simón (1850 - 1890), Lluís Cebrián Mezquita (1851 -

---

<sup>103</sup> Un auteur habituel de ce genre littéraire était Josep Bernat i Baldoví <http://mavida.llenguavalencianasi.com/biografies-v-01/bernat-baldovi-v.htm>

1934), Ricard Cester (1855 - ?). Constantí LLombart s'était chargé de lancer en 1874 la revue annuelle *Lo Rat-Penat : calendari llemosí*, cherchant à donner à la langue valencienne un certain encadrement social et culturel. Il parvint même à établir des premières tentatives de collaboration avec les poètes dit aux "gants" ou "gantés", et l'initiative allait toujours venir du même camp, celui des républicains, soit des "auteurs en espadrilles". En 1878 Constantí LLombart créait la société *Lo Rat-Penat*, porteuse de la revue, et le rapprochement tactique entre les deux permit à Constantí LLombart d'obtenir l'autorisation de transformer la revue annuelle *Lo Rat-Penat : calendari llemosí*, émise par la société du même nom en journal bihebdomadaire, mais son activité fut de courte durée, seulement quatre mois, du 15 décembre 1884 au 15 avril 1885, étant donné le manque de moyens économiques. En effet, les "poètes gantés" n'étaient pas disposés à soutenir financièrement ce nouveau journal valencien qui admettait la collaboration d'auteurs catalans et des îles Baléares, ce qui revenait à encourager la contestation, étant donnée la remise en cause du système par certains auteurs catalans. Il est évident que pour eux, qui bénéficiaient du système, en tant que représentants de cette bourgeoisie agraire enrichie, la culture valencienne ne pouvait pas être investie d'un caractère politique. En 1885 Llorente s'exprimait clairement à ce sujet, affirmant que les poètes catalans travaillaient pour l'autonomie<sup>104</sup>, tandis que Félix Pizcueta rétorquait sans détours que leur intention n'était pas d'attenter contre l'unité nationale : "Nos ha massa realitzar la unitat nacional, fer una Espanya, per a que en capritxos o gusts literaris procuren desfer-la"<sup>105</sup>. Par ailleurs, des épisodes du passé montraient déjà la tendance réitérative des Catalans à chercher l'aide des Valenciens pour briser le cadre politique, au nom de l'ancienne couronne d'Aragon, par exemple le pacte de Tortosa<sup>106</sup>, signé en 1869 à l'initiative des républicains catalans. Dès 1836 des contacts avaient été pris en vue d'un pareil projet, et en 1837 s'était créée à cet effet une junte centrale de l'ancienne Couronne d'Aragon. Le danger n'était donc pas imaginaire pour la bourgeoisie valencienne, et l'influence catalane était perçue comme nocive. Il faut signaler un fait important : la revue

<sup>104</sup> Alfons Cucó: *El valencianisme polític, 1874 - 1939*. Editorial Afers, gener 1999, Valencia, p. 44

<sup>105</sup> *Ibidem*, p. 46.

<sup>106</sup> [http://www.encyclopedia-aragonesa.com/voz.asp?voz\\_id=9768](http://www.encyclopedia-aragonesa.com/voz.asp?voz_id=9768) et voir aussi dans <http://www.llibertat.cat/2007/01/1869-pacte-de-tortosa-dels-federalistes-dels-paisos-catalans-i-arago-423/Imprimir>

annuelle *Lo Rat-Penat*, s'intitulait *Calendari Llemosí*, ce qui faisait référence à cette langue commune dont nous avons largement parlé dans la première partie. Le *Llemosí* de *Lo Rat-Penat : Calendari Llemosí* n'employait donc pas non plus la désignation de valencien, quant à celle de catalan, elle était impensable. Mais rappelons ce que nous avons dit dans la première partie, cette dénomination plus littéraire avait un incontestable avantage, celui de ne pas permettre la prééminence d'une langue sur une autre, et Alfons Cuco lui-même rapporte que tant que la dénomination "llemosinisme" est acceptée les relations entre les poètes catalans et les valenciens restent cordiales. Un auteur "ganté" comme Rafael Ferrer y Bigné, avertit même formellement que la désignation de langue catalane pour la langue valencienne serait refusée<sup>107</sup>. Les premiers germes de ce qui serait un siècle plus tard la guerre des langues étaient donc déjà bel et bien plantés.

Si les réticences des auteurs "gantés" venaient toujours du même souci - ne pas remettre en question l'unité nationale -, nous comprenons que les activités qui visaient exclusivement à réorganiser la langue autochtone, et sa conservation, n'étaient pas censurées, tant qu'elles ne débordaient pas le cadre intérieur de la région. C'est le cas de l'édition d'une orthographe unifiée du valencien en 1878, qui sera reprise par le Centre de Culture valencienne en 1915, (future Académie Royale de culture valencienne - *Real Academia de Cultura Valenciana*), ou la publication d'un dictionnaire: *Novísimo Diccionario General Valenciano-Castellano* par Joaquín Martí Gadea en 1891, ainsi que l'ouvrage de José Nebot y Pérez en 1894, déjà cité dans la première partie, qui réunissait des notes pour une grammaire valencienne populaire (*Apuntes para una gramática valenciana popular*). Des résultats cependant très modestes si on les compare à l'activité effrénée qui se déployait à Barcelone, où la prose était très présente dans le panorama culturel, en particulier à travers le théâtre<sup>108</sup>. Jeanne Moisand rapporte comment une "culture catalane, éducative et patriotique doit être protégée contre l'invasion de la culture madrilène au rabais"<sup>109</sup>. Et tandis qu'à Valence on en était encore à essayer de répertorier la langue, employant volontiers le terme de *Llemosí*, pour éloigner des possibles connotations politiques, à

<sup>107</sup> Alfons Cucó : *El valencianisme polític, 1874 - 1939...*, op. cit, p. 46 et 47.

<sup>108</sup> Jeanne Moisand : *Scènes capitales: Madrid, Barcelone et le monde théâtral fin de siècle*. Bibliothèque de la Casa Velázquez, n° 61, 2013.

<sup>109</sup> Jeanne Moisand : "Protectionnisme et naissance du catalanisme"..., op. cit.

Barcelone s'était déjà tenu un congrès catalaniste (1880), et on cherchait à donner à la langue un caractère original, l'éloignant au maximum de toute référence occitane (1862 : premier manifeste) pour encourager une pleine identification entre langue et territoire. Le rythme des initiatives adoptées à Valence n'a rien à voir avec la vitesse et l'intensité des étapes qui défilent alors à Barcelone. Alors qu'en 1879 on rééditait à Valence les Jeux Floraux, un événement annuel en l'honneur de la langue autochtone, à Barcelone on inaugurait un journal *Diari català*, qui mettait en évidence les prétentions politiques de la langue propre, et l'alliance entre la haute et petite bourgeoisie, rien de comparable avec un journal valencien comme *El Chornaler* (1883) à caractère nettement revendicatif et de classe, ou celui qui en 1891, paraissait à Alcoy - ville associé au mouvement cantonaliste - , avec comme titre on ne peut plus éloquent, *El Clamor de l'oprimit*. À Valence la haute bourgeoisie était définitivement hostile à financer des journaux écrits en valencien, ou bien ouverts à la collaboration des Catalans, c'est pourquoi la renaissance culturelle (*Renaixença*) valencienne est restée, d'une manière consciente et préméditée vide de signification politique. Il était clair que sa structure de base conservait et reproduisait le modèle oligarchique c'est-à-dire, un système "caciquil", où les partis triomphants étaient les partis dynastiques, les mêmes qu'à Madrid, et dans ces conditions, la petite bourgeoisie urbaine dépourvue de force économique, sans programme bien arrêté et sans une organisation pleinement efficace, ne pouvait conserver à sa portée et à son avantage que la contestation populaire. Il faudrait attendre la venue de Blasco Ibáñez sur la scène politique pour commencer à voir un changement significatif dans la manière d'organiser et de canaliser cette contestation populaire à Valence.

Si l'industrialisation était le seul facteur qui pouvait produire à l'intérieur d'une société la convergence entre les intérêts de la haute et de la petite bourgeoisie, il n'en reste pas moins que certains événements majeurs dans l'histoire d'un pays sont capables, comme la Révolution de 1789 en France, de produire des effets de catalyse extrême, entraînant des changements d'une grande transcendance, ou consolidant des tendances qui étaient déjà annoncées. À la fin du XIXe siècle, la perte des dernières colonies, survenue pendant l'été de 1898, a contribué grandement à assoir les bases idéologiques des futurs nationalismes périphériques. La défaite militaire

faisait présager la destruction du système, les républicains travaillaient pour, et cela générait une grande insécurité. Notons que c'est à ce moment qu'au Pays Basque, la haute bourgeoisie, en la personne de Ramón de la Sota, s'est tournée vers le PNV (*Partido Nacionalista Vasco* - Parti Nationaliste Basque), pour prendre ses distances par rapport au pouvoir central qui ayant prouvé son incompetence et, étant ruiné par la guerre, allait être obligé de réorganiser son système tributaire. Une initiative comme celle du général Polavieja (Camilo García de Polavieja 1838 - 1914), qui au lendemain de la défaite, le 1er septembre 1898, lançait une proposition de régénération politique du pays passant par une décentralisation administrative, était à tout point de vue édifiante sur les tendances à venir. En Catalogne on ne tarda pas à former la Junte régionale d'adhésion au programme du général Polavieja (novembre 1898) ; c'est aussi le moment où apparaissait le journal paradigmatique catalan *La Veu de Catalunya* (01/01/1899 - 08/01/1937), qui sous la direction incontestée de Prat de la Riba anticipait la prise de position de la bourgeoisie catalane qui constituée en deux partis importants : *Centre Nacional Catalá* (03/09/1899) et *Unió Regionalista* (18/09/1899) unissait ses positions à travers la fusion des deux le 25 avril 1901 pour former le parti clé du catalanisme, la *LLiga Regionalista*, toujours sous la houlette de Prat de la Riba. Alfons Cucó reconnaît également la transcendance de cet épisode : "La incorporació pràcticament massiva de la burguesia industrial catalana a les naixents doctrines catalanistes, arran del desastre colonial del 1998, és un dels fenòmens polítics mes importants de la història contemporània d'Espanya"<sup>110</sup>. Néanmoins, à Valence tant que le désastre national ne fut pas consommé, aucun mouvement stratégique ne se produisit au sein de la haute bourgeoisie ; la seule critique qu'on osa formuler, fut celle prononcée par un médecin, Josep María Puig i Torralba, en 1881, qui selon la vision nationaliste a été interprété comme les graines d'une première revendication autochtone. Mais le ton et le message sont bien évidemment influencés par le régionalisme triomphant des Catalans et des Basques. Ce discours n'eut cependant aucune transcendance sociale immédiate dans la société valencienne.

Les historiens sont d'accord pour considérer que la perspective générale qui se dégage de l'activité développée en langue autochtone a un caractère principalement

---

<sup>110</sup> Alfons Cucó: *El valencianisme polític, 1874 - 1939...*, op. cit. p. 104

nostalgique, et aucunement revendicatif. Le titre complet de la société *Lo Rat-Penat* était "Aimadors de les Glories Valencianes" : une entité culturelle consacrée surtout à conserver un souvenir, et honorer un passé, sans manifester le désir de le reproduire. Certains auteurs objectent que les républicains valenciens de l'époque auraient échoué dans leur tentative de donner à la renaissance de la langue valencienne (*Renaixença*) une dimension politique ; Alfons Cucó reproche directement aux acteurs de l'époque de ne pas avoir eu les idées plus claires, or cette réflexion est suffisamment révélatrice par elle-même. Ce concept nationaliste tel que le conçoit Cucó n'existait pas, ce que les nationalistes se refusent à accepter. Marc Baldó recueillant ces remarques de Cucó commente : "El camino de la politización era arduo: Cucó (1971) pone de relieve la ambigüedad de no pocas ideas del valencianismo político de Llobart quien nunca se pronunció claramente sobre su objetivo político-cultural".<sup>111</sup> Il est évident qu'il existe une vision qui s'est imposée rétrospectivement de ce que devait être le valencianisme de cette époque et elle a envahi systématiquement toute analyse ou toute interprétation ; la comparaison avec le voisin catalan étant omniprésente et les auteurs qui se sont intéressés au sujet se sont influencés les uns les autres. Des auteurs comme Ferrán Archilés et Manuel Martí, s'entêtent à mettre les deux renaissances - la valencienne et la catalane - en parallèle et sur le même pied, affirmant que toutes les deux, auraient eu le même but, fournir les matériaux idéologiques et culturels, comme base à la postérieure formulation nationaliste : "En el País Valenciano como en Cataluña, su función más decisiva fue de aportar materiales e iniciar una tarea de (re)construcción de la identidad propia. Se trataba de, por utilizar una expresión inevitable, inventar una tradición, imaginar la región"<sup>112</sup>. Ces auteurs parlent pourtant bien d'inventer une tradition<sup>113</sup>, et nous avons déjà expliqué que c'est là, le processus propre des nationalistes, tel que le décrivent Hobsbawm, Anderson<sup>114</sup> ou bien Thiesse<sup>115</sup>. Or nous venons de démontrer que la

---

<sup>111</sup> Marc Baldó: "La cultura en la época de la revolución burguesa", dans : *Historia del Pueblo Valenciano...*, op. cit, p. 761.

<sup>112</sup> Antoni Furió (dir.): *Historia de Valencia*. Universidad de Valencia 1999. Ferrán Archilés y Manuel Martí: "La cultura política de la Renaixença", p. 499 y 500. Editorial Prensa Valenciana, S. A. Levante.

<sup>113</sup> Eric Hobsbawm : "Inventer des traditions", Enquête [En ligne], 2 | 1995, mise en ligne le 10/07/2013. Consulté le 17/04/2017. URL : <http://enquete.revues.org/319>

<sup>114</sup>

[http://www.gsrl.cnrs.fr/sites/gsrl/IMG/pdf/Benedict\\_Anderson\\_L\\_imaginaire\\_national\\_et\\_sa\\_posterite.pdf](http://www.gsrl.cnrs.fr/sites/gsrl/IMG/pdf/Benedict_Anderson_L_imaginaire_national_et_sa_posterite.pdf) et Babadzan, Alain. "L'invention des traditions et le nationalisme". Journal de la Société des océanistes/

réalité valencienne n'avait rien à voir avec la réalité catalane, raison pour laquelle on ne faisait pas à Valence ce même travail d'invention ou de construction de la tradition valencienne ; malgré tout dans un autre ouvrage commun ils s'évertuent également à rendre plus crédibles les théories primordialistes et à minimiser tant que possible une analyse moderniste, en particulier le rôle de la bourgeoisie catalane<sup>116</sup>. D'ailleurs leur parti pris est bien visible puisqu'ils parlent à tout moment de langue catalane pour se rapporter à la langue valencienne, tout en parlant d'une époque - le XIXe siècle - où cette désignation aurait scandalisé. Eux-mêmes rappellent qu'à Valence on se limitait à remémorer les anciennes gloires (la société des "Aimadors de les Glories Valencianes"). Par contre les catalansites s'attachaient à inventer une tradition nationale, en redirigeant la contestation populaire à leur avantage. De cette façon on voulait faire croire que le peuple avait toujours eu le sentiment de former une nation à part de la nation espagnole. Mais la grande différence entre ces deux sociétés était que dans le cas catalan des intérêts communs venaient de se créer entre la bourgeoisie industrielle et la haute bourgeoisie. Voilà une circonstance qui était loin de se produire à Valence, raison pour laquelle là-bas la contestation populaire virerait inexorablement vers un républicanisme triomphant. Marc Baldó plus conscient de cette différence fondamentale, fait une remarque révélatrice de cette récupération de la contestation populaire, qui en dernière instance, représente la mécanique même du processus de nationalisation :

La burguesía catalana - por razones en las que ahora no podemos entrar - advirtió que la lengua y la cultura propia eran un arma eficaz para sus intereses, tanto para neutralizar las contradicciones internas derivadas de la explotación como para rectificar en su provecho las tensiones en la política del Estado.<sup>117</sup>

C'est dans cette constante vision rétrospective que de nombreux auteurs, en particulier Joan Fuster et ses partisans, se lamentent littéralement que Constantí Llombart, n'ait pas été capable d'incarner une figure équivalente à celle de Valentí

---

1999/volume 109/n° 2/ p. 13-35. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jso\\_0300-953x\\_1999\\_num\\_109\\_2\\_2103](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jso_0300-953x_1999_num_109_2_2103)

<sup>115</sup> Taboada Leonetti, Isabelle : "Anne-Marie Thiesse - La création des identités nationales"..., op. cit. [http://www.clio-cr.clionautes.org/la-creation-des-identites-nationales-europe-xviii-xxe-s.html#U-uHiWpP\\_3A](http://www.clio-cr.clionautes.org/la-creation-des-identites-nationales-europe-xviii-xxe-s.html#U-uHiWpP_3A)

<sup>116</sup> Ferran Archilés et Manuel Martí : "La construcción de la Nación española durante el siglo XIX: logros y límites de la asimilación en el caso valenciano" *Ayer* n° 35-1999, p. 171-190. (Universitat de València. Estudi General). <https://www.wahistcon.org/revistaayer.html>

<sup>117</sup> Marc Baldó : "La cultura en la época de la revolución burguesa", dans : *Historia del Pueblo Valenciano*..., op. cit, p. 761.

Almirall, pour Valence. " Sólo un hombre de toda la "Renaixença" valenciana parece tener una intuición más fina de los problemas y de las soluciones : Constantí Llobart"<sup>118</sup>. Mais pour que Constantí Llobart assume le rôle de Valentín Almirall, il aurait fallu que sa priorité soit la défense des intérêts de la bourgeoisie agraire valencienne, ce qui était complètement opposé à ses positions personnelles. Il est sûr que s'il avait changé de camp, les soutiens financiers à sa cause auraient été autres, car n'oublions pas que c'est justement le manque d'argent qui l'obligea en 1885, à abandonner son projet de journal bi-hebdomadaire du *Rat-Penat*, et c'est la même raison qui mit fin à son projet alternatif l'*Oronella* (1888), autre publication indépendante. Inutile de rappeler à nouveau que le soutien financier a été une condition *sine qua non* dans l'émergence des nationalismes périphériques, et nous serons bien obligée d'en reparler. Le XIXe siècle valencien et le XIXe siècle catalan montrent comment chaque bourgeoisie respective a choisi son chemin. La bourgeoisie industrielle catalane, qui finance d'abord, en 1879, le *Diari català*, réaffirme ses projets en 1899 avec *La Veu de Catalunya*, des journaux qui eux résistent l'épreuve du temps, et qui jouent leur rôle dans le processus de prise de conscience de la société catalane, où la Renaixença a déjà incontestablement un rôle politique. Rien à voir avec cette intelligentsia valencienne, qui elle est représentée à travers la figure maîtresse du poète Teodoro Llorente Olivares cité plus haut. Celui-ci dirigeait nous l'avons dit le journal *Las Provincias* (avant : *La Opinión*), dont il était propriétaire. Cette publication était d'idéologie conservatrice, ce qu'il défendait en tant que député au Parlement de Madrid (deux fois) et aussi en tant que sénateur (une fois) Son sentiment, nous l'avons signalé dans la première partie, était exclusivement régionaliste, et il défendait le cadre de la nation espagnole. Ainsi Constantí Llobart, privé de tout soutien financier de la part d'une bourgeoisie enrichie, n'avait à son avantage qu'une base sociale divisée, au sein d'une famille politique désunie. Pour cette société agraire la langue restait un élément flou qui accompagnait certes la contestation mais ne marquait pas son signe ; dans ces conditions, seul pouvait triompher un dirigeant avec une vision beaucoup plus énergique et beaucoup plus ambitieuse que ce que devait signifier l'idéal républicain.

---

<sup>118</sup> Joan Fuster: *Nosotros los valencianos...*, op. cit., p. 245.

### 3.3 - Blasco Ibáñez et le vigoureux regain républicain valencien

Vicente Blasco Ibáñez <sup>119</sup> (1867 - 1928) fut incontestablement le dirigeant valencien qui sut dans les dernières années du XIXe siècle, gagner les sympathies de la population, dont une vaste frange de la petite bourgeoisie urbaine. Il fut grandement responsable de l'augmentation des forces républicaines à Valence, en franche récession avant 1889<sup>120</sup>, lorsqu'il lance son premier journal *La Bandera Federal*, il le fait en tâchant de transmettre à ses lecteurs un idéal républicain proche de la tradition française révolutionnaire. Si dans le cas de la société catalane ou basque ce sont des individualités comme Prat de la Riba et Sabino Arana, qui symbolisent l'éveil de la conscience nationaliste, dans le cas valencien, c'est indéniablement Blasco Ibáñez qui identifie un changement à l'intérieur de la société valencienne, mais avec des caractéristiques pratiquement opposées. C'est pourquoi à Valence le parti républicain devient le parti blasquiste, à cause de l'empreinte personnelle de Blasco dans ce parti. À noter que Blasco Ibáñez était comme Prat de la Riba ou Sabino Arana, un représentant de la bourgeoisie, mais à la différence du cas catalan ou basque, le parti réorganisé par Blasco ne réunit aucune des conditions nécessaires pour permettre le mariage de raison entre la petite et la haute bourgeoisie. Même si Blasco est défenseur de la propriété privée, son parti ne devient en aucun moment une plateforme apte à générer un idéal nationaliste différent du nationalisme espagnol, même s'il revendique un républicanisme fédéral, qui conteste un gouvernement centralisé. Justement en tant que républicain convaincu et actif, il fait une opposition frontale au système, où négociations et transactions n'ont pas leur place. Par contre à Barcelone ou à Bilbao, les partis nationalistes non seulement transigent et négocient avec la monarchie, mais ils récupèrent dans leurs rangs de très nombreux effectifs ultra comme les carlistes, c'est-à-dire des partisans qui n'étaient aucunement issus de la tradition libérale dont Blasco se réclamait. Dans cette perspective on peut le situer aux

---

<sup>119</sup> Voir mon travail de Master 2: *Vicente Blasco Ibáñez: que reste-t-il du journaliste et de l'homme politique ?* Université de Paris Nanterre, sous la direction de Mme. Marie-Claude Chaput. 2008.

<sup>120</sup> Pilar Tortosa Domingo: *Vicente Blasco Ibáñez, la mejor novela su vida*. Valence, Foro Ediciones, 1998, p. 65. Elle apporte des chiffres: 11.000 affiliés, sans donner la date, qui tombent à 4.000 avant que Blasco ne lance son premier journal en 1889, *La Bandera Federal*.

antipodes des théoriciens du nationalisme, car ses valeurs fondamentales ne reposaient pas sur le groupe, la race, mais exclusivement sur l'individu.

Pourtant républicain fédéraliste, on constate que Blasco Ibáñez n'est pas apprécié du tout par les nationalistes, ni par ceux d'aujourd'hui, ni par ceux d'hier. Joan Fuster qui est la figure la plus représentative du valencianisme du XXe siècle et qui a laissé une empreinte significative dans la gauche valencienne, a de lui cette opinion négative :

Los escritos políticos de Blasco son de una formidable vacuidad, y parece que su oratoria, tan fascinadora para las masas indígenas, sólo se apoyaba sobre tópicos de una demagogia elemental. Más responsable fue su obra de editor, porque publicó en castellano una cantidad sorprendente de textos políticos y filosóficos, que si bien no respondían a una unidad de criterio, por lo menos contribuyeron a crear una mentalidad "de izquierda" en el país.<sup>121</sup>

Fuster n'a visiblement pas d'explication satisfaisante pour faire une juste évaluation du succès politique que Blasco eut à son époque, et il met ce succès sur le compte de l'ignorance populaire ; une réponse habituelle des nationalistes valenciens qui mettent toujours sur le compte de l'ignorance toute position triomphante contraire à leurs propres principes, c'est un point sur lequel nous reviendrons. Il est heureux par contre que Fuster reconnaisse le travail d'éditeur que Blasco Ibáñez mena tout au long de sa vie, depuis *La Propaganda Democrática* (1984), en passant par *Arte y Libertad* (1895), *La República de las Letras* (1905), *Hispano Americana* (1906), qui fusionna avec *Prometeo*, en 1921. Ce feu de *Prometeo* alias Blasco Ibáñez ne s'éteint pas avant 1998, année où la maison d'édition a finalement disparu. Il est surprenant qu'un intellectuel de la taille de Fuster, n'ait pas compris que l'intérêt de Blasco pour la diffusion de la lecture était un acte politique qui obéissait à son idéal républicain, dans la plus pure tradition française ; l'acte d'apporter la lumière au peuple, la lumière du savoir. Que Blasco n'est pas été apprécié par les régionalistes ou nationalistes de son époque est compréhensible, mais qu'il ne soit pas apprécié par les nationalistes d'aujourd'hui est décevant car cela montre à quel point il est resté incompris. Par ailleurs le niveau d'antipathie dirigé contre lui est particulièrement frappant, à en juger par cet écrit de Fuster :

El día que será examinada desapasionadamente la conducta política de Blasco, veremos que ha sido claramente funesta para el País Valenciano y para todas sus clases. De cara al proletariado,

<sup>121</sup> Joan Fuster: *Nosotros los valencianos...*, op. cit..., p. 180

porque lo desvió de su destino lógico y lo enroló en su partido pequeño-burgués - o más bien burgués -. Su radicalismo obligó a la burguesía de derecha - la de los poetas "*de quant*" - a lanzarse en los brazos de los partidos centrales, muy a menudo contra sus propios intereses. Y a los mismos republicanos les condenó a un "sucursalismo" mucho más servil de lo que cabía esperar : la evolución del blasquismo en definitiva, es la misma del lerrouxismo.<sup>122</sup>

Visiblement la rancune étant plus forte que tout autre sentiment, elle a limité fortement l'analyse des générations présentes, car les nationalistes comme Fuster reprochent à Blasco et au postérieur blasquisme de ne pas avoir soutenu les idées nationalistes, mais bien au contraire de les avoir freinées. Il faut comprendre quelles étaient les priorités de Blasco Ibáñez et quelles étaient celles des nationalistes pour d'abord apprécier les différences et ensuite tenter l'ébauche d'une opinion objective quant à savoir qui se rapprochait davantage de la vérité ; car le temps et l'histoire donnent et ôtent la raison à ceux qui ont joué un rôle principal dans le destin d'une société. Il est sûr comme nous venons d'affirmer ci-dessus que Blasco Ibáñez, en tant que républicain, partisan de la tradition française, faisait une opposition frontale au système, alors que les nationalistes du Parti Nationaliste Basque (PNV) ou les régionalistes de la *Lliga Regionalista* ont sciemment profité du système pour le transformer et le réadapter à leurs propres ambitions, sans jamais remettre en cause ses véritables fondements, c'est-à-dire sans introduire des réformes libérales. Leurs premières revendications touchaient les formes du pouvoir mais non le fond, autrement dit, le système de classes restait intact, les élites continuaient d'être les élites et les masses populaires devaient se résigner à végéter en bas du système, passant de servir un roi à servir une culture, à qui on devait également tout sacrifier. Aujourd'hui on peut affirmer que la monarchie a amplement bénéficié de ces premières élites nationalistes qui se sont littéralement enrichies grâce au système : les données objectives sont là, qui en témoignent. Pedro Fraile Balbín explique comment le système de la Restauration se révéla très favorable aux groupes de pression, autant en Espagne que dans d'autres pays européens à la même époque, mais d'une manière plus accentuée dans la péninsule :

La Restauración monárquica española de 1875 sentó las bases institucionales óptimas para el desarrollo de coaliciones redistributivas, es decir, grupos de intereses económicos cuyos miembros adoptaron la estrategia maximizadora de sus ingresos a través de la búsqueda de rentas. Por una parte, el orden institucional de la Restauración definió con bastante claridad la distribución del poder político y eso contribuyó a que la consecución de favores y privilegios se

---

<sup>122</sup> *Ibidem...*, p. 248

hiciese más barata y apetecible. Por otra, la estabilidad social y política contribuyó también a la formación y asentamiento de los lobbies, dando tiempo a su organización y desarrollo. Las coaliciones de intereses habían existido desde siempre en España, pero la estabilidad de la Restauración abrió un largo periodo de calma para que los lobbies resolviesen sus problemas de coordinación interna, para que consiguieran establecer un liderazgo fuerte e influyente y para que estableciesen mecanismos eficaces de eliminación de free-riders.<sup>123</sup>

Prat de la Riba lui-même affirme dans son livre *La nacionalitat catalana*, écrit en 1906 que : "El criteri econòmic dels catalans en les qüestions aranzelaries fà anys que ha triomfat"<sup>124</sup>. Une victoire due autant à *Fomento del Trabajo*, qu'à la *Lliga Regionalista*. Mais ce ne sont pas seulement les tarifs douaniers, qui ont été l'objet de pression, des lois ont pu être votées ou freinées grâce à ces mêmes interlocuteurs qui avaient une ligne directe avec le pouvoir<sup>125</sup>. Par exemple le dépôt franc pour Barcelone concédé le 27 octobre 1916, ou le rejet du Ministère du développement (*Ministerio de Fomento*) de la loi du contrat de travail (*ley de contrato de trabajo*), ou bien les projets de loi du ministre Bugallal en novembre 1919 qui établissaient la progressivité sur l'impôt. Dans ce dernier cas, la patronale *Fomento del Trabajo*, dominée par les Catalans, argumentait que cette loi aurait freiné le développement des entreprises. En définitive toute une bourgeoisie industrielle s'est consolidée socialement et une élite s'est hissée aux premiers niveaux du capitalisme mondial, voir le cas de la CHADE (*Compañía Hispano-Americana de Electricidad*), au début du XXe siècle<sup>126</sup>. Parmi les membres du bureau d'administration de cette multinationale figuraient les plus hauts dirigeants de la *Lliga Regionalista*, comme Francesc Cambó ou Joan Ventosa y Calvell.

L'industrie sidérurgique basque profita également des tarifs douaniers étant donné que le système était construit à la mesure des plus puissants. Pedro Fraile Balbín rapporte à ce sujet une citation de Joseph Harrison<sup>127</sup> :

Quizá el mayor logro de las "fuerzas vivas" de Bilbao en este periodo fue el arancel ultraproteccionista de 1906, debido en buena parte a las maniobras en la sombra de Pablo Alzola y Minondo, presidente de la Liga Vizcaína de Productores, que fue nombrado además jefe del comité formado para reformar el arancel... Tan estrecha era la relación entre las

<sup>123</sup> Pedro Fraile Balbín: *Industrialización y grupos de presión: la economía política de la protección en España 1900-1950*. Alianza Editorial, S. A., Madrid, 1991, p. 200 et 201.

<sup>124</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit.

<sup>125</sup> Voir à ce sujet la thèse doctorale de: De Sellés Quintana, Magda: *El poder a través dels grups de pressió. Estudi d'un cas: El Foment del Treball Nacional, 1914-1923*. Dirigée par le Dr. Jordi Casacassas i Ymbert. Barcelone. Universidad de Barcelona, novembre 1991.

<sup>126</sup> Borja Riquer i Permanyer. *El último Cambó 1936 - 1947*. Editorial Grijalbo (Grijalbo Mondadori, S. A. Barcelona, 1996, edición catalana. 1997, edición castellana.

<sup>127</sup> Joseph Harrison: *Big Business and the Rise of Basque Nationalism*. *European Studies Review*, oct. 1977, VIII, n° 4, pp. 373-374.

"fuerzas vivas" de Vizcaya y la oligarquía política de Madrid que en los años anteriores al comienzo de la Primera Guerra Mundial hubo pocas ocasiones en las que los dos grupos no estuviesen de pleno acuerdo.<sup>128</sup>

Il rappelle que "La relation des chefs d'entreprise de la sidérurgie avec l'élite politique et la noblesse a été bien étudiée et il n'est pas besoin de le répéter ici"<sup>129</sup>. Néanmoins il apporte en bas de page toute une liste (Marqués de Urquijo, Marqués de Chávarri, Marqués de Arriluce de Ibarra, Marqués de Triano, Marqués de Amurrio, Conde de Villalonga, Conde de Eleta, Conde de Zubiría, Conde de Moral de Calatrava, Conde de Gadagua, Conde de Motrico, Conde de Villagonzalo y Conde del Real Aprecio), qu'il qualifie lui-même de "surprenante" par sa longueur et il indique que toutes ces personnalités ont directement à voir avec la grande entreprise AHV (Altos Hornos de Vizcaya).

Ce qui est indéniable aujourd'hui c'est que ces deux régions qui depuis un siècle se plaignent constamment d'avoir été historiquement maltraitées par le pouvoir central sont incontestablement les plus riches, et les plus influentes à Madrid. Il n'est qu'à voir les chiffres sur le revenu brut par habitant. En 2016 la moyenne espagnole était de 24 000 €<sup>130</sup>, la Communauté valencienne était largement au-dessous en 2015 : 20 586 €<sup>131</sup> par contre la même année la Catalogne et le Pays Basque avaient respectivement des chiffres bien supérieurs : 27 663 €<sup>132</sup> et 30 459 €<sup>133</sup>. Ces autres régions, où il faut inclure la région valencienne, qui n'ont pas eu le réflexe continu de se plaindre - qui est une forme de revendication - n'ont jamais été les mieux dotées financièrement ou même socialement et incontestablement, ce sont celles qui ont souffert le plus dans leur économie et dans leur vie quotidienne. Par exemple pour l'Andalousie le fait de ne pas avoir une langue différente du castillan, ne s'est jamais traduit en un avantage politique et promotionnel pour elle. Là bas, ce serait plutôt la culture populaire qui se serait chargée de combler le vide laissé par les autorités : le chant et la danse sont devenus des éléments paradigmatiques de cette culture qu'on associe au peuple. Par ailleurs l'émigration a été la solution des traditionnels

<sup>128</sup> Pedro Fraile Balbín: *Industrialización y grupos de presión: la economía política de la protección en España 1900-1950...*, op. cit..., p. 184.

<sup>129</sup> *Ibidem*, p. 185.

<sup>130</sup> <http://www.datosmacro.com/paises/espana>

<sup>131</sup> <http://www.datosmacro.com/ccaa/valenciana>

<sup>132</sup> <http://www.datosmacro.com/ccaa/cataluna>

<sup>133</sup> <http://www.datosmacro.com/pais-vasco>

problèmes de cette région, où le chômage et la précarité de l'emploi agricole, y compris la faim, sont des tristes lieux communs de son histoire.

Donc par rapport à Blasco, il convient de mettre en évidence son désaccord quant à cette différence entre le fédéralisme et le régionalisme, où le concept d'égalité n'a pas sa place, au nom de la différence culturelle. Une différence que l'on se charge de magnifier et qui installe l'idée d'incompatibilité, comme héritage d'une tradition. En effet si la république fédérale prêche l'égalité dans la différence, le régionalisme préconise ouvertement un retour au passé, à une tradition antérieure. Pour le régionalisme c'est là la voie de la régénération du pays et celle du progrès. Pour Blasco la régénération c'était la république, seul moyen de garantir d'abord la liberté et surtout l'égalité entre les individus. Par ailleurs, le fait de la concevoir sous les paramètres fédéraux, inspirés par Pi y Margall faisait d'elle un système totalement apte à répondre aux particularités, - non pas aux privilèges - de chaque région, c'est pourquoi la république fédérale était la solution globale pour tous les Espagnols, indépendamment de leur origine. Elle offrait une garantie d'équilibre qui difficilement était possible sous un autre prisme. Cette conviction ne l'abandonna jamais, la maintenant comme partie intégrante de son idéal, il en donnait cette explication en 1925, dans son pamphlet *Lo que será la República Española: al País y al Ejército* :

La República española será federal, siguiendo así las verdaderas tradiciones de España. Grandes geógrafos como Reclús, célebres viajeros que estudiaron atentamente la constitución física y étnica de nuestro país, están acordes en afirmar que España, por la conformación de su suelo, por su historia y por la diversidad de sus razas, debe ser una nación federal. En ella el unitarismo es obra de los reyes, ansiosos de autoridad absoluta; nunca lo fue de la voluntad de los pueblos.<sup>134</sup>

Comme nous l'avons indiqué auparavant, Blasco était partisan de la tradition française, dans le sens où pour lui les principes fondamentaux de la république étaient recueillis dans la déclaration universelle des droits de l'homme. Et cette déclaration affirme que la république est le chemin commun à tous les individus : tous ambitionnent la liberté et l'égalité, qui sont les valeurs universelles, donc les valeurs suprêmes. Ce qui signifie que des considérations culturelles ou raciales ne peuvent pas primer. Une fois précisées ces priorités on comprend que Blasco n'avait pas été

---

<sup>134</sup> Pedro Fraile Balbín: *Industrialización y grupos de presión: la economía política de la protección en España 1900-1950...*, op. cit..., p. 21.

opposé à la formation d'une ligue régionaliste valencienne, il l'avait même revendiquée en 1898 :

Urge que todos los valencianos, sin distinción de color político ni de conciencia, nos agrupemos formando un solo organismo, que podría titularse *Liga Valenciana*.

En los asuntos nacionales, que piense cada cual como quiera, sosteniendo las soluciones políticas más ajustadas a sus particulares creencias ; pero en aquello que sólo a Valencia interese ; pensemos al unísono todos los valencianos, formando una sola familia, ya que una misma tierra nos sustenta y un mismo cielo nos cubre...<sup>135</sup>

Ce qu'il rejetait c'était la négociation avec le système, car les nationalistes avaient fait de la culture un instrument de négociation. La culture avait eu surtout comme finalité essentielle de se transformer en un tremplin politique, donnant aux élites locales un pouvoir qui n'allait pas au bénéfice des classes populaires et qui, par contre pouvait découper l'Espagne en régions cultivées et en régions ignorantes, c'est-à-dire en régions de première classe et en régions de deuxième classe, ce qui, finalement avec le temps s'est produit :

El regionalisme de Silvela es lo más desatinado, perturbador y demagógico que puede imaginarse.

Dará armas a los separatistas, disgustará a los autonomistas y dividirá en castas a los , españoles.

A mayor cultura más libertad, es el lema que sirve de base al regionalismo silvelista. El gobierno dará patentes de cultura, y así dividirá a España en regiones cultas e ignorantes.

Las segundas que serán las más, envidiarán y llegarán a odiar a las primeras, que tampoco estarán contentas ya que Silvela<sup>136</sup> no se atreve a aplicar el programa regionalista.<sup>137</sup>

La conséquence de cette philosophie qui admet que la culture soit le critère déterminant et absolu, est que le concept de solidarité s'est largement atrophié et pour cause, la culture est devenue un élément essentiel pour justifier la séparation politique. Voilà un résultat totalement opposé aux convictions de Blasco et des blasquistes qui prendront sa suite. Pour Blasco l'unité n'est pas incompatible avec la diversité, mais au contraire, la diversité rendrait plus riche et intéressante l'unité, voir

<sup>135</sup> Vicente Blasco Ibáñez: *El Pueblo*: "La liga valenciana": 14/11/1898.

<sup>136</sup> Francisco Silvela y de la Veilleuze (1843-1905) a été à diverses reprises ministre de l'intérieur, de justice ou de la marine. Il a mené une dissidence à l'intérieur du parti conservateur auquel il appartenait, en s'opposant notamment à son chef Antonio Cánovas del Castillo. Pour en finir avec la fraude électorale et le caciquisme, Silvela proposa un projet de régénération "depuis le bas". Son article très connu : "Sin pulso" (sans pouls), paru dans *El Tiempo* (Madrid, le 16/08/1898) est pratiquement une "confession nationale" des vices du système monarchique.

<sup>137</sup> Vicente Blasco Ibáñez. *El Pueblo*: "Demagogia conservadora", 02/03/1893.

à ce sujet la grande fédération hispanique (non ibérique) dont il rêvait, et qu'il évoque dans son dernier écrit, *Lo que será la República Española: Al País y al Ejército*<sup>138</sup>. Outre les républiques latino-américaines, il proposait l'intégration du Portugal et du Brésil, mais cette grande république hispanique serait le résultat naturel d'une fraternité entre peuples issus d'une même race commune et qui partagent une histoire, et non le résultat d'une imposition :

Tal vez, en el porvenir, se realice de verdad aquella España inmensa, pero insegura y áspera de los tiempos del descubrimiento de América, en la que nunca se ponía el sol. Pero será una España sin reyes, sin coronas; una confederación sentimental gobernada por el espíritu, donde cada pueblo guardará su Gobierno propio, y su independencia, teniendo como únicos magistrados supremos, como presidentes perpetuos, de indiscutible reelección, a Cervantes y a Camoens.<sup>139</sup>

Mais cette préférence de Blasco pour la culture espagnole, il cite Cervantes et Camoens pour la portugaise, marque la question de fond pour les régionalistes - nationalistes. Le vrai problème ne se pose pas et ne s'est jamais vraiment posé, pour savoir s'il existe le droit d'avoir une culture différente, - un droit que seules les dictatures ont nié - mais par rapport à l'importance qu'on octroie à cette culture différente au niveau national, voire international. Disons que les régionalistes - nationalistes rejettent la deuxième place et n'aspirent qu'à la première. Tout ce qui peut les cantonner à occuper seulement une seconde place est ressentie comme une humiliation. Il y a donc depuis le début une question de rivalité culturelle qui est en réalité, une prolongation de cette rivalité économique, où là les rapports de forces montrent une réalité opposée. Ce sont justement ces territoires aux langues différentes (le catalan et le basque) qui économiquement et financièrement occupent la première place. D'où l'incompatibilité culturelle que l'on prêche dans les milieux régionalistes - nationalistes, qui contraste parfaitement avec ses régions qui ne sont pas industrielles et où l'incompatibilité culturelle ne se pose pas, comme nous l'avons vu pour la région valencienne, mais aussi pour la Galice. Cet épineux sujet de la solidarité ou de la fraternité est justement le débat qui précipite le départ de Blasco de la vie politique active. Il n'approuva pas en 1905, la décision de son chef Salmeron de

---

<sup>138</sup> Vicente Blasco Ibáñez: *Lo que será la República Española: Al País y al Ejército*. Pamphlet édité par *La Casa de la Democracia*. Imprimerie: *La Gutenberg*, Valence. Rédigé à Paris, avril 1925.

<sup>139</sup> *Ibidem*, p. 32.

s'unir à la coalition *Solidaritat Catalana*<sup>140</sup>, et il condamna énergiquement l'alliance acceptée avec le sorianisme<sup>141</sup>, une faction pourtant officiellement rejetée tout au début, comme le symbole même de la désunion des républicains valenciens. Blasco était convaincu que le principal parti républicain espagnol faisait fausse route en s'alliant avec ses ennemis naturels. Pour ce qui est du sorianisme, Blasco se sentait pleinement responsable ; mais pour ce qui est du mouvement *Solidaritat Catalana*, il avait la conviction, et le parti blasquiste derrière lui, que ce mouvement était une stratégie politique en faveur d'une élite bien concrète :

Esas grandes asociaciones barcelonesas, esos enriquecidos fabricantes que hablan en nombre del trabajo suyo espléndidamente remunerado y olvidan la penosísima labor del resto de España que sólo obtuvo por premio la carga insoportable de tributos, impuestos, usura y cortapisas, ¿no han gobernado?; ¿no han contribuido a mantener los caciques catalanes que les servían?; ¿no han sido casi todos diputados y senadores canovistas, silvelistas, romeristas, sagastinos y gramacistas?; ¿no hicieron *ellos solos*, utilizando a los ministros, ahora acusados, para firmar y legalizar sus ambiciones, los aranceles de Ultramar que han levantado más partidas en la manigua que todas las torpezas de la política?; ¿no hicieron los aranceles de la Península que tanto daño han causado al pueblo del territorio central, encareciéndole la vida?; ¿las comisiones catalanas que pidiendo siempre, se han ido sucediendo en Madrid, no han visto hasta ahora los males de la patria?; ¿cuándo se les hablaba de revolución qué decían?; ¿en qué ocasión han pedido la reforma de la enseñanza pública?; la dignificación del Magisterio; el arreglo del Concordato; la moralidad en la administración, sobre todo en las Aduanas.<sup>142</sup>

Le fait est que le catalanisme républicain commença à s'organiser sérieusement à partir du désenchantement de *Solidaritat Catalana*, mais contaminé par l'esprit de rivalité inculqué par l'élite catalaniste de la *Lliga*, il le fit en rompant avec les principes républicains, en particulier celui de la fraternité. En effet, les régionalistes - nationalistes n'ont parlé de solidarité, que pour atteindre des objectifs très concrets qui les concernaient directement, par exemple la *Solidaritat Catalana* (1905), ou la campagne de Cambó de *l'Espanya Gran* (1917), alors qu'il s'agissait d'isoler le gouvernement central face à une demande d'autonomie pour toutes les régions

---

140

[http://www20.gencat.cat/portal/site/culturacatalana/menuitem.be2bc4cc4c5aec88f94a9710b0ce1a0/?vgnextoid=841c5c43da896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextchannel=841c5c43da896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextfmt=detall2&contentid=f8203c084ded7210VgnVCM1000008d0c1e0aRCRD&newLang=es\\_ES](http://www20.gencat.cat/portal/site/culturacatalana/menuitem.be2bc4cc4c5aec88f94a9710b0ce1a0/?vgnextoid=841c5c43da896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextchannel=841c5c43da896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextfmt=detall2&contentid=f8203c084ded7210VgnVCM1000008d0c1e0aRCRD&newLang=es_ES)

<sup>141</sup> Rodrigo Soriano Barreta-Aldamar (1868-1944). Critique littéraire à Madrid. Blasco voulant se consacrer davantage à la littérature, avait cru voir en lui plus que son associé, son futur remplaçant au Parlement. Il l'avait invité à le suivre à Valence, où ils firent campagne ensemble. D'une manière inattendue Soriano commença à l'attaquer dans son propre journal (Rodrigo Soriano: *Revolucionario de entretiempo*, *El Pueblo*, 04/03/1903), justement 4 jours avant l'inauguration de la grande idée de Blasco, l'université populaire. Ensuite il créa son propre parti et son propre journal. La rupture fut immédiate.

<sup>142</sup> Dionisio Pérez : "La cuestión catalana". *El Pueblo*, 17/10/1898.

historiques (la Catalogne, le Pays Basque et la Galice avec le pacte "Galeuska")<sup>143</sup>. Par contre à la veille de l'avènement de la Seconde République Espagnole, les républicains catalans conditionnèrent leur appui à la demande d'un statut d'autonomie. Un statut d'autonomie, qui une fois conquis ne fut pas considéré comme un objectif extensible aux autres régions espagnoles, à l'encontre de ce qui avait été revendiqué dans la campagne de "l'Espanya gran". José Ortega porte-parole du rassemblement pour la République<sup>144</sup>, reprochait à Companys (Lluís Companys i Jover 1882-1940)<sup>145</sup>, lors d'une session au Parlement ce manque de solidarité :

...Por eso tuve yo un momento de esperanza cuando oí el Sr. Companys: pero pronto vi que ese cambio de tonalidad a que se refería se reducía al cambio poco precisado, y por tanto poco comprometedor, de colorido en la sola política obrera de una sola población, en la política obrera de Barcelona (...). En esta Cámara que rezuma el ansia ferviente y porosa de hacer algo grande con España y por España, de crear un estado fuerte, serio y abierto, en el cual queden alojadas peculiaridades hasta ahora desterradas, se viene con una reducción tan grande del horizonte (...) En un Parlamento que de no ser constituyente pecaría demasiado de excesiva homogeneidad y empuje cordial, habéis comenzado por disociaros y constituirlos en islote acantilado. Venimos aquí todos a trabajar en la obra común, y vosotros nos habéis opuesto la ocupación que sólo a vosotros oprime en el momento y habéis dado un primer paso de particularismo. Algunos inclusive (...) han hecho algo que me parece indebido: venir aquí a hacer un saque sobre la Cámara con el fin de que el pelotón de su oratoria caiga en la retaguardia de sus electores.<sup>146</sup>

Il est assez curieux d'observer comment, d'une manière rétrospective les nationalistes se lamentent amèrement du fait que Blasco Ibáñez n'ait pas épousé la cause nationaliste, reconnaissant donc indirectement ses mérites, et surtout sa valeur comme homme politique. Javier Paniagua le rapporte ainsi :

Cierta historia nacionalista ha mantenido un sentido teleológico sobre su evolución: si la facción de izquierda hubiera controlado la entidad los resultados de la Renaixença hubieran sido otros. Así lo manifiesta A. Cucó cuando se refiere al primer Blasco Ibáñez, amigo y colaborador de Llobart, al afirmar que éste pudo haber previsto que Blasco era el hombre oportuno para hacer evolucionar de "una manera adecuada" el movimiento valencianista<sup>147</sup>, pero al no ocurrir

<sup>143</sup> Un pacte signé à Barcelone le 11 septembre 1923 entre les nationalistes basques les nationalistes catalans et galiciens pour mieux coordonner leurs revendications nationalistes.

<sup>144</sup> *Agrupación al Servicio de la República*, présent seulement pendant la période préparatoire de la constitution de 1931 à 1932, aura une vie très courte : janvier 1931, date de constitution du parti jusqu'à octobre 1932, date de sa dissolution <http://www.adalan.es/?p=9579>

<sup>145</sup> [http://www.abc.es/hemeroteca/historico-11-09-2005/abc/Catalunya/fundacion-lluis-companys-desea-organizar-el-tercer-centenario-de-la-diada-de-1714\\_61792406924.html](http://www.abc.es/hemeroteca/historico-11-09-2005/abc/Catalunya/fundacion-lluis-companys-desea-organizar-el-tercer-centenario-de-la-diada-de-1714_61792406924.html)

<sup>146</sup> José Ortega y Gasset: *Obras Completas*. Edición Revista Occidente S. A., Madrid 1969. Tomo 11, *Escritos Políticos (1922-1933)*, p. 355 - Cortes Constituyentes. Diario de Sesiones, n° 12, Tomo 1, Legislatura 1931-1933, 30/07/1931, p. 244 à 247. Publié dans le journal *Crisol*, 31/07/1931.

<sup>147</sup> A. Cucó: *Aspectes de la política valenciana del segle XIX*. Rafael Palmero, editor. Barcelona, 1965. p. 15-16.

repercutió negativamente en las clases populares y piensa, igual que Fuster, que propició un republicanismo sucursalita.<sup>148</sup>

Voilà une spéculation intellectuelle pourtant assez dénuée de fondement à notre avis, et qui montre l'entêtement constant des nationalistes à vouloir refaire l'histoire. Quiconque étudie la figure de Blasco Ibáñez comprend que celui-ci n'aurait jamais pu être l'équivalent de la figure de Valentín Almirall ou d'Enric Prat de la Riba à Valence ; les références territoriales n'étant pas les plus déterminantes pour Blasco. Pourtant Fuster insista sur cette idée en disant : "Blasco significó un obstáculo para la 'Renaixença' política, cuando muy bien podía haberse apoderado de sus riendas"<sup>149</sup>. Ce qui à notre avis démontre à nouveau combien Fuster n'avait pas compris les idées pour lesquelles luttaient Blasco Ibáñez. Celles-ci auraient rendu impossible n'importe quelle tentative en ce sens. Blasco avait maintenu une cohérence enviable, en tant que républicain fédéral, ayant pendant la guerre de Cuba, revendiqué le droit à l'autonomie des Cubains, alors que Valentín Almirall, avait soutenu les industriels catalans - ne s'opposant pas à la loi qui permettait aux riches de payer pour ne pas aller à la guerre - et prenant donc le parti totalement contraire à celui de Blasco qui défendait depuis son journal "¡Que vayan todos!" ; consigne qu'il avait commencé à lancer dès le 19 août 1896<sup>150</sup> et qui lui valut la plainte des autorités. On l'accusa d'encourager à la sédition, pour recommander aux pauvres de refuser d'aller lutter sous les drapeaux tant que les riches pouvaient se dispenser de le faire moyennant finance<sup>151</sup>. Valentín Almirall non seulement appuya la guerre, il appuya de ce fait les impositions commerciales, comme la loi des relations commerciales avec les Antilles (20 juillet 1882), et surtout le tarif douanier cubain (31/12/1891) qui obligeait les Cubains à consommer des produits espagnols ("que constriñen a las últimas reliquias

<sup>148</sup> Javier Paniagua: "Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano"..., op. cit., p. 13.

<sup>149</sup> Joan Fuster: *Nosotros los valencianos...*, op. cit...,p. 248

<sup>150</sup> Vicente Blasco Ibáñez dans : "Carne de pobre", El Pueblo, 19/08/1896, lance cette consigne qui apparaît systématiquement à la une de son journal du 20 au 27 août 1896, ainsi que le 29 et 30 août suivants où les autorités portèrent plainte contre lui. Il fut d'ailleurs arrêté (13/09/1896), jugé et emprisonné comme instigateur de la manifestation du 08/03/1896 pour les mêmes motifs.

<sup>151</sup> L'article de "El Socialita" : "O todos o ninguno", 24 septembre de 1897 commence une campagne contre l'injustice du service militaire, mais Blasco Ibáñez a commencé dès 1895 à reprocher cette profonde injustice sociale avec des articles comme "Servicio militar obligatorio" (16/08/1895), "El servicio obligatorio" (27/08/1896 et 27 /08/1897), "Esclavos de la miseria (10/09/1896) ou "La salud del ejército de Cuba" (13/07/1895).

del imperio a consumir los excedentes de la metrópoli"<sup>152</sup>). Une position, celle de Valentín Almirall fort contradictoire si l'on tient en compte, que d'un autre côté il travaillait avec ardeur et depuis longtemps pour l'obtention d'une autonomie catalane ; mais visiblement, ce qui était bon pour la Catalogne ne l'était pas pour Cuba, à partir du moment où les intérêts commerciaux catalans étaient en jeu à Cuba. Nous verrons aussi plus loin que le statut d'autonomie catalan de 1932, n'était pas un modèle à transposer aux autres régions d'Espagne.

Autre point important pour Blasco, la foi devait être en l'homme et non en la religion, d'où sa défense de la laïcité face aux nationalistes et régionalistes qui conservaient la religion comme un signe d'identité ; le caractère ultra qu'elle acquiert dans les théories de Sabino Arana, mais aussi la place que lui concèdent les catalanistes conservateurs<sup>153</sup>, par exemple *La Tradición catalana* de l'archevêque de Vich, Josep Torres i Bages. En fait, les nationalistes respectaient et conservaient pour l'Église le pouvoir institutionnel qu'elle avait, alors que chez Blasco, anticlérical convaincu, la religion devait faire partie du domaine privé. Ce qui d'un autre côté signifiait permettre que la liberté de culte soit une réalité et non pas une déclaration vide de contenu, comme il le rappelait dans son dernier pamphlet.

En ce qui concerne la question sociale, dont Fuster ne parle jamais, car il ne parle que d'injustice nationale, il est important de rappeler en particulier la campagne implacable qu'il déploya pendant la guerre de Cuba, contre la loi qui permettait aux riches de payer une somme d'argent (1.500 pesetas) pour éviter d'aller combattre sous les drapeaux. On laissait ainsi aux pauvres la mission de mourir pour défendre les intérêts de la patrie, des intérêts qui, rappelait-il, n'étaient autres que ceux des plus riches, ceux-ci même qui souvent avaient fait leur fortune grâce au commerce avec les colonies<sup>154</sup> (comme le marquis de Comillas<sup>155</sup>, mais aussi le cas de familles catalanes

<sup>152</sup> Jordí Nadal : *El fracaso de la revolución industrial en España: 1814 - 1913...*, op. cit., p. 215 et 216

<sup>153</sup> Voir l'article de Solange Hibbs-Lissorgues: "Littérature religieuse et dévotions au XIXe siècle (1840-1900)". [http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/litterature-religieuse-et-devotions-au-XIXe-siecle-1840-1900/html/eda54a94-a0f5-11e1-b1fb-00163eb5e63\\_5.html](http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/litterature-religieuse-et-devotions-au-XIXe-siecle-1840-1900/html/eda54a94-a0f5-11e1-b1fb-00163eb5e63_5.html)

<sup>154</sup> Martín Rodrigo y Alharilla : "Entre Barcelona, Cádiz y América, Claudio López Bru, Segundo Marqués de Comillas". Conferencia impartida en la Real Academia Hispano Americana de Ciencias, Artes y Letras el 25/03/2010. Illustre la figure de l'indiano, celui qui s'est enrichi à Cuba: <http://revista.raha.es/bru.html>

<sup>155</sup> Vicente Blasco Ibáñez: *El Pueblo*: "Los verdaderos filibusteros", 24/08/1896, entre autres déjà cités.

comme celle des Güell<sup>156</sup>). Son titre était réitératif : "¡Qué vayan todos pobres y ricos!" (Que tous aillent à la guerre, les pauvres et les riches!)<sup>157</sup>, ce qui le fit passer devant une cour martiale et retourner une énième fois en prison. Il faut souligner que c'est ce genre d'épisode qui a donné à Blasco sa grande popularité, car il mena ce combat presque en solitaire.

Sa lutte contre la corruption que l'on a volontiers qualifiée de populiste<sup>158</sup>, représente néanmoins une activité d'hygiène politique élémentaire, l'actualité de l'Espagne, où les cas de corruption se succèdent nous en donne une triste leçon. On peut citer entre autres l'affaire du gaz, contre Touchet<sup>159</sup>, qui le fit retourner en prison, malgré sa condition de député, ou sa série d'articles intitulée *Chanchullos en el Ayuntamiento*<sup>160</sup>, en fait sur ceux qui s'attaquaient à la corruption nationale, avec des affirmations comme celle-ci : "La política monárquica es una política de refectorio, de insaciables apetitos".<sup>161</sup>

Pour ce qui est de la culture, pour Blasco elle était avant tout universelle, et quant à son aspect politique sa vertu était aussi celle de pouvoir rapprocher les classes dominées du pouvoir "... debe reconocer que vale más para su clase una República, donde las Sociedades obreras gocen todas las libertades legales y donde la escuela prepare a las futuras generaciones para la verdadera conquista del poder"<sup>162</sup>. C'est pourquoi pour lui dans la première ligne de combat politique devait toujours figurer en priorité la lutte contre l'ignorance, d'où son infatigable activité d'éditeur, citée plus haut, ainsi que ses accusations et ses initiatives. Dans un pays où l'analphabétisme atteignait des taux élevés parmi les classes populaires, il avait eu à cœur de dénoncer

<sup>156</sup> Voir le site de la famille Güell : "Palau Güell" <http://palauguell.wordpress.com/2011/11/24/la-familia-guell/>

<sup>157</sup> Vicente Blasco Ibáñez: *El Pueblo*: "Servicio obligatorio" (15/08/1895), "Cómo van nuestras tropas a Cuba" (15/08/1895), "Carne para tiburón" (21/09/1897), "Carne de pobre" (19/08/1896), "Honor y poca vergüenza" (20/08/1896), "La dignificación del soldado" (21/08/1896), "Esclavos de la miseria" (10/09/1896), "Cargamento de esqueletos" (02/11/1898).

<sup>158</sup> Voir article de Carlos Serrano: "Naissance d'un populisme V. Blasco Ibáñez politique 1895-1898" sur [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa\\_0076-230x\\_1984\\_num\\_20\\_1\\_2420](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa_0076-230x_1984_num_20_1_2420)

<sup>159</sup> Vicente Blasco Ibáñez: *El Pueblo*: "La cuestión Touchet" (29/09/1898) ; "El conflicto del gas" (04/10/1898) ; "Comentarios del Pueblo" (05/10/1898) ; "La guardia civil en nuestra redacción" (27/10/1898) ; "Procesamiento y prisión" (28/10/1898) ; "Al pueblo de Valencia" (01/11/1898).

<sup>160</sup> Vicente Blasco Ibáñez: "Chanchullos en el Ayuntamiento : Las expropiaciones de la calle San Vicente", (16/03/1895) ; "Chanchullos en el Ayuntamiento", (12/03/1895) ; "Chanchullos en el Ayuntamiento : Reventa de solares", (15/03/1895).

<sup>161</sup> Vicente Blasco Ibáñez: "Política monárquica", *El Pueblo*, 04/04/1895.

<sup>162</sup> Vicente Blasco Ibáñez: *Lo que será la República Española: Al País y al Ejército...*, op. cit., p. 16

en 1898, dans un article intitulé *Ignorancia y brutalidad*, en majuscules et en caractères gras : "SIX MILLIONS ET DEMI" d'illettrés, sur une population totale de dix-huit millions de personnes. En 1900 il rappelait cet impératif, dans un autre article au titre suggestif, *Le pain de l'âme*<sup>163</sup>. Ses explications étaient on ne peut plus claires : "aussi nécessaire que l'air qui fait fonctionner nos poumons ou que le liquide qui rafraîchit notre estomac, le livre est cet aliment indispensable sans lequel notre intelligence s'atrophie, et un peuple d'hommes se convertit en un troupeau de brutes"<sup>164</sup>. Fuster et ses partisans oublient ou ignorent que Blasco Ibáñez, avait pris soin de prévoir une rubrique intitulée *Galería Popular*, dans son journal *El Pueblo*, d'où il se chargeait régulièrement, et personnellement de faire découvrir à ses lecteurs des grandes personnalités du monde de la culture, cherchant à cultiver en eux le goût pour la lecture en même temps que la curiosité intellectuelle. Toujours depuis *El Pueblo*, il avait organisé une bibliothèque, invitant ses lecteurs à venir emprunter des livres dans un fond qui atteignit les 7.000 exemplaires<sup>165</sup>, les grands philosophes français y étant copieusement représentés. On a laissé également dans l'oubli le fait qu'en 1903 il fut le seul à promouvoir l'initiative d'une université populaire<sup>166</sup> à Valence. C'est pourquoi les affirmations de Fuster sur le manque d'unité de critères qu'aurait montré Blasco dans son activité d'éditeur est pour le moins triste, mais elles confirment surtout à quel point les positions sont opposées dans la façon de concevoir le rôle de la culture. Dans les conceptions nationalistes l'individu est vite enfermé dans un déterminisme culturel qui fait du métissage une situation conflictuelle par essence ; une circonstance, celle du métissage, qui hante Fuster tout au long de son livre, et nous y reviendrons. Par contre pour Blasco la culture est une forme de révolution mentale qui en dernière instance doit préparer l'individu à assumer sa propre originalité et surtout son indépendance idéologique. La figure paradigmatique étant l'intellectuel indépendant, seul individu capable de lancer le signal d'alarme à l'intérieur d'une société en danger. Pour lui Émile Zola avait assumé magistralement ce rôle pendant l'affaire Dreyfus, contre le nationalisme fanatique, il avait assuré que : "La religión y el patriotismo son sentimientos dignos de respeto cuando se mantienen en los justos

<sup>163</sup> Vicente Blasco Ibáñez, "Pan del alma", *El Pueblo*, 05/01/1900.

<sup>164</sup> *Ibidem*.

<sup>165</sup> *El Pueblo*, 27/10/1897, annoncée dans le journal.

<sup>166</sup> Au sujet de l'université populaire : <http://digital.march.es/ensayos/fedora/repository/ensayos:320/OBJ>

límites"<sup>167</sup>. Blasco avait consacré plusieurs articles<sup>168</sup> à cette affaire à laquelle, conscient de son importance, il avait été une des rares personnes en Espagne à avoir apprécié et loué à sa juste valeur la démarche menée par Zola :

Hoy a fines del siglo, surge otro gran escritor, Emilio Zola, que desafía al apasionado vulgo, a la prensa asalariada y cobarde que se ceba con el humilde y adula al poderoso y sostiene tremenda batalla, devorando insultos y dirigiendo calumnias, todo para defender a Dreyfus, un hombre a quien no conoce personalmente; a Dreyfus, víctima inocente de la manía patriótica, romanticismo terrible que sueña a todas horas con traidores y necesita víctimas.<sup>169</sup>

Voilà un échantillon type des réactions habituelles qui se produisent entre les fustériens, qui dans leur analyse finale essayent rarement de comprendre en quoi les Valenciens s'étaient laissés séduire par les idées de Blasco Ibáñez. Ils choisissent plutôt d'excuser la bourgeoisie valencienne, qui face au succès débordant de Blasco, n'aurait pas eu accès aux masses, celles-ci seraient restées trop longtemps fidèles au blasquisme. C'est pourquoi sur Blasco et les blasquistes retombent toujours inéluctablement toute la faute de l'absence d'esprit nationaliste de la société valencienne. Or la bourgeoisie valencienne n'était pas à ce point démunie contre les arguments de Blasco. Ce n'était pas non plus une bourgeoisie faible intellectuellement parlant, elle avait apporté à la scène nationale des personnalités qui ont incontestablement brillé à un très haut niveau, Navarro Reverter, Mayans ou Bertrán de Lis<sup>170</sup>, comme le signale, José Antonio Piqueras, que nous citerons un peu plus loin. Une autre réaction typique des fustériens est d'assimiler subtilement la figure de Blasco à celle d'Alejandro Lerroux (1864-1949)<sup>171</sup>, autre républicain actif à Barcelone, qui fonda aussi son propre parti et qui fut un des plus hauts dirigeants de la Seconde République, mais éclaboussé par un cas de corruption (le scandale du marché noir de la roulette dans les casinos), nous en reparlerons, et nous donnerons des exemples dans une autre partie ; mais c'est là un stratagème qui met en évidence la faiblesse de leur raisonnement. Lorsque Blasco abandonna la politique active il le fit en s'éloignant définitivement de Valence, une ville à laquelle il ne revint qu'à l'occasion de voyages

<sup>167</sup> Vicente Blasco Ibáñez : "El hombre aislado es el más fuerte", *El Pueblo*, 02/01/1898.

<sup>168</sup> Vicente Blasco Ibáñez, dans *El Pueblo* : "El hombre aislado es el más fuerte" (02/01/1898) ; "El heroísmo de Zola" (20/01/1898) ; "La protesta de Zola" (21/01/1898) ; "Fiat lux" (18/02/1898) ; "El mártir de Rennes" (12/08/1899).

<sup>169</sup> Vicente Blasco Ibáñez : "El hombre aislado es el más fuerte"..., op. cit.

<sup>170</sup> Cité dans l'article de Javier Paniagua : *Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano...*, op. cit.

<sup>171</sup> Au sujet d'Alejandro Lerroux à Barcelone <http://www.es.mhcat.cat/content/view/full/266>

sporadiques. Il faut rappeler que Blasco ne vivait plus de la politique, mais de son travail d'écrivain et journaliste, en particulier pour une chaîne américaine (Hearts)<sup>172</sup>, ce qui était rare à l'époque.

Le chemin parcouru par Blasco fut néanmoins déterminant pour Valence. En 1893 il avait été capable de réorganiser le parti républicain, s'aidant de son propre journal, *El Pueblo*, créé en 1894, et financé avec son propre argent. Son hebdomadaire fut régulièrement déficitaire pendant les premières années, mais la résistance acharnée de Blasco aux difficultés financières, sa foi inébranlable dans la république, ses dons d'orateur et ses nombreux séjours en prison avaient finalement convaincu les républicains de la nécessité de s'unir pour lutter contre le système depuis l'intérieur, c'est-à-dire depuis le parlement. En effet les pratiques habituelles de manipulation des résultats électoraux (*el encasillado*), avaient encouragé le recours systématique au boycott des élections ce qu'on désignait par l'expression "retramiento electoral" ; on croyait encore au processus révolutionnaire, au besoin de passer par un processus violent pour instaurer une république, c'est pourquoi forger cette union<sup>173</sup> avait signifié déjà tout un parcours. Rappelons le contexte de tensions sociales, à la fin du XIXe siècle, qui mettait le système monarchique en grande difficulté, notamment l'assassinat d'un homme politique de la taille de Cánovas (août 1897). En 1908, alors que le leader abandonnait la politique active, la force du républicanisme valencien n'avait fait que grandir depuis 1898, faisant augmenter d'une manière spectaculaire le corps électoral, c'est-à-dire que l'abstention avait beaucoup régressé avec le blasquisme. En une seule année, de 1907 à 1908 le corps électoral était passé de 43.269 à 49.837<sup>174</sup> ; une année par ailleurs où le journal *El Pueblo* atteignait les 30.000 exemplaires<sup>175</sup>. Ceci explique pourquoi au moment où Blasco Ibáñez quitte Valence, il laisse derrière lui la ville la plus républicaine de toute l'Espagne, et c'est bien là l'originalité qui est la sienne, car même si les républicains sont bien visibles en

---

<sup>172</sup> Pilar Tortosa Domingo : *Vicente Blasco Ibáñez, la mejor novela su vida...*, op. cit., p. 308 : un trust américain de 263 journaux

<sup>173</sup> Voir: ses articles dans son journal *El Pueblo* : "Unión de los republicanos" (08/11/1896), "Demencia republicana" (13/11/1896), "¡Viva la unión!" (03/02/1897), "Leed republicanos" (07/02/1897), "Arriba los corazones" (08/02/1897), "Fraternidad republicana" (17/12/1897), "De abajo a arriba" (23/02/1897).

<sup>174</sup> *Diputado Blasco Ibáñez: Memorias Parlamentarias*, Madrid, Edición Majadahonda, Hijos de Muley Rubio, 1999. Chapitre *Legislatura 1907-1908*, p. 293.

<sup>175</sup> Pilar Tortosa Domingo: *Vicente Blasco Ibáñez, la mejor novela su vida...*, op. cit..., p. 230.

Catalogne ou au Pays Basque, ils sont loin d'avoir les suffrages de leurs confrères valenciens. Le fédéralisme sera la référence du blasquisme qui maintiendra avec le premier régionalisme valencien des relations souvent conflictuelles à cause de ce qui sera considéré une ingérence de la *Lliga Regionalista Catalana* dans la vie politique et sociale de Valence.



**Troisième partie**  
**De la Restauration à la Seconde République**

## Introduction de la troisième partie

Si comme nous l'avons affirmé plus haut, en suivant la théorie moderniste, d'Ernest Gellner, l'évolution des nationalismes périphériques en Espagne serait à mettre directement en correspondance avec le développement industriel, nous devons en déduire que les crises économiques ont forcément eu des incidences directes, dans le sens où elles ont favorisé ou minimisé les tendances, d'autant plus que ces crises ont été chaque fois le prélude de dictatures qui ont marqué tout le XXe siècle espagnol. Dès le début de ce siècle, et avec la perte des dernières colonies, les diverses crises ont pu être exploitées habilement par les nationalistes qui avaient alors tout en leur faveur pour mettre en évidence les incompétences du système, et les injustices du régime, l'échec politique et l'excès d'autorité pouvaient être facilement assimilés à une marque originale du centralisme, même si la répression favorisait particulièrement les élites locales, lors des conflits ouvriers. Ces crises ont systématiquement encouragé les nationalismes émergents et elles ont aussi encouragé ceux qui n'étaient pas encore visibles comme le galicien et le valencien. À partir du début du XXe siècle la corrélation entre difficultés économiques et revendications politiques se confirme très nettement. Du côté valencien nous comprenons que pendant le dernier tiers du XIXe siècle, l'absence de revendication politique de caractère régionaliste est principalement dû au fait que l'économie valencienne avait pu minimiser les effets de la Grande Dépression (1873 - 1896), grâce à la poursuite de ses exportations (vin et agrumes en particulier) vers le marché européen. La bourgeoisie valencienne n'avait pas senti ses intérêts menacés au point de travailler pour une stratégie alternative, apte à lui donner un plus grand contrôle de son économie et de ses marchés. Par contre la crise de 1917 et celle de 1929 eurent des conséquences beaucoup plus directes et graves sur l'économie valencienne ; cette fois la sonnette d'alarme se déclencha dans les esprits, et dans certains cercles on commença à revendiquer un changement de conception dans les relations de pouvoir. Les années dominées par les deux dictatures furent naturellement des périodes de

regain pour tous les nationalismes, et ce sont là justement les années qui donnèrent au nationalisme valencien ses caractéristiques fondamentales, en l'occurrence son étroite filiation au nationalisme catalan : soit le pancatalanisme.

## Chapitre 6 - La Première Guerre mondiale le premier point d'inflexion valencianiste

Toujours sous le coup des retombées économiques, et toujours en l'absence d'un secteur industriel prédominant, la politique valencienne a continué de se mesurer en fonction de la richesse agraire, et le premier point d'inflexion de cette tendance n'est arrivé qu'avec la Première Guerre mondiale qui a mis un frein brusque aux exportations, et a obligé à franchir une nouvelle étape vers une économie plus industrialisée. C'est avec ces premiers revers que se forme le 13 janvier 1918 ce qui peut être considéré le premier véritable parti valencianiste, *Unió Valencianista Regional*, sous l'initiative d'Ignacio Villalonga Villalaba (1895-1973). Cet homme apparaît justement comme le représentant type de cette nouvelle bourgeoisie en gestation. Même s'il existe des associations antérieures, comme *València Nova*, ou la *Juventut Regionalista Valenciana*, on peut difficilement considérer celles-ci comme de véritables partis, étant donnée la limitation de leurs effectifs, et leur quasi marginalisation sociale à cause du rejet que provoquaient leurs idées. En effet, elles se consacraient essentiellement à revendiquer l'appartenance de la culture valencienne à un tronc commun catalan : la Catalogne étant considérée comme la mère-patrie, et le catalan comme la langue-mère. Et selon cette relation paterno-filiale la recommandation qui s'en suivait était qu'il fallait imiter en toute chose la politique qui se faisait en Catalogne, c'est-à-dire travailler pour former une *Solidaritat valenciana* et aussi pour obtenir une autonomie. En ce sens ces premiers partis, quoique minoritaires, avaient marqué une tendance qui se maintiendrait par la suite : imiter le catalanisme. Si le parti d'*Unión Valencianista Regional* prit effectivement ses premières références et ses premiers appuis chez la *Lliga*, il n'empêche que très tôt, Ignacio Villalonga incarnerait postérieurement le tournant décisif entre le nationalisme valencien et le régionalisme.

## 6.1 - València Nova : la porte d'entrée du pancatalanisme

Il est à noter que si au début du XXe siècle le régionalisme est une force nettement ascendante dans la société catalane (avec la *Lliga Regionalista* 1901) à Valence la situation est toute autre, le régionalisme est un sentiment bien incarné à travers la société *Lo Rat-Penat*, mais clairement dénué d'ambition politique, c'est pourquoi le discours de Faustí Barberá i Martí<sup>176</sup>, vice-président de *Lo Rat-Penat*, prononcé le 7 décembre 1902, "De regionalisme i valentinicultura" est signalé par les valencianistes comme la limite d'un avant et un après. Il est censé être la première manifestation régionaliste exprimée en termes politiques, certainement conçu sous les influences des déclarations de Prat de la Riba qui tout en fondant le parti de la *Lliga Regionalista*, en 1901, avait déclaré comme but suprême, l'obtention d'une autonomie à l'intérieur de l'État espagnol. Justement la fondation de la première entité régionaliste valencienne, *València Nova*, eut lieu deux ans après le discours de Barberá, en 1904. Elle est considérée comme une scission où un sous-groupe à l'intérieur de *Lo Rat-Penat*, car elle ne représente qu'une faction minoritaire de celle-ci. Le fait que ce discours n'a pas été publié avant 1911, soit presque 10 ans après qu'il ait été prononcé, montre la faible réceptivité sociale qu'il suscita. Nous nous refusons donc à prendre ce texte comme l'éveil d'un sentiment nationaliste à l'intérieur de la société valencienne, malgré la littérature créée à cet effet. Il n'est qu'à voir comment les déclarations de Barberá semblaient davantage des réflexions personnelles, plus qu'une invitation à remettre l'unité nationale en cause. Malgré tout il faut préciser que même si l'entité *València Nova* n'arriva pas à formuler un programme politique, les considérations qui s'y débattaient signifiaient franchir un pas que *Lo Rat-Penat*<sup>177</sup> condamnait, en tant que défenseur de l'unité nationale. Faustí Barberá se limitait surtout à souligner la diversité culturelle de l'Espagne, affirmant par exemple que la régénération politique se verrait mieux garantie par la reconnaissance de la diversité : "Les régionalistes veulent ôter la tache séparatiste qui est tombée sur eux (...), ceux

<sup>176</sup> Rodrigo Pertegás, José : "Discurso necrológico del Dr. Faustino Barberá Martí. En los "Anales del Centro de Cultura Valenciana", N° 3, 1929, p.24-34  
<http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2952507>

<sup>177</sup> Site : [http://www.loratpenat.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=56&Itemid=115](http://www.loratpenat.org/index.php?option=com_content&task=view&id=56&Itemid=115)

qui par passion ou démunis de critères solides confondent l'Espagne une [unitaire], avec l'Espagne uniforme"<sup>178</sup>. Cucó explique que ces premiers régionalistes étaient des membres de la petite bourgeoisie, des étudiants et des artisans, et il ajoute "l'absence d'un secteur intellectuel"<sup>179</sup> à l'intérieur de ce groupe. Une appréciation douteuse de sa part, car Faustí Barberá était médecin. Cette appréciation marque la dynamique habituelle des nationalistes et rejoint la rhétorique fustérienne dont Alfons Cucó se fait ici porteur. En effet, nous allons avoir le loisir de constater que pour les défenseurs des théories fustériennes et donc pour la grande majorité des nationalistes valenciens seules l'ignorance, ou l'absence d'une intelligentsia dans la société valencienne explique le manque d'intérêt vis à vis du sentiment nationaliste.

Nous arrivons ici au véritable nœud du problème et l'analyse objective devient particulièrement ardue, car les positions politiques en matière de nationalisme valencien sont particulièrement opposées. En fonction des thèses défendues par la majorité des nationalistes valenciens (majoritairement partisans du fustèrianisme), il semblerait qu'il n'existe que deux positions possibles à adopter sur l'analyse du nationalisme valencien : partager le dogme fustérien et donc adopter une interprétation pancatalaniste, ou adopter une analyse contraire, et dans ce cas il faut dire que cette position est alors qualifiée de réactionnaire ou pire, par ses contraires, qui la considèrent dépourvue de toute rigueur intellectuelle. Le fait est qu'il existe un parti pris, qui ne laisse pas de marge au débat. C'est le parti pris que Joan Fuster déclare en 1962 (première édition de son livre *Nosaltres els valencians*), que nous examinerons de plus près dans la quatrième partie de cette thèse, néanmoins nous devons signaler ici l'orientation principale qu'il donne à son analyse. Dès les premières pages de son livre, il avertit : "me apresuro a proclamarlo: apriorismo, o *parti pris*, o como se le quiera llamar"<sup>180</sup>. Or à la date où Cucó écrit son ouvrage (1971), les milieux universitaires valenciens étaient majoritairement pancatalanistes déclarés, une circonstance que nous expliquerons aussi dans la quatrième partie. Mais c'est là sans doute le grand problème du nationalisme valencien depuis lors, qui empêche tout débat susceptible d'ouvrir la porte à une analyse nouvelle, car la position consacrée, la

<sup>178</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit..., p. 64. Cucó cite : F. Barberá i Martí: "De regionalisme i valentinicultura. De discurs vell i comentaris nous", Valencia, 1911, p. 8.

<sup>179</sup> *Ibidem*, p. 68.

<sup>180</sup> Joan Fuster: *Nosotros los valencianos...*, op. cit..., p. 12.

position fustérienne est passée au rang de position scientifique, ce qui signifie qu'elle n'admet aucune critique et aucune révision. Voilà pourtant plus d'un demi-siècle que Fuster faisait ses affirmations et dans le contexte d'une dictature; mais depuis lors les positions n'ont guère changé. C'est une circonstance qui désole un auteur comme Lluís Fornés, contraire à l'orthodoxie fustérienne, et qui affirme que quiconque désire comprendre le nationalisme valencien, est obligé d'entreprendre des études supérieures pour donner le niveau intellectuel nécessaire : "Al poble valencià se li demana un grandíssim esforç intel.lectual per a ser nacionalista."<sup>181</sup> (On demande un très grand effort intellectuel au peuple valencien, pour être nationaliste). Or on a du mal à croire que le nationalisme valencien doive être fatalement le résultat d'une sélection intellectuelle à laquelle ne peuvent parvenir que les plus instruits et les mieux éclairés en la matière. Nous, nous pensons par contre, et cet ouvrage est consacré à en faire la démonstration, que le nationalisme valencien d'aujourd'hui est en grande partie le résultat d'une analyse et d'un calcul étrangers à la société valencienne, où l'utilisation de la culture est l'élément clé qui ouvre la porte à des intérêts externes à la société valencienne. Ceux qui à Valence ont toujours adopté pleinement l'analyse fustérienne, ont toujours laissé l'économie au second plan, et l'on peut affirmer qu'en ce point ils n'ont pas imité le modèle catalan, qui par ailleurs est toujours leur modèle de référence. Ceci explique la cassure qui subsiste encore, un siècle après, et qui sépare la minorité pancatalaniste de la grande majorité sociale valencienne, réfractaire aux idées pancatalanistes.

L'histoire est là pour être relue et notre analyse est d'autant moins suspecte que nous nous basons sur ce livre écrit par un auteur qui rapporte l'histoire du nationalisme valencien sous le prisme fustérien, c'est-à-dire celui qui se réclame détenteur de la pureté doctrinale en la matière. En effet le livre d'Alfons Cucó, que nous avons déjà cité, *Le valencianisme politique de 1874 à 1939*, embrasse incontestablement la période la plus cruciale pour la formation des nationalismes en Espagne : la fin du XIXe et le début du XXe siècle, pour les raisons que nous avons expliquées plus haut. Cucó reconnaît que le régionalisme politique est à peine existant à Valence au début du XXe siècle, dans ces conditions il serait encore plus improbable

---

<sup>181</sup> Lluís Fornés: *La València occitana...*, op. cit., p. 77

que le sentiment nationaliste puisse y creuser ses racines. Tenant compte du fait que le régionalisme était défendu par l'association, *Lo Rat-Penat* qui revendiquait ce sentiment sous un aspect culturel et non politique, et tenant compte aussi du fait que pendant la première époque (1904 - 1910) de la société *València Nova*, les aspirations régionalistes restaient très timides, politiquement parlant, il n'est pas surprenant que ce soit un événement externe à la société valencienne qui ait produit le saut qualitatif important dans l'idéologie régionaliste locale. Le point d'inflexion est l'année 1906, la date cruciale, octobre, du 13 au 18 octobre, et le lieu déterminant Barcelone. En effet, c'est le moment où se déroule dans cette ville le Premier Congrès International de la Langue Catalane, dont nous avons largement parlé dans la première partie. C'est, résumons-le en quelques phrases, le moment où le catalanisme, pour plusieurs raisons est triomphant. D'abord le fait de célébrer à Barcelone ce congrès en y invitant des Valenciens et des natifs de Majorque, était déjà une façon de réaffirmer un argument qui n'était pas nouveau, mais récurrent, faire de Barcelone le centre de la langue (il ne fallait pas mentionner langue valencienne, ou limousine). Nous devons signaler par ailleurs que un journal catalan comme *La Senyera*, faisait depuis longtemps des affirmations retentissantes, qui insistaient systématiquement sur la thèse principale du catalanisme, l'unité de la langue, situant le valencien et le majorquin comme des dérivations du catalan. Cucó rapporte lui-même, qu'avant que des Valenciens n'assistent à ce congrès, autant *València Nova* comme *Lo Rat-Penat* n'admettaient aucunement la filiation de la langue valencienne au catalan, mais l'on continuait de croire en une langue mère, le *Llemosí*, ou le languedocien, qui faisait du catalan non pas une langue mère mais une langue sœur : "fidel a l'antiquada teoria llemosinista"<sup>182</sup>. Mais comme nous avons annoncé dans la première partie, ce premier Congrès International de la Langue Catalane allait changer significativement les choses. Nous l'avons quant à nous qualifié de laboratoire du pancatalanisme, et nous pouvons d'autant plus justifier cette appréciation par le fait que cet événement était entouré d'une atmosphère de prestige intellectuel, grâce au mouvement désigné comme le *Noucentisme*, mais aussi entouré d'un prestige politique grâce au mouvement de *Solidaritat Catalana*, renforcé par la prochaine (novembre 1906) Assemblée générale de Conseils Généraux (*Diputaciones*) d'Espagne ; la première qui se réunissait dans la

---

<sup>182</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 69.

capitale catalane. On savait que Prat de la Riba allait y proposer une réforme de l'administration pour mettre en marche les tractations administratives et politiques destinées à instaurer la *Mancomunitat Catalana* (la fédération des municipalités catalanes). Prat venait de publier en mai de la même année, un livre destiné à exposer clairement les idées qu'il exposait depuis plusieurs années dans ses conférences, celle de *La nacionalitat catalana*, qui était le titre de son livre. C'est pourquoi on peut considérer cet événement culturel, entouré d'une auréole politique comme une véritable plate-forme de propagande catalaniste destinée à renforcer toute l'infrastructure stratégique mise en place par le parti de la *Lliga Regionalista*. En effet la confiance de ce parti en lui-même est, à ce moment, totale, car ces victoires se multiplient dans tous les domaines, en matière économique aussi. L'année 1906 est l'année du triomphe des tarifs douaniers protectionnistes, et Prat de la Riba proclame sans ambages ses victoires et ses projets, depuis la capitale catalane, qu'il situe justement comme l'épicentre de la stratégie catalaniste, en affirmant: "com ja va imposar el seu criteri economicoproteccionista (...), anirà fent triomfar tots els seus ideals econòmics, i després dels econòmics vindrà l'hora dels administratius, i després dels administratius, la dels polítics"<sup>183</sup> (comme elle a imposé son critère économique-protectionniste (...), elle fera triompher tous ses idéaux économiques, et après les économiques viendra l'heure des administratifs, et après les administratifs, les politiques). Il est certain qu'un tel climat de triomphe et de confiance n'a pu qu'impressionner les jeunes Valenciens invités au Congrès qui en sont revenus complètement convertis, non pas au valencianisme, mais au catalanisme, car c'est la réalité catalane qui a séduit ces jeunes esprits, qui les a galvanisés, puisque à leur retour, ce n'était plus seulement la langue valencienne qui devenait une dérivation de la langue catalane, mais tout le peuple valencien qui faisait partie d'une même nation catalane. Travailler pour le valencianisme c'était en dernière instance travailler pour la grande nation catalane. À partir de ce moment la région catalane devenait le modèle de référence à imiter en tout point, car le projet catalaniste, à leurs yeux, avait prouvé sa viabilité, en particulier le mouvement *Solidaritat Catalana* qui représentait une grande victoire civile, et soulevait de grands espoirs. Et Cuco signale lui-même

---

<sup>183</sup> *Ibidem*, p. 104 : Cucó cite J. Solé Tura: *Catalanisme i revolució burgesa*, Barcelona, 1967, p. 214-219.

comment ce sont justement ces premiers Valenciens revenus de ce Congrès International de la langue catalane, qui rapportent avec eux les idées pancatalanistes, marquant une division générationnelle. Cette circonstance est significative, voire essentielle : la réceptivité des jeunes prédisposés à se laisser séduire facilement, et l'absence d'un esprit critique qui puisse les ramener à la réalité valencienne - bien différente de la réalité catalane -, sont des facteurs qui montrent que ce valencianisme pancatalaniste rapporté de Barcelone en 1906, était un catalanisme bâti en fonction d'une stratégie qui répondait non pas aux besoins de la réalité valencienne, mais aux ambitions politiques conçues pour un but fixé à moyen ou long terme, qui n'était autre qu'une mauvaise copie du modèle germanique, celui qui avait construit l'unité allemande. Il n'est donc pas étonnant de constater que les arguments économiques y étaient pratiquement absents, ou faussement présents, une circonstance sur laquelle nous allons revenir dans un autre chapitre. Et, à nouveau il est assez révélateur que les plus vieux valencianistes, qui visiblement n'étaient pas allés au Congrès de la langue, continuaient de rejeter la thèse qui faisait de la langue valencienne une langue dérivée de la langue catalane. Même si dans les mois suivants, *València Nova* ne souffrit pas de transformation organique, l'ambiance à l'intérieur de l'association n'était plus la même. Cucó remarque lui-même la frontière perceptible élevée entre les vieilles et les jeunes générations ; il parle de positionnements différents entre elles. Cucó, tout comme Fuster en appelle alors à des "critères particularistes"<sup>184</sup>, qui répondraient "au vieil héritage des idées confuses de la *Renaixença*"<sup>185</sup>. Un héritage qui aurait persisté, selon lui, pour trois raisons principales: a) À cause des théories ambiguës défendues par la droite et par les adhérents à *Lo Rat-Penat*. Ambigüité qui en réalité n'a jamais existé puisque la bourgeoisie valencienne représentée par Teodor Llorente avait bien défini sa position ; elle refusait toute politisation du sujet culturel. b) À cause de l'opposition des blasquistes face aux tentatives de révolution bourgeoise organisées par la *Lliga Regionalista* ; une opinion fort discutable, sur laquelle nous allons revenir plus loin. Et c) Par le manque d'une information culturelle adéquate dans le *Pays Valencien*, jusqu'à l'apparition vers les années trente "d'une génération universitaire

---

<sup>184</sup> *Ibidem*, p. 70.

<sup>185</sup> *Ibidem*.

crédible"<sup>186</sup> ; c'est-à-dire une fois que le pancatalanisme sera bien installé dans le monde universitaire, grâce à diverses associations comme *Nostra Parla* (1913) ou *Agrupació Nacionalista Escolar* (1919), toujours patronnées par des réseaux catalanistes, sous prétexte d'une langue commune. Et tout en insistant sur son raisonnement, Cuco affirme : "contre ces critères particularistes, que l'aile la plus traditionnelle de *València Nova* défendait, les nouvelles générations qui commentaient la célébration à Barcelone du Congrès International de la Langue Catalane déclaraient"<sup>187</sup> ; et il rapporte ces déclarations que nous copions ci-dessous, car elles sont à tout point de vue édifiantes. Elles marquent parfaitement le moment où s'installent les idées pancatalanistes dans le discours nationaliste valencien, qui à partir de ce moment ne saura se considérer nationaliste que dans la mesure où il revendiquera son appartenance à un ensemble plus large : la nation catalane. Il fait des références constantes au passé, mais en réinterprétant ce passé, en lui donnant une lecture intéressée, c'est-à-dire refaisant l'histoire à la mesure des besoins du présent, et suivant un calcul pour le futur. On peut alors observer comment ces jeunes pancatalanistes adoptaient ce même ton de nostalgie que les auteurs fustériens reprochent constamment et amèrement aux partisans de *Lo Rat-Penat* :

Ha demostrat plenament l'esperit d'una mateixa raça, d'un mateix poble que, després d'uns quants segles de separació per motiu de l'obra destructora dels castellans, ha ressorgit potent i avassalladora la unió de un poble gran (...)

Allà per los segles XIV i XV, la unitat de la raça era perfecta; en lo Principat, com València i Mallorca, tots parlaven igual, en bon català, i escrivien com parlaven.

La decadència de la Corona d'Aragó, les institucions polítiques particularistes, que feen tants Estats de les tres grans províncies catalanes, facilitaren molt la destrucció del gran arbre de la pàtria catalana, fent tres cantons d'aquell poble, o sia, Valencia, Catalunya i Mallorca...<sup>188</sup>

(Elle [la langue] a démontré pleinement l'esprit d'une même race, d'un même peuple, qui après plusieurs siècles de séparation, à cause de l'œuvre destructrice des Castellans, permet que l'union d'un grand peuple ressurgisse puissante et dominante (...) Vers les siècles XIV et XV, l'unité de la race était parfaite; dans le Principat, comme à Valence et Majorque, tous parlaient de la même manière, en bon catalan, et ils écrivaient comme il parlaient. La décadence de la Couronne d'Aragon, les institutions politiques particularistes, qui convertirent en États les trois grandes provinces catalanes, facilitèrent grandement la destruction du grand arbre de la patrie catalane, réduisant à trois parties ce grand peuple, soit Valence, Catalogne et Majorque.).

---

<sup>186</sup> *Ibidem.*

<sup>187</sup> *Ibidem.*

<sup>188</sup> *Ibidem*, p. 70 : Cucó cite la revue: *València Nova*, 18 (18-I-1907).

Et la différence entre la vieille génération, et la jeune génération devenait à tel point significative que cette jeunesse convertie créa, en 1908, son propre groupe *Juventut Regionalista*, que Cucó lui-même rapporte comme pancatalaniste : "la nova generació que es definia com a 'pancatalanista'"<sup>189</sup>, et qui se chargea d'éditer un journal *Lo Crit de la Pàtria* (le Cri de la patrie) en consonance avec son nouveau crédo. Malgré tout, Cucó est bien obligé d'admettre que ces nouvelles idées restèrent très largement minoritaires et qu'elles n'eurent pratiquement aucune répercussion dans la société valencienne. Le poète Daniel Martínez Ferrando, fervent pancatalaniste, dont nous reparlerons plus loin, le remarquait ainsi : " En aquell temps hi havia a la ciutat de València, una joventut que, si no era molt nombrosa, era en canvi apassionada pels ideals llurs"<sup>190</sup>. Plus que minoritaires, on est presque tentée de les qualifier d'anecdotiques, puisqu'il ajoute un peu plus loin : "Les autoritats, que no ens acabaven de comprendre, estavan desorientades. ¿D'on havia sortit tot allò? ¿Què ens proposàvem?"<sup>191</sup>. En 1910 ce premier régionalisme, qui était né de l'admiration provoquée par le mouvement *Solidaritat catalana*, se dissolvait très rapidement, après des élections qui avaient démontré sa nulle incidence sociale et politique. En effet, il faut le répéter à nouveau, la réalité valencienne n'avait rien à voir avec la réalité catalane. Le catalanisme s'était construit sur des bases économiques tout en invoquant des bases culturelles ; le *Centre Català* (1882) d'abord et le *Memorial de Greuges* (1885) ensuite avaient déclaré haut et fort leur "défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne". La mise en place de *Fomento del Trabajo Nacional*, amplement sous influence catalane, et le triomphe du mouvement *Solidaritat Catalana*, étaient des conséquences de l'avancée de ses deux idées maîtresses dans la société catalane. La transposition au territoire valencien ne pouvait être que bancal puisque le mouvement régionaliste s'appuyait exclusivement sur des arguments culturels, même si dans les premiers temps de *València Nova* on parlait d'arguments économiques. Ces déclarations n'étaient pas transposables au terrain de la réalité car si l'année 1906 avait été pour la société catalane une année faste, pour la société valencienne elle avait été une année de profond malaise. Les tarifs douaniers étaient largement contestés. Cucó rapporte comment la *Federación Agrícola de Levante*

---

<sup>189</sup> *Ibidem*, p. 71.

<sup>190</sup> *Ibidem*.

<sup>191</sup> *Ibidem*, p. 72.

manifestait son mécontentement au cours d'une réunion qui eut lieu le 27 mai 1906 ; 210 délégués de mairies, et 225 sociétés agricoles et représentants de syndicats y exprimèrent leurs plaintes<sup>192</sup> tâchant de faire pression, mais sans succès, sur le gouvernement. La collusion entre intérêts économiques et intérêts culturels était bien un leurre, et il devenait parfaitement compréhensible que les idées pancatalanistes des jeunes régionalistes de *València Nova* n'aient pu bénéficier ni du soutien moral ni du soutien économique des élites valenciennes, bien au contraire elles ne pouvaient obtenir que leur rejet. Et pendant que le succès du catalanisme continuait de s'appuyer sur ces deux axes principaux : les intérêts économiques et les inquiétudes culturelles, on constate qu'à Valence ces nouveaux régionalistes tournaient largement le dos à la réalité économique valencienne. Sourds aux protestations des agriculteurs, ils organisèrent leur première grande Assemblée en avril 1907, afin de commémorer la défaite d'Almansa de 1707<sup>193</sup> des partisans de l'Autriche à Valence (1707 aussi en Aragón, et 1714 en Catalogne), et centrèrent tous leurs discours sur les habituelles thèses culturelles, tout en faisant part de leur ambition de reproduire sur le territoire valencien un phénomène équivalent à celui de *Solidaritat Catalana*. Mais à cette date la *Federación Agrícola de Levante*, ne laissait pas de doute sur sa position, elle réclamait la reconnaissance de ses intérêts agraires, mettant bien en évidence la différence entre les deux économies : "La región levantina, y singularmente su actividad primordial que es la agraria, no puede sumarse al movimiento catalán íntegramente, porque ante todo debe ser aspiración nuestra el reconocimiento más absoluto e independiente de la personalidad agraria levantina."<sup>194</sup> Le mouvement syndical n'était donc pas du tout en syntonie avec les déclarations de *València Nova*, et encore moins avec ses prétendues ambitions économiques qui restait un discours vide, ne faisant absolument pas cas de la réalité valencienne, puisque les tarifs douaniers si avantageux pour les Catalans, étaient nettement négatifs pour les exportateurs valenciens. Même des organismes officiels, comme le Conseil Général de Castellón (la *Diputación*), secondaient ouvertement les revendications de la fédération:

---

<sup>192</sup> *Ibidem* p. 76.

<sup>193</sup> Voir extraits du livre de Joseph Pérez: *Histoire de l'Espagne*. Librairie Arthème Fayard, Paris, 1996.

<sup>194</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 83. A. Cucó cite le journal *Las Provincias* (21-VI-1907) : "La Federación Agrícola de Levante y Solidaridad Catalana".

... ante este movimiento debe la agricultura valenciana aperebirse a la defensa y fijar su firme posición, por tener aquella [Solidaridad Catalana] y ésta caracteres peculiares que la diferencian y contraponen (...) oponerse en los términos más enérgicos y concluyentes, contra todo lo que significase o envolviera un ataque directo o indirecto a nuestras producciones y comercio agrícolas.<sup>195</sup>

Et si Cucó affirme que la confrontation des intérêts économiques entre la bourgeoisie valencienne et la catalane était exagérée: "la bourgeoisie agraire valencienne présentait la situation comme s'il s'agissait d'une lutte d'intérêts douaniers"<sup>196</sup>, il est bien obligé de reconnaître que pour les élections de 1908, seul un candidat carliste accepta de soutenir les thèses régionalistes, et pourtant l'argument fondamental était de fomentier un mouvement comparable à *Solidaritat Catalana*, qui était l'argument politique des valencianistes. Ce candidat ne recueillit aucun suffrage, la société valencienne restait divisée entre une haute bourgeoisie traditionnelle, fidèle à Madrid, et un républicanisme, qui même fédéral se maintenait intégralement fidèle à l'État espagnol. Le régionalisme politique valencien était bel et bien sur le point de disparaître lorsque les efforts depuis Barcelone furent redoublés.

## 6.2 - La *Joventut Valencianista de Barcelona* ou le deuxième essai pancatalaniste

Cucó reconnaît amplement comment les premières tentatives des jeunes membres de *València Nova* se révélèrent complètement infructueuses, il admet amèrement que le sentiment régionaliste ne se manifesta pas, et que les tentatives de fomentier une *Solidaritat Valenciana*, restèrent vaines. Il affirme que ces premiers nationalistes "manquaient de moyens de toute sorte, et aussi de communication sociale". Il parle de "cercles très réduits (...) entre les limites municipales de Valence"<sup>197</sup>, ou de "tranchées minoritaires"<sup>198</sup> et rappelle que les conférences faites à leur initiative étaient toujours destinées à rappeler les mêmes arguments culturels qui rattachaient la culture valencienne à la catalane ; par exemple la conférence de Miquel Durán intitulée "Cultura catalana", prononcée en 1910, année où Cucó informe que la

<sup>195</sup> *Ibidem*, Cucó cite le journal *Las Provincias* (30-VI-1907), sans titre.

<sup>196</sup> *Ibidem*, p. 90.

<sup>197</sup> *Ibidem*, p. 116.

<sup>198</sup> *Ibidem*, p. 114.

*Joventut Valencianista* se serait dissoute, et qu'une partie de ses membres se seraient intégrée dans *Lo Rat-Penat*, justement opposé aux thèses pancatalanistes. Si la première tentative d'imposer les idées pancatalanistes n'avait pas triomphé à Valence, malgré les retombées du Congrès de la langue catalane de 1906, qui avait littéralement ébloui les jeunes Valenciens, cette fois les efforts furent relancés depuis la capitale catalane en focalisant l'action sur les jeunes Valenciens résidant à Barcelone, et créant *La Joventut Valencianista de Barcelona*, prouvant l'intentionnalité des dirigeants de Barcelone qui ciblait sciemment la jeunesse valencienne, étant donné la moindre proportion critique que cela signifiait par rapport au discours catalaniste. Si les élections de 1908 n'avaient donné aucune représentation au régionalisme de *València Nova*, rebaptisée *Centre Regionalista* depuis le 29 décembre 1907<sup>199</sup>, les élections municipales de mai 1909 ne donnèrent pas de meilleurs résultats. Ce qui explique parfaitement pourquoi le *Centre Regionalista* finit par disparaître<sup>200</sup>, Cucó reconnaît que l'entité "traîna une existence languide jusqu'à sa disparition", *Joventut Valencianista* subissant le même sort en 1910<sup>201</sup>, d'où la nécessité impérieuse de créer la *Joventut Valencianista de Barcelona*, et tout acte important serait systématiquement supervisé par les élites catalanistes qui se chargeaient d'apporter non seulement l'idéologie mais aussi la logistique. Dans le cas de la première Assemblée Régionaliste Valencienne de 1907, Cucó rapporte : "En réalité l'argument important de l'assemblée consistait en une visite aux terres valenciennes d'une expédition bien nourrie de représentants du Principat et des îles Baléares"<sup>202</sup>. Et il montre l'état d'esprit dans lequel étaient reçus ces représentants catalanistes :

Nous qui portons dans nos veines votre sang, nous ne pouvons que sentir la filiation de votre origine, et rappeler que notre parler maternel vient de chez-vous; nous devons êtres les premiers à vous écouter, et nous vous suivrons, et nous, nous mettrons en file dans ce mouvement régionaliste que vous avez amorcé à travers toute l'Espagne.<sup>203</sup>

Ces arguments n'avaient pas soulevé de grandes passions à Valence, mais ce qui était significatif était que ces jeunes Valenciens résidents à Barcelone qui se donnaient la peine de venir jusqu'à Valence faire du prosélytisme étaient

---

<sup>199</sup> *Ibidem*, p. 100.

<sup>200</sup> *Ibidem*, p. 115.

<sup>201</sup> *Ibidem*, p. 115.

<sup>202</sup> *Ibidem*, p. 85.

<sup>203</sup> *Ibidem*, p. 85. Cite J. M. Escuder: "Gràcies, catalans", *El Radical* (20-VI-1907).

vraisemblablement soutenus financièrement par le catalanisme. L'année de la création de ce parti n'est pas bien spécifiée par Cucó, qui rapporte les commentaires du poète J. M. Mustieles qui écrivait alors un article au sujet de cette jeunesse qui se distinguait selon lui par son attitude très active. En effet Cucó lui-même explique :

Tandis qu'à Valence se produisait la paralysie des groupements valencianistes, parmi un secteur de nombreux Valenciens résidents se produisait le phénomène inverse: ils s'agglutinaient en tant que groupe et fondaient une entité nationaliste, la Joventut Valencianista de Barcelona.<sup>204</sup>

Et nous voyons Mustieles se féliciter, dans un article écrit par lui-même en 1913<sup>205</sup>, mettant en valeur l'activité et aussi l'organisation et les moyens de cette jeunesse qui malgré sa condition de déplacée, jouissait de cette aisance économique qui lui permettait de pouvoir publier un journal. Visiblement Mustieles s'émerveillait car il déclarait qu'elle "agit selon un programme, marche avec enthousiasme dans ses actions, et avec la foi du convaincu"<sup>206</sup>. Cucó explique alors que : "L'action de la *Joventut Valencianista de Barcelona* agit pour stimuler, au Pays Valencien, la réimplantation d'une nouvelle plate-forme valencianiste"<sup>207</sup>. Depuis le journal blasquiste *El Pueblo* on confirmait cette information : "Es indudable que el movimiento regionalista que se ha iniciado en Valencia ha sido impulsado en gran manera por un grupo de jóvenes valencianos que residen en Cataluña"<sup>208</sup>. Étant donnée la date de ce second article, 1916, on en déduit que l'activité de cette jeunesse valencianiste commençait à devenir pleinement perceptible à Valence, mais Cucó est obligé de signaler aussitôt que plus cette jeunesse devenait visible et plus la tension entre ses membres et ceux de l'association de *Lo Rat-Penat*, s'aggravait<sup>209</sup>. En effet, la nouvelle *Joventut Valencianista* n'aurait de cesse de reprocher aux partisans des thèses du *Rat-Penat*, leur responsabilité face à ce que eux définissaient comme la décadence culturelle valencienne. La lecture du livre de poèmes de Mustieles, *Breviari romàntic* fut l'occasion de mettre en évidence cette dispute de fond qui séparait le régionalisme de *Lo Rat-Penat* et le régionalisme d'inspiration pancatalaniste. Mustieles faisait lui-

---

<sup>204</sup> *Ibidem*, p. 117.

<sup>205</sup> *Ibidem*, Cucó rapporte : J. M. Mustieles: "En el ambiente valencianista", *Las Provincias*, 17054 (6-VI-1913).

<sup>206</sup> *Ibidem*, 117.

<sup>207</sup> *Ibidem*.

<sup>208</sup> *Ibidem*, Cucó rapporte : B. Solsona: "De Barcelona", *El Pueblo*, 8.696 (24-I-1916).

<sup>209</sup> *Ibidem*, p. 118.

même la lecture de ses poèmes, chez son hôte, et tous savaient à qui se s'adressaient ses critiques. Les répercussions de ses paroles furent telles que le journal *Las Provincias* se fit écho de la querelle, au point de rapporter dans ses pages la réprimande que le président de *Lo Rat-Penat*, le baron d'Alcahalí fit :

Considerando que el conferenciante había excedido sus ataques, dirigió al auditorio breves y oportunas frases haciendo notar que las censuras dirigidas por el Sr. Mustieles a los poetas y prosistas [valencianos] las consideraba injustas y, por lo tanto, no podían ser patrocinadas ni dejadas pasar sin protesta, aunque amistosa y cordial, que más parecía una reconvención de padre cariñoso...<sup>210</sup>

On comprend que cette opposition frontale obligeait alors les jeunes pancatalanistes à se réorganiser, comme l'explique Cucó : "sous des formules prudentes et modérées"<sup>211</sup>, sinon il devenait impossible d'agglutiner des forces autour d'un projet qui visiblement produisait le rejet frontal de la haute bourgeoisie valencienne. Cucó parle alors d'une seconde étape où le but devenait celui de renforcer la personnalité de la région, pour s'approcher le plus possible de l'idée de fomentation de la solidarité régionale, avec comme objectif, à nouveau le produit étoile, *la Solidaritat Valenciana*. Ainsi Cucó interprète qu'il s'agissait : "de ne pas blesser la si délicate susceptibilité du succursalisme local et qu'elle [l'idée de solidarité] puisse être partagée depuis les différents partis"<sup>212</sup>. Nous reviendrons sur ce mot "succursalisme" qui fait partie des leitmotivs fustériens (dans la quatrième partie). Disons ici que depuis Barcelone, la prudence obligeait à ne pas souligner les différences qui auraient mis en évidence les intérêts contraires, en l'occurrence les protectionnistes de la bourgeoisie catalane contre les libre-échangistes de la bourgeoisie valencienne. Quoiqu'il en soit, la réalité valencienne était beaucoup plus complexe que la catalane, disons qu'elle était marquée par la dualité. Nous avons vu que d'un côté il existait une agriculture d'exportation prospère qui souffrait des tarifs douaniers restrictifs, mais d'un autre côté, il existait une agriculture beaucoup moins rentable qui profitait des avantages du protectionnisme, décidé entre les industriels catalans et les céréaliers castillans, et aussi pour un secteur industriel peu compétitif, comme le coton, qui avait souffert de la concurrence catalane. Mais le fait est que les bénéfices valenciens les plus substantiels provenaient sans conteste de l'activité exportatrice, qui enrichissait

<sup>210</sup> *Ibidem*, Cucó rapporte : *Las Provincias*, 17.022, (6-VI-1913)

<sup>211</sup> *Ibidem*.

<sup>212</sup> *Ibidem*, p. 119.

justement la grande bourgeoisie foncière valencienne. Il s'agissait de promouvoir ce que *Joventut Valencianista* désignait comme un mouvement de "réconciliation politique au niveau de la région". C'est-à-dire travailler au développement d'une conscience régionale pour réaffirmer la conviction de l'existence d'une Espagne constituée de différentes régions, comme l'exprimait la *Joventut Valencianista* dans son manifeste de 1914 :

La nation espagnole est constituée par un groupe de régions qui conservent encore leurs caractéristiques naturelles et historiques; convaincus que le travail et l'avancée de chacune d'elles dépend du progrès de l'ensemble national; convaincus que le soin intense de cette individualité qui représente les énergies nationales, peut sauver la patrie commune de la prostration dans laquelle elle se trouve (...), nous nous constituons comme association dont le titre officiel sera JOVENTUT VALENCIANISTA<sup>213</sup>.

On peut observer comment ce programme allait dans le même sens que celui proposé par les catalanistes au niveau national. Il s'agissait d'épauler hors de la Catalogne le slogan de Francesc Cambó : "Per Catalunya i l'Espanya Gran", qui visait à créer une résistance généralisée face à Madrid. Or le régionalisme valencien et le régionalisme qui se formait dans d'autres régions, hormis, le Pays Basque, n'avait rien à voir avec le régionalisme catalan. Pour les autres régions, comme pour la valencienne, les arguments culturels devenaient toujours l'axe fondamental des revendications, et les arguments économiques restaient toujours dans une parfaite nébuleuse. Même lorsqu'à Valence, les régionalistes avaient tâché de reproduire le phénomène de *Solidaritat Catalana*, en adoptant l'expression "d'intérêts matériels" Cuco reconnaît "on se limitait, avec une grande imprécision à étudier et à défendre les intérêts agricoles, ceux de l'industrie et du commerce de la région, et à fomenter les institutions syndicales"<sup>214</sup>. Il est clair que le terme de "grande imprécision" n'a pas besoin de plus ample commentaire. Mais on peut observer comment il est opportun de supposer qu'à nouveau tout le processus était supervisé depuis Barcelone puisque la planification d'un acte de réaffirmation valencianiste, en vue de faire connaître à un large public les intentions du parti, fut organisée par la *Joventut Valencianista de Valencia* en collaboration avec celle de Barcelone, comme le rapporte A. Cucó<sup>215</sup>. La

<sup>213</sup> *Ibidem*, Cucó cite : "Manifest de Joventut Valencianista", *La Voz de Valencia*, 4.545 (26-IV-1914).

<sup>214</sup> *Ibidem*, p. 88.

<sup>215</sup> *Ibidem*, p. 119.

déclamation de présentation : "Frères de la région valencienne"<sup>216</sup> fait davantage penser à une déclaration de la part des Catalans plutôt qu'à des Valenciens qui résidaient à Barcelone. Ceux-ci n'auraient pas eu besoin de préciser 'frères', 'de la région valencienne'. La date de cette rencontre fut fixée le 26 juillet 1914, au théâtre "Eslava" de Valence. Dans le programme proposé figurait trois points fondamentaux : l'officialité de la langue valencienne, la reconnaissance de la personnalité - non pas identité - régionale, et la revendication d'une autonomie administrative. C'est-à-dire suivre les pas de la *Mancomunitat* catalane fraîchement constituée. Cucó rapporte que toutes les sociétés régionalistes se rendirent au rendez-vous : *Juventut Valencianista de Castelló de la Palana*, *Grup Regionalista d'Alacant*, et *Nostra Terra de Castelló de la Plana* (créé en 1913). D'autres partis acceptèrent l'invitation, comme le blasquiste ou *Juventut Maurista*, ou *Círculo Legitimista* ; ce dernier est qualifié d'extrême droite par Cucó, mais cela indique l'ampleur de l'expectative suscitée. Par contre ce qui est bien significatif c'est qu'aucune représentation de la société *Lo Rat-Penat* ne s'y déplaça, soupçonnant certainement que cette solidarité n'était pas destinée à être pleinement valencienne. En effet quelques mois après, le 6 mars 1915, parut un hebdomadaire, qui était l'organe du parti *Juventut Valencianista, Pàtria Nova*, destiné bien entendu à renforcer la logistique du processus. Les déclarations de fraternité se multipliant : "prend fin toute lutte entre frères ; nous sommes tous égaux, tous nous sommes un"<sup>217</sup>. Elles allaient néanmoins montrer très tôt leur caractère illusoire, puisque la fraternité allait finir là où commençaient les idées propres de *Lo Rat-Penat*.

Selon Cucó la raison était la suivante : "Le ratpenisme continuait les rituels et les cérémonies instaurées par la Renaixença. Le symbole maximal, en ce sens, était les Jeux Floraux, qui différemment de ceux qui avaient lieu au Principat, avaient un caractère bilingue et castillanisant"<sup>218</sup>, et nous reparlerons plus à fond sur ces caractéristiques (quatrième partie). L'initiative venait à nouveau de Barcelone, lors des Jeux Floraux de 1915, la *Juventut Valencianista de Barcelona* somma alors l'association de *Lo Rat-Penat* d'annuler l'article du règlement qui déclare que la langue officielle est la langue valencienne, comme un reproche déclaré au bilinguisme ; par ailleurs elle

---

<sup>216</sup> *Ibidem*.

<sup>217</sup> *Ibidem*, p. 121.

<sup>218</sup> *Ibidem*, p. 123.

exigeait également que le titre de "Société des fervents des Gloires valenciennes" (Societat de Aimadors de les Glòries Valencianes), soit retiré de la désignation. Depuis *Pàtria Nova* on qualifiait ce concours de "mascarade annuelle"<sup>219</sup> désignant ces jeux floraux comme des actes "artificiels et bâtards"<sup>220</sup>. Pour cela les membres de *Joventut Valencianista* se sentirent autorisés à aller faire du tapage pour boycotter la cérémonie. Cette façon d'agir obligea les autorités à procéder à des arrestations. Cucó rapporte que postérieurement à cet incident le journal *Pàtria Nova* cessa d'émettre ses publications, se limitant à indiquer : "les motifs concrets qui déterminèrent la fermeture, ne sont pas arrivés jusqu'à nous."<sup>221</sup> On peut supposer aisément que cette soudaine fermeture avait quelque chose à voir avec le sabotage des Jeux floraux, Cucó emploie l'expression "pressions de l'extérieur", mais il préfère finalement pencher pour une explication plus générale comme, "l'échec de la réconciliation nationale entreprise par le groupe et le logique sentiment de frustration qui en dérive"<sup>222</sup>. C'est là que nous pouvons mesurer l'incohérence du discours de ces valencianistes, car parler de réconciliation nationale, pour aller aussitôt saboter la fête des Jeux Floraux n'était pas la meilleure manière d'entreprendre la réconciliation nationale annoncée. Cucó, reconnaît que cet incident signifia la rupture définitive à l'intérieur du mouvement régionaliste, entre les pancatalanistes et les membres du *Rat-Penat*. Désormais le régionalisme ne pourrait être que de droite ou de gauche, car la solidarité nationale, avait démontré être un leurre, mais cela ne freinerait en rien les tentatives catalanisantes suivantes.

### 6.3 - Les conséquences de la guerre réveillent le régionalisme valencien

Le premier régionalisme politique apparaît au moment où la conjoncture économique devient franchement défavorable pour la haute bourgeoisie valencienne. Les conséquences de la première guerre mondiale, et l'année 1917 en particulier,

<sup>219</sup> *Ibidem*, Cucó cite : *Pàtria Nova*, 7 (17-IV-1915)

<sup>220</sup> *Ibidem*, Cucó cite: M. Durán de Valencia: *Dels Jocs Florals d'enguany*, *Pàtria Nova*, 22 (31-VII-1915).

<sup>221</sup> *Ibidem*, p. 124.

<sup>222</sup> *Ibidem*.

marquent un point d'inflexion dans le secteur exportateur valencien qui souffre la crise d'une manière plus accusée que le reste de l'Espagne. La réponse politique se structure à partir d'un nouveau parti, qui bien qu'encore minoritaire suppose une prise de conscience et une prise de position tout à fait nouvelle à l'intérieur des cercles influents de la société valencienne. Le postérieur retour d'une nette phase de prospérité, va réduire l'impact du discours nationaliste, mais il n'empêchera pas qu'un nouveau secteur de la bourgeoisie travaille pour une meilleure organisation et un plus grand contrôle de la société civile. Malgré tout le régionalisme valencien n'arrivera jamais à atteindre les dimensions du régionalisme catalan; un résultat que les nationalistes valenciens, les fustériens, mettent sur le compte des blasquistes d'une part, et d'autre part, aussi sur le compte d'une bourgeoisie valencienne considérée incapable de mener à bien son travail de nationalisation, ce qui revient à reconnaître que l'analyse des auteurs modernistes est la correcte, dans le sens où l'on admet que c'est bien la bourgeoisie qui assume le rôle de courroie de transmission entre l'élite dirigeante et le peuple.

Jordí Palafox nous explique que l'économie valencienne est en constante expansion depuis 1891, tous les secteurs grandissent, mais le secteur agraire continue d'être indiscutablement le secteur principal de cette évolution, celui qui pousse les autres, c'est pourquoi l'exportation continue d'être le fer de lance de l'économie. Il rapporte que la viticulture connaît sa "période dorée"<sup>223</sup> entre 1870 et le début du siècle suivant, tandis que les agrumes se consolident et arrivent juste à point pour assurer le relais aux diminutions progressives de la vente du vin. L'horticulture en général était en franche hausse, vu l'augmentation significative des terres irriguées et l'utilisation de plus en plus massive des fertilisants, mais la culture de l'oranger est devenue l'investissement le plus rentable dans l'ensemble de la région, ce qui explique que le prix des terres qui s'y destinaient s'accroissait constamment. Jordí Palafox<sup>224</sup> ratifie la théorie qui défend que ce sont les exportations d'agrumes, - fruits peu consommés localement - qui ont encouragé la spécialisation du secteur, à l'intérieur d'une économie où le capital disponible était peu abondant, ce qui explique la

---

<sup>223</sup> Jordí Palafox: "La lenta marcha hacia la sociedad industrializada (1891-1959)", dans : *Estructura económica de la Comunidad Valenciana...*, op. cit., p. 24.

<sup>224</sup> *Ibidem*, p. 25.

multiplication des petites exploitations. Un tableau<sup>225</sup> fourni par lui, montre les taux d'exportation des oranges : ce sont des taux manifestement croissants depuis 1866, avec certaines fluctuations, en particulier les années 1886-1890 qui apportent un taux franchement négatif (- 0,2%). Justement ce taux négatif revient à l'occasion de la période 1916-1920, mais avec une intensité beaucoup plus inquiétante (- 10,9%). Et ceci après avoir marqué une continuelle courbe descendante depuis les années 1896-1900 qui est indéniablement une période d'abondance (15,2%). À la vue de cette dégringolade il n'est pas incohérent d'établir une corrélation entre le malaise économique et le malaise politique qui s'exprime à travers la création d'un parti qui se réclame régionaliste, et qui plus est, réunit cette fois sous ses sigles des personnes liées au monde économique, avec des influences sociales solides. Jordí Palafox signale justement l'année 1917 comme l'année qui marque le basculement, car c'est l'année du blocus allemand qui atteint de plein fouet les exportations espagnoles jusque-là relativement, à l'abri à cause de la neutralité observée par l'Espagne. Il affirme que ce retournement de situation provoque alors "la crisis más grave de la economía del primer tercio del siglo XX"<sup>226</sup>.

Il est intéressant d'observer comment les circonstances conditionnent les réactions. Si jusqu'alors la bourgeoisie valencienne avait pris ses distances par rapport à la bourgeoisie catalane, qui menaçait selon elle, l'unité nationale, le renversement de conjoncture introduit des changements tout à fait significatifs dans son discours, et l'initiative de Francesc Cambó qui visait à réunir des soutiens autour de son projet d'Espagne fédérale (L'Espanya Gran), commence à être considérée avec de nouveaux yeux. L'extrait d'un article du journal *Las Provincias* qui est le fidèle porte-parole de la traditionnelle bourgeoisie valencienne, donne une idée de l'envergure du changement:

El pueblo catalán está dando pruebas de una vigorosa mentalidad en estos supremos instantes (...). No aspira y no defiende soluciones que sólo atañen a su región; quiere la salvación de España (...). El pueblo valenciano siente las mismas ansias de redención que Cataluña y espera sólo que surjan los apóstoles que dirijan el movimiento para proclamarlo. Los amarguísimos instantes por que atraviesa su riqueza, debido al abandono de los gobernantes, sobradamente lo demuestran que no puede esperar del centralismo más que la ruina. A la vista de todos están, como botones de muestra, los lamentos de los arroceros amenazados de miseria; la

---

<sup>225</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>226</sup> *Ibidem*, p. 27.

aflictiva situación de los cosecheros y comerciantes de naranja... y tantos y tantos hechos como pudieran citarse.

*Las Provincias* saluda efusivamente a los parlamentarios catalanes deseándoles que su paso por Valencia señale el despertar de nuestra región a una vida nueva de defensa de su personalidad y de sus intereses.<sup>227</sup>

Cucó s'empresse d'expliquer selon l'orthodoxie fustérienne que "devant l'envergure de la crise et vue l'ineptie du gouvernement, la bourgeoisie valencienne, frontalement menacée dans sa survie, semblait disposée à relayer son presque séculaire succursalisme"<sup>228</sup>. Même si nous expliquerons cette expression de "succursalisme", il faut déjà la comprendre comme dépendance ou soumission. Cette précision de Cucó quant à la bourgeoisie valencienne, nous prouve qu'il suit trait pour trait l'analyse fustérienne. Pour lui, lorsque cette bourgeoisie avait protesté contre le renforcement des barrières douanières en 1906, il l'avait qualifiée de "bourgeoisie incomplète", arguant qu'elle : "aurait décliné la possibilité d'affronter la transformation de l'État, en assumant sa propre transformation selon les patrons occidentaux, dans cette myopie se serait révéler son incohérence politique, fruit de son décalage vis-à-vis du monde industriel contemporain: " (... declinava d'afrontar la possibilitat de transformar-lo i, en definitiva, de transformar-se ella mateixa segons el patrons occidentals. En aquesta miopia rau la seua incoherència política, fruit del seu desfasament del món industrial contemporani")<sup>229</sup>. Et cette analyse est encore celle qui prévaut pour les fustériens, même si comme nous allons le découvrir, il arrive à se former à partir de 1918 un noyau régionaliste valencien beaucoup mieux adapté à la réalité sociale. Mais la réalité valencienne étant une réalité différente et plus complexe que la réalité catalane, le régionalisme valencien était condamné à évoluer avec d'autres priorités, ce qui n'a pas empêché les fustériens dont Cucó parmi eux, de considérer que toute évolution qui ne débouche pas sur une revendication nationaliste, est une évolution ratée ; sans s'arrêter à considérer que c'est peut-être le fait d'avoir essayé de forcer un schéma non approprié à la réalité sociale valencienne, qui a provoqué cet échec. En effet pour les fustériens, et pour les régionalistes de l'époque, formés dans les idées pancatalanistes de la *Juventut Regionalista Valenciana*,

---

<sup>227</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 134. Cucó cite: *Las Provincias*, 15564 (28-I-1917).

<sup>228</sup> *Ibidem*.

<sup>229</sup> *Ibidem*, p. 83 et 84.

un modèle proprement valencien ne pouvait être qu'une copie du modèle catalan. Or sous la Seconde République on verra qu'un modèle original valencien aurait pu être adopté, suivant les théories fédérales, mais pour lors la bourgeoisie valencienne était beaucoup plus encline à s'entendre avec les régionalistes qu'avec les blasquistes et nous y reviendrons au moment de parler du statut d'autonomie (la partie suivante). D'où le raisonnement consacré par les fustériens : tout est de la faute des blasquistes, non favorables aux idées nationalistes, et aussi de la bourgeoisie valencienne qui n'a pas été capable de suivre le brillant exemple de la bourgeoisie catalane. C'est-à-dire que ce succursalisme, qu'il faut comprendre comme dépendance ou soumission au centre, reproché par Fuster, et aussi par Cucó, est malgré tout l'attitude recommandée par les pancatalanistes, à condition que ce centre soit Barcelone. Nous apportons un extrait des considérations faites par Joan Fuster, parce qu'il montre clairement la coïncidence totale des positions, prouvant que Cucó n'apporte absolument rien de nouveau dans le raisonnement nationaliste, et qu'il est également persuadé que la plus grosse erreur de la bourgeoisie valencienne a été ne pas changer son centre de référence, Madrid, par Barcelone :

Ni el "fuerismo" ni el "federalismo" ochocentistas desembocaron, como era lógico, en un "regionalismo", primero, y en un "nacionalismo", después. La "burguesía" autóctona, miope, sucursalista, no está a la altura de las circunstancias - quizá porque no es una burguesía a la moderna -. De los terratenientes tampoco podía esperarse nada. Y las clases medias y el proletariado - que es muy poco "proletariado" en la aceptación marxista de la palabra - van a remolque de la desorientación de los otros, tanto si la siguen como si se oponen a ella. Un balance final que no resulta precisamente halagador.<sup>230</sup>

Nous verrons plus loin à quel point l'analyse menée par Fuster dans son livre, en 1962, est absolument terrible pour la bourgeoisie valencienne, il l'accuse de tous les maux, et il ne lésine pas sur les qualificatifs, "borrosa burguesía despersonalizada"<sup>231</sup>, pour laquelle il invente ce leitmotiv du "succursalisme"<sup>232</sup> parce qu'elle n'a pas revendiqué une identité différente à l'espagnole. Ainsi pour Fuster, une société où le sentiment nationaliste ne s'est pas éveillé est une société qui se comporte comme une succursale par rapport à ce centre - Madrid - qu'il considère

<sup>230</sup> Joan Fuster: *Nosotros los valencianos*..., op. cit., p. 250.

<sup>231</sup> *Ibidem*, p. 218.

<sup>232</sup> Voir article de Pierre George: "Rôle de l'investissement national et international dans la croissance économique de la région urbaine, capitale ou métropole", dans le bulletin de l'Association des géographes français [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/bagf\\_0004-5322\\_1978\\_num\\_55\\_454\\_5039](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/bagf_0004-5322_1978_num_55_454_5039) consulté 22/04/2017.

étranger. Nous estimons justement que l'approche de cet intellectuel est juste, dans le sens où il en vient précisément à adopter le raisonnement des modernistes, soit le raisonnement qui met en valeur les circonstances et non pas l'essence. Nous l'avons déjà signalé auparavant c'est justement lui - défenseur des thèses primordialistes - qui met le doigt sur le problème, en reprochant l'insuffisance du processus industriel valencien. Il reconnaît donc pleinement la validité des raisonnements maintenus autant par Ernest Gellner, qu'Erich Hobsbawm. C'est bien l'absence d'une franche industrialisation qui empêche qu'à Valence se déclenchent les transformations typiques de la société du machinisme. Ceci explique aussi que l'oligarchie locale ne réalise pas l'importance stratégique d'une économie plus fortement capitalisée, et sous-estime à son tour, les conséquences des nouveaux changements, comme l'alphabétisation plus intensive de la société, et ses nouvelles connotations sociales. Benedict Anderson explique avec précision à quel point la langue écrite a traditionnellement été une manifestation du pouvoir, d'où le lien privilégié avec la religion, à un moment où les textes transcendants n'étaient accessibles qu'à des minorités alphabétisées. Dans les sociétés primitives agraires, comme explique Ernest Gellner et en plein Moyen Âge, comme démontre Anderson, la norme est l'exclusion, soit la non accessibilité aux textes écrits, voire même la non accessibilité aux textes sacrés oraux, puisque le peuple finit par ne plus comprendre la messe en latin. La particularité de la société industrielle c'est qu'elle change radicalement le signe des priorités, et l'alphabétisation devient une forme importante d'intégration au système. Et nous avons déjà fait un parallélisme avec notre société actuelle de la communication, où la maîtrise des nouveaux appareils de communication marque en grande mesure le degré d'intégration des individus dans cette nouvelle forme de vie. Nous verrons que Fuster se garde bien d'entrer dans ces différences fondamentales, entre population lettrée et population illettrée. Son analyse reste tout à fait courte, et strictement adaptée à ses besoins propagandistes. Pour le dire d'une manière aimable, reprenons les paroles de Manuel Lloris<sup>233</sup>, premier auteur signalé par Javier Paniagua à remettre en question les thèses fustériennes :

Fuster es un idealista filosófico, según Lloris, en *Nosaltres els valencians*, donde apenas cuenta el papel de la economía y la lucha de clases en la interpretación histórica, y en este sentido es

---

<sup>233</sup> Manuel Lloris: *Aproximación a Joan Fuster*. Editorial Almudín, Valencia, 1979.

un anti-marxista, en gran parte por su localismo y los estrechos límites geográfico y humanos que asigna a la realidad del hombre frente al universalismo et internacionalismo marxista.<sup>234</sup>

Disons surtout qu'il évitait d'amener jusqu'à ses dernières conséquences sa vision raciale, car elle aurait mis en évidence comment le secteur industriel catalan s'est consolidé grâce à la complicité volontaire ou passive du gouvernement central qui a toujours été disposé à négocier avec les élites commerciales, renonçant à mettre en marche un programme plus ambitieux qui l'aurait obligé à promouvoir un développement plus généralisé à l'intérieur du pays ; et donc à faire des concessions beaucoup moins généreuses aux industriels catalans et aux céréaliers castillans. Rappelons à cet effet l'étude de Pedro Fraile Balbín mentionnée plus haut. Donc assimiler le déclenchement de l'industrialisation dans un pays ou dans une région à une question de mentalité, ou d'élément différenciateur de la race comme fait Fuster, et aussi Cucó, sans reconnaître la diversité des facteurs qui entrent en ligne de compte, est une affirmation non seulement erronée, mais chocante de la part d'un intellectuel de son niveau. On peut accepter qu'à l'heure où Fuster écrit son livre, il soit relativement ignorant en matière économique, mais à l'heure où Cucó écrit le sien, cela devient moins justifiable, car déjà à cette époque on commençait à avoir des positions beaucoup moins tranchées en la matière. C'est pourquoi on peut admettre que Fuster puisse y croire, et l'on peut aller jusqu'à tolérer que Cucó les récupère intégralement ; mais il est surprenant, et presque inquiétant que de la part des secteurs les plus fidèles au fustérianisme, on ait encore le courage au XXI siècle de maintenir ce genre de raisonnement. Même le livre de D. Mollà et E. Mira (*De impura natione*) qui a le mérite de reconnaître les grandes erreurs commises par Fuster, est écrit avec le souci manifeste de les minimiser, de les justifier, en même temps qu'il les expose. Ils avouent qu'au moment où Fuster écrivait son livre, il décrivait une société qui n'était pas celle du moment puisque la région valencienne abandonnait justement le statut de société agraire, pour entrer dans le stade industriel. Une circonstance qui ne la poussait cependant pas à revendiquer une nationalité différente à l'espagnole. En vingt ans la population agraire était passé de 47% à 21%<sup>235</sup>, signifiant que :

---

<sup>234</sup> Javier Paniagua: "Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano"..., op. cit., p. 15.

<sup>235</sup> Mira, Eduard et Mollà, Josep Damià : *De impura natione*, València, Eliseu Climent editor, 1986, (Premio de Octubre 1986), p. 119.

"L'industrialisation - et la correspondante urbanisation - accélérée et cahotique révolutionna la structure sociale valencienne en la transformant mais pas d'une manière absolue"<sup>236</sup>. Ils parlent d'une modernisation "épidermique", affirmant que les structures politiques, les organisations civiles et la cohésion sociale étaient loin de ressembler à celles d'Europe. Tout ceci témoigne de la persistance à vouloir faire croire que l'industrialisation tardive de l'Espagne (une fois dépassée la première moitié du XXe siècle), et de la région valencienne se sont menées d'une manière anormale, comparativement à celle de la Catalogne et du reste de l'Europe, qui auraient été à la limite modéliques. Disons que dans le cas espagnol et valencien, le processus a été tardif mais accéléré et cela ne veut pas dire pour autant que l'industrialisation de la Catalogne ou des autres pays européens plus précoces ait été un phénomène harmonieux. Le fait qu'il se soit déroulé d'une manière plus progressive a permis surtout une meilleure assimilation, mais l'industrialisation a toujours été un phénomène socialement agressif, par le fait de pousser des grands contingents de population rurale à l'émigration et à l'obliger à assumer des formes de vie, qui au XIXe siècle justement n'étaient pas précisément très salutaires. Rappelons le combat social pour obtenir la journée des 8 heures, ainsi que les premiers congés payés. Et le logement de tous ces déplacés à la recherche de leur opportunité de travail passait facilement par des bidonvilles ou autres logements de fortune. Quoiqu'il en soit Mira et Mollà qui ont été les premiers Valenciens et presque les seuls à faire une remise en cause honnête des thèses de Fuster signalent que ce furent des disciples fustériens qui furent obligés de mettre en évidence les incohérences de Fuster en matière économique ; ils citent Ramón Lluís Ninyoles dans *Estructura Social al País Valencià* (1972) et Ernest Lluch dans *Introducció a l'economia del País Valencià* (1980). Ceux-ci montrent que Fuster faisait une analyse beaucoup trop simpliste au moment où il écrivait son livre, *Nosaltres els valencians*, en présentant une société valencienne "agro-mercantiliste, arriérée et pré-industrielle"<sup>237</sup>, alors que le modèle valencien était en marche, et que c'était un "modèle original"<sup>238</sup>. Ernest Lluch écrivit aussi un autre

---

<sup>236</sup> *Ibidem*.

<sup>237</sup> *Ibidem*, p. 121.

<sup>238</sup> *Ibidem*.

livre : *La vía valenciana* qui fut distingué par le prix d'Octubre de 1975<sup>239</sup>, où il rappelait que toute bourgeoisie n'était pas forcément révolutionnaire et que la bourgeoisie valencienne avait exercé son rôle politique dans le sens où elle avait choisi d'être un appui ferme de la Restauration et aussi de la dictature de Primo de Rivera. Ceci prouve que Fuster est toujours parti avec une idée préconçue, qui était celle du sacro-saint modèle catalan, qui l'a définitivement empêché d'ouvrir les yeux sur ce qui était la réalité valencienne, à un moment où justement se créait un modèle original valencien comme assurent Mira et Mollà. Inutile de dire qu'aujourd'hui on ne doute plus que l'industrialisation est un phénomène très complexe. Les spécialistes ont eu tout le loisir d'étudier le phénomène, et il en ressort que ne s'industrialise pas qui veut; certains auteurs évitent soigneusement de faire des affirmations doctrinales en la matière. C'est le cas de Sidney Pollard qui reconnaît que les phases de démarrage ne sont jamais identiques et que la chronologie est une question vitale pour mener le processus à son terme. Dans un livre très complet sur l'industrialisation du continent européen il affirme entre autres, dans une conclusion prudente que :

... esta descripción de la industrialización europea ha mostrado, sobre todo, que el proceso no se repite nunca de la misma forma. Por el contrario la cronología es sumamente importante. La vía escogida, las oportunidades que se ofrecen, las secuencias y la velocidad dependen de la fase en la que una región llegue al umbral de la industrialización, y en las acciones y potenciales del mundo contemporáneo (...).

Las diferencias surgidas de las diferencias en la cronología son omnipresentes, pero hay un aspecto que merece un énfasis especial y es el papel del gobierno. Los gobernantes políticos que se encontraron con que, en las primeras fases de la industrialización europea, algunas de sus provincias estaban empezando a industrializarse, carecían del conocimiento, del poder y frecuentemente también del deseo, para contribuir al proceso. Los gobiernos actuales tienen las tres cosas (...).

El tipo clásico europeo de industrialización fue promovido por miles de decisiones individuales, no siendo preciso ningún tomador de decisiones para saber a dónde iba la economía en su conjunto. La industrialización por medio de la dirección central es deliberada y, por tanto, espera lecciones; pero las lecciones tienen que aplicarse con una auténtica comprensión histórica.<sup>240</sup>

Presque à la même époque où Cucó écrivait son livre Vicent Rosselló et Emerit Bono cités plus haut, rapportaient également les difficultés à décrire le processus d'industrialisation, signalant d'ailleurs, la différence de concepts entre le mot

<sup>239</sup> Voir article de Jaime Millas : "La vía valenciana de Ernest Lluch", en *Triunfo Digital* N° 706, Año XXXI, p. 27- 28, publicado 07/08/1976, consulté 28/04/2017 <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXXI&num=706&imagen=27&fecha=1976-08-07>

<sup>240</sup> Sidney Pollard. *Peaceful conquest La conquista pacífica...*, op. cit, p. 389 et 390.

industrialisation et le mot croissance, et ils se limitaient à citer textuellement les paroles d'un autre expert en la matière, Kindleberger :

On ne comprend pas dans sa totalité le processus de croissance: par exemple la raison du processus de développement qui a commencé en Angleterre n'est pas complètement clair. Il a continué rapidement et finalement s'est arrêté. Ou bien aussi pourquoi ce processus ne s'est jamais mis en marche d'une façon soutenue dans certains pays. Par exemple, le Brésil a jouit de différentes périodes de prospérité, dues au sucre, au caoutchouc, au coton et au café, chacun d'eux auraient pu amorcer un processus de développement économique. Et bien malgré le nombre de fois que l'avion parcourt la piste d'envol, avant la Seconde Guerre Mondiale, il [le processus de développement] n'a jamais réussi à prendre force.<sup>241</sup>

Si cette analyse fustérienne a perduré à Valence, c'est parce que l'étude des premiers mouvements régionalistes et nationalistes a toujours été menée par des personnes gagnées à la cause catalaniste, et ceci depuis toujours ; ce n'est relativement que récemment que des experts se sont penchés avec moins d'a priori sur la question pour commencer à réfuter les traditionnels arguments fustériens, au sujet du comportement de la bourgeoisie valencienne. Javier Paniagua, professeur d'histoire sociale et directeur de l'UNED<sup>242</sup> de Valencia-Alcira, énumère justement dans son article *Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano*<sup>243</sup>, quelques uns de ces auteurs, dont Enric Sebastià Domingo<sup>244</sup> (1930-2006)<sup>245</sup>, J. Azagra Ros<sup>246</sup>, J. S. Pérez Garzón<sup>247</sup>, M. Baldó Lacomba<sup>248</sup>, F. A. Martínez Gallego<sup>249</sup>, et le plus représentatif, selon ses propres mots J. A. Piqueras Arenas<sup>250</sup> que nous avons déjà cité. Et il en conclut que la bourgeoisie valencienne n'avait pas comme obligation

<sup>241</sup> Vicent Rosselló Verger et Emèrit Bono Martínez: *La banca al País Valencià...*, op. cit., p. 20. Ils citent: Kindleberger, *Economía internacional*, Editorial Aguilar, p.384-385.

<sup>242</sup> UNED : Universidad Nacional de Educación a Distancia.

<sup>243</sup> Javier Paniagua: "Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano"..., op. cit.

<sup>244</sup> E. Sebastià Domingo: *La Revolución burguesa* (2 vol.), estudio preliminar de J. A. Piqueras, Valencia, 2001. Centro de Estudios Francisco Tomás y Valiente ISBN 978-84-95484-17-8

<sup>245</sup> Voir l'article de José A. Piqueras: "Enric Sebastià Domingo, maestro de historiadores" sur : <https://www.centred-estudislocalsdeburjassot.es/app/download/5289889/Enrique+Sebasti%C3%A1.pdf> consulté le 22/04/2017.

<sup>246</sup> J. Azagra Ros: *El Bienio progresista en Valencia. Analisis de una situación revolucionaria a mediados del siglo XIX (1854-1856)*. Universidad de Valencia, 1978.

<sup>247</sup> J. S. Pérez Garzón: *Milicia Nacional y revolución burguesa. El prototipo madrileño. 1804-1874*. CSIC, Madrid, 1978.

<sup>248</sup> M. Baldó Lacomba: *Profesores y estudiantes en la época romántica. La Universidad de Valencia en la crisis del Antiguo Régimen (1786-1843)*. Ayuntamiento de Valencia, 1984.

<sup>249</sup> F. A. Martínez Gallego: *Lluís Mayans i Enríquez de Navarra (1805-1880). Liberalisme moderat, Burguesia i Estat, Ajuntament d'Ontinyent*, Ontinyent, 2000.

<sup>250</sup> J. A. Piqueras Arenas: *La Revolución democrática (1868-1874). Cuestión social, colonialismo y grupos de presión*. Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, Madrid, 1992.

inéluçtable de créer une "conscience nationale"<sup>251</sup>. Ceci démontre comment presque un siècle après, cette analyse au sujet du rôle joué par la bourgeoisie, marque encore la ligne de démarcation entre les pancatalanistes, et ceux qui réclament une nouvelle analyse du nationalisme valencien. Javier Paniagua affirme que tous ces auteurs, qui ont questionné ouvertement le dogme nationaliste fustérien, ont reçu le silence comme réponse, ce qui met en évidence le rôle joué par l'université de Valence, et nous y reviendrons au moment de parler sur la catalanité de la langue valencienne avec la "Bataille de Valence" :

A muchos de los discípulos de Sebastià que compartían estos análisis les ha costado abrirse camino en el ámbito académico y, desde luego, por lo general, han recibido el silencio de la historiografía nacionalista que no suele dialogar más que entre ella, no plantea debates si no es para criticar la historia considerada reaccionaria o antivalencianista...<sup>252</sup>

C'est donc avec ces paramètres fustériens que l'on continue de juger le rôle de la bourgeoisie valencienne, la considérant comme l'indique Cucó, comme "incomplète"<sup>253</sup>, une caractéristique qu'il martèle volontiers<sup>254</sup>, lorsque'il affirme qu'elle souffre d'une "faiblesse intrinsèque"<sup>255</sup>, d'où la "faiblesse structurelle du Pays Valencien"<sup>256</sup>. Il la décrit aussi comme "confuse, contradictoire et non opérationnelle"<sup>257</sup>, pourtant il reconnaît que c'est cette bourgeoisie qui a été une des premières à s'intéresser très activement au processus de formation de la *Mancomunitat* catalane, en envoyant une représentation de la société *Lo Rat-Penat* en tête de la délégation, qui se déplaça à Barcelone pour connaître exactement les aspirations et objectifs des campagnes qui se déroulaient en faveur de la *Mancomunitat* (fédération de communautés)<sup>258</sup>. D'une manière surprenante cette bourgeoisie qualifiée d'incomplète est pourtant, selon Cucó, une bourgeoisie "obsédée par la défense à outrance de ses intérêts exportateurs, et piédestal de son discutible pouvoir politique"<sup>259</sup>. Une observation qu'il aurait pu faire également au sujet de la bourgeoisie catalane, *obsédée par la défense à outrance de ses intérêts*

<sup>251</sup> Javier Paniagua: "Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano"... op. cit, p. 18.

<sup>252</sup> *Ibidem*, p. 18 - 19.

<sup>253</sup> *Ibidem*, p. 83.

<sup>254</sup> *Ibidem*, p. 107.

<sup>255</sup> *Ibidem*, p. 109.

<sup>256</sup> *Ibidem*, p. 110.

<sup>257</sup> *Ibidem*, p. 113.

<sup>258</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit, p. 109.

<sup>259</sup> *Ibidem*, p. 111.

*protectionnistes, et piédestal de son discutable pouvoir politique*, mais non ; il la dépeint comme étant une bourgeoisie moderne (qui est aussi une expression récurrente de Fuster, nous le verrons dans la partie n° 4), à l'avant-garde du pays, qui essaye de marquer un nouveau chemin politique et économique : "Le puissant secteur de la bourgeoisie industrielle catalane, qui avait trouvé dans Enric Prat de la Riba un solide théoricien, aux dimensions d'homme d'État, essaya de réformer les structures politiques espagnoles arriérées, suivant les modèles bourgeois occidentaux"<sup>260</sup>. Avec la création de la *Mancomunitat*<sup>261</sup> catalane, Cucó va jusqu'à parler d'"abîme mental qui séparait les archaïques structures de l'État espagnol : la différence entre oligarchie et bourgeoisie"<sup>262</sup>. Rappelons que la *mancomunitat* avait une finalité exclusivement administrative, et servait à former une unité régionale décentralisée (Decret royal du 18/12/1913). Toutes les régions avaient la possibilité de l'appliquer, mais seule la région catalane le fit ; de fait ce sont les catalanistes qui l'avaient réclamée. Mais cette affirmation de Cucó s'éloigne largement de la réalité, ou plus exactement est à préciser, car le succès de l'économie catalane se devait à la réserve du marché national espagnol, ce qui signifie qu'une politique libérale qui aurait stimulé l'économie nationale dans son ensemble, aurait été nuisible aux intérêts textiles catalans. N'oublions pas les premières révoltes (*bullangas*) contre les mesures d'Espartero. Autrement dit, les structures arriérées du reste de l'Espagne étaient une garantie qui consolidait l'avantage comparatif des deux seules régions industrielles du pays, la région catalane et la basque ; c'est pourquoi la *Lliga*, malgré les dogmatiques affirmations de Cucó, n'aurait jamais pu être cet agent modernisateur de l'État espagnol, et la réalité a largement démontré cette évidence, qui s'est imposée dans toute sa dureté en 1917, lorsque la crise sociale généralisée a projeté la *Lliga Regionalista* à la tête du gouvernement espagnol, avec deux ministres, un pour le porte-feuille d'économie Joan Ventosa i Calvell (1879-1959), et un autre pour celui de l'éducation, Felipe Rodés Baldrich (1878-1957). Leur mandat fut court du 3 novembre 1917 au 2 mars 1918, quoiqu'il semblerait que Ventosa soit resté encore pendant quelques mois très proche du gouvernement en s'occupant de la "Comisaría de

---

<sup>260</sup> *Ibidem*, p. 104.

<sup>261</sup> Article de la *Diputació de Barcelona* dans la rubrique "Breve Historia"  
<http://www.mancomunitatdecatalunya.cat/breve-historia/>

<sup>262</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 106.

Abastecimientos" (du 3 septembre au 9 novembre 1918). La Lliga a bien démontré alors son incapacité a changé une réalité qui restait d'avantage favorable aux nécessités propres des Catalans qu'à celles de toute l'Espagne dans son ensemble. Ce qui prouve que les spéculations de Cucó sont tout à fait trompeuses et ne servent qu'à faire de la publicité à un groupe d'hommes qui ont toujours mis leurs propres intérêts, et ceux de leur région devant n'importe quelle autre considération. Mais c'est là le problème habituel des nationalistes, ils ne racontent que ce qui leur convient, et refont systématiquement l'histoire à leur convenance.

Le fait est que le premier parti régionaliste vraiment valencien fut fondé sous les auspices de la *Lliga*, en janvier 1917 exactement. Francesc Cambó dont nous reparlerons allait à Bilbao tandis que Joan Ventosa, son bras droit, déjà cité se déplaçait à Valence, et y était reçu très cordialement, nous dit Cucó. Comme nous avons vu plus haut l'article du journal *Las Provincias*, laissait entendre que ces représentants de la *Lliga* étaient considérés comme porteurs de la solution des problèmes du pays "los apóstoles que dirijan el movimiento" (les apôtres qui dirigeront le mouvement). C'est-à-dire que la bourgeoisie valencienne paraissait se limiter à écarter ses yeux de Madrid pour les tourner vers Barcelone, sans chercher par elle-même des solutions plus adaptées à ses propres besoins, ce qui pour nous, démontre simplement que si certaines individualités valenciennes étaient influentes en elles-mêmes, il n'en reste pas moins qu'au niveau collectif, la région n'avait pas le pouvoir de pression qu'avait sa voisine. Nous pouvons mesurer l'influence de cette visite sur la bourgeoisie valencienne, qui à la suite de celle-ci créa son propre parti régionaliste, comme indique Cucó. Notons que seulement quatre mois plus tard, en mai 1917, une délégation composée de plusieurs représentants de la société valencienne, - dont les plus nombreux, ceux de l'association *Lo Rat-Penat* - se déplacèrent à Barcelone. À nouveau nous pouvons observer comment les intérêts économiques lésés, les régionalistes traditionnels, intégrés dans *Lo Rat-Penat*, n'avaient aucune peine à aller chercher conseil chez leur voisin catalan. Cucó admet que la stratégie de la *Lliga* aurait été celle de multiplier les fronts d'opposition à Madrid pour forcer sa reddition: "cette approche en définitive, pouvait se définir comme un essai de regrouper sous son initiative et son contrôle tous les secteurs sociopolitiques de l'opposition pour les

lancer contre l'État"<sup>263</sup>. Rappelons l'alliance "Galeusca" citée plus haut ; elle regroupait les Basques, les Galiciens et les Catalans. Mais une pareille situation n'aurait pu que favoriser l'élite la mieux organisée, qui aurait été celle qui en dernière instance aurait eu l'opérativité et le commandement en matière de décisions politiques, et cette alliance "Galeusca" se signa précisément à Barcelone (1923). Le fait est que dans les premiers jours du mois de janvier 1918, Cucó rapporte que : "comme résultat des contacts établis entre les membres de *Lo Rat-Penat*, des valencianistes, et des représentants d'une première bourgeoisie financière, naquit un nouvel organe politique valencianiste: *la Unión Valencianista Regional*"<sup>264</sup>. Francesc Cambó se déplaça en personne à Valence pour faire la présentation de ce nouveau parti, profitant par ailleurs pour prononcer un autre discours dans une association commerciale l'*Unió Gremial*<sup>265</sup>. Un fait qui souligne par soi même à quel point l'activité économique et l'activité politique était un binôme inséparable pour Cambó. Il est très révélateur que la *Lliga* ait patronné l'achat du journal *La Correspondencia de Valencia* pour en faire l'organe du parti, et Cucó ne manque pas de le remarquer<sup>266</sup>. Par ailleurs les déclarations de Ignasi Villalonga, chef de ce nouveau parti, montrent que si l'idéologie était d'inspiration catalaniste, la logistique l'était aussi, car en 1919 des déclarations officielles de Villalonga au sujet de l'idéologie valencienne, confirment que la finalité était de construire "l'Espanya gran que Cambó somnia"<sup>267</sup>. Même si tout s'était déroulé selon les directrices catalanes, et même si Villalonga déclamait le discours traditionnel de la différence entre l'État et la nation, il n'en reste pas moins que celui-ci, en tant que représentant de la nouvelle bourgeoisie industrielle valencienne, essaierait dans un premier temps de mettre des limites aux aspirations catalanistes. Une différence observable seulement dans le cas de cet homme. Il prévenait que même unie culturellement et ethniquement aux autres peuples formant la même race, "Valence aurait droit à la constitution d'un état autonome et sien, pour démontrer son respect à la personnalité valencienne, et à sa propre volonté. Nous pensons que cette formule éviterait de nombreuses craintes engendrées par les

---

<sup>263</sup> *Ibidem*, p. 135.

<sup>264</sup> *Ibidem*, p. 136.

<sup>265</sup> *Ibidem*, p. 137.

<sup>266</sup> *Ibidem*, p. 140.

<sup>267</sup> *Ibidem*, p. 140. Cucó cite : I. Villalonga: "El pensament valencianiste. Declaració oficial i comentaris", Valencia, 1919, p. 9 -11.

soupons des uns et des autres"<sup>268</sup>. L'attitude de ce dirigeant est particulièrement significative et sa trajectoire avec. Au début il défendit la co-officialité du valencien et du castillan, car il tenait compte du fait qu'une partie du territoire valencien ne parlait pas valencien. Il alla jusqu'à défendre la thèse de Fullana, en affirmant que la langue valencienne avait une origine préromaine, précisant qu'elle n'aurait pas été apportée par les colons catalans : "disons qu'elle a sa propre origine"<sup>269</sup>. Était-ce une stratégie pour ne pas provoquer le rejet social ? Était-ce là les idées auxquelles il croyait vraiment ? Le fait est que sa trajectoire postérieure confirme que si Villalonga s'est amplement inspiré des consignes de la *Lliga Regionalista* catalane, allant jusqu'à admettre à un moment donné toutes ces consignes - y compris la filiation catalane et la convenance d'éviter le bilinguisme - ce n'était pas pour accepter de jouer un rôle secondaire sur son propre territoire.

Sa figure incarne parfaitement la nouvelle étape du valencianisme, qui cette fois signifie des changements importants dans l'organisation de la société. Il représente le prototype de ce secteur de la bourgeoisie qui prend conscience du besoin d'adopter des changements dans la politique locale qui institutionnellement et idéologiquement reste sous le contrôle des républicains (parti blasquiste), et contre lesquels la politique des partis traditionnels n'a rien à faire. Homme d'une solide formation académique (docteur en droit en 1916, sa thèse a pour titre: *Régimen municipal foral valenciano. Los jurados y el consejo*), il s'intéresse aux affaires de sa famille qui est propriétaire de la compagnie des chemins de fer et tramways (*Compañía de Ferrocarriles y Tranvías*), une circonstance qui a dû encourager sa conviction que le monde de l'économie était le meilleur chemin pour triompher sur l'arène politique. S'il adopte une orientation pancatalaniste à ses débuts, en insistant sur les liens qui unissaient Valenciens et Catalans et en s'érigeant comme un des signataires des *Bases de Castellón* en 1932, cela ne l'empêche pas de changer de bord en 1934, pour rejoindre un parti, beaucoup plus traditionnel comme la *Derecha Regional valenciana*, manifestement rattaché aux intérêts agraires, et beaucoup plus éloigné des thèses pancatalanistes. Il devient même gouverneur général de la Catalogne en 1935, lorsque la *Generalitat* est suspendue, après la révolution d'octobre

---

<sup>268</sup> *Ibidem*, p. 143.

<sup>269</sup> *Ibidem*, p. 143. Cucó cite : "I. Villalonga: Substantivitat del valencianisme", Valencia, 1919, p. 5

des Asturies, à laquelle les catalanistes s'unissent. Son postérieur appui au franquisme pendant la guerre civile, sa brillante carrière sous la dictature, qui le situe à la direction du "Banco de Valencia", et sa grande fortune amassée, rejoint cependant la trajectoire des membres distingués de la *Lliga Regionalista*, dont le même Cambó ou Joan Ventosa i Calvell (1879 - 1959), cités plus haut, qui sont eux aussi des exemples paradigmatiques. En 1979, on chiffrait la fortune laissée par Villalonga laissée en héritage à sa famille au vingt-et-unième rang du classement national selon les informations données par *El Mundo* qui précise que : "Carmen Jaúdenes de Villalonga quien junto a sus dos hijas amasaba un capital de 3 666 millones [pesetas], legado del político franquista y banquero valenciano Ignacio Villalonga, fallecido cinco años antes"<sup>270</sup>. Ce qui démontre que la bourgeoisie valencienne était tout aussi apte que la catalane à s'enrichir ; il n'a pas existé cette incapacité que Fuster dénonce. Gabriel Tortella Casares dans son livre sur l'origine du capitalisme espagnol cite justement un Valencien parmi les trois banquiers espagnols les plus importants du XIXe siècle, qui sont : José Campo<sup>271</sup> (qui devient Marqués de Campo), Manuel Girona (catalan) et les frères Epalza (basques). La différence est que l'industrialisation de la région catalane donna à Cambó et Ventosa entre autres Catalans la possibilité d'entrer dans les cercles du grand capitalisme mondial, mais il faut insister sur le fait que tous ces hommes ont su changer leur position personnelle en fonction des circonstances pour se maintenir toujours dans le sein de l'élite dominante. Pendant la guerre civile, ils ont tous travaillé activement pour le camp franquiste, et dans le cas de Ventosa, un de ses deux fils mourut en combat. Ce politicien fut hautement appréciée par la dictature, par exemple, son discours du 19 février 1949, à l'Institut des Études politiques de Madrid où il recommandait un allègement des tarifs douaniers. Donc la trajectoire de ces hommes si représentatifs a été de travailler contre le centralisme pour ensuite travailler avec le centralisme, à partir du moment où leur position personnelle en ressortait renforcée, et à partir du moment où ils continuaient de former partie de l'élite dirigeante. C'est-à-dire, qu'autant sous la monarchie que sous la Seconde République ou sous la dictature, ils ont toujours formé partie de l'oligarchie, soit d'une

---

<sup>270</sup> José Fernando Leal Valladares : "Las fortunas de la transición : quién tenía las pesetas hace treinta años" dans *El Mundo*, *Elmundo.es Magazine*, 06/12/2009 [www.elmundo.es/suplementos/magazine/2009/532/1259942565.html](http://www.elmundo.es/suplementos/magazine/2009/532/1259942565.html) consulté 31/01/2016.

<sup>271</sup> Tortella Casares, Gabriel : *Los orígenes del capitalismo en España...*, op. cit. p. 338.

minorité fortunée. N'oublions pas que la *Lliga Regionalista* s'allia avec l'oligarchie madrilène autant pour réprimer les grèves que pour contester la loi sur les cultures qui changeait les conditions de travail et salaire des agriculteurs catalans.

En 1918 Ignasi Villalonga travaillait contre le centralisme, et il n'eut aucun inconvénient à associer son parti *Unión Valencianista Regional*, à celui des jeunes valencianistes (*Joventut Republicana Valencianista*) qui se réclamaient républicains. Ensemble ils signèrent en novembre de la même année la *Declaración Valencianista* (Déclaration valencianiste). D'une manière dogmatique on y retranscrivait officiellement les aspirations et préceptes du valencianisme, déjà rapportés plus haut, comme la différence fondamentale entre l'État et la nation, l'importance de la différence de la langue, voire de la race, en signalant l'existence de quatre noyaux raciaux qui conformeraient l'Espagne. Et là nous voyons comment Villalonga abandonnait la théorie de Fullana pour se rallier à la thèse catalaniste et préciser que ces noyaux étaient le galaïco-portugais, le basco-navarre, le castillan et le catalan-baléares-valencien. Il insistait sur la légitime aspiration des Valenciens à former un État autonome, avec un ministère des finances indépendant. C'était là, les idées principales qui revenaient systématiquement. Déjà en juillet, Villalonga avait rappelé le besoin de disposer de finances propres : "... y sobre todo una Hacienda propia y bien dotada"<sup>272</sup>.

Cucó ne donne à aucun moment des chiffres au sujet du numéro d'affiliés de ces partis ; nous ne savons donc pas le nombre total de Valenciens qui adhéraient aux idées valencianistes, exprimées dans les termes de cette déclaration. Ce qu'il indique c'est qu'en 1919 *Unión Valencianista* présenta un candidat aux élections générales. Peut-être que c'est ce premier rapprochement entre économie et politique qui explique que le candidat était Vicent Gay, professeur d'économie politique à l'université de Valladolid (et non pas de Valence, paradoxalement). Néanmoins, celui-ci fut, selon les propres mots de Cucó "sévèrement battu"<sup>273</sup>. Pour ce qui est des élections municipales de 1920, où deux candidats se présentèrent au poste de maire (Martínez Sabater et Thous Orts), Cucó indique qu'ils furent également battus. Les résultats des élections montrent la faible réceptivité sociale et politique des idées

<sup>272</sup> Alfons Cucó (1971) : *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 145. Cucó cite I. Villalonga : "Los partidos políticos", *La Correspondencia de Valencia*, 17.485 (9-VII-1918).

<sup>273</sup> *Ibidem*, p. 159.

dépendues par le régionalisme valencien, même si au niveau national ce problème était déjà depuis plusieurs années l'objet de réflexion de nombreux intellectuels, parmi lesquels il faut citer Ortega ou bien Azaña<sup>274</sup>. Tenons compte qu'au niveau international, la guerre de 1914-1918 avait aussi favorisé l'éclosion des revendications nationalistes. Il existait toutefois à Valence un domaine où les idées régionalistes marquaient leur progression, c'était celui de la culture, et là le pancatalanisme s'imposait largement. En janvier 1919 s'était fondée l'*Agrupació Nacionalista Escolar*, qui visait d'une manière spécifique le monde de l'université, franchissant un échelon de plus par rapport à ce qu'avait signifié en 1916, la création de l'association *Nostra Parla*, qui impliquait faire partie d'un organisme qui regroupait trois entités indépendantes, fixées chacune dans la capitale du territoire représenté : Barcelone, Palma de Majorque et Valence. Cucó explique que *Nostra Parla* aurait eu son époque la plus brillante en 1922, et que son but était de :

Promouvoir l'unification spirituelle de Valence, Majorque, le Roussillon et la Catalogne. Comprenant par unification spirituelle une complète compénétration de sentiments et d'intérêts moraux et matériels (...) Elle tâchera d'insuffler aux Valenciens, Majorquins, Roussillonnais et Catalans l'idée que la langue est notre propre essence, et que l'unité de la langue exprime l'unité de la nature spirituelle"<sup>275</sup>.

Précisons que si la tutelle financière n'était pas assurée par les catalanistes, la tutelle idéologique était indéniablement sous leur contrôle puisqu'on magnifiait systématiquement la dimension culturelle, pour donner à la langue tout le protagonisme, alors que la dimension économique disparaissait du discours. En effet, il est clair que les catalanistes s'inspiraient du modèle germanique pour assurer leur expansionnisme territorial mais ils ne donnaient pas un protagonisme spécifique à l'économie, où plus exactement, sur ce point il n'existait pas de programme, la seule consigne qu'ils lançaient était "imitiez-nous". Malgré tout il exista une initiative valencienne qui fut la seule véritablement originale et la mieux adaptée à la réalité valencienne, celle de Vicent Tomás i Martí, qui avait vécu, un certain temps à

<sup>274</sup> Juan Carlos Sánchez Illán: *Ortega y Azaña frente a la España de las autonomías: de la Ley de mancomunidades al estatuto de cataluña, 1914-1932. Cuadernos republicanos*, ISSN 1131-7744, N° 49, 2002, consultable sur : <http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=9&ved=0CF4QFjAl&url=http%3A%2F%2Fdialect.unirioja.es%2Fdescarga%2Farticulo%2F1195876.pdf&ei=2sbtU6rIM8jb0QXuilHYDQ&usg=AFQjCNHgeTRs1DizBF-a7Wlzk35pAfuQ&bvm=bv.73231344,d.bGE> (consulté le 22/04/2016). Cet auteur est docteur en Sciences de l'information à l'université de Madrid (UCM).

<sup>275</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 163. Cucó cite: A. Rovira i Virgili: *Resum d'història del catalanisme*, Barcelona, 1936, p. 145-146.

Barcelone nous dit Cucó, et qui fut un des rares Valenciens à comprendre que seul un projet adapté aux particularités de la société valencienne - prééminence du secteur agricole - pouvait triompher. Il créa la *Lliga de Solitaris Nacionalistes*, une organisation qui tâchait de fomenter le nationalisme dans le milieu rural. Il s'agissait de vaincre l'isolement auquel condamnait le milieu, d'aller mobiliser sur place les effectifs les plus aptes à grossir les rangs valencianistes. Et cela devait se coordonner grâce à des agences installées par secteurs. Cette société demandait aussi aux maires de promouvoir l'enseignement du valencien, et elle édita une revue pour les potentiels affiliés : *Lo Crit de la Muntanya*. Cette association fut active entre 1920 et 1923, moment où la dictature de Primo de Rivera mit fin à toutes les activités nationalistes. Justement les aspirations nationalistes, en particulier des catalanistes avaient été une des principales raisons du coup d'État approuvé par le roi, afin de préserver l'unité nationale. Vu la prééminence des idées républicaines dans le territoire valencien, il semblerait que d'une manière générale le nationalisme aurait avancé plus vite dans sa version républicaine avec des délégations de *Joventut Valencianista* dans le sud, à Alicante et dans sa province, Alcoy, Cocentaina, Onteniente. Au nord dans la province de Castellón, à Artana, Betxí, Benassal, Nules, Hortells. Et près de Valence, Paterna.<sup>276</sup>

Digne de mention aussi est la conférence de Luis Fullana, qui est un événement qui en lui-même révèle la profondeur des changements qui s'opéraient dans la société valencienne ; même si, *a priori*, ceux-ci n'avaient eu aucune incidence immédiate dans le panorama politique valencien. Les blasquistes restaient majoritaires tandis que les candidats qui se présentaient au nom du nouveau parti valencianiste s'en retournaient bredouilles. Or si les arguments des nationalistes catalans n'avaient pas pu détrôner les blasquistes, ils pénétraient en revanche des couches sensibles de la société valencienne, celles qui détenaient un certain pouvoir économique, mais aussi celles qui exerçaient un pouvoir sur les esprits des habitants de la région. Nous venons de l'indiquer plus haut, une partie du monde académique prenait des positions très fermes. C'est pourquoi la conférence du religieux franciscain, Luis Fullana, dont nous avons parlé dans la première partie de notre thèse, peut être utilisée comme preuve qu'un nouveau secteur de la bourgeoisie conservatrice souhaitait ardemment imiter la

---

<sup>276</sup> *Ibidem*, p. 160. Cucó cite: *La Correspondencia de Valencia*, 17.657 (31-XII-1918) et 18.387 (25-V-1921).

bourgeoisie catalane. Elle eut lieu à la *Diputación de Valencia* (le Conseil général de la ville) en 1919, et Fullana qui s'était révélé jusqu'alors très prudent, revendiqua ouvertement l'instauration d'une autonomie pour la région valencienne, qui plus est, il offrait ouvertement son opinion à ces représentants chargés de faire une étude des possibles bases pour la constitution d'une autonomie valencienne. Et il avait employé des paroles d'une envergure et d'une intensité inattendues ; reprenant à son propre compte tout ce qui devenait le répertoire habituel des catalanistes. Ce qui prouve que si la propagande catalaniste n'avait pas réussi à le gagner à la cause du pancatalanisme, elle réussit par contre, à en faire un fervent activiste contre le centralisme. Mais tous les désirs de Fullana s'exprimaient uniquement dans une perspective valencienne, où la Catalogne était totalement absente de son discours, contrairement à ces professeurs et étudiants qui prêchaient ouvertement le pancatalanisme, dans les associations citées auparavant. Fullana souhaitait une autonomie purement valencienne, et lui, si mesuré jusque là dans ses mots et dans ses attitudes, n'avait pas eu d'inconvénients à présenter les Castillans, comme l'image d'un peuple de conquérants, qui avait soumis le reste de l'Espagne, au moyen de la force brutale. Il décrivait le pouvoir castillan comme un pouvoir illégitime, marqué par une date, celle de la défaite d'Almansa en 1707. Un tableau qu'on peut difficilement admettre comme fidèle à la réalité, à partir du moment où l'élite dominante n'était pas toute castillane, et qu'elle était difficilement assimilable à tout un peuple. Rappelons justement que ce peuple vivait dans sa majorité assez misérablement, et que les zones qui parlaient la langue castillane, hormis la capitale, étaient les plus pauvres, face à la Catalogne, le Pays Basque et même la région valencienne qui étaient incontestablement les plus riches. La comparaison avec la figure du conquérant aurait pu paraître pratiquement dérisoire pour quiconque aurait voyagé dans les terres andalouses, extrémègnes ou castillanes où bon nombre de personnes connaissaient la faim ; faisant de ces territoires les traditionnels réservoirs d'émigrés. Cette solidarité castillane dans le sens ethnique, que semble suggérer Fullana est donc tout à fait illusoire. Mais le rôle joué par la langue était suffisant pour opérer l'assimilation trompeuse que faisait Fullana : la langue castillane était dominante parce que les Castillans étaient les dominateurs, soit les profiteurs. En réalité, tout comme la majorité des régionalistes, Fullana montrait sa sensibilité extrême vis-à-vis de la langue

autochtone, qu'il défendait par dessus-tout, en oubliant de défendre, comme le reste des régionalistes de l'époque, les conditions de vie des classes populaires pour qui les questions de préférence linguistique pouvaient jusqu'à un certain point, laisser assez indifférentes. À ce sujet Fullana ne disait rien, le sujet central de son discours renvoyait exclusivement à l'importance qui devait être accordée au valencien au niveau officiel. Et nous avons vu dans la première partie, qu'il plaida pour une coofficialité des deux langues, autrement dit, qu'il plaida pour la coofficialité du valencien. Mais le schéma même du débat prouvait le triomphe de la stratégie catalaniste et son idée-clé, celle de l'autonomie. La récupération du gouvernement régional se concevait comme un acte de justice contre l'imposition castillane. C'était bien les effets du slogan de *l'Espanya Gran* que Cambó s'était efforcé de faire triompher. L'autonomie serait la grande solution politique pour résoudre tous les problèmes, y compris ceux du domaine économique et social. Et la langue, âme des peuples, devait se loger au centre de cette initiative, comme signe visible et décisif d'une récupération de la dignité nationale. Fullana reprenait donc à son compte les arguments habituels égrenés par les catalanistes, arguments que nous examinerons plus en profondeur au fur et à mesure de notre étude, et qui omettent volontairement de reconnaître que cette imposition du castillan est à nuancer très sérieusement. Dès le XVIIe siècle, l'aristocratie valencienne avait préféré parler la langue de la cour, soit la langue castillane. La bourgeoisie suivant l'exemple des nobles, s'est aussi dépêchée d'en faire autant ; ce qui a donné naissance au XIXe siècle à tout un corps bibliographique de littérature populaire satirique, où le peuple valencien se moque de ces nouveaux bourgeois qui s'efforcent de parler castillan (*la coentor*). Malgré tout, à l'instar d'Enric Prat de la Riba et Sabino Arana, Fullana veut transmettre l'idée de l'imposition brutale et il emploie des expressions répétitives : "main étrangère", "chaînes", "esclavage", "système centraliste"<sup>277</sup>; "droit irrationnel de la force"<sup>278</sup>. Il emploie aussi une image, évoquée par Enric Prat de la Riba, où ce dernier, dans son livre *La nacionalitat catalana*, assimile la Catalogne à une prisonnière endormie. C'est la patrie endormie et outragée, que Fullana reprend pour Valence : "quan mes fortamente dormia la lligaren de peus i mans, com a una esclava" (quand elle dormait plus profondément, elle fut

<sup>277</sup> Luis Fullana : "La coofficialitat de la llengua valenciana", dans : *Criteris Filològics del Pare Fullana en els anys 1918-1919...* op. cit., p. 41. Conférence lue par le révérend père Fullana au Conseil général.

<sup>278</sup> *Ibidem*, p. 42.

liée des mains et des pieds, comme une esclave)<sup>279</sup>. Nous offrirons un peu plus loin, nos commentaires au sujet du livre de Prat de la Riba qui montre les lignes principales de revendication du catalanisme, qui sont ensuite reprises par les pancatalanistes à Valence.

Toutes ses idées qui apparemment n'avaient pas acquis une place majoritaire dans la société valencienne firent néanmoins leur chemin dans ces secteurs sociaux, où l'on s'adonnait à la réflexion et au calcul, et où on comprenait que la seule façon de les faire triompher était de les inculquer à la jeunesse avant que cette jeunesse ne soit "intoxiquée" par les idées républicaines, défendues par les blasquistes. D'où cette prolifération d'associations qui visaient à enseigner le valencien - qui n'était pas enseigné habituellement à l'école -. Néanmoins la particularité de ces groupes était leur prétention de situer linguistiquement et historiquement la langue valencienne dans un ensemble plus global sous la marque du catalanisme, contrairement à ce que revendiquait Fullana. Cette stratégie pancatalaniste allait se voir bientôt retardée, mais non affaiblie, à cause des grands bouleversements économiques et politiques, qui amenèrent la dictature de Primo de Rivera au pouvoir. Cette nouvelle réalité adverse allait néanmoins servir à réaffirmer, voire légitimer, les habituelles accusations dirigées contre le pouvoir central, donnant ainsi de nouveaux arguments aux nationalistes qui rejetaient la nation espagnole.

---

<sup>279</sup> *Ibidem*, p. 41.

## Chapitre 7 - La Seconde République et les projets d'autonomie

Malgré le dur revers économique qu'avaient signifié les conséquences de la Première Guerre mondiale, il est important de souligner que la conjoncture suivante redevenait beaucoup plus favorable, ce qui explique pourquoi Cucó affirme que dès que la tendance dépressive se relâche la bourgeoisie valencienne cesse de tourner ses yeux vers Barcelone. Il précise que la bourgeoisie valencienne reprenait ses formes de vie "particulières et subalternes"<sup>280</sup> vis-à-vis de l'État. Jordi Palafox explique :

La vinculación de la agricultura valenciana con los mercados exteriores y la diversificación alcanzada explican las menores repercusiones de la Gran Depresión de finales del siglo y, como contrapartida, la mayor gravedad que tuvieron la recesión económica durante la primera guerra mundial y las consecuencias de la crisis iniciada en octubre de 1929.<sup>281</sup>

La dictature de Primo de Rivera bien reçue autant par la bourgeoisie valencienne que par la bourgeoisie catalane démontre à nouveau que les intérêts économiques sont au-dessus de tout autre souci politique, néanmoins lorsque la dictature arrive à un point mort, les ambitions nationalistes ressurgissent avec plus de force. Même si la réalisation en 1932 du projet autonomiste catalan pouvait s'interpréter comme l'élément qui galvanisait les ambitions régionalistes valenciennes, il n'en reste pas moins que les blasquistes, défenseurs des idées fédérales, n'avaient pas attendu les résultats des négociations catalanes pour mettre en marche une campagne intense d'activités destinées à la préparation d'un avant-projet de statut d'autonomie pour la région valencienne. Celui-ci devait être rédigé en collaboration avec les délégués des trois provinces valenciennes : Valence, Alicante et Castellón. Les difficultés rencontrées alors, démontrent que ce projet ne pouvait pas être exclusivement la conséquence d'une ambition politique, car il mettait à l'épreuve d'une manière évidente autant le système d'organisation de la société, que le degré de mûrissement des idées régionalistes ou nationalistes en son sein ; et ce degré de mûrissement se révélait pour lors largement inférieur dans la province d'Alicante et

<sup>280</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit, p. 160. Cucó cite : *La Correspondencia de Valencia*, 17.657 (31-XII-1918) et 18.387 (25-V-1921).

<sup>281</sup> Jordi Palafox : "La lenta marcha hacia la sociedad industrializada (1891-1959)", dans : *Estructura económica de la Comunidad Valenciana...*, op cit., p. 25

Castellón, en comparaison à celui de Valence. Le modèle économique est encore une fois, la clé de cette explication. Par ailleurs l'incompatibilité entre l'idéal régionaliste, défendu par une partie de la haute bourgeoisie, et les idées fédérales défendues par la petite bourgeoisie y compris une grande proportion des couches populaires, s'exacerbe avec l'approbation du statut d'autonomie catalan au parlement de Madrid. Le triomphe du projet d'autogestion catalane est indiscutablement le triomphe d'un modèle, celui qui découle des thèses régionalistes, en opposition à celui qui aurait pu s'appuyer sur les thèses fédéralistes. Il faut signaler toutefois que les idées fédéralistes avaient laissé un mauvais souvenir, elles étaient associées au cantonalisme qui s'était déclenché pendant la période du "Sexenio democrático" (1868-1874), dégénérant localement en guerre civile, raison pour laquelle le fédéralisme était largement rejeté par l'*establishment* qui l'associait aussi à l'anarchisme de Proudhon. Pourtant le fédéralisme défendu par les blasquistes ne remettait pas du tout en question l'unité espagnole, au contraire ils s'en portaient garants ; on ne doit donc pas écarter complètement l'idée qu'il aurait été possible que naisse à Valence un modèle alternatif, purement valencien. Malgré tout grâce au triomphe des catalanistes, nous verrons que les blasquistes eux-mêmes finissent par accepter la logique régionaliste comme le critère suprême au moment de rédiger les premiers avant-projets de statut d'autonomie. Ce choix aidera à consolider définitivement le modèle catalan comme la référence indiscutable du nationalisme valencien, et postérieurement comme un nouveau modèle de pays, l'Espagne des autonomies.

### **7.1 - Une économie en transformation**

Si notre thèse s'attache à mettre en relation constante l'évolution de l'économie avec celle de la politique, ceci veut dire que nous pensons qu'il doit se dégager à chaque fois des correspondances significatives entre les deux domaines. Ainsi l'attitude critique vis-à-vis du pouvoir central a pu se moduler, en période de prospérité (vache grasse), et *vice-versa* ; mais une pareille analyse serait encore trop simpliste. En effet, le cas de la région valencienne démontre qu'il ne suffit pas que, sur

un territoire se développe une vision hautement critique par rapport au pouvoir central pour qu'aussitôt, celui-ci se trouve en disponibilité réelle de structurer un projet d'autonomie pleinement soutenu par la société civile. Ce projet requiert toute une préparation idéologique, sociale et surtout économique, et c'est là qu'apparaît le fait objectif que la condition agraire d'une économie ralentit l'élan nécessaire à un pareil projet. En tout cas, à notre avis, c'est ce qui ressort du cas valencien, où les différences entre la province de Valence et les deux autres, Castellón et Alicante, valident notre thèse quant aux particularités de la société industrielle vis-à-vis de la société agraire. Il faut tenir compte par rapport à ce qui va être dit ci-dessous, qu'à cette époque à l'intérieur de la région, c'est seulement la ville de Valence qui s'approche des paramètres propres aux sociétés industrialisées, en particulier celui de la concentration démographique, qui est une donnée essentielle, qui affecte nécessairement le développement urbanistique de la ville. Nous devons donc interpréter cette donnée comme un indicateur réel qui justifie, au moins en partie, les réactions divergentes entre provinces, face au statut d'autonomie. C'est la raison pour laquelle nous ne devrions pas nous surprendre de découvrir pourquoi les désirs d'autonomie n'étaient pas aussi nets à Alicante et Castellón qu'à Valence. Mais voyons d'abord brièvement à quel point se trouvait l'économie de la région en général, et à gros traits quelles étaient les transformations subies par la ville de Valence, qui la rendaient si différente d'Alicante ou Castellón.

Jordí Palafox explique qu'après la crise de 1921 les exportations rentrent dans une nouvelle phase expansive, ce qui signifie une progression spectaculaire des cultures les plus compétitives, à tel point que cela se traduit par une forte immigration de main d'œuvre<sup>282</sup>. Cette circonstance nous intéresse tout particulièrement et nous allons justement la commenter, mais il faut remarquer d'abord qu'entre 1922 et 1936 la superficie consacrée à la culture de l'oranger double pratiquement, passant de 36 868 hectares à 64 136<sup>283</sup>, ce qui permettait d'élever le volume des exportations. Le vin continue de maintenir une place importante à l'intérieur des exportations, tandis que d'autres cultures comme le riz, la pomme de terre, l'oignon, et les cultures maraichères en général, commencent à prendre également un poids significatif

---

<sup>282</sup> *Ibidem*, p. 28.

<sup>283</sup> *Ibidem*.

mettant en évidence un degré supérieur de spécialisation de l'agriculture valencienne. Jordí Palafox signale la montée spectaculaire de l'emploi d'engrais chimiques expliquant que le nombre croissant de puits creusés assure le ravitaillement en eau, en plus de la construction de grands réservoirs naturels (*embalses*) destinés à retenir cette eau nécessaire. À ce niveau, l'installation massive de moteurs d'aspersion<sup>284</sup> est également une preuve de cet essor de la culture irriguée. Depuis le livre du centenaire de la Banque de Valence, on parle également de cette "époque dorée des oranges"<sup>285</sup>, tout en ajoutant que des produits comme l'huile et les oignons auraient également une grande part dans cette expansion. L'augmentation significative de la population, due à l'immigration serait parallèle aux changements structurels de la capitale valencienne, qui justement à cette époque aurait commencé une phase d'expansion urbanistique importante nous dit Jordí Palafox. Le livre du centenaire de la banque de Valence le confirme ainsi, en rapportant que cet agrandissement commence dès l'année 1914 avec la construction d'infrastructures comme le marché central (Mercado Central 1914), le marché Colón (Mercado Colón 1914 - 1916), la gare (Estación del Norte 1917 - 1921), puis plus tard la poste (Edificio de Correos y Telégrafos 1923), et divers ponts (puente de *Natzaret*, puente de Aragón 1933, puente de Campanar), rues et avenues (avenida Germanies, avenida Regne de Valencia, premièrement baptisée Victoria Eugenia, en honneur de la reine). Le niveau de concentration démographique est un indicateur éloquent, car Valence est la ville de la région qui reçoit le plus grand contingent de population, atteignant une concentration de 30,22 %, très supérieure à celle enregistrée à Castellón 11% ou Alicante 13,59%, mais encore loin des deux principales villes industrielles, Barcelone et Bilbao souligne J. Palafox, puisque celles-ci dépassaient un taux de concentration de 50%<sup>286</sup>. C'est pourquoi malgré le développement manifeste du commerce et ses répercussions sur toute la région, Jordí Palafox insiste sur le fait que l'économie valencienne n'entre pas encore dans un stade industriel, qui impliquerait aussi que la concentration

---

<sup>284</sup> *Ibidem*, p. 29.

<sup>285</sup> *Banco de Valencia: cien años de historia*. <http://www.bancodevalencia.es/cs/Satellite?blobcol=urldata&blobheader=application%2Fpdf.&blobkey-...> consulté le 27/06/2014. N'existe plus en version électronique après la fusion avec CaixaBank, en 2013, par contre le livre existe avec le titre de *Historia del Banco de Valencia: 1900-1945*.

<sup>286</sup> Jordi Palafox : "La lenta marcha hacia la sociedad industrializada (1891 - 1959)" dans : *Estructura económica de la Comunidad Valenciana...*, op cit., p. 28.

démographique serait supérieure aux chiffres mentionnés ci-dessus. Voilà une circonstance qui a des conséquences sur la structure même des entreprises valenciennes. Palafox parle de "minifundismo empresarial"<sup>287</sup>, c'est-à-dire que les entreprises valenciennes dans leur majorité n'arrivent pas à atteindre un niveau de capitalisation suffisant pour pouvoir gravir un échelon supérieur dans leur développement. Ainsi il en ressort que si l'économie valencienne arrive tout au long de ces années à consolider ses bases de croissance, elle n'entre pas pour autant dans la phase proprement industrielle, une chose qu'elle fera beaucoup plus tard, et à l'intérieur du contexte général espagnol :

Hasta al menos el final de la década de los veinte, el reducido tamaño medio de las empresas valencianas hace discutible que éstas puedan ser consideradas como tales. Eran en su inmensa mayoría negocios familiares de carácter artesanal, con escasa capacidad para ampliar el tamaño de su mercado o hacer frente a una reducción temporal de las ventas. Un rasgo que permanecía treinta años después y que hará que la suboptimización del tamaño de las empresas pase a formar parte de las características definitorias de la etapa final de la industrialización valenciana.<sup>288</sup>

Les bases qui vont assurer le postérieur développement industriel sont déjà présentes dans le secteur métallurgique, chimique, du papier, de la céramique, du bois, du meuble. Le livre du centenaire de la Banque de Valence cite les entreprises importantes et en pointe qui effectivement se créent, elles sont rarement la somme d'un capital exclusivement valencien. Les principales sont : La *Unión Naval de Levante* (Valence), que nous citerons à nouveau plus loin, la *Compañía Siderúrgica del Mediterráneo* (Sagunto), la *Industria zapatera de Segarra* (La Vall de Uixó), la *Compañía Valenciana de Cemento Portland* (Buñol), la *Sociedad Portlux de Cementos* (Burjasot). Par ailleurs on y explique qu'à partir de 1919 il se produit des changements importants en matière financière ; c'est une époque d'expansion, on ouvre des succursales bancaires dans tout le pays. Le système en lui-même est en mutation, nous explique-t-on, car on voit surgir des banquiers qui n'appartiennent plus aux grandes familles traditionnelles. Jusqu'alors il n'existait pas de banque capable d'opérer sur toute l'extension du territoire national, mais à présent, à Valence s'ouvrent des succursales qui proviennent de banques madrilènes ou d'autres villes ; le *Banco de Valencia* présent dans la ville depuis 1900, en est justement un exemple. Bien qu'il

---

<sup>287</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>288</sup> *Ibidem*.

porte le nom de la capitale valencienne il est le résultat d'une initiative extérieure, c'est-à-dire de personnalités qui n'ont pas d'origine ou d'attachement direct à la ville de Valence. Il s'agit d'hommes appartenant à la haute finance nationale, dont le comte de Romanones, soit Álvaro de Figueroa y Torres (1863 - 1950), le comte de Santa Bárbara de Hígones, soit José Partierre Lenegre, président du premier Conseil d'administration jusqu'à 1927. Selon les explications apportées par le livre du centenaire, cette banque aurait suivi une stratégie purement commerciale et globale :

Una estrategia tendente a la creación de bancos locales en distintas regiones españolas, de cara a facilitar la captación de pasivo. Valencia que producía beneficios en la agricultura y también en la industria, no disponía sin embargo de un instrumento financiero local de suficiente potencia. Esto atraía a entidades bancarias de otros lugares. Habían quedado atrás instituciones que gozaron momentáneamente de clara solidez como la SOCIEDAD VALENCIANA DE CRÉDITO Y FOMENTO, desaparecida en 1880, o intentos menores de aquella misma década como el BANCO PENINSULAR ULTRAMARINO, o el BANCO PROVINCIAL DE VALENCIA (1881 – 1886), o el BANCO REGIONAL VALENCIANO (1881 – 1886), que incidieron muy poco.<sup>289</sup>

Ceci amène cependant la réflexion significative rapportée dans le texte du centenaire : on parle d'une "anomalie" à l'intérieur de l'économie valencienne, puisque son importance réelle (3ème économie du pays) n'avait pas signifié pour autant la création d'une corporation financière adaptée aux besoins spécifiques de la région, et représentative en l'occurrence de son pouvoir économique. On signifie bien "esa institución no existía". Une déclaration qui nous renvoie donc aux affirmations faites dans notre étude antérieure sur les divergences entre le modèle de société industrielle et le modèle agraire. À un certain niveau de capitalisation il se déclenche des comportements différents dans le monde des affaires, dans le sens de chercher à prendre l'initiative des mouvements économiques, plutôt qu'à se limiter à suivre les grands courants de décision ; et la règle fondamentale reste bien celle de maximiser les bénéfices. L'année 1927, année où le *Banco de Valencia*, passe aux mains autochtones, devrait se comprendre comme l'aboutissement d'un processus lent, mais logique ; la prise de conscience de la bourgeoisie valencienne par rapport à la place qu'elle occupe à l'intérieur de l'économie espagnole, et les aspirations qu'elle nourrit. C'est incontestablement un positionnement nouveau, mais encore très minoritaire face aux diverses entités bancaires qui continuent de déferler sur la ville et la région. À noter, malgré tout, que pendant les années vingt, les banquiers personnels sont

---

<sup>289</sup> *Banco de Valencia: cien años de historia...*, op. cit.

encore nombreux, aux côtés des banques habituelles, telle le Crédit Lyonnais, le *Banco Comercial Español* et le *Banco Hipotecario de España*. S'unissent à eux des nouveaux arrivants tels le *Banco Español de Crédito* (1922), le *Banco de Vizcaya* et le *Banco Hispano-Americano*, celui-ci étant présent également à Alcoy, Castellón et Játiva. En 1923, certains n'y sont plus, tandis que les derniers arrivés cherchent à prendre leur part d'une économie en nette expansion : *Banco Español del Río de la Plata* et *Banco Catalán*, puis en 1926 le *Banco Central*. Tous sont attirés par les retombées, des bénéfiques de l'exportation sur les économies familiales, et il devient évident que la multiplication des entités témoigne de l'expansion économique. Pour le livre du centenaire qui fait un bilan de ces années, la conclusion est que la politique bancaire de la dictature de Primo de Rivera (1923 - 1930) aurait favorisé la présence d'entreprises espagnoles, alors qu'elle aurait permis le recul des entreprises étrangères. Une chose qui n'est pas précisément visible à Valence, où le commerce de l'exportation est encore majoritairement sous le contrôle des importateurs étrangers. On reconnaît que cette politique n'aurait pas bénéficié au *Banco de Valencia*, et il aurait effectivement fallu toute une période de maturation aux élites économiques valenciennes pour arriver à la conclusion que la région avait besoin de se donner des moyens de financement mieux adaptés, avec dans la mesure du possible, un maximum de bénéfiques issu de l'économie locale : "*En los centros frecuentados por elementos de relieve de la vida económica de Valencia se venía hablando desde hacía tiempo de la necesidad de crear un Banco valenciano, ligado estrechamente con los intereses regionales*"<sup>290</sup>.

L'homme qui prend la direction des opérations est Vicente Noguera Bonora (1891 - 1936). C'est un entrepreneur qui a triomphé, il vient du secteur des produits chimiques (savons, huiles végétales, fertilisants, entre autres). Son succès le lance dans les hautes sphères du monde des affaires puisqu'il arrive à occuper la présidence de plusieurs conseils de compagnies, régionales et nationales (*La Cia. Madrileña de Mejoras Urbanas, La Sociedad Española de Abastecimientos, La Mutua Valenciana de Accidentes de Trabajo, La Cia. de Mejoras Urbanas de Valencia, La Unión Levantina de Seguros, Derivados de los Agrios, S. A., Aplicaciones Industriales, S. A., Defensa Antigás,*

---

<sup>290</sup> *Ibidem.*

S. A.), devenant également conseiller d'autres entités de grand poids (*Azucarera de Sevilla, S. A., Fosforera Canadiense, Luz y Fuerza de Levante, Banco Hispano Colonial, Banco Exterior de España*). Ceci démontre que le désir d'arriver à exercer une certaine tutelle sur l'économie locale n'est pas incompatible avec celui d'appartenir aux grands groupes de sociétés qui gèrent l'économie nationale ; ce serait plutôt une conséquence, en l'occurrence la certitude même que l'on domine mieux son propre domaine, si l'on est conscient de la situation que l'on occupe au niveau général. On peut considérer Noguera Bonora comme un représentant emblématique de cette nouvelle bourgeoisie valencienne qui assimile et applique les idées énoncées par Ignasi Villalonga, car les déclarations faites à l'occasion de la première réunion d'actionnaires (primera Memoria) qui a lieu le 29 mars 1928 montrent un niveau de conscience, dans la mesure où elles appellent littéralement à la défense des intérêts régionaux: "... consiguiendo así librarnos de la tutela de otras plazas, que se benefician de nuestras disponibilidades en mayor escala que los propios valencianos"<sup>291</sup>. On peut y lire d'autres affirmations qui témoignent de cette même conviction :

...pues las economías regionales han de ir siempre unidas a su desarrollo político administrativo. *El Banco de Valencia (...) aspira a que todos los valencianos tengan por lo menos, una cuenta corriente en esta Casa, ayudando así a la economía regional con su pequeña contribución*, y ya que nuestro sol produce oro, ese oro debe quedarse aquí, en nuestros campos, en nuestros talleres, en nuestras fábricas; incurrimos en responsabilidad si lo dejamos marchar, pues nos incumbe hacer grandes a nuestras entidades económicas, ayudándolas a encumbrarse, haciéndolas tan poderosas o más que las del resto de la Nación.<sup>292</sup>

Mais il est intéressant de constater que ce niveau de prise de conscience amène avec lui une idée de rivalité ; en effet le monde de la culture et le monde des affaires n'ont pas la même dynamique. Si le monde de la culture se caractérise, au moins théoriquement par la diversité, et la liberté, le monde de l'économie est le terrain de la concurrence, et à l'intérieur de celui-ci surgissent inévitablement des situations décevantes : fondamentalement l'élimination du rival, car le gagnant ne partage pas. C'est pourquoi l'influence régionaliste de la *Lliga Regionalista* sur *Unión Valencianista Regional*, et en particulier sur la personne d'Ignasi Villalonga son fondateur, ne pouvait pas produire des résultats identiques à ceux observés sur les premiers régionalistes de *València Nova*. Ces derniers avaient volontiers parlé

---

<sup>291</sup> *Ibidem.*

<sup>292</sup> *Ibidem.*

d'intérêts matériels, pour imiter le modèle catalan, mais en réalité, leurs activités visaient principalement à faire assimiler à leurs partisans que les intérêts culturels valenciens devaient être intégrés dans un cadre général, qui n'était autre que la défense de la culture catalane comme ensemble principal de référence et d'identification. La divergence entre les premiers régionalistes et ces nouveaux membres représentants de l'économie valencienne s'apprécie à partir du moment où l'économie commence à être tenue en compte. Une donnée significative en ce sens est le fait que Ignasi Villalonga s'érige en président fondateur du *Centro de Estudios Económicos Valenciano* (1929 - 1932), un organisme qui justement se crée peu de temps après la refondation du *Banco de Valencia*, en même temps qu'il devient président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Valence (de 1928 à 1930). Ceci prouve bien que contrairement aux premiers membres de *València Nova*, le fondateur d'*Unión Valencianista Regional* avait bien compris la leçon du catalanisme, en l'occurrence que les intérêts culturels ne pouvaient se défendre d'une manière efficace qu'à travers une défense prioritaire des intérêts matériels. Les premiers régionalistes de *València Nova* non seulement avaient laissé dans une nébuleuse les thèmes économiques, mais dans certains cas ils n'avaient pas même eu conscience, ou n'avaient pas voulu avoir conscience, de la portée politique de leurs affirmations. Par exemple lorsque le docteur Barberá niait le caractère politique du régionalisme de *València Nova* : "Somos regionalistas a secas; estando prohibido terminantemente hablar de política en València Nova" <sup>293</sup>. Une déclaration qui prouve à quel point la différence culturelle ou linguistique pouvait être éloignée d'une conscience nationaliste, et comment avec le nouveau valencianisme d'*Unión Valencianista Regional* on franchissait un pas nouveau ; celui d'une plus grande cohérence, car on commençait à comprendre que la transformation politique de la région passait par une transformation dans sa gestion économique. Néanmoins cela ne donnerait pas le résultat escompté, parce que le modèle de société (agraire) devait se traduire inévitablement en un frein, qui devait faire patiner le projet autonomiste, et même le plan "B", le plan alternatif des blasquistes serait rejeté, justement au nom de l'idéal régionaliste. Le passage en 1931 du fondateur d'*Unió Valencianista Regional*, Ignasi Villalonga, au parti *Derecha Regional Valenciana*, était la preuve définitive que les

---

<sup>293</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit..., p. 77.

dirigeants les plus significatifs d'une société ne peuvent pas restés étrangers à la défense des principaux intérêts qui l'animent ; ce qui en dernière instance signifie que les structures économiques marquent inexorablement la direction des choix politiques. En effet, ce nouveau parti revendiquait l'idéal régionaliste, particulièrement en hausse à cette période, mais il confirmait la suprématie indiscutable des intérêts agraires valenciens - et nationaux en général -, notamment à travers la postérieure coalition avec la CEDA, justement élaborée sous l'initiative d'un autre valencien, Luis Lucía Lucía (1888-1943), d'extraction carliste, qui néanmoins appuya postérieurement la Seconde République.

## **7.2 - Un projet politique raté**

Le projet du statut d'autonomie était autant désiré par les blasquistes que par les régionalistes de Valence (ville), et si chaque groupe le justifiait par des arguments qui n'étaient pas toujours les mêmes, la première véritable grande difficulté n'allait pas surgir de leurs différences mais d'un état de chose qui n'a jamais été apprécié à sa juste mesure, et qui pourtant s'est imposé inexorablement : le fait que la région valencienne était une société principalement agraire, donc une société où la communication se faisait au ralenti, en comparaison avec des grandes villes comme Barcelone ou Bilbao. Nous avons vu les transformations qu'implique le stade industriel, notamment l'exode rural qui provoque le regroupement des populations dans les villes, où non seulement la communication est beaucoup plus facile et rapide - et le niveau d'alphabétisation plus élevé -, mais aussi où le degré de supervision, ou d'encadrement de la population est plus accentué. Cette condition agraire a donc forcément freiné la prise de conscience, car au-delà de l'évidence d'une région géographiquement et historiquement constituée, il se posait alors la nécessité de structurer une cohésion administrative, chose qui peut paraître futile depuis notre point de vue actuel, mais qui au début du XXe siècle était loin d'être une réalité. Voilà pourtant un point crucial qui explique pourquoi, ce n'est pas un hasard si les seules régions qui à cette époque réussissent à obtenir un statut d'autonomie, sont des régions industrielles. Avec plus de temps, et sans la guerre civile, hypothèse gratuite

aujourd'hui, d'autres régions, désireuses d'obtenir un statut - toutes agraires comme Valence (exemple Galice) - auraient pu certainement parvenir à mener à bien leur projet. Disons qu'elles auraient fini par vaincre les résistances, et surtout les méfiances vis-à-vis d'une possible hégémonie des capitales régionales. En effet le refus d'Alicante et de Castellón d'appuyer en 1931, le premier avant-projet de statut d'autonomie valencien nous paraît tout à fait significatif. D'un autre côté, la solution des blasquistes, de considérer la possibilité de démarrer seulement sur la base de l'autonomie provinciale, était fondamentalement une stratégie d'urgence qui visait à assurer une première étape, vu les mauvaises relations qui régnaient avec le gouvernement central. Il faut insister qu'ils ne renonçaient pas pour autant à réunir les trois provinces sous le même statut, mais visiblement on s'est évertué à faire croire que les blasquistes étaient disposés à dénaturer le statut d'autonomie ; c'est bien là, l'interprétation qui a triomphé, comme nous le verrons, grâce à la version apportée par Alfons Cucó. Pourtant la documentation que nous apportons en annexe dément un jugement aussi définitif. Nous citerons les explications données par Cucó, et nous signalons aussi que José Miguel Santacreu Soler et Mariano García Andreu<sup>294</sup> informent que la thèse doctorale, soutenue en 1970, par Cucó avait eu pour sujet les avant-projets de statut d'autonomie pour Valence sous la Seconde République. Une pareille circonstance invite à supposer que la documentation consultée par Cucó a dû être particulièrement importante, néanmoins nous soupçonnons que ses préférences politiques ont fortement conditionné ses appréciations. En effet, l'antipathie de Cucó pour les blasquistes est plus qu'évidente, au point qu'il rend responsable ce parti politique majoritaire de l'échec des tentatives menées pour mettre tous les Valenciens d'accord dans la recherche du statut d'autonomie. D'un autre côté, la coalition dite "conjunció de partits", formée de partis minoritaires, confrontés aux blasquistes, aurait incarné selon Cucó la tentative la plus plus authentique, la plus aboutie et la plus cohérente dans une stratégie pour le statut. Le fait est que son discours de l'union n'a fait que mettre davantage en évidence sa stratégie de la division, rendant moins crédibles les propositions faites autant à Alicante qu'à Castellon. Ni les efforts des blasquistes ni ceux de la "conjunció" n'ont pu convaincre les Valenciens des deux

---

<sup>294</sup> José Miguel Santacreu Soler et Mariano García Andreu: *La transició democràtica al País Valencià*. La Xara Edicions, Simat de la Vallidigna (Valencia), 2002, p. 30.

autres provinces de se joindre au projet commun, d'où l'attitude des nationalistes, comme Cucó, de désigner des coupables, plutôt que de fomenter une analyse plus profonde des raisons qui ont poussé systématiquement Alicante et Castellón à rejeter l'accord.

### 7.2.1 - La prééminence du critère agraire

Reprenant comme source le livre d'Alfons Cucó, pour les raisons que nous expliquerons à la fin de ce chapitre, qui a à voir avec son jugement si critique envers les blasquistes, nous constatons néanmoins qu'il rapporte fidèlement leur aspiration très précoce à créer une autonomie valencienne, projet recueilli formellement dans la déclaration de l'assemblée du parti du 21 novembre 1918. Si les premières actions, menées dans un contexte de dure crise économique ne donnèrent pas de résultat concret, il est indéniable qu'avec l'avènement de la Seconde République, le projet revint avec plus de détermination et d'urgence entre les objectifs prioritaires du parti. En effet, Cucó reconnaît que le PURA (*Partido de Unión Republicana Autonomista*), aurait repris ses initiatives sans relâche<sup>295</sup>. Juste un mois après la proclamation de la République, le 19 mai 1931 exactement, la mairie de Valence invitait toute une représentation massive de la société valencienne dont le conseil général (*la Diputación provincial*), le Centre de Culture (*Centre de Cultura Valenciana*), le Centre d'études économiques (*Centre d'Estudis Econòmics Valencians*), l'association commerciale (*Ateneu Mercantil*), les chambres de commerce et d'agriculture, l'ordre des avocats (Col.legi d'Advocats) ainsi que l'université, afin de désigner des représentants chargés de former une commission pour la rédaction d'un avant-projet de statut d'autonomie de la région valencienne. Une délégation de cette commission aurait postérieurement la mission de se déplacer à Alicante et à Castellón pour demander la collaboration de leurs représentants respectifs. Cucó reconnaît la rapidité avec laquelle se seraient déroulés les événements et informe que le 11 juillet 1931, c'est-à-dire seulement deux mois après, le texte d'avant-projet aurait été prêt et même publié. En effet l'article de

---

<sup>295</sup> *Ibidem*, p. 199.

*El Pueblo* du 14 juillet suivant explique les idées générales qui ont primé dans l'élaboration d'un texte censé recueillir les aspirations d'autogestion de toute la région.

Alors qu'à cette date, les réponses des deux autres provinces n'étaient pas encore officielles, la lecture de cet article permettait déjà d'anticiper les deux principaux points conflictuels qui allaient se poser. Le premier, la méfiance ou la peur depuis la province de Castellón et d'Alicante de subir une certaine tutelle de la part de Valence :

En este aspecto, el Estatuto tampoco supone perjuicio para las capitales provinciales. No se ocultará a nadie que una de las preocupaciones de aquéllas, cuando se habla de autonomía, es el perder el rango que actualmente tienen en concepto de capitales de provincia. Hasta se llega a hablar por los más suspicaces de un centralismo valenciano en detrimento de Alicante y Castellón.<sup>296</sup>

Pour calmer ces craintes on mettait en valeur les garanties dont on aurait pris soin de se munir, comme la désignation de deux membres de chacune des trois provinces pour former le conseil exécutif de la région, dans le but affirmait-on d'éloigner tout "soupçon d'impérialisme ou de domination de notre province"<sup>297</sup> sur les deux autres. Il est à noter l'emploi de deux mots importants: centralisme, et impérialisme, qui ne requièrent pas de commentaire. Le deuxième point conflictuel se trouve dans la conception même de l'idée de région. Et c'est là qu'on comprend que ce projet, qui peut sembler l'évidence même pour l'Espagne des autonomies du XX<sup>e</sup> siècle, n'était pas une idée assumée comme telle en 1931. En effet, les nationalistes ont beau parler de conceptions primordialistes, et rabâcher que l'idée de nation est antérieure même à celle d'État, on se rend compte que rien n'est naturellement assumé par l'être humain, tout requiert un travail d'apprentissage, de persuasion ou de prise de conscience, et malgré tout, arrivé à ce point quelque chose d'aussi simple et élémentaire comme l'intérêt, peut changer l'ordre des préférences que l'on croyait le plus "naturel". Cela signifie bien, en définitif, que si l'individu a le droit de choisir, rien n'est prédéterminé pour lui, ni au nom de Dieu ni au nom de la race. Ainsi Alicante et Castellón - qui ne reniaient en rien leurs liens culturels ou historiques -, n'étaient pas convaincues en tant que provinces que ces liens étaient suffisants en soi pour

---

<sup>296</sup> "El Estatuto de la región". *El Pueblo*, 14/07/1931.

<sup>297</sup> *Ibidem*.

construire ensemble avec Valence une région autonome viable. Le critère économique avait alors largement le dessus par rapport au critère culturel, c'est pourquoi on se préoccupait davantage de ne pas porter préjudice aux intérêts agricoles créés, la concurrence entre provinces étant sous-entendue. Dans *El Pueblo* on rapportait les échos de ces premières objections sans dégager toutes les raisons qui allaient apparaître postérieurement : "Se ha hablado de agregaciones presididas por el interés económico, en contraposición a la región natural. Una región así constituida carecería de lo fundamental en un pueblo, que es el espíritu"<sup>298</sup>. En effet, il faut préciser cette expression de "agregaciones" car le débat se compliquait par le fait, qu'on ne partait pas forcément du principe que les régions étaient déjà définies par elles-mêmes et qu'il s'agissait simplement de commencer à s'organiser en une fédération administrative pour ensuite demander l'autonomie. C'est ce qui s'est passé postérieurement à partir de 1980 (excepté la communauté de Madrid, ou Ceuta et Méllille) avec le retour de la démocratie, mais en 1931, les choses étaient beaucoup moins claires, car les régions n'avaient pas de capitalité administrative, et il fallait commencer à y songer, ce qui provoquait des réticences voire des méfiances. Par ailleurs, une autre circonstance beaucoup plus innovatrice était que la Seconde République<sup>299</sup> admettait dans son article n° 11 la possibilité d'opérer une fédération avec une autre région avec laquelle on partageait des limites territoriales. Cette idée avait été introduite par les catalanistes qui poursuivaient plus qu'une autonomie. Avançant toujours avec une longueur d'avance, ils souhaitaient créer un État fédéral, pour agrandir la Catalogne grâce aux territoires voisins, en l'occurrence, la région valencienne et les Îles Baléares. Nous verrons dans une partie postérieure ( Le plan de Prat de la Ribera) que ceci faisait partie du projet de Prat de la Ribera. Le Statut de Nuria<sup>300</sup>, voté très massivement par les Catalans en août 1931, avait été en réalité une proposition pour faire de l'Espagne un pays fédéral, et le premier article de ce statut définissait la Catalogne non pas comme une région, mais comme un État autonome à l'intérieur de la République espagnole. Dans l'article n° 4, on prévoyait ouvertement

---

<sup>298</sup> *Ibidem*.

<sup>299</sup> Constitution de 1931 dans : [http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/con\\_1931.pdf](http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/con_1931.pdf)

<sup>300</sup>

[http://www.gentcat.cat/eapc/revistes/RCDP/Documents\\_interes/RCDP\\_41/7\\_Proyecto\\_Estatut\\_1931\\_Nuria.pdf](http://www.gentcat.cat/eapc/revistes/RCDP/Documents_interes/RCDP_41/7_Proyecto_Estatut_1931_Nuria.pdf) consulté 02/01/2015.

l'élargissement du territoire catalan ("agregar altres territoris al de Catalunya"<sup>301</sup>), pour intégrer sans le dire explicitement la région valencienne et les Îles Baléares, soit ce que plus tard on désignerait les "Pays Catalans", mais qu'on préférait désigner alors par la "Grande Catalogne". Face à ce projet expansionniste, la constitution de décembre 1931 avait interdit dans son article n° 13 des fédérations entre régions : "En ningún caso se admite la federación de regiones autónomas"<sup>302</sup>; néanmoins, et c'est là une particularité qui éclaire outre mesure le sens des débats et des courants d'opinions de l'époque, dans l'article n° 11, comme nous avons dit auparavant, on acceptait la possibilité d'une fédération de provinces limitrophes "con las características históricas, culturales y económicas, comunes"<sup>303</sup>, si ces provinces limitrophes demandaient de "formar un núcleo político administrativo dentro del Estado español"<sup>304</sup>. Toutes ces circonstances ne firent que retarder de possibles accords, comme nous verrons, et augmenter la confusion autant pour les gens en général que pour les représentants politiques. Malgré tout, depuis le parti blasquiste on ne fermait pas complètement la porte à la possibilité d'intégrer certains territoires adjacents, et dans le texte d'avant-projet on avait pris soin d'agencer des articles adaptés à cette éventualité, tel que le rapporte l'article cité :

De todos modos aquellas afinidades económicas o culturales que se pretendían tomar como base para la organización regional, no son olvidadas en el proyecto, ya que prevé en su artículo noveno la posibilidad de mancomunarse con los territorios colindantes para cualquiera de aquellos fines, sin que por ello, como es consiguiente, se altere el nombre de nuestra región y sometiéndose desde luego los territorios incorporados a la misma, al Estatuto y leyes complementarias.<sup>305</sup>

On en concluait de la nécessité impérieuse de faire connaître le texte à tous les Valenciens, afin qu'ils soient conscients des vertus qu'offrait l'autonomie: une plus grande liberté administrative et économique vis-à-vis du gouvernement central, et la possibilité de se développer économiquement et culturellement. Visiblement on prenait conscience que la rapidité et l'intensité de la communication, étaient des facteurs décisifs qu'il fallait activer pour ne pas voir s'enrayer le projet, à peine dépassées les premières limites provinciales. Néanmoins, il est évident depuis la

<sup>301</sup> "Diccionario de la autonomía: Federaciones entre regiones autónomas": *Las Provincias*, 09/10/1977, p. 39.

<sup>302</sup> <http://www.congreso.es/consti/otras/historicas/index> consulté le 10/08/16.

<sup>303</sup> *Ibidem.*

<sup>304</sup> *Ibidem.*

<sup>305</sup> *Ibidem.*

perspective que nous défendons, que ce travail de communication et de prise de conscience devenait beaucoup plus compliqué, à partir du moment où la densité démographique de la région n'était pas suffisamment élevée, et où seule la ville de Valence montrait une concentration supérieure aux autres parties du territoire valencien ; autrement dit sur le territoire valencien le grand exode rural qui accompagne l'industrialisation n'avait pas eu lieu. Le résultat était que pour donner à connaître de nouvelles idées et pour convaincre la population valencienne il fallait se déplacer jusqu'aux campagnes. Si à cela on ajoute le fait que les moyens de communication n'étaient pas comparables, et de loin à ce qu'ils sont aujourd'hui, on comprend que la tâche de propagande du statut d'autonomie était un travail de très grande envergure. À noter la différence bien visible avec la Catalogne, et le Pays Basque, où cette tâche a pu être plus aisée en raison de la concentration démographique bien supérieure puisque là-bas l'exode rural avait eu lieu. On s'aperçoit alors que la région valencienne se situait deux étapes en arrière par rapport à la catalane, puisqu'à cette date la catalane avait une union administrative consolidée, grâce à la *Mancomunitat* (1913), et elle était pratiquement en passe d'obtenir son statut. Dans ces conditions on doit raisonnablement admettre que ces premières initiatives valenciennes pouvaient difficilement brûler des étapes qui se révélaient indispensables, dans le parcours administratif à suivre jusqu'à obtenir le statut d'autonomie.

Les réponses officielles de la part des autorités d'Alicante et de Castellón arrivèrent le mois suivant, et même si elles n'étaient pas négatives, elles n'étaient pas ouvertement positives. On demandait plus de temps. Le Conseil général d'Alicante affirmait avoir tenu une assemblée le 9 août, et ses conclusions avaient été les suivantes :

... mientras se continúa el estudio para dar forma orgánica a las aspiraciones de autonomía regional, debe aplazarse un acuerdo concreto sobre el anteproyecto de Estatuto valenciano, toda vez que la implantación del régimen regional debe tener como único origen la voluntad espontánea y libremente manifestada de los municipios autónomos, y todavía se desconocen las normas generales que para la realización de las aspiraciones regionales ha de trazar la nueva Constitución del Estado español.<sup>306</sup>

---

<sup>306</sup> "El Estatuto regional". *El Pueblo*, 14/08/1931.

À partir de là, malgré les efforts des autorités valenciennes, les deux autres provinces restaient réticentes à se prononcer d'une manière claire et définitive, et les objections devenaient de moins en moins voilées. En effet, le 2 octobre 1932, le quotidien *El Pueblo* reproduisait un article publié par le journal madrilène *La Voz*, qui retranscrivait des déclarations qui étaient censées être celles du maire d'Alicante, M. Lorenzo Carbonell. Celui-ci y faisait des affirmations particulièrement abruptes, expliquant que "les habitants de la province n'avaient aucune impatience vis-à-vis du statut, mais par contre, désiraient une loi municipale ample et moderne"<sup>307</sup>, et il assurait qu'il devait exister, comme toujours une cordialité entre les trois provinces, mais qu'il fallait s'en tenir aux intérêts géographiques alias économiques, ce qui signifiait fondamentalement se limiter au rayon d'influence naturelle de chacune des trois provinces, déterminé celui-ci par rapport aux fleuves qui assurent le développement des agricultures respectives : "pues Castellón prosperará por el Ebro, Alicante por el Segura, y Valencia por el Júcar"<sup>308</sup>. Par ailleurs, il précisait que: "En el caso de que Alicante sintiera necesidad de Estatuto lo haría con Murcia y Albacete, que son poblaciones de intereses distintos, y se complementan, pero nunca con Valencia, que tiene iguales intereses y pugnarían constantemente"<sup>309</sup>. Ce qui démontre que la condition d'économie éminemment agraire déterminait des choix bien précis, et vraisemblablement opposés à ceux d'une économie pleinement industrialisée. Mais ceci démontrait aussi que l'article n° 11 de la constitution était censé apporter plus de problèmes que de solutions. Tenons compte que la cohésion administrative du territoire valencien était encore à faire, or ces propositions de fédération avec des territoires adjacents, pouvaient favoriser davantage la disgrégation des anciens territoires historiques. Nous voyons comment à Alicante, certaines personnes influentes, comme le maire Lorenzo Carbonell, étaient plus favorables à fédérer leur province avec le territoire de Murcie ou d'Albacete plutôt qu'avec les deux autres provinces historiques, Valence et Castellon. Par contre dans des zones plus industrielles, comme le cas de la ville d'Alcoy<sup>310</sup>, où la population était de tendance

---

<sup>307</sup> "En torno al Estatuto Valenciano. Una opinión del Alcalde de Alicante". *El Pueblo*, 02/10/1932.

<sup>308</sup> *Ibidem*.

<sup>309</sup> *Ibidem*.

<sup>310</sup> Il existe des articles en ligne sur Alcoy et le mouvement cantonaliste : <http://revistas.um.es/analeshc/article/viewFile/106291/101091> et celui de Rosa Ana Gutiérrez Lloret (professeure à l'université d'Alicante) : "Republicanism federal e insurrección cantonal en Alcoy".

fortement anarchisante, on était tout à fait favorable au regroupement des trois provinces valenciennes. Le maire de cette ville s'empressait de répondre au maire d'Alicante, dans un autre journal, également publié dans *El Pueblo* : "Un periódico de Alcoy replica adecuadamente al Sr. Carbonell que una buena parte de la provincia alicantina quiere ser valenciana, y quiere un Estatuto"<sup>311</sup>. Si les paroles du maire d'Alicante, n'étaient pas forcément l'expression d'une unanimité sociale, elles étaient certainement celles d'un secteur influent. Nous pouvons d'ailleurs rapporter un article tiré cette fois-ci d'une publication valencianiste *El Camí*<sup>312</sup>, quoique repris du journal *El Sol*, qui montrait une bipolarité difficile à surmonter après les assemblées tenues dans la capitale alicantine le 26 juillet et le 9 août de cette même année 1932, c'est-à-dire tout de suite après la proposition faite par la mairie de Valence. Le président de la Diputación cette fois, M. Franklin Albricias, informait que les villes de la côte avaient pratiquement toutes montré leur avis favorable à la formation d'une fédération avec la province de Valence ; par contre la zone intérieure, plus particulièrement celle du fleuve Segura, voisine avec Murcie, faisait part de sa préférence de se fédérer avec sa voisine murcienne, qu'elle jugeait son associée naturelle.

Du côté des autorités de Castellón, les réponses étaient plus diplomatiques, on alléguait qu'il était préférable d'attendre les résultats que donnerait le statut d'autonomie catalan<sup>313</sup> ; mais la position était la même, refuser de signer l'avant-projet d'autonomie. L'explication qu'apporte Cucó des réactions manifestées par les autorités de Castellón et d'Alicante est la suivante : "Ces organismes - occupés par des groupes radicaux similaires au blasquisme, bien que non liés à celui-ci - ne montrèrent guère de chaleur patriotique devant l'écrit que la commission de Valence avait rédigé"<sup>314</sup>. Une interprétation que nous considérons superficielle et contradictoire. Superficielle, car elle n'apporte à notre avis, et avec tous nos respects pour M. Cucó, aucun élément de réflexion ; et contradictoire, car on ne peut pas qualifier le

---

<http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=5&cad=rja&uact=8&ved=0CEEQFjAE&url=http%3A%2F%2Frevistas.um.es%2Fanaleshc%2Farticle%2Fdownload%2F107981%2F102491&ei=rJShVN-TJJGR7Ab0toHwDg&usq=AFQjCNGs-FvYi7triOVnhH-5CQf4Ym7WNw>

<sup>311</sup> "Después de las declaraciones del alcalde de Alicante. Alcoy, por Valencia y por el Estatuto". *El Pueblo*, 07/10/1932.

<sup>312</sup> "Alacant i l'Estatut". *El Camí*, 31/12/1932, p. 3.

<sup>313</sup> "En torno al Estatuto Valenciano. Una opinión del Alcalde de Alicante". *El Pueblo*, 02/10/1932.

<sup>314</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit..., p. 200.

blasquisme de radical, si antérieurement on l'a qualifié soi-même de bourgeois<sup>315</sup> et de conservateur, sous prétexte que les différences entre le PURA et la DRV (*Derecha Regional Valenciana*) auraient été minimes. Soi-disant selon M. Cucó, la grande preuve était que ces deux partis défendaient la propriété privée, chose par ailleurs tout à fait vraie, et nous l'avons signalé nous-mêmes auparavant ; le parti de Blasco défendait la propriété privée. Mais est-ce là un critère suffisant pour cataloguer un parti de conservateur ? Le parti socialiste ne défend-t-il pas la propriété privée ? C'est pourtant là le parti dans lequel M. Cucó a milité, en tant que représentant dans les plus hautes sphères (sénateur) avec le retour de la démocratie, et nous en reparlerons dans une autre partie (la n° 4). Par ailleurs nous pouvons préciser que les partis qui gouvernaient à Castellón étaient le résultat d'une coalition républicaine-socialiste (3 députés du Parti Républicain Radical de Lerroux, 1 député du Parti Socialiste (PSOE), 1 député de *Acción Republicana* (AR) de Azaña, et 1 député de *Derecha Liberal Republicana* (DLR) de Alcalá Zamora). Tandis que ceux qui gouvernaient à Alicante étaient majoritairement socialistes (3 députés du PSOE, 4 du *Partido Republicano Radical Socialista* (PRRS), et 1 député indépendant du parti *Derecha Liberal Republicana* (DLR). Cucó ne peut pas alléguer la présence de représentants conservateurs pour justifier l'absence de "chaleur patriotique", c'est pourquoi le réflexe est toujours le même dans cette relecture du passé. On applique le critère de l'apriorisme fustérien qui a pour résultat inévitable, le dénigrement constant des partis de gauche, de cette gauche qui a refusé de placer le sentiment nationaliste ethnique au-dessus de toute autre considération. Le résultat est qu'à Valence on peut se retrouver avec des situations atypiques où l'on traite des partis comme étant de droite, par le seul fait qu'ils n'ont pas adopté une franche position nationaliste.

Il faut comprendre que la seule option légitime, et de gauche, pour les nationalistes fustériens était - et reste encore les trois-quart du temps -, l'option pancatalaniste, et donc la suprématie du critère racial, voire ethnique sur toute autre analyse. C'est pourquoi l'analyse politique que Cucó fait de cette période importante pour le nationalisme est que les blasquistes étaient limités par leur "superficialité

---

<sup>315</sup> *Ibidem*, p. 188.

politique" et aussi par un "manque d'assurance"<sup>316</sup> qu'il faut comprendre sur le plan idéologique, comme le démontrerait à ses yeux l'exemple d'un conseiller blasquiste, García Ribes qui aurait proposé une idée saugrenue pour lui, celle d'inviter les régions de Teruel et Albacete à participer dans la future autonomie valencienne<sup>317</sup>. En effet il faut comprendre qu'une pareille conception du projet autonomiste scandalise les fustériens, car si pour la formation des "Pays Catalans" toutes les combinaisons sont bonnes et légitimes, dans le cas contraire tout devient insensé et dangereux. L'objectif était de travailler à travers la fissure que représentait l'article n° 11 de la constitution républicaine, pour recomposer la pureté raciale et surtout linguistique. La signature des *Bases de Castellón*, que nous expliquerons dans le chapitre suivant, était un clair indice des prétentions pancatalanistes. Néanmoins il nous semble important de mettre justement en valeur ici, le fait qu'à l'époque de la Seconde République, cette conception pancatalaniste du valencianisme n'était pas encore incrustée dans la société valencienne, et entre les thèses fédéralistes et les thèses régionalistes il n'y avait pas toujours une différence bien établie. Tout permet de croire qu'il devait exister un débat ouvert dans la société valencienne sur le genre de régionalisme que l'on voulait appliquer ; un régionalisme éminemment fidèle au passé historique et donc avec un critère hautement culturel, ou un régionalisme dominé fondamentalement par des intérêts économiques. Ce dernier cas semblait être celui qui triomphait à Alicante, comme nous avons indiqué plus haut ; des paroles comme celles reproduites ici du maire Carbonell, sont particulièrement édifiantes : "... considera como condición primordial de la armonía que desea no sacar de su tumba al antiguo reino valenciano, que está bien enterrado por exigencias de los tiempos"<sup>318</sup>. Malgré tout, si certains préfèrent penser que ce débat avait été ouvert par les blasquistes, il est certain que ce n'était pas le cas, et que c'était bien l'effet produit par cet article n° 11, introduit par les catalanistes. Par contre à Valence le régionalisme de la *Derecha Regional Valenciana* fut bien accueilli, son programme se basait presque exclusivement sur des critères agraires et donc économiques. Dans ces conditions il n'est pas surprenant qu'un journaliste valencien, rattaché au quotidien régionaliste valencianiste, *La Correspondencia de Valencia*, ait eu intérêt à recueillir un article publié à Madrid dans

---

<sup>316</sup> *Ibidem*, p. 199.

<sup>317</sup> *Ibidem* : Cuco cite: le journal *Avant*, 24 (09-V-1931).

<sup>318</sup> "En torno al Estatuto Valenciano. Una opinión del Alcalde de Alicante". *El Pueblo*, 02/10/1932.

*El Sol*, où justement un député blasquiste, Vicente de Roig Ibáñez expliquait les ambitions de la région valencienne quant à son statut d'autonomie. Selon lui il devait avoir la vertu de la consolider comme "un tout économique", disposant d'une personnalité commerciale forte et indépendante", ce qui l'amenait à affirmer :

Yo tengo el convencimiento de que si Valencia sabe sentir - y lo espero - la trascendencia de esta hora y entra consecuentemente de lleno y con entusiasmo adecuado en la actividad organizadora que el caso requiere, empezando por la exposición clara de las ventajas de una agrupación regional amplia, podría alcanzar la adhesión no sólo de Teruel y Cuenca, sino también de Baleares, y hasta quien sabe si algún día incluso de Murcia y Albacete, (ampliaciones algunas - como la de Baleares - supeditadas, desde luego, a una previsible reforma constitucional).<sup>319</sup>

Le journaliste, Enrique Badenes, qui avait retranscrit l'entrevue faisait alors la louange de l'interlocuteur, et paraissait satisfait de ces déclarations qu'il avait eu a coeur de reproduire. Et nous pouvons voir comment le critère économique prévalait amplement sur le critère culturel et linguistique. Ce qui est clair, c'est qu'à l'intérieur du parti blasquiste, ce débat était bel et bien ouvert, comme le démontrent les déclarations d'un autre député blasquiste, Ricardo Samper qui visiblement avait senti l'importance de faire une synthèse de la situation en rapportant dans un article<sup>320</sup> les raisons fondamentales qui poussaient la région valencienne à obtenir son statut d'autonomie. Il énumérait trois catégories de raisons, la troisième étant une convergence des deux autres. Des raisons sentimentales, car historiques d'une part, des raisons économiques d'autre part, et finalement ce qu'il définissait comme une raison logique, qui s'explique par un besoin d'émancipation par rapport au gouvernement central. Il faut savoir que Ricardo Samper était non seulement député, mais aussi président de l'*Ateneo Mercantil* (Association de commerçants), c'est-à-dire une personne qui ne pouvait pas faire abstraction des priorités économiques qui s'imposent dans une société. Il ne s'agissait donc pas de "superficialité politique" ou de "manque d'assurance" comme affirme Cucó, mais d'une analyse qui prenait en considération d'autres critères, sans s'attacher à l'exclusivité du raisonnement historique et culturel, et donc en consonance avec le crédo fédéraliste qu'il professait, qui n'était bien sûr pas celui qui avait inspiré le statut de Nuria des catalanistes. Le fait que les deux autres provinces valenciennes aient résisté si fortement à signer l'avant-

<sup>319</sup> Vicente de Roig Ibáñez: "Las posibilidades de Valencia en orden a su autonomía económica y política". *La Correspondencia de Valencia*, 11/10/1932.

<sup>320</sup> Ricardo Samper: "Valencia pide un estatuto". *El Pueblo*, 19/11/1932.

projet de statut, a sans doute été une circonstance qui a contribué à donner plus de sens à ce débat. Nous croyons que ce n'est pas par hasard si une série d'articles sur les possibilités de construire une autonomie sur des bases seulement administratives, soit apparu après la déclaration du statut d'autonomie catalan. Dès le 14 septembre 1932 on remet au sujet du jour le statut d'autonomie valencien, avec une série de déclarations en première page, sous la rubrique "Valencia región autónoma", où le député blasquiste, Vicente Marco Miranda informait du cours des négociations avec les deux autres provinces. Il reconnaissait un blocage :

Las reuniones hasta ahora celebradas - muy numerosas - por representantes autorizados de las tres provincias no dan motivo, no ya para el optimismo, pero acaso ni siquiera para la esperanza. Son distintos los puntos de vista de cada una de las provincias y ninguno de ellos converge, exceptuando Valencia, hacia una posible autonomía de la región. Mientras Alicante considera que sus intereses hállanse ligados a la Cuenca del Segura y a determinada red de comunicación que la inducen a una acuerdo con Murcia y Albacete, Castellón tiene a fortalecer la autonomía municipal, ya impuesta en la Constitución, para tomar después el rumbo que las circunstancias aconsejen. ¿Se debe intentar una nueva gestión con los hermanos regionales? Indudablemente. (...) Todo ello sin perder tiempo, con la mayor rapidez posible, ya que el momento no puede ser más propicio.<sup>321</sup>

Tout permet de supposer que les hésitations de Castellón se devaient entre autres à des pressions de la part des secteurs nationalistes qui devaient conseiller de choisir directement, non pas la fédération avec la province de Valence, mais plutôt avec la région catalane. Ceci expliquerait le protagonisme inattendu de Castellón comme ville où se sont signées les fameuses "Bases de Castellon", et nous en reparlerons. Quoiqu'il en soit, le jour suivant à la mairie<sup>322</sup> un conseiller (M. Simó) insistait pour relancer les démarches et informait qu'une assemblée avait bien eu lieu entre députés provinciaux, à l'initiative de M. Samper, mais qu'il avait été impossible d'arriver à un accord concret, ce qui obligeait à envisager un plan alternatif, c'est-à-dire une autonomie provinciale. On soupesait sérieusement la convenance ou non de se limiter à la province de Valence. Et effectivement le jour suivant, dans le journal blasquiste sous la même rubrique, "Valencia, región Autónoma"<sup>323</sup>, le député Vicente Marco Miranda développait davantage cette idée pour expliquer en quoi consisterait cette autonomie provinciale. Quant à la colonne suivante, écrite par un autre député blasquiste, M. H. Altabás, elle était visiblement le témoignage d'un convaincu qui

<sup>321</sup> Vicente Marco Miranda: "Valencia región autónoma". *El Pueblo*, 14/09/1932.

<sup>322</sup> "Ayuntamiento: la sesión de ayer". *El Pueblo*, p. 2. 15/09/1932.

<sup>323</sup> Vicente Marco Miranda: "Valencia región autónoma". *El Pueblo*, 16/09/1932.

assurait que la base de la réorganisation ne devait être ni la région ni la province, mais la municipalité. Il se déclarait personnellement persuadé que ce procédé s'adapterait beaucoup mieux aux exigences économiques de chaque province, assumant d'emblée la séparation d'Alicante et de Castellón comme une nécessité logique : "Alicante ha de ser para Albacete lo que nosotros no podemos ser y que a Castellón quizá le convenga orientarse en otro sentido económico"<sup>324</sup>. À partir de là, continuait de paraître dans *El Pueblo*, une nouvelle série de commentaires, sous une rubrique rebaptisée: "Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta", et le premier<sup>325</sup>, cette fois non signé, contrairement aux antérieurs, était davantage une réflexion plus qu'une proposition qui plaidait en faveur des critères culturels. On reconnaissait l'avantage de développer une conscience régionale si l'on cherchait à obtenir un statut, et là on reconnaissait que Valence était en retard sur la Catalogne, et aussi sur le Pays Basque, même la Galice, ces deux autres régions étant aussi sur le point de présenter leur projet. On signalait le rôle de la langue comme l'élément essentiel, car pour lui il avait été démontré qu'en Catalogne elle avait prouvé sa force de cohésion sociale. Dans le numéro suivant, le ton critique vis-à-vis du choix administratif était patent, on y condamnait ouvertement le plan alternatif proposé par Vte. Marco Miranda et H. Altabás. Ce qui prouve le manque d'unanimité dans le parti blasquiste en référence à ce plan alternatif, et aussi l'évidence que d'une manière déclarée ou pas, celui-ci était soumis au débat interne : "[...] De todo ello no se deduce otra cosa, esta es la verdad, que una resistencia a aceptar las invitaciones de Valencia y ante ello se ha llegado al hecho inverosímil de propugnar por una autonomía que fuese para nosotros solos"<sup>326</sup>. Finalement ce plan B, le choix administratif, fut écarté, car l'idée qui triomphait était un compromis entre les deux alternatives : concilier les raisons sentimentales avec les intérêts économiques, ce qui pouvait permettre d'agrandir la région au nom des mêmes principes. C'est pourquoi Sigfrido Blasco lui-même dans une interview à *l'Heraldo* de Madrid avait déclaré : "Para el futuro los valencianos aspiramos a que puedan entrar a formar parte de la región, Cuenca y Teruel, por ser Valencia su puerto y por los lazos de consanguinidad que existen entre los habitantes de las tierras altas

<sup>324</sup> H. Altabás: "Autonomía provincial". *El Pueblo*, 17/09/1932.

<sup>325</sup> "Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta". *El Pueblo*, 20/09/1932, p. 10.

<sup>326</sup> "Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta". *El Pueblo*, 21/09/1932, p. 1 et 2.

de las provincias de Valencia y Castellón con los de Cuenca y Teruel"<sup>327</sup>. Mais il avait bien souligné que cela ne pouvait se produire que dans un futur éloigné, car il signalait aussitôt que l'article nº 11 de la Constitution empêchait de construire une région qui ne prendrait pas ses bases sur des critères purement historiques, une circonstance que Ricardo Samper avait également indiqué dans son article : *Valencia pide un Estatuto*, cité antérieurement. Mais écarter cette option était finalement une nécessité car elle aurait davantage signifié un frein plutôt qu'un tremplin pour pouvoir franchir le pas suivant: "... la desmembración preambular no ha de ser un acierto para la fusión posterior de todo el país valenciano"<sup>328</sup>. Visiblement à la fin du mois de novembre 1932, le débat sur le statut provincial était clos, car on n'en reparla plus dans *El Pueblo*. Seule "la Conjunción de partidos" dont nous allons parler y faisait constamment référence. On comprend donc qu'au moment où Ricardo Samper, écrit son article, et au moment où Sigfrido Blasco fait ses déclarations (tous les deux en novembre 1932) l'idée qui a définitivement triomphé est celle d'un statut régional, et c'est bien celle que Ricardo Samper reconnaît préférer lors de la réunion du 1er novembre 1932, au théâtre *Principal* de la ville. Cette réunion se tenait pour montrer l'adhésion des municipalités au statut d'autonomie ; 229 communautés sur 263, y étaient représentées à travers leur maire. Dans cette grande assemblée on prétendait non seulement faire le point sur le consensus reçu, mais aussi tracer la nouvelle stratégie à suivre pour débloquer la situation. Tous se sentaient encouragés par le statut catalan qui venait d'être approuvé (septembre 1932). En tant que président de l'*Ateneo Mercantil*, Ricardo Samper avait pris la parole et avait expliqué à l'audience toutes les raisons qui poussaient les Valenciens à demander un statut d'autonomie :

Dice el Sr. Samper que no cabe dudas de que todos en la región desean la autonomía, aunque de modo muy distinto. Hay quienes desean una autonomía que pudiéramos calificar de romántica, es decir la de aquellos que no olvidan a Felipe V ni la batalla de Almansa. Otros en los que destaca el aspecto materialista, que propugnan la autonomía sin otras miras que la de defender los intereses económicos que afectan a la región. Y hay una tercera clase, mezcla de las dos anteriores, cuyos propósitos consisten en combinar estas dos tendencias, o sea el ideal con las realidades. El orador pronúnciase por esta última tendencia ecléctica...<sup>329</sup>

<sup>327</sup> *El Pueblo*, 08/11/1932.

<sup>328</sup> "Regionalismo. Dentro o fuera". *El Pueblo*, 28/08/1931.

<sup>329</sup> "Ayer en el Principal. 229 Ayuntamientos valencianos piden un Estatuto regional". *Diario de Valencia*, 02/11/1932, p. 2.

Malgré le fait que les blasquistes se soient seulement limités à débattre la convenance ou non d'un statut provincial, on s'aperçoit que Cucó insiste à faire croire que c'est là l'idée qui aurait triomphé, or il suffit de relire les journaux de l'époque pour comprendre que ceci est surtout une opinion partisane. Et cette explication partisane a l'avantage pour les nationalistes de justifier l'échec de la tentative d'avant-projet de statut d'autonomie valencien. La stratégie des blasquistes, telle que l'explique Cucó dans son livre, était qu'ils s'étaient volontairement limités à la province, qui était l'espace que les blasquistes dominaient en tant que parti. Il assure que ceci aurait été la grosse erreur commise par eux, et la dénaturation du projet original. Par ailleurs Cucó considère que les blasquistes auraient volontairement freiné ce projet original par le fait qu'ils étaient unis au parti de Lerroux qui n'encourageait pas franchement l'initiative. Ainsi la version nationaliste fait des blasquistes les coupables. Ceci prouve à nos yeux que l'analyse d'Anne-Marie Thiesse sur l'urgente nécessité de signaler des ennemis et des coupables de la part des nationalistes, s'applique parfaitement ici. Et ceci peut signifier, comme c'est ici le cas, raconter l'histoire d'une manière intéressée et même carrément, en donner une version fautive. Nous avons vu plus haut que dans un premier temps, pour les nationalistes, la faute de la non nationalisation de la société valencienne retombe sur cette "bourgeoisie incomplète" qui n'avait pas su suivre l'exemple catalan. À présent nous allons voir comment la faute de l'échec du statut d'autonomie valencien, retombe sur les blasquistes. Ceux-ci, majoritaires aux commandes de la mairie et du Conseil général, occupaient, selon les paroles de Cucó : "une position politique privilégiée et prépotente"<sup>330</sup>, qui ne leurs aurait cependant pas permis de faire aboutir leurs efforts. Il parle bel et bien "d'incapacité politique"<sup>331</sup>. Il emploie beaucoup le mot "démagogie" pour qualifier la trajectoire blasquiste : "La singularitat política del blasquisme - la forassenyada demagògia que eren capaços de desplegar..."<sup>332</sup>. Cucó désigne ainsi le coupable. Pour notre part, notre analyse est autre, il ne s'agit pas de chercher un coupable mais de constater des données objectives, et celles-ci nous montrent qu'elles marquaient indéfectiblement des limites. Nous avons énuméré auparavant ce qui pour nous, représente la première raison qui empêchait un accord entre les trois provinces.

---

<sup>330</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 204.

<sup>331</sup> *Ibidem*.

<sup>332</sup> *Ibidem*, p. 203.

La structure agraire majoritaire de la société valencienne, et donc une densité de la population rurale trop insuffisante si on la compare à celle des régions catalane et basque. Une autre raison à alléguer, a pu se trouver dans les procédures de forme ; Ricardo Samper reconnaît dans la réunion des maires au théâtre *Principal*, des maladresses certaines, voire déterminantes, comme le fait que les représentants des deux autres provinces n'aient pas participé directement à la rédaction du texte :

Dice el Sr. Samper que si los intentos autonómicos fracasaron hasta aquí y no se llegó a una debida avenencia con las provincias hermanas fue por una causa racional y perfectamente explicable, consistente en haberse considerado éstas postergadas por la forma con que se las invitó ya que el llamamiento se les hizo después de haber sido redactado el proyecto de Estatuto exclusivamente por Valencia. Esto no debe repetirse.<sup>333</sup>

Une troisième explication serait d'origine financière, et elle apparaît dans toute son évidence lors de la réunion tenue au siège du Conseil général, le 22 novembre 1932. Cette nouvelle assemblée est une tentative de reconstruire l'unité d'action, et l'on en profite pour faire un examen sur les moyens nécessaires à appliquer pour parvenir à débloquer les négociations sur le statut. On signale de la part de la coalition des partis d'opposition (désignée par "la Conjunción de partidos"), le fait qu'un travail intense de propagande signifie mobiliser des quantités significatives d'argent : "Las corporaciones públicas, sin embargo, tienen ya en estos momentos un deber que cumplir sin la menor excusa: votar los créditos necesarios para que la propaganda pueda alcanzar la misma altura espectacular a que se ha llegado en Cataluña y en el País Vasco"<sup>334</sup>. Curieusement cet aspect financier n'est jamais mentionné par Cucó, qui comme les nationalistes de l'époque invoquent d'une manière réitérative des raisons sentimentales ("chaleur patriotique" mentionnée plus haut), cependant celle-ci est une des rares occasions où ils parlent de moyens financiers. Nous avons vu pourtant dans la partie antérieure, au sujet du modèle divergent industriel, comment le facteur financier devient un facteur clé dans la transformation matérielle et politique d'une société. Il contribue d'une manière essentielle à l'avènement de cette guerre des idées. Signalons par la même occasion que cette dernière est la preuve que les individus d'une société sont à même d'être convaincus, si l'on est capable de mettre en œuvre les moyens pour influencer les critères ou opinions que ce peuple peut se

<sup>333</sup> "Ayer en el Principal. 229 Ayuntamientos valencianos piden un Estatuto regional". Quotidien valencien: *Diario de Valencia*, p. 2, 02/11/1932.

<sup>334</sup> "En la Diputación Provincial. La reunión pro Estatuto valenciano". *Diario de Valencia*, 22/11/1932.

forger. C'est ce que l'on désigne en matière commerciale par faire du marketing ; et le département de marketing d'une entreprise requiert toujours des apports importants et réguliers d'argent. Il suffit de voir la publicité à la télévision pour comprendre la priorité que les grandes entreprises concèdent à cette activité. Ce qui prouve en dernière instance que dans cette guerre des idées, non seulement on doit lutter pour convaincre, mais on doit aussi lutter pour préserver ce qui est déjà acquis et empêcher que de nouvelles idées différentes et adverses triomphent.

La quatrième explication que nous proposons, a à voir avec l'ambiance politique qui se vivait à Valence. Le fait de relire les journaux de l'époque aide à comprendre qu'elle n'a certainement en rien contribué à faciliter le rapprochement entre les provinces valenciennes. Justement en été 1932, alors que le statut d'autonomie catalan se négociait au Parlement, et que certainement les députés valenciens en étaient à leur énième essai pour convaincre leurs collègues de Castellon et d'Alicante, éclatait un litige entre la région valencienne et la région basque, où le troisième élément en discorde était le gouvernement central. Et c'est là que l'interprétation étrange de Cucó montre toute son inconsistance. En effet, il veut laisser entrevoir qu'il n'y aurait pas eu un franc intérêt à finaliser la demande d'un statut valencien, par le fait que "lié au parti radical de Lerroux, le PURA se voyait obligé de maintenir des attitudes équivoques vis-à-vis du problème des autonomies régionales"<sup>335</sup>. Or quiconque relit les journaux de l'époque comprend que c'est la lecture inverse qui s'impose. Il est certain que le passage suivant va l'illustrer parfaitement, car la priorité des blasquistes était d'obtenir le statut, et ceci à tel point, qu'ils en étaient arrivés à envisager la possibilité de demander un statut réduit à la seule province de Valence, comme une première étape pour se libérer de la tutelle centraliste. Cette urgence s'expliquait par le fait que les autorités locales avaient avec le pouvoir central des relations de plus en plus tendues ; c'est pourquoi un statut d'autonomie valencien aurait été un palliatif important à cette situation. Il semblerait que très tôt est né un malaise entre les autorités locales valenciennes et le gouvernement central, virant finalement à une atmosphère d'hostilité non dissimulée, qui s'observe à travers des affirmations qui deviennent réitératives dans *El Pueblo*. On

---

<sup>335</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 202.

y dénonçait que la région valencienne était carrément délaissée dans ses demandes adressées au gouvernement central :

... el estado de las relaciones entre algunos ministros y la ciudad de Valencia, a cuyos requerimientos debían acudir inmediatamente que fueran formulados y que por el contrario son desatendidos y son incluso combatidos en aquellos ministerios donde existen grandes cacicatos y significadas preferencias ..."<sup>336</sup>

D'où des affirmations comme celle que nous retranscrivons ici, lorsqu'on parlait de l'importance du Statut d'autonomie : "... sin llegar a ella [l'autonomie] hemos de continuar siendo siervos, esclavos, de un poder central absorbente y despótico, ejérzalo quien lo ejerza"<sup>337</sup>. Sigfrido Blasco, maximum dirigeant du parti blasquiste, déclarait aussi lors de l'assemblée municipale du 23 août 1931 :

Valencia ni es atendida ni lo será mientras se encuentren al frente del Ministerio de Hacienda don Indalecio Prieto ni mientras sea ministro de Fomento don Álvaro de Albornoz (...) y que la sola solución para Valencia, mientras duren estos ministros, es caminar de prisa para pedir la autonomía y forjar el Estatuto Valenciano.<sup>338</sup>

Voilà effectivement une affirmation prémonitoire. En effet seulement un an après avoir prononcé ces paroles éclatait un litige, celui des deux bateaux de la compagnie *Trasmediterránea* qui arriva jusqu'au Parlement de Madrid, mettant en évidence les difficiles relations de la région valencienne avec certains ministres. L'importance de rapporter ici les principaux épisodes de ce litige, est qu'il illustre d'une manière significative l'ambiance politique de Valence, où l'on perçoit non seulement les difficultés des autorités locales face au gouvernement central, mais aussi les tensions entre les autres partis, au niveau local. Tout ceci nous amenant finalement à signaler cinq raisons qui, à notre avis, justifieraient l'échec valencien dans la quête du statut d'autonomie. La première est celle que nous considérons déterminante, mais les quatre autres n'ont absolument pas aidé à contrebalancer les effets de la première. Ainsi nous avons énuméré la première, soit le caractère principalement agricole de la région, la deuxième : les maladresses, et la troisième : une probable insuffisance de moyens économiques pour assurer une bonne propagande. Nous allons à présent examiner de plus près la quatrième et la cinquième

<sup>336</sup> "La reunión de los parlamentarios valencianos". *El Pueblo*, 25/08/1931.

<sup>337</sup> "El Estatuto regional". *El Pueblo*, 14/08/1931.

<sup>338</sup> "La reunión de los parlamentarios valencianos". *El Pueblo*, 25/08/1931.

raison : soit les mauvaises relations avec le pouvoir central, et finalement la division des forces politiques valenciennes.

### 7.2.2 - Les difficiles relations avec le pouvoir central

La Compagnie *Trasmediterránea*<sup>339</sup> est une compagnie de navigation encore active aujourd'hui ; d'origine valencienne, elle a été fondée en 1916 (25 novembre) par la fusion de deux sociétés valenciennes et de deux catalanes, ces dernières à capital minoritaire. À l'époque le siège social s'était déjà déplacé à Barcelone, entre autres raisons parce que le port de Barcelone, et aussi celui de Bilbao, étaient les seuls qui assuraient les traversées vers le continent africain, en particulier la Guinée équatoriale où se trouve l'île de Fernando Póo (territoire espagnol), qui a à voir avec cette affaire. Le 8 avril 1931, *La Compañía Trasmediterránea* aurait signé un contrat avec l'État qui l'engageait à construire en l'espace de 3 ans deux bateaux à vapeur pour couvrir la ligne "Fernando Póo". La compagnie aurait eu la liberté de choisir le chantier naval, et aurait décidé pour cela de lancer un concours public. Trois entreprises auraient candidaté à ce concours, d'un côté, deux basques : *La Sociedad Española de Contrucción Naval* (Sestao) et *Euskalduna* (Bilbao), et de l'autre, une valencienne : *La Unión Naval de Levante* (citée plus haut). La fabrication des deux bateaux fut adjugée à la compagnie valencienne, dans la mesure où une autre entreprise, catalane, *La Máquinista Terrestre y Marítima de Barcelona*, chargée de fournir les moteurs "Eissel" de la marque Krupp, était disposée à assurer un escompte de 5%, ce qui signifiait, au moins dans un premier temps, offrir le prix le plus avantageux. Néanmoins le gouvernement alléguant des calculs différents par rapport aux subventions que devrait toucher la compagnie, et exerçant son droit de véto, il décidait que ces deux bateaux devaient se construire dans les chantiers navals basques. À Valence, le contentieux déclenché à cause de cette affaire de la compagnie *Trasmediterránea* commençait en juillet 1932, justement à l'initiative de Sigfrido Blasco, qui aurait informé la mairie de la décision du gouvernement d'imposer son

---

<sup>339</sup> [www.buques.org/Navieras/Trasmediterranea/Trasmediterranea-01\\_E.htm](http://www.buques.org/Navieras/Trasmediterranea/Trasmediterranea-01_E.htm)

véto. Ceci privait le chantier naval valencien d'un contrat qui avait été applaudi et célébré comme le moyen de pallier les difficultés souffertes par les ouvriers valenciens, affectés par la crise du secteur. Le journal *El Pueblo* informait le 19 de ce même mois d'une manifestation en défense des intérêts valenciens, le titre étant on ne peut plus clair : *En defensa de Valencia, la manifestación de hoy*. Dans cet article on cherchait, comme le faisaient habituellement les blasquistes à rallier toute la société et à faire pression sur le ministère de la marine. Toute une série d'articles<sup>340</sup> permet de suivre l'affaire ; dans celui du 19 juillet 1932 on pouvait lire le télégramme du maire de Barcelone, qui défendait la candidature de *Unión Naval de Levante* (choisie par *La Maquinista Terrestre y Marítima de Barcelona*). On pouvait y lire le recours présenté par *La Compañía Trasméditerránea*. L'affaire arriva au Parlement de Madrid, sous forme d'une interpellation au Ministre, ce qui obligeait le gouvernement à écouter les arguments des deux régions rivales. Mais en dernière instance cet incident mettait en scène la dispute qui avait lieu à l'intérieur même du gouvernement central, où les relations entre républicains et socialistes devenaient conflictuelles, les journaux proches de ces partis adversaires prenaient leurs positions respectives. Le journal *El Socialista*<sup>341</sup>, avait publié un éditorial reprochant aux Valenciens d'avoir été trop loin dans l'affaire des bateaux de la *Trasméditerránea*, tandis que du côté valencien on signalait l'influence directe du ministre Indalecio Prieto, basque et socialiste, censé favoriser à la fois son propre parti et la région qui le soutenait politiquement. On rappelait qu'à Valence les ouvriers étaient majoritairement républicains et non socialistes, ce qui aurait expliqué le désintérêt du ministre, et son attitude partielle dans l'affaire : "Los socialistas laboran para los socialistas. Y puestos a favorecer, primero a los correligionarios"<sup>342</sup>.

---

<sup>340</sup> Dans *El Pueblo*: "Diputación. La sesión de ayer", 24/07/1932. "Los socialistas enemigos de Valencia", 28/07/1932. "¡Hechos no vanas palabras! Los diputados autonomistas y los intereses de Valencia", 05/08/1932. "El Mercantil falta a la verdad una vez más", 06/08/1932. "Intereses valencianos", 10/08/1932. "Los enemigos de Valencia", 14/08/1932. "El litigio de los barcos. La estupidez de ayer", 16/08/1932. "Las delicias del Señor San Andrés. A Valencia que la parta un rayo", 17/08/1932. "El Mercantil, los radicales socialistas y la construcción de los barcos de la Trasméditerránea", 30/08/1932. "Los barcos de la Trasméditerránea", 31/08/1932. "El pleito de los barcos de la Trasméditerránea". "El Mercantil y los radicales socialistas enemigos de Valencia", 01/09/1932. "Los Barcos de la Trasméditerránea", 31/08/1932.

<sup>341</sup> "Los socialistas enemigos de Valencia". *El Pueblo*, 28/07/1932. À noter que ce journal *El Socialista* est digitalisé.

<sup>342</sup> *Ibidem*.

À Valence la fracture entre les blasquistes et les socialistes radicaux fut complète, et l'homme qui allait l'incarner était le député pour la province de Valence, Miguel San Andrés Castro, appartenant au Parti Républicain Radical Socialiste (PRRS). Sans entrer dans toute la complexité de l'affaire, qui nous obligerait à nous étendre trop longuement, nous allons nous limiter à rapporter le caractère atypique de la situation qui se vivait à Valence. En effet, dès le moment où ce député avait été appelé à déclarer devant le Parlement, il avait suscité une grande attente, car il était supposé défendre les intérêts de la compagnie *Trasmediterránea*, et à travers ceux-ci, ceux des Valenciens qui attendaient du travail, autant pour les hauts fourneaux (*La Compañía Siderúrgica del Mediterráneo*), chargés de fabriquer l'acier des quilles, que pour le chantier naval (*Unión Naval de Levante*), chargé de construire les bateaux. D'autres députés valenciens étaient déjà montés à la tribune, dont Ricardo Samper, et tous s'étaient acharnés à démontrer le bien fondé de la demande interposée par la compagnie *Trasmediterránea*, face aux arguments exposés par les députés basques, dont le plus significatif Aldesoro. Tous s'étaient limités à traiter l'affaire des deux bateaux, sans introduire de digressions significatives, c'est pourquoi l'intervention du député du parti Républicain Radical Socialiste, San Miguel, montra le côté atypique de la situation. En effet, son intervention fut fondamentalement le prétexte d'exposer toute une critique sévère vis-à-vis de la politique valencienne locale, et ceci dès ses premières paroles :

Hemos de decir, ante todo, que existe un evidente malestar en Valencia y en su provincia con relación al poder central, y hemos de señalar también la cuestión política que ha motivado un pleito del cono y de la pasión que se ha producido en este asunto. Hablaremos igualmente de la actitud de la República en relación con Valencia, y por último del asunto de los barcos, todo con la brevedad posible.<sup>343</sup>

Ses propos étaient sans équivoque, et déjà dans la première partie de son intervention il lançait une véritable déclaration de guerre au parti blasquiste, l'accusant de travailler contre la République :

Para completar el cuadro, sólo quiero recordar que el Ayuntamiento y la Diputación de Valencia están en manos de un partido político que desde aquellos cargos y desde esas entidades, no se

---

<sup>343</sup> "La cuestión de los buques que debían construirse en Valencia. Discurso del diputado don Miguel San Andrés". *El Mercantil Valenciano*, p. 3, 16/08/1932.

hace más que política, y que esa política se orienta en la mayoría de los casos, contra la actuación del Gobierno de la República<sup>344</sup>.

Après avoir passé en revue tous les problèmes actuels de la politique valencienne en faisant même des références au passé historique, il en arriva enfin au sujet des bateaux, cette partie représentant à peine le quart de son discours. Sur quoi il déclarait : "Que era una cuestión de delicadeza la que nos obligaba a no hacer de cortejo que acompañase a esta petición."<sup>345</sup> Autrement dit, il admettait que ni lui ni son parti ne pouvaient choisir de se positionner en faveur de la compagnie *Trasmediterránea*, et donc en faveur de Valence, contre Bilbao. Et il justifiait cette attitude par le fait de ne pas disposer de données suffisantes pour pouvoir émettre une opinion. Par ailleurs, il ne doutait pas du critère impartial du ministre, refusant de croire qu'il pourrait exister un traitement de faveur dans toute cette affaire ; ses louanges aux dirigeants de la République étaient réitératives :

Tenemos nosotros que declarar ahora que han dado tal sensación de austeridad en el desempeño de sus funciones, de inmaculada pureza, los hombres que encarnan la República y tal rectitud de criterio en cuantos acuerdos han podido adoptar, que en momento alguno hemos podido vacilar, ni vacilaremos, en demostrar nuestra plena y absoluta confianza en el Gobierno que hoy dirige los destinos de España.<sup>346</sup>

Inutile de dire que sa déclaration souleva l'indignation populaire ; un sentiment qui est recueilli non seulement dans le quotidien *El Pueblo*<sup>347</sup>, mais aussi dans *La Correspondencia de Valencia*, qui avait également suivi cette affaire, publiant aussi une série d'articles<sup>348</sup>. Dans ce journal on avouait avoir du mal à comprendre le comportement adopté par le député San Andrés : "No nos cabe en la cabeza lo ocurrido ayer en el Parlamento con la intervención de un diputado valenciano. ¡Como que no hemos visto nunca cosa más absurda ni más desatinada!"<sup>349</sup> Depuis *Le Diario de Valencia* on clamait également la rage et l'indignation avec un titre, en première page, on ne peut plus éloquent : "Valencia reacciona virilmente ante los desprecios y los ataques de que la hace víctima el Gobierno. Todo para Cataluña y para Bilbao y nada

<sup>344</sup> *Ibidem*.

<sup>345</sup> *Ibidem*.

<sup>346</sup> *Ibidem*.

<sup>347</sup> Voir en particulier deux articles dans *El Pueblo* : "El litigio de los barcos. La estupidez de ayer", 16/08/1932 et "Las delicias del Señor San Andrés. A Valencia que la parta un rayo," 17/08/1932.

<sup>348</sup> Dans *La Correspondencia de Valencia*, voir : "Dentro de pocos meses se declarará una grave crisis de trabajo en los astilleros", 09/07/1932. "La cuestión de los barcos de la Unión Naval de Levante. Siguen las adhesiones. Lo que dice el Alcalde", 11/07/1932. "Los barcos para la Trasmediterránea", 27/08/1932, última hoja. "La cuestión de los barcos resuelta. La sesión de esta tarde en el Congreso", 30/08/1932, p. 6.

<sup>349</sup> "El litigio de los buques. La estupidez de ayer". *La Correspondencia de Valencia*, 10/08/1932.

para Valencia"<sup>350</sup>. Le quotidien *El Mercantil Valenciano*, organe du parti radical socialiste, selon *El Pueblo*, aurait soutenu les arguments présentés par Miguel San Andrés, ce qui justifierait des accusations du style : "Un periódico que se titula valenciano y para el que sus seculares odios y sus intereses particulares están siempre por encima de los intereses de la ciudad..."<sup>351</sup>. Dès le début les blasquistes avaient signalé l'attitude du Parti Radical Socialiste comme suspecte, puisque les représentants de ce parti à la mairie avaient évité d'assister à la réunion convoquée pour dénoncer les faits et préparer la riposte<sup>352</sup>. Malgré tout cet incident avait mis en difficulté le gouvernement qui approuva ce que l'on peut considérer une solution de compromis, soi-disant proposée par la *Compañía Trasmediterránea*, qui consistait à fabriquer quatre bateaux, au lieu de deux : deux pour les chantiers navals basques, et deux nouveaux pour le chantier naval valencien ; ainsi le litige des bateaux fut finalement réglé<sup>353</sup>.

Cet incident est révélateur, comme nous avons dit à cause du moment stratégique par rapport à l'actualité politique, mais aussi parce qu'il mettait en scène - au niveau parlementaire - les désaccord des députés valenciens, un spectacle qui n'a certainement pas été encourageant pour les députés de Castellon et Alicante, qui ont pu contempler de près, jusqu'à quels extrêmes pouvait arriver le manque de consensus de la politique locale dans la province voisine. Il est à noter que même si l'on s'évertuait constamment à déclamer depuis toutes les tribunes politiques valenciennes qu'il fallait agir avant tout dans l'intérêt suprême de la région, les rivalités faussaient dans la pratique ces bonnes déclarations, et l'affaire des bateaux l'avait bien mis en évidence.

Encore sous le coup des retombées de cette affaire, et moins d'un mois plus tard, le 28 septembre 1932, un manifeste avait été publié par les partis minoritaires à la mairie de Valence (le Parti Républicain Radical Socialiste, *Acción Republicana*, *Agrupación socialista*, *Partido Progresista*, *Agrupación Valencianista Republicana* et

---

<sup>350</sup> "Valencia reacciona virilmente ante los desprecios y los ataques de que la hace víctima el Gobierno. Todo para Cataluña y para Bilbao y nada para Valencia". *Diario de Valencia*, 07/07/1932.

<sup>351</sup> "Las delicias del Señor San Andrés. A Valencia que la parta un rayo". *El Pueblo*: 17/08/1932.

<sup>352</sup> "El pleito de los barcos de la Trasmediterránea. El Mercantil y los radicales socialistas enemigos de Valencia", *El Pueblo*: 01/09/1932.

<sup>353</sup> "Los Barcos de la Trasmediterránea". *El Pueblo*, 31/08/1932.

*Unión Valencianista*). Ce manifeste publié dans *El Pueblo* en date du 29 septembre, informait que les partis signataires déclaraient en premier lieu ne pas avoir été invités à une assemblée qui devait se tenir ce même soir, ayant pris connaissance de celle-ci par la presse. En deuxième lieu que ces partis avaient décidé de ne plus assister aux réunions de la mairie "como consecuencia de faltar el sentido de la convivencia". Ils signalaient les incidents survenus dans la dernière session : "nadie puede olvidar la violencia de que fue objeto en el salón de sesiones la minoría radical socialista". En troisième lieu, ils affirmaient qu'ils n'étaient pas disposés à assister à des assemblées si celles-ci devaient se tenir au bénéfice d'une organisation de parti "con la natural posposición de los intereses de Valencia". Et en quatrième lieu, on pouvait y lire toute une série de critiques sur divers aspects comptables et agissements de la mairie.

Dire par rapport au premier point que l'assemblée en question était organisée à l'initiative d'un artiste valencien Tadeo Villalba qui souhaitait lancer une proposition, celle d'organiser une exposition internationale à Valence. N'ayant envoyé aucune invitation à aucun parti, M. Tadeo Villalba publiait sur la même feuille de journal, à la même date, une lettre d'excuse, signifiant que l'initiative était dénuée de signe politique, raison pour laquelle il n'avait pas cru opportun d'inviter formellement les partis. Pour ce qui est du deuxième point, la violence (on ne dit pas exactement quels actes de violence) envers certains conseillers à la mairie, - violence toujours condamnable - ne pouvait pas surprendre car elle s'exerçait sur les représentants du parti républicain radical socialiste, un incident à mettre directement en relation avec l'épisode des bateaux de la *Trasmediterránea* ; l'hostilité ne pouvait guère surprendre. On aurait reproché au maire une passivité devant cette violence, ce qui aurait provoqué la solidarité de tous les autres conseillers avec les représentants du parti républicain radical socialiste. Il est à signaler que dans la réponse de *El Pueblo* à ce manifeste on informait que ces conseillers qui se solidarisaient et signaient le manifeste en question, étaient les mêmes qui n'avaient pas assisté aux réunions importantes de la mairie comme, par exemple, celle qui décidait des actions à suivre par rapport au veto du gouvernement central dans l'affaire des deux bateaux, ou celle qui traitait de la grêle qui avait affecté les agriculteurs :

Estos señores que la víspera misma de celebrarse la Asamblea (elle avait lieu ce même jour 29 septembre) publican ese manifiesto, con el único objeto de malograrla son los mismos que tampoco se dieron por invitados cuando la cuestión vitalísima de los barcos de la Transmediterránea y en las asambleas en favor de los damnificados por los pedriscos y en la de los agricultores, verificada esta última en el teatro Principal, sin la asistencia ni la adhesión de esos representantes de grupos políticos ni del director general de Agricultura, líder de uno de esos partidos "protestantes" (M. Valera, membre justement du Parti Républicain Radical Socialiste).<sup>354</sup>

Ce nouvel incident allait ouvrir dans la politique locale une période d'hostilités qui allait affecter directement les négociations sur le statut d'autonomie ; les partis minoritaires décidant de faire front commun, à travers ce que les médias de l'époque désignèrent comme la "Conjunció de partits" face au parti majoritaire, le *PURA*.

### 7.2.3 - Le discours de l'union et la stratégie de la division

Inutile de dire que c'était tout simplement une guerre qui se déclarait au niveau local, c'est pourquoi dans l'édition de *El Pueblo*<sup>355</sup> du jour suivant, on peut constater comment malgré le succès de l'assemblée où une très grande représentation de personnes et d'organismes civils de la société valencienne, s'étaient donnés rendez-vous, les seuls partis politiques qui s'y présentèrent - sans invitation officielle - furent le *PURA* et *Derecha Regional Valenciana*. Il convient néanmoins de signaler, que le président de l'*Academia Valencianista* et celui du *Centre de Cultura Valenciana*, deux entités particulièrement sensibles au sujet du statut, étaient présents. Ceci est important car cette entité maintiendra une indépendance par rapport à la querelle qui se déroulera postérieurement entre le *PURA* et la "Conjunció de partits".

Nous avons affirmé plus haut que la condition agricole de la région était, à notre avis, la raison principale qui explique l'impossibilité des dirigeants de l'époque, de se mettre d'accord pour rédiger un avant-projet de statut d'autonomie pour la région valencienne. Et ceci bien sûr est le résultat d'une analyse qui se fait *a posteriori*, ce qui explique qu'à l'époque, l'analyse était autre, et les partis d'opposition en

<sup>354</sup> "Una actitud pobre y antivaleciánica". *El Pueblo*, 29/09/1932.

<sup>355</sup> "Ayuntamiento. Ayer se reunieron en Asamblea las fuerzas vivas de Valencia para conocer un proyecto de Exposición Internacional. Se acordó nombrar una ponencia que estudie el proyecto para admitirlo o rechazarlo en definitiva". *El Pueblo*, 30/09/1932.

arrivaient plutôt à la conclusion que le parti majoritaire, le *PURA* n'était pas à la hauteur de la tâche. Comme nous l'avons expliqué auparavant, Cucó suit effectivement cette ligne d'explication, et considère que les blasquistes, dépassés par les événements, n'étaient pas capables d'arriver à un terrain d'entente avec les représentants des deux autres provinces, affirmant ainsi que l'initiative pour relancer les démarches serait venue de la part du parti *Agrupación Valencianista Republicana*<sup>356</sup>. Ce parti, minoritaire à la mairie (2 conseillers nous dit Cucó) avait publié la convocation d'une nouvelle assemblée, justement dans le journal *El Pueblo*, dans la rubrique "Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta"<sup>357</sup>, et ceci seulement trois jours après l'affaire de l'assemblée pour l'Exposition Internationale. Le PURA aurait délibérément refusé d'assister à cette assemblée, en réponse à ce que lui-même avait qualifié "de constants outrages reçus":

Nosotros que olvidamos cuando llega la ocasión, que nuestro Partido cuenta en Valencia y la provincia con más de ochenta mil afiliados, no pudimos prescindir de que se sintiese lesionada nuestra sensibilidad ante los constantes ultrajes recibidos y como consecuencia lógica, optamos por no asistir a la reunión convocada por la Agrupación Valencianista, para quedarnos en el plano de espectadores de lo que acontecía (...): pero entendemos - sin que se vea en este criterio el menor asomo de venganza -, que para la resolución del problema del Estatuto valenciano, no debe partir la iniciativa de ningún grupo político.<sup>358</sup>

Le journal, *La Correspondencia de Valencia*<sup>359</sup>, avait fait le compte rendu de cette réunion qui avait publié ses conclusions. À part l'habituelle déclaration du besoin d'unité et de l'objectif incontournable de créer une région autonome sur la base des trois provinces historiques, il est intéressant de signaler trois points. Premièrement, on alléguait l'absence du *PURA* et du Parti Républicain Conservateur, non pas à cause d'une incompatibilité mais à des "déficiences d'organisation". Ce qui était une manière de déguiser la réalité. Deuxièmement, on mettait en évidence la "mention spéciale" du Parti Radical Socialiste qui aurait affirmé son désir que les luttes entre partis n'aient pas de conséquence sur la question du statut. Et troisièmement, cette réunion avait établi que la stratégie politique à suivre devait être différente à celle qui avait été suivie jusqu'à présent. Celle-ci se basait principalement sur les démarches réalisées par les administrations locales. Ce qui s'autodésignait déjà "la Conjunción de partidos"

<sup>356</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit. p. 205.

<sup>357</sup> "Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta. L'Agrupació Valencianista Republicana al poble valencià". *El Pueblo*, 24/09/1932, p. 2.

<sup>358</sup> "Valencianismo, sí. Pancatalanismo, no. Nuestra posición ante el Estatuto". *El Pueblo*, 06/10/1932.

<sup>359</sup> *La Correspondencia de Valencia*. 03/10/1932.

déclarait que c'était les partis politiques, indépendamment de leur importance numérique ou sociale, qui devaient avoir l'initiative des démarches, laissant l'action des mairies pour un deuxième temps.

On peut comprendre parfaitement que le *PURA* ait simplement boudé cette réunion, qui se déroulait dans les locaux de l'*Agrupació Valencianista Republicana*, puisque d'un autre côté, ce parti se permettait de ne pas assister aux réunions qui avaient lieu à la mairie, édifice celui-ci qui représentait la maison de tous les Valenciens. Mais cette convocation fut le point de départ de toute une série de désaccords entre ces deux factions. Alors que le sujet du statut d'autonomie était le moment signalé pour déclamer l'éternel discours de l'union, comme seul moyen de parvenir à concrétiser l'autonomie valencienne, - voir l'exemple significatif du représentant du parti socialiste radical -, il n'en reste pas moins que c'est au nom de ce statut que la division entre les forces politiques valenciennes se manifesta d'une manière patente et presque absurde. Paradoxalement c'est du côté des nationalistes, si enclins au sacrifice, si on en croit leurs propres paroles, qu'est partie la stratégie de la division, concrètement de ce parti, *Agrupació Valencianista Republicana*, constitué seulement en avril 1930, juste une année avant l'instauration de la Seconde République espagnole. Cucó affirme que ce parti était "le résultat de la radicalisation des secteurs petits-bourgeois valencianistes comparables à l'Esquerra catalane"<sup>360</sup>. Ainsi il affirme que ce n'était pas le résultat d'un hasard que le premier numéro de leur journal, *Avant* ait repris comme slogan, une phrase tirée du journal catalan l'*Opinió* : "Il y a toujours des gens en prison pour leurs idées, il y a toujours des exilés en raison de leurs idées, il y a toujours une monarchie"<sup>361</sup>. Cucó dit que ce nouveau parti valencien s'inspirait du parti catalan ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya*), nous nous dirions plutôt qu'il le copiait carrément. Et il rapporte qu'il existait à Barcelone le parti *Acció Valencianista d'Esquerra*, qui regroupait des Valenciens résidents à Barcelone, dont les idées, selon lui, étaient comparables à celles de L'AVR (*Agrupació Valencianista Republicana*). Il va même jusqu'à préciser qu'"en réalité elle [*Acció Valencianista d'Esquerra*] constituait un pont entre AVR et *Esquerra Catalana*"<sup>362</sup>. Autrement dit on

<sup>360</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 191.

<sup>361</sup> *Ibidem*, Cucó cite, p. 191, *Avant*, 1 (13-IX-1930).

<sup>362</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 231.

cherchait à faire de ce parti une prolongation même de *Esquerra Republicana de Catalunya*. Ce qui ne peut guère nous surprendre et corrobore ce que nous avons expliqué plus haut la constante ingérence catalane dans les projets de statuts valenciens, autant en 1932, qu'en 1978 (que nous étudierons dans la partie n° 4). Ce nouveau parti était visiblement supervisé par des Valenciens résidant à Barcelone, endoctrinés par des catalanistes, qui s'entêtaient à recréer sur le sol valencien le modèle catalan qui n'était pas transposable pour toutes les raisons que nous avons énumérées. Le résultat de cette nouvelle initiative, cette fois venant de gauche devait forcément produire le même résultat que dans les précédentes occasions : semer la division et la discorde dans les rangs valenciens. Ce que poursuivait *Agrupació Valencianista Republicana* en toute priorité, quitte à ne pas accorder d'importance aux autres problèmes courants de la politique locale valencienne, c'était le statut d'autonomie, devenu une réalité pour les Catalans en septembre 1932. Celui-ci se révélait comme le grand triomphe de la gauche républicaine catalane, et la lecture qui s'imposait était que l'obtention du statut avait été le résultat d'une radicalisation des positions nationalistes, grâce aux républicains catalanistes, qui avaient su exploiter en leur faveur la dictature de Primo de Rivera pour faire du catalanisme une option majoritairement de gauche. Tout ceci aux dépens de la *Lliga Regionalista*, qui avait été pourtant la grande architecte et promotrice du catalanisme ; et pour cause, comment aurait-il pu exister un *Institut d'Estudis Catalans* sans la *Lliga* et toute l'infrastructure administrative nécessaire comme la *Mancomunitat* pour faire aboutir l'idée. Mais le résultat final, celui qui importait aux républicains valenciens de l'AVR autant qu'aux catalanistes, c'était que ces derniers avaient dépassé par la gauche la *Lliga*. À partir de là, l'objectif pour les républicains de l'AVR était clair, il fallait tâcher de dépasser par la gauche le parti blasquiste, afin de prendre le contrôle de la politique locale valencienne. Ce n'est donc pas un hasard si la guerre à la mairie de Valence se déclencha à la fin de septembre 1932, moment où la rivalité autour des négociations sur le statut d'autonomie devient manifeste, à tel point, que le parti, *Derecha Regional Valenciana*, ne manque pas de le signaler. Celui-ci vis-à-vis de ceux sur lesquels il portait son jugement, définissait sa propre attitude comme "neutre", reprochant que les autres partis aient cherché à se disputer l'initiative : "ils se disputent la suprématie

de l'initiative"<sup>363</sup>. Il affirmait même : "No nos interesa ganar la copa de este campeonato"<sup>364</sup>. Et il dénonçait une "erreur" : "se está jugando con él [el estatuto] como arma de pequeña política"<sup>365</sup>. Un autre témoignage digne d'intérêt est celui du gouverneur de Valence. Interrogé à l'occasion du jour de la fête de Valence (le 9 octobre : la conquête de Valence) de cette même année (1932), sur les possibilités d'implanter un statut d'autonomie valencien, il répondait :

Condiciones para su autonomía tiene sobradas, y la posición de la República respecto a tal problema es bien patente. Creo que, hoy por hoy, en tal aspecto, ya lo he dicho más de una vez y no me cansaré de repetirlo, el principal obstáculo para conseguir su autonomía radica en las hondas rivalidades de los partidos políticos, que impide realizar una labor conjunta. Si éstas desaparecieran o se atenuasen, cuanto es preciso, y si al tratar de crear la región autónoma sus organizadores prescindieran un tanto de la rigidez que imponen las actuales demarcaciones provinciales, la autonomía podría ser fácilmente un hecho.<sup>366</sup>

Cette profonde rivalité était donc incontestable selon les témoignages de l'époque, néanmoins l'art de la politique consiste bien souvent à savoir faire croire, exactement le contraire de ce que l'on prétend. Dans ce soi-disant souci de former une union autour de la demande du statut d'autonomie, des nouvelles propositions de réunion se faisaient, et si le *PURA* boudait celles de l'*AVR*, l'*AVR* boudait celles du *PURA*. Seulement deux jours après celle convoquée par l'*AVR*, le 5 octobre exactement, le journal *El Mercantil Valenciano*, rendait compte d'un rendez-vous suivant en date du 28 octobre. "La conjunción" avertissait entre autre des raisons qui la poussait à ne pas se rendre à la convocation annoncée cette fois par le *PURA*, celle-ci fixée pour le premier novembre. Elle alléguait les raisons adoptées à la première réunion du 2 octobre, qui dovénavant étaient ses priorités et définissait sa stratégie. Ainsi à l'assemblée convoquée par le *PURA* en date du 1er novembre, au théâtre "Principal" ne se présentèrent aucun de ces partis, seule *Derecha Regional Valenciana*, étrangère à la dispute y assista. C'était pourtant une assemblée importante puisque 229 maires représentants des communautés (229 sur un total de 263) qui adhéraient expressément à la demande d'un statut d'autonomie régional s'y étaient donné rendez-vous. C'était indéniablement le lieu et le moment de faire un discours susceptible d'apporter de nouvelles idées et de donner un nouvel élan à une stratégie

<sup>363</sup> "La verdad ante todo: Nuestra actitud ante el problema del Estatuto". *Diario de Valencia*, 30/10/1932.

<sup>364</sup> *Ibidem*.

<sup>365</sup> *Ibidem*.

<sup>366</sup> "El gobernador ante el momento regionalista de Valencia. Breve charla con D. Luis Doporto". *El Mercantil Valenciano*, 09/10/1932.

qui plus qu'alternative pouvait parfaitement être complémentaire. L'initiative des mairies, soit des administrations, n'avait pas à invalider systématiquement l'initiative des partis, et vice-versa. La collaboration aurait certainement pu être productive, et c'était bien dans cette ligne de raisonnement que l'on peut supposer que se fit l'annonce du 17 novembre suivant dans le journal *El Mercantil Valenciano*. Le Président de la *Diputación* (Conseil général), M. Calot, - aussi président de la commission gestionnaire du statut d'autonomie (*Comisión Gestora Pro Estatuto*) -, invitait formellement les partis de la "Conjunción" à se rendre à une réunion fixée pour le 19 novembre suivant. Il étendait cette invitation aux directeurs des journaux locaux. Le compte rendu de cette réunion, peut être consulté aussi bien sur le journal *El Mercantil Valenciano*, proche du parti socialiste, que sur celui du *Diario de Valencia*, proche de *Derecha Regional Valenciana*. L'intérêt de s'attarder un peu sur cette rencontre, est dû à sa valeur stratégique par rapport aux événements postérieurs. C'est le *Diario de Valencia* qui fait un exposé général plus clair, de cette rencontre, mais en revanche, il omet certaines phrases importantes qui se seraient dites.

Il semblerait donc que le président de la *Diputación* aurait pris d'abord la parole pour expliquer où en étaient les démarches et il aurait insisté sur le fait que la *Diputación* ne devait pas se montrer pressante envers les représentants de Castellon et d'Alicante, car elle n'arriverait à produire que l'effet contraire de ce que l'on prétendait. En deuxième lieu, il semblerait que le représentant de la "Conjunción de Partidos" aurait lu les conclusions ratifiées lors des différentes réunions maintenues dans les locaux de l'AVR. À savoir premièrement, le besoin d'unité d'action et en l'occurrence, l'union de tous les partis. Deuxièmement la nécessité de déployer une intense propagande pro statut. Troisièmement rectifier la stratégie suivie jusqu'à présent, et pour cela donner l'initiative aux partis politiques et non aux mairies dans la coordination des efforts. Par contre on demandait à l'administration de donner l'argent nécessaire pour mettre en marche ce processus de propagande intense, un aspect que nous avons signalé auparavant. Sur quoi M. Calot aurait signifié qu'il n'était pas d'accord avec la conclusion n° 3. Autrement dit il n'était pas d'accord quant à la stratégie décidée par la "Conjunción de partidos". Il demandait à adoucir cette déclaration - "suavizarla"-. Selon le journal *El Mercantil Valenciano*, M. Calot aurait

affirmé que c'était la Diputación qui devait être en tête des négociations : "creyendo se le debe reservar el sitio de honor"<sup>367</sup>, ce qui n'apparaît pas dans ces termes dans *El Diario de Valencia*, où l'on emploie seulement le terme "adoucir" : "Ruega que se dulcifique y se suavice la base tercera"<sup>368</sup>. Par contre ce qui est intéressant c'est de noter la réaction des directeurs des journaux, qui devaient avoir la sensation d'assister à une véritable discussion byzantine, en particulier M. Aparicio Albiñana, directeur de "*La Voz Valenciana*". Celui-ci cherchait visiblement à éloigner le spectre de la division entre les deux camps, et pressentant certainement la stérilité de la dispute, il avertissait que le chemin de la division était le pire :

Yo tengo la seguridad - no nos engañemos - de que si no fuera el señor Calot el presidente de la Diputación, no se creería tan necesaria esa cláusula. Creo que debe tenerse más alteza de miras y ver en la actuación de la Diputación, la acción paternal, y no debe hablarse más de lo pasado, porque nunca saldríamos del mismo círculo vicioso<sup>369</sup>.

Selon *El Mercantil Valenciano*, M. Aparicio Albiñana aurait été jusqu'à exhorter l'union en faisant appel directement aux représentants des deux factions, et le directeur d'un autre journal, M. Ferri aurait secondé la demande de M. Aparicio :

El director de "La Voz Valenciana", José Aparicio Albiñana exitó a todos a la unión concretando su posición en los siguientes términos: que los señores Mora, Blasco Grajales y Bosch recaben de la Conjunción que representan y de la Agrupación Valencianista Republicana, el que transfieran a la Diputación la dirección de la campaña pro Estatuto, añadiendo que debe olvidarse todo lo pasado y sin miras de partidismo alguno colaborar para el mismo fin<sup>370</sup>.

Mais cette demande ne fut pas écoutée, la "Conjunción de Partidos" décida de suivre sa propre stratégie, probablement conseillée par *Esquerra Republicana de Catalunya*, sans entrer dans une collaboration franche et directe avec la *Diputación*, autrement dit la Commission gestionnaire pro statut d'autonomie, qui somme toute était l'organisme officiel, légitime représentant des Valenciens. Comme le signale le titre d'un article de *El Pueblo*, du 18 décembre 1932, dans la rubrique "Sobre el Estatuto", il affiche le sous-titre illustratif : "Hablemos de táctica". La "conjunción de partidos" avait bel et bien refusé de suivre le conseil offert par M. Aparicio Albiñana. L'obsession de ces partis pour le statut d'autonomie justifiait visiblement à leurs yeux le fait de continuer de ne pas assister aux réunions des conseillers à la mairie, une

<sup>367</sup> "El Estatuto Valenciano. La reunión de ayer en la Diputación". *El Mercantil Valenciano*, 20/11/1932.

<sup>368</sup> "La reunión pro Estatuto valenciano". *Diario de Valencia*, 21/11/1932.

<sup>369</sup> *Ibidem*.

<sup>370</sup> "El Estatuto Valenciano. La reunión de ayer en la Diputación". *El Mercantil Valenciano*, 20/11/1932.

curieuse manière de comprendre la défense des intérêts valenciens, mais qui visiblement répondait aux priorités des catalanistes qui supervisaient ce parti depuis Barcelone. Seul importait fabriquer un statut adapté au projet fédératif, soit l'intérêt des Valenciens ne méritait pas un suivi des affaires courantes à la mairie, d'où la déduction des représentants blasquistes qui comprenaient parfaitement que ce désir insistant à laisser aux mains des partis l'initiative était pour que AVR ait toute la marge de manoeuvre possible : "No es necesario que el espectador sea un lince para no relacionar las andanzas de esa conjunción de partidos con la ausencia de ciertas minorías del Ayuntamiento"<sup>371</sup>. Sur quoi depuis le *PURA* on rappelait la stérilité des mots face à la profondeur de l'action. On affirmait volontiers que la propagande en faveur du statut se convertissait en une publicité de la "Conjunción de partidos" :

No basta decir en público, en todas las formas, que se acude a la tribuna popular para propugnar por la autonomía; es preciso constatar si en esos actos, en lugar de hacer labor a favor de la autonomía, se la destroza, se la hace imposible, estableciendo un abismo entre los ciudadanos que para conseguirla han de hacer acto de solidaridad en principio y de unanimidad como fin.<sup>372</sup>

Il s'agissait bien de stratégie, car la "Conjunción" laissait entendre que la commission gestionnaire pro statut d'autonomie travaillait principalement à fomentier le statut provincial et non le statut régional. Une accusation recueillie ponctuellement par Cucó qui la donne comme juste sous le couvert d'une citation entre guillemets :

En résumé la "Conjunción de Partits" pro Statut proclamait catégoriquement : "Nous accusons le PURA d'avoir brisé initialement la coïncidence entre les secteurs politiques et de prétendre obtenir une stérile, rachitique et localiste autonomie 'provinciale', que l'opinion publique présente se projette au bénéfice d'un secteur politique déterminé". Les positions de l'un et l'autre bloc accusaient des profils bien définis.<sup>373</sup>

Or cette interprétation est fautive, et nous allons le démontrer. La "Conjunción de partidos" avait déjà établi son propre calendrier avec des rencontres en faveur du statut dans différentes villes de la province, à commencer par Alcira (en date du 27 novembre 1933), Callosa puis Burriana : "y en otras poblaciones de honda raigambre valenciana, la voz de quienes sienten el valencianismo va a resonar"<sup>374</sup>, mais peut-être par faute de moyens économiques, ou par changement de stratégie, car il est possible

<sup>371</sup> "Sobre el Estatuto. Hablemos de táctica". *El Pueblo*, 18/12/1932.

<sup>372</sup> *Ibidem*.

<sup>373</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit...p. 210. Cucó cite entre guillemets: "Un manifiesto", *El Mercantil Valenciano*, 22.438, (29-X-1932).

<sup>374</sup> "El Estatuto Valenciano. La reunión de ayer en la Diputación". *El Mercantil Valenciano*, 20/11/1932.

que l'affluence à ces rencontres n'ait pas été celle qu'on attendait, elle cessa vite de planifier d'autres meetings pour se limiter à maintenir des contacts avec les représentants des deux provinces voisines. Effectivement, *El Mercantil Valenciano* informait en date du 14 janvier 1933 de la réunion qui avait eu lieu entre les représentants de la "Conjunción de partidos" et les représentants des partis de Castellon. Le chef du parti radical de Castellon, Fernando Gasset aurait été d'accord avec la "Conjunción" quant au besoin de déployer une propagande intense avant de songer à rédiger un quelconque texte d'avant-projet de statut d'autonomie. Par contre ce qui est important, et nous allons le voir dans la partie suivante, c'est que d'emblée il aurait averti du désir de la province, d'instaurer la coofficialité des deux langues, castillan et valencien. Ce qui est important aussi est, qu'on aurait directement reconnu la dualité des initiatives prises par rapport au projet du statut d'autonomie : "Se habló también de la dualidad de iniciativas existentes en Valencia, nacida de dos puntos de vista tácticos diferentes"<sup>375</sup> ; une chose à laquelle Gasset ne sembla pas alors conférer une excessive importance, et nous rapportons ici les phrases recueillies directement par le journal, car elles sont importantes par rapport à ce qui va être dit plus tard : "..., y los reunidos estimaron que, sin perjuicio de procurar unificarlas [las iniciativas], no habría obstáculo para constituir allí otro organismo de agrupación de partidos que se encargara de organizar la propaganda del Estatuto en Castellón"<sup>376</sup>. Sur quoi les représentants de Castellón tiendraient postérieurement leur propre réunion pour décider. Dans le même article on affirme que des démarches semblables se seraient menées à Alicante. Ainsi l'initiative de "la Conjunción de partidos" était lancée, or le résultat de cette stratégie alternative ne serait pas plus concluant que celle menée par la *Diputación*. Les positions n'allaient pas changer, et les réponses affirmatives depuis Castellón ou Alicante n'arriveraient jamais. Le fait est que dans l'interlude de ces réponses "la Conjunción de partidos" se permit même le luxe de donner des conseils à la Commission gestionnaire pro statut d'autonomie, dirigée depuis la *Diputación*. Celle-ci avait effectivement les moyens de planifier des meetings d'affirmation valencianiste en faveur du statut d'autonomie, et déjà plusieurs avaient eu lieu. Face à la grande attente et les grandes démonstrations de ferveur valencianiste que

---

<sup>375</sup> "El Estatuto Valenciano". *El Mercantil Valenciano*, 14/01/1932.

<sup>376</sup> *Ibidem*.

soulevaient ces rendez-vous, "la Conjunción de partidos" conseillait de ne pas abuser de la propagande dans la province de Valence, car cela donnait l'impression que l'on souhaitait se limiter seulement à cette province. Peut-être la *Conjunció* s'était-elle rendu compte que le pouvoir de convocation de l'entité officielle - la Commission pro-statut - était beaucoup plus fort que le sien. Les gens assistaient massivement, ce qui d'un autre côté était logique car les blasquistes étaient la force politique dominante dans toute la province valencienne :

La Conjunción opina que no debe abusarse de los actos de propaganda a celebrar en la "provincia" de Valencia, sin antes propugnar con la máxima cordialidad actos semejantes en Alicante y Castellón. Precisamente por ello la Conjunción ha aplazado una serie de peticiones de poblaciones de esta "provincia" en espera de que precisamente tuvieran lugar los actos de Alicante y Castellón por los que por tanto fervor se trabaja.<sup>377</sup>

Par ailleurs, - et c'est ce qui est le plus important -, "la Conjunción" essayait de se présenter comme la seule vraie promotrice du statut régional, face à la Commission gestionnaire pro statut, c'est pourquoi les reproches que formulait la *Conjunció* étaient clairement suggestifs : "... por lo que hay que evitar que la propaganda termine en los límites de la "provincia" de Valencia, cual obligadamente ha de deducir la opinión del programa de las entidades oficiales"<sup>378</sup>. Une impression que Cucó a contribué à perpétrer en faisant croire que le *PURA*, à travers la *Diputación*, travaillait exclusivement pour le statut provincial. Par ailleurs, il est fâcheux que Cucó ait assimilé systématiquement la *Diputación* au parti du *PURA*, puisque le parti de *Derecha Regional Valenciana*, collaborait à cette propagande institutionnelle. Cette stratégie de la division provoquait des déclarations comme celles faites à Játiva, à l'occasion de la journée pro statut. *El Pueblo* (14/02/1933), ne manquait pas de signaler que l'on semait volontairement le germe de la confusion :

¿Qué importa que esta o aquella agrupación política no se avenga al gobierno del pueblo por el pueblo? ¿Qué importa que unos cuantos, sean quienes sean, mal avenidos con el imperio de las democracias traten de obstaculizar esta marcha grandiosa y arrolladora hacia la liberación de Valencia?<sup>379</sup>

Car en fin de compte les paroles prononcées dans ces meetings ne laissaient pas matière à doute, on prêchait bel et bien l'autonomie de toute la région

<sup>377</sup> "El Estatuto Valenciano. Ante el acto del próximo domingo en Sagunto". *El Mercantil Valenciano*, 01/02/1933.

<sup>378</sup> *Ibidem*.

<sup>379</sup> "Acto en Játiva. Vixca Valencia". *El Pueblo*, 14/02/1933.

valencienne, en insistant sur ses particularités historiques et juridiques, et en employant un vocabulaire déjà beaucoup plus propre des régionalistes que des républicains fédéraux :

Ante el resurgir de nuestro pueblo, el despertar de nuestra raza, la reconstitución de nuestra personalidad y la formación de la región valenciana, con sus costumbres, sus leyes sus fueros, sus prerrogativas, su instrucción y su justicia, su economía y su riqueza, ante el reconocimiento por parte del poder central de todas nuestras características de todas nuestras modalidades, y de toda nuestra personalidad jurídica, es lo que nos preocupa. Ante ésto, todo es pequeño, mezquino, miserable.<sup>380</sup>

Finalement cette stratégie alternative, des partis de "la Conjunción" se révéla être un parfait échec, ce que ne reconnaît pas ouvertement Cucó, qui allègue un changement de climat politique avec l'avènement d'un nouveau "bienio", soit d'une nouvelle étape de la Seconde République espagnole : "Quoi qu'il en soit, le problème du statut d'autonomie de la région valencienne allait souffrir un brusque coup de frein dû aux conséquences de la nouvelle conjoncture politique qui se produisait sous la République, durant la période 1934 - 1936, et sous l'égide des cabinets radicaux..."<sup>381</sup> Mais indépendamment de cela en date du 22 mars 1933 on pouvait considérer que la réponse des représentants de Castellón ne changerait pas substantiellement. Ils montraient leur réticence à coopérer à la stratégie de la "Conjunción de partidos", tout comme ils l'avaient fait avec celle de la Commission gestionnaire pro statut d'autonomie. Mais cette fois la division entre les rangs des Valenciens venus depuis la capitale, était une excuse fort commode. En effet, ce qui n'avait pas été jugé au début comme un "obstacle", se convertissait finalement en un parfait alibi pour repousser les propositions faites par "la Cojunción de partidos". Nous retranscrivons ici le texte qui ne laisse pas l'ombre d'un doute :

Ven con disgusto que los partidos políticos de Valencia se han dividido alrededor de la campaña pro Estatuto en dos sectores, y entendiendo que si no existe una coincidencia inicial entre todos los hijos de estas tierras que sienten deseos de liberación política, no sería posible la obtención de la autonomía, desean como cuestión previa, sin inclinarse a un sector ni a otro, que los dos de Valencia aparezcan unidos en la propaganda.<sup>382</sup>

Malgré tout on fixait une nouvelle réunion à Castellón pour le 2 avril suivant, qui parut plus encourageante puisque le 20 mai suivant, l'assemblée de Castellón

---

<sup>380</sup> *Ibidem.*

<sup>381</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit..., p. 213 et 214.

<sup>382</sup> "El Estatuto Valenciano. Una nota de la Conjunción de partidos". *El Mercantil Valenciano*, 22/03/1932.

rendait publique la réponse qu'elle avait obtenue de la Comisión Pro Statut qui visiblement avait fait aussi ses démarches de son côté. Le document informait que la Comisión Pro Statut, après avoir examiné les conditions proposées par l'Assemblée de Castellón avait montré son accord par unanimité, en réaffirmant le caractère intégral de l'autonomie désirée pour la région valencienne : "Primero. Afirmación de la autonomía integral del País Valenciano. Segundo. Respeto absoluto a las características propias y a las notas peculiares de Castellón y Alicante. Tercera. Autonomía municipal"<sup>383</sup> (voir en annexe le document n° 25). C'est nous qui soulignons car cela dément à nouveau l'affirmation de Cucó, sur le fait que la Comisión pro statut se serait résignée à une autonomie réduite à la province de Valence. Et après on spécifiait qu'il était nécessaire de mener ces mêmes démarches à Alicante. La Comisión pro statut proposait sa fusion avec la *Conjunció de Partits* pour une meilleure efficacité : "Fusión de la representación de la Conjunción de partidos con la Comisión Gestora del Estatuto, para que, bajo patrocinio de la Excm. Diputación y con la intervención de las Corporaciones públicas y de las entidades apolíticas se lleva a cabo lo siguiente"<sup>384</sup>. On égrenait un plan de propagande et d'actions à mener en coordination sur les trois provinces.

Il est clair que finalement le déblocage n'arriva pas. Très probablement parce que la *Conjunció de partis* n'accepta pas la fusion, avec la commission pro-statut. Ce qui signifie que très probablement la réalité est précisément contraire à celle que rapporte Cucó à travers ses travaux. Il a mis toute la responsabilité de l'échec sur le dos des blasquistes, mais nous avons vu comment la "Conjunció de partits" a mené une nette stratégie de division qui a été aussi stérile qu'inutile, car l'accord entre les trois provinces se révélait particulièrement ardu. Comme le prouve l'annulation du dernier meeting de la tournée pro statut menée par la Comisión. On avait prévu que les catorze réunions tenues par la Comisión gestionnaire pro statut aient leur aboutissement à Valence le 25 juillet, fête de San Jaime ; c'était-là la clôture officielle programmée. Ce jour était effectivement chargé de symbolisme, et pensé en l'honneur du grand roi conquérant *Jaime I el Conquistador*, libérateur des Maures, mais ce

---

<sup>383</sup> "L'assamblee de Castelló". *El Camí*, 20/05/1933, p. 1. C'est nous qui soulignons.

<sup>384</sup> *Ibidem*.

dernier rendez-vous n'eut pas lieu, et le journal *La Correspondencia de Valencia*, en informa dans ces termes (voir document en annexe n° 26) :

La Comisión Gestora del Estatuto Regional en su deseo de que las representaciones de Alicante y Castellón se incorporen activamente al movimiento autonómico del País Valenciano, ha aplazado hasta el próximo octubre la celebración del acto que como término de la primera jornada estatutista ha de celebrarse en Valencia.<sup>385</sup>

On peut conclure donc que la date suivante n'apporta pas non plus les adhésions espérées. Tout ceci prouve que la Commission gestionnaire pro statut avait déployé tous ses efforts pour instaurer un statut d'autonomie pour toute la région valencienne. Face à cela la tactique suivie par la "conjunció de partidos" qui obéissait à des mobiles purement politiques - mettre le statut d'autonomie sous contrôle pancatalaniste -, ne servit qu'à rendre les choses plus difficiles, à cause de l'image de division qu'elle contribua à projeter. Ceci en définitive n'a fait que réduire les probabilités de succès d'une entreprise qui ne se posait pas en termes de stratégie comme martelait la "Conjunción de partidos", mais en termes de développement économique. Raison pour laquelle nous devons ajouter qu'il est triste de voir que la version de l'histoire racontée par Cucó a été celle qu'on a écrite dans les livres d'histoire, tel que le prouve le volume rédigé par des professeurs de l'université de Valence : *Historia del Pueblo Valenciano*. Nous pouvons observer comment l'interprétation sectaire et intéressée de Cuco a été admise, et intronisée sans le moindre esprit critique, puisqu'on peut y lire que les blasquistes n'auraient travaillé que pour une autonomie provinciale<sup>386</sup> (voir document en annexe n° 27). Nous avons ici un exemple parfait qui prouve comment le nationalisme réécrit l'histoire à sa convenance, et d'une manière préméditée. Nous avons déjà dit que les auteurs José Miguel Santacreu Soler et Mariano García Andreu<sup>387</sup> informent que la thèse doctorale, soutenue en 1970, par Cucó avait eu pour sujet les avant-projets de statut d'autonomie pour Valence sous la Seconde République, ce qui implique que Cucó a pu disposer d'une grande masse de documentation. De fait Santacreu et García Andreu assurent que Cucó étudia au total non pas un, mais quatre projets d'avant-statut

<sup>385</sup> "La propaganda estatutista". *La Correspondencia de Valencia*, 25/07/1933, p. 2.

<sup>386</sup> Javier Paniagua : "La II República: de la proclamación al bienio derechista", p. 843. *Historia del Pueblo Valenciano...*, op. cit, p. 843.

<sup>387</sup> José Miguel Santacreu Soler et Mariano García Andreu: *La transició democràtica al País Valencià...*, op. cit, p. 30.

tentés sous la Seconde République et nous allons parler des trois autres un peu plus loin. Ce qui devient clair c'est que Cucó a délibérément choisi de faire apparaître les blasquistes comme les grands coupables de l'échec de l'union pour le statut d'autonomie. Son antipathie envers eux est manifeste tout au long de son livre, et nous en avons donné des exemples. On pourrait nous rétorquer que la thèse de Cucó est néanmoins passée devant un jury et a donc été examinée. Voilà une chose que nous ne pensons absolument pas discuter, mais précisons que son directeur fut le professeur catalan et catalaniste E. Giralt<sup>388</sup> dont nous reparlerons et qu'à cette date l'université de Valence, était largement influencée par les positions pancatalanistes de Fuster et de ce noyau de professeurs catalans et catalanistes, parmi lesquels figurait E. Giralt. Nous verrons dans la quatrième partie de notre étude comment grâce à eux et au franquisme, l'université est devenue le sanctuaire du pancatalanisme à Valence. Sa partialité a été manifeste avec la "Bataille de Valence", dont elle est largement responsable pour avoir soutenu le critère "scientifique" des *Bases de Castellón*. Une position qui pourtant n'est pas scientifiquement soutenable et nous verrons pourquoi. Donc l'acceptation de la version de Cucó, comme fidèle à l'histoire est un autre indice du niveau de sectarisme fustérien acquis par l'université de Valence pendant les années soixante-dix, et comment s'est construit l'historiographie pancatalaniste. Il n'est qu'à voir comment un autre livre d'histoire, répète la même version biaisée et partisane de Cucó. Il s'agit de l'ouvrage des auteurs Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà : *La construcción política de la Comunitat Valenciana*<sup>389</sup>, que nous citerons de nombreuses fois dans la quatrième partie. À la page n° 30, il donne un sous-titre suffisamment explicite : "La IIª República y las limitaciones del valencianismo político : las propuestas alternativas de la Derecha Regional Valenciana, del PURA y la CNT". Le terme "alternatif" est évidemment destiné à insister sur l'idée que les autres, dont le PURA, souhaitent dénaturer le projet d'autonomie ; ceci est consultable en ligne, à la page n° 28 de l'adresse électronique antérieurement citée (note en bas de page n° 389). Nous pouvons donc observer comment le récit de l'histoire des Valenciens au sujet de cette première tentative de statut d'autonomie est complètement contaminé

---

<sup>388</sup> *Ibidem*, p. 30.

<sup>389</sup> Disponible gratuitement sur Internet, et consulté le 22/09/2016 : Benito Sanz Díaz et Josep Mª Felip i Sardà: *La construcción política de la Comunitat Valenciana*. [http://feis.pv.ccoo.es/wp-content/uploads/2012/06/Construccion\\_Politica\\_CV.pdf](http://feis.pv.ccoo.es/wp-content/uploads/2012/06/Construccion_Politica_CV.pdf)

par des idées politiques particulières et comment le pancatalanisme est tout aussi destructeur de vérité que les régimes totalitaires de Primo de Rivera ou de Franco. En effet, José Miguel Santacreu et Mariano García précisent même dans leur livre *La transició democràtica al País Valencià*, que la thèse de Cucó aurait servi de réflexion et de base pour les statuts d'autonomie proposés en 1979. Et nous verrons comment ces premiers statuts seront refusés y compris par les partis majoritaires de gauche, à cause de leur caractère ouvertement pancatalaniste. Nous retrouvons toujours cette même astuce qui consiste à imposer par la force de la prétendue raison scientifique ou historique, des idées partisans, face à un peuple immédiatement catalogué d'ignorant, et que l'on prétend instruire. Le but bien sûr est de le rendre non seulement réceptif à la nationalité catalane, mais désireux de s'en réclamer. Anne-Marie Thiesse l'explique ainsi : "Le sentiment national n'est spontané que lorsqu'il a été parfaitement intériorisé, il faut préalablement l'avoir enseigné"<sup>390</sup>. Le fait que ce soit un professeur, comme Javier Paniagua qui ait critiqué le sectarisme fustérien de l'université, à travers son article déjà mentionné ("Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano") mais qui précisément rapporte cette version pancatalaniste, sans en avoir eu conscience, à travers cet article ("La II República: de la proclamación al bienio derechista") dans un livre (*Historia del Pueblo Valenciano*), qui a été distribué en fascicules par un journal, prétendument de gauche (*Levante*), donne idée de l'accès privilégié des pancatalanistes dans le monde de l'éducation. Il faut voir comment Cucó reproduit les mêmes idées à l'époque de la Transition, à travers un article écrit<sup>391</sup> pour revendiquer le statut d'autonomie. Malgré tout l'intronisation de la version de Cucó sur l'échec du premier statut d'autonomie, - basiquement imputable aux blasquistes - a pour conséquence d'éloigner les Valenciens d'une réflexion plus profonde sur les véritables obstacles qui ont produit ce résultat.

Nous avons vu qu'à Valence cet objectif était trop complexe pour pouvoir être accessible aux Valenciens à la même époque que le statut catalan. Nous avons dit que l'organisation économique de la région n'était pas prête pour ce défi, et que ce genre

---

<sup>390</sup> Anne-Marie Thiesse : *La création des identités nationales. Europe XVIIIe, XXe siècle...*, op. cit., p. 14.

<sup>391</sup> Alfons Cucó : "País Valenciano : Tambe volem l'estatut". Triunfo Digital N° 767, Año XXXII, 08/10/1977, p. 28 et 29 sur <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?año=XXXII&num=767&imagen=28&fecha=1977-10-08>

de projet se gérait beaucoup mieux à partir d'une société industrialisée comme la catalane ou la basque. Il faut tenir compte qu'une réorganisation administrative comme celle que prétendait l'avant-projet du statut d'autonomie signifiait franchir des étapes qui n'avaient pas été encore franchies à Valence. En effet prenons le cas de la région catalane, qui est bien sûr celle qui servait de modèle. Nous pouvons observer que par rapport à celle-ci le retard était énorme. Il manquait incontestablement des étapes à couvrir pour arriver au même degré d'ambition et de mûrissement des intentions d'autogestion, car la région valencienne pouvait difficilement parcourir en deux ans, un chemin que la Catalogne avait réalisé en à peu près une dizaine d'années. Pensons que l'Union Catalaniste de 1891 est un groupe politique formé par l'union de divers syndicats et associations qui s'étaient regroupés pour s'opposer à l'article n° 15 du nouveau Code Civil espagnol (1889). Cette circonstance avait agi comme un véritable facteur de cohésion, et avait galvanisé les volontés vers le désir d'autogestion. Ce sont ces mêmes associations qui s'étaient réunies à Manresa (Barcelone) pour approuver les "Bases de Manresa"<sup>392</sup>, soit le projet de constitution régionale, qui peut apparaître comme un futur statut d'autonomie. Et, déjà on parlait d'autonomie en Catalogne : autrement dit c'était une idée qui commençait à faire son chemin. Par ailleurs, la structuration du territoire s'articulait en conséquence, la deuxième assemblée avait eu lieu à Reus (Tarragona), la troisième à Balaguer (Lérida) et la quatrième à Olot (Gerona), ce qui avait signifié unir les quatre provinces vers le même but, signifiant que là-bas les réticences par rapport à Barcelone et sa province ne se produisaient pas comme elles se produisaient à Alicante et Castellón vis-à-vis de Valence. Le noyau du catalanisme était ainsi représenté à travers ces associations politiques et syndicales, et la coordination de ce tissu social dense se voyait assurée à travers toute la région, sans oublier un fait important qui est que derrière les revendications politiques on défendait toujours avec, des intérêts économiques. C'est-à-dire que la concordance était claire dans les esprits, il ne s'agissait pas d'un discours abstrait. Et la preuve est que la *Mancomunitat* qui arrive en 1914, très

---

392

<http://www.iesmotilivi.net/arees/Ciencias%20Socials/web/2Bat/HistoriaComuna/apunts/08%20catalanisme/Bases%20de%20Manresa.pdf> ou bien [http://www.historiacontemporanea.com/pages/bloque5/el-sistema-canovista-y-los-borbones-18751902/documentos\\_historicos/las-bases-de-manresa-1892](http://www.historiacontemporanea.com/pages/bloque5/el-sistema-canovista-y-los-borbones-18751902/documentos_historicos/las-bases-de-manresa-1892) consulté le 24/04/2017.

chaleureusement célébrée en Catalogne, ne s'applique pas dans d'autres régions espagnoles. Pourtant le décret émis par le gouvernement le 18 décembre 1913 n'était pas réservé exclusivement à ce territoire. Ce qui met bien en évidence qu'en Catalogne il s'était produit un phénomène qui n'était pas accidentel mais parfaitement planifié, et qui avait provoqué la réorganisation du territoire en fonction d'un nouveau concept, celui d'une centralité régionale. Et même si cette fédération n'avait pas de caractère politique, elle rendait plus rationnelle et contrôlable l'organisation administrative grâce justement à la centralisation de l'activité des quatre provinces. Et cette centralisation apporta une efficacité certaine dans l'action du catalanisme. Il est évident donc que cette vision logistique de la politique qui se prépare à partir du début du XXe siècle et jusqu'à 1913 à Barcelone, est totalement inexistante à Valence en 1932 ; elle est encore à inventer. Et l'esprit associatif, si caractéristique de la construction du catalanisme est aussi complètement absent à Valence. Et même si les partis, les syndicats et autres associations diverses représentent des bases où commencer à travailler, le cheminement du processus exige un temps. Quant à la connexion entre politique et économie, elle reste encore très trouble dans les mentalités de la moyenne bourgeoisie valencienne, un aspect sur lequel nous allons nous attarder dans le chapitre suivant. Par ailleurs les partis politiques valenciens sont fermés sur eux-mêmes et n'ont pas de présence globale sur toute la région ; ils ont, tout au plus, une présence provinciale comme le *PURA*. Même en étant majoritairement républicaine la région valencienne voit comment les partis républicains sont fractionnés par zones. Le fait est que les nombreux articles publiés dans le journal *El Pueblo* témoignent de l'effort<sup>393</sup> déployé pour sensibiliser l'opinion publique. La Commission pro statut avait même demandé le concours actif des journaux, au moyen d'une propagande intense, recommandant la présence des différents directeurs de journaux de la capitale valencienne<sup>394</sup>. Malgré cela le constat est évident : un obstacle de fond empêchait l'aboutissement du projet. D'où cette

---

<sup>393</sup> V. Alfaro Moreno, dans *El Pueblo* 3 articles de la série: "Hacia una región nueva. I: La necesidad de una constitución descentralizada". *El Pueblo*, 10/09/1931. "II.- El problema de la lengua," 11/09/1931. "III.- La suspicacia de la hegemonía", 12/09/1931. D'autres comme: "La región valenciana hacia su liberación", 09/10/1932.

<sup>394</sup> Voir à ce sujet l'article: "Comisión gestora del Estatuto regional valenciano". *Las Provincias*, 21/12/1932, p. 2. Teodor Llorente Falcó, doyen des directeurs de journaux explique que les différentes tendances défendues par les journaux empêchent de choisir un représentant unique, et que chaque journal doit être représenté dans la commission pro statut.

affirmation dans un article de *El Pueblo*, qui prend tout son sens : "No ignoramos que el regionalismo no se improvisa"<sup>395</sup>, ce qui amorçait la réflexion pertinente : "... por lo que nace la duda en cuanto a la apreciación de que es simplemente una cuestión de forma lo que nos separa o es una cuestión de fondo lo que nos distancia..."<sup>396</sup>. Malgré tout on ne cessait de marteler sur la transcendance politique d'un statut pour la région:

Con esa potestad la región adquiere por justo aprecio de su capacidad, la emancipación de la tutela centralista en todos los aspectos culturales, etc., que influyen directamente en su actividad agrícola, industrial y comercial, cuales son el mejoramiento y conservación de sus comunicaciones, fomentos del riego y todo cuanto tienda al desarrollo de riqueza, que constituye el medio más directo también para conseguir la paz social.<sup>397</sup>

Finalment nous insistons sur le fait que la seule alternative aurait été justement d'admettre comme principe dominant, la nature essentiellement agraire de la région où là les syndicats agricoles auraient été beaucoup plus prompts à la réponse. Proposer d'articuler un modèle sur des prémisses non régionales mais fédérales aurait peut-être simplifier les choses, permettant d'innover un autre concept d'autonomie, basée cette fois sur des priorités économiques. Ce n'est pas un hasard si, postérieurement lorsque la mairie de Valence et les administrations valenciennes sont passées aux mains des anarchistes, le dilemme est resté présent quant au type d'autonomie à appliquer dans la région valencienne. Cucó lui-même est bien obligé de reconnaître que ce sont alors les anarcho-sindicalistes qui soupesèrent la question et ouvrirent à nouveau le débat avec un nouveau point de vue. Il cite le titre d'un article particulièrement révélateur : *Autonomía de la región levantina*<sup>398</sup>. On ne parle pas de région valencienne mais de "Levante" de la zone du levant, qui fait directement référence à la structure agraire de la région, renvoyant à la dénomination de la *Federación Agrícola de Levante*, le syndicat agricole que nous avons mentionné beaucoup plus haut. L'article de J. Gallego Crespo s'exprime dans ces mêmes termes : "Se impone la concesión de la región levantina"<sup>399</sup>. Cuco assure qu'un autre anarchiste, Orts i Ausina aurait cependant défendu un statut sur la base des idées régionalistes,

<sup>395</sup> "Regionalismo. Dentro o fuera". *El Pueblo*, 28/08/1931.

<sup>396</sup> *Ibidem*.

<sup>397</sup> *Ibidem*.

<sup>398</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit..., p. 267. Cuco cite : *Fragua Social*, 129 (20-I-1937).

<sup>399</sup> *Ibidem*. Cuco cite : *Fragua Social*, 101 (17-X-1936),

dans son article : *En torno al estatuto del País Valenciano*<sup>400</sup>. Résumons alors, qu'après celle des blasquistes, et pendant la période du Front Populaire, il existera trois autres tentatives de statut : 1/ *El Estatuto o Bases para el estatuto de la región valenciana*, présenté par la CNT (*Confederación Nacional del Trabajo*), le 23 décembre 1936, exactement par le Comité Régional des Travailleurs du Levant. 2/ *Le proyecto de estatuto de Autonomía para la Región Valenciana*, du 20 février 1937, présenté par *Esquerra Valenciana*. 3/ *Le proyecto de estatuto para le País Valenciano* du 5 mars 1937, présenté par *Unión Republicana Nacional*.

En 1937 la Fédération régionale des agriculteurs du Levant (*Federació Regional de Camperols de Llevant*) avait approuvé le projet proposé par *Unión Republicana Nacional*, qui donnait la possibilité aux régions de Murcie et d'Albacete de s'intégrer postérieurement, y compris celle d'Almería, qui pour des raisons économiques se considérait davantage liée à la région valencienne : "Y hasta Almería, si lo estima necesario, podrá hacerlo, ya que por su situación geográfica y económica está más ligada a nuestra región que a la que pertenece en la actualidad"<sup>401</sup>. Nous pouvons constater que même si on avait changé le nom de région par "Pays Valenciano", le concept nationaliste était complètement absent, et Cucó souligne effectivement que les anarchosyndicalistes débordaient le cadre territorial, puisqu'ils projetaient d'inclure les provinces de Murcie et d'Albacete dans la région valencienne, affirmant: "no puede ser guía para nosotros la estructura que, para nuestra vergüenza, señalaron dinastías"<sup>402</sup>. Cucó veut laisser comprendre, par son silence que ces initiatives destinées à unir la région valencienne à la murcienne ou à d'autres territoires comme Albacete, Teruel ou Cuenca, sont des initiatives exclusives des fédéraux ou des anarchistes, or ces considérations économiques étaient envisagées par le leader même d'*Unió Valenciana Regionalista* dans son discours du 3 décembre 1918 alors qu'il essayait d'expliquer dans la salle de réunion du Conseil général de Valence, quelles étaient exactement les intentions valencianistes défendues par ce parti. La vision nationaliste est donc une vision qui s'apprend, mais qui ne naît pas par elle-même.

<sup>400</sup> *Ibidem*, p. 269. Cuco cite : *Fragua Social*, 139 (31-I-1937)

<sup>401</sup> *Ibidem*, p. 270. Cuco cite : *Fragua Social*, 177 (18-III-1937).

<sup>402</sup> *Ibidem*, p. 269. Cuco cite : *Fragua Social*, 128 (19-I-1937).

Il nous semble opportun d'indiquer que le cas des îles Baléares est assez similaire à celui de la région valencienne, dans le sens où là-bas aussi les tentatives de statut d'autonomie échouèrent (en 1931 et 1932), plus ou moins pour les mêmes raisons, à cause d'un manque de projet original dans ce sens et aussi par les craintes de favoriser un centralisme local, avec la perte de contrôle pour les provinces. Il faut d'ailleurs remarquer que c'est l'Association pour la culture de Majorque (*Asociació per la Cultura de Mallorca* 1923-1936), une entité qui collaborait avec *Palestra* (1930-1938), dont le président était Pompeu Fabra, qui se chargea de rédiger le texte d'un statut en 1931 qui fut refusé. Dans l'archipel ce fut l'île de Menorca qui montra le plus d'intérêt pour le statut, au point de vouloir s'associer elle seule à la Catalogne, grâce à l'article n° 11 de la constitution. On songea même à demander le statut seulement pour l'île de Ménoque. C'est-à-dire qu'on pensa à cette même éventualité que les blasquistes avaient envisagé pour la province de Valence, puisque les trois îles n'arrivaient pas à se mettre d'accord. Par contre ce qui apparaît assez clairement ce sont les intentions annexionnistes de la part des pancatalanistes qui ont encouragé une fédération autant sur le territoire de Ménoque que sur celui de Castellón. Nous en reparlerons dans la partie suivante. L'expérience politique de Valence dans la recherche du statut d'autonomie, et celle aussi des Baléares prouvent que l'article n° 11 de la Constitution a paradoxalement provoqué plus d'effets de division que d'union à l'intérieur de ces territoires où les mentalités n'étaient pas encore prêtes pour affronter une centralisation de l'administration régionale. On pourrait même spéculer sur une certaine naïveté de la part des députés du Parlement, qui au moment de voter la Constitution du 9 décembre 1931, n'avaient visiblement pas été capables de prévoir toutes les incertitudes qu'allaient provoquer cet article n° 11, même si l'article n° 13 interdisait formellement les fédérations entre régions. Nous verrons dans une autre partie de notre étude, qu'en 1978, avec le retour de la démocratie, cette situation législative favorable à l'ambiguïté ne se reproduira pas.

Nous confirmons en définitive que les trois provinces valenciennes n'arrivèrent jamais à se mettre d'accord ni sous la démarche officielle de la mairie de Valence, sous contrôle du parti blasquiste *PURA*, ni sous la soi-disant stratégie de la "Conjunción de partidos", ni même sous celle des anarchosindicalistes qui firent pourtant plusieurs

tentatives. Ils étaient même en passe d'en proposer une cinquième, quand le cours de la guerre changea les priorités ; on devait protéger la république avant tout. Si la recherche du statut d'autonomie pour les Catalans avait signifié suivre une voie marquée par eux-mêmes, qui s'adaptait parfaitement à leurs prétentions expansionnistes - grâce à la "fissure" laissée par l'article n° 11 de la constitution (cet article convenait aussi aux Basques qui convoitaient la Navarre) -, pour la région valencienne la recherche du statut d'autonomie obligeait à aborder un débat de fond, auquel la société n'avait pas été préparée : à savoir quel type d'autonomie on souhaitait. Sur quelles prémisses devait-on la construire ? L'obtention du statut d'autonomie catalan en 1932 venait de marquer une direction pour l'Espagne. C'était le triomphe d'un modèle, le modèle régionaliste - nationaliste face au modèle fédéral. La guerre civile et la dictature franquiste n'ont fait que renforcer ce modèle, particulièrement critique envers le centralisme. La République ayant été battue par le franquisme, nous ne saurons jamais si le modèle fédéral aurait pu s'imposer sous les pressions des marxistes et des anarchistes. Tenons compte que la guerre obligeait à la solidarité des territoires, face à l'agression militaire, et la solidarité internationale arrivait aussi sous forme de fraternité républicaine, avec les brigades internationales. À Valence, les idées fédéralistes avaient eu une bonne implantation avec les blasquistes et nous avons vu qu'en principe celles-ci se seraient mieux adaptées au développement économique de la région. Il aurait pu exister un modèle alternatif valencien. Rappelons comment on envisageait d'une manière fort favorable une fédération avec Murcie et Albacete, voire Cuenca, c'est-à-dire un modèle complètement dégagé de références historiques et féodales. D'un autre côté si le modèle d'autonomie avait été standard, c'est-à-dire simplement basé sur les régions telles qu'elles existaient, cela aurait pu simplifier les choses. En tout cas la controverse aurait été certainement moindre, car ce fameux article n° 11 introduisait des interférences et des considérations qui impliquaient que le modèle d'autonomie choisi, pouvait ne pas être définitif. Disons que le panorama offrait tout, sauf de la stabilité et de la sécurité ; des facteurs qui font toujours très mauvais ménage avec l'économie. Nous avons vu que le modèle catalan avait même fini par s'imposer chez les blasquistes qui avaient largement adopté dans leurs discours des arguments régionalistes, voire nationalistes. Pour cette raison nous ne devons pas nous étonner

de découvrir comment dans certains milieux intellectuels, et surtout universitaires, ces idées prenaient de plus en plus de force. C'est dans ce secteur de la population très minoritaire mais influent qu'on voyait d'un très bon oeil, voire qu'on encourageait ouvertement, une future fédération avec la Catalogne. Et si au niveau administratif cette fédération était encore peu probable, on peut considérer qu'au niveau linguistique elle était beaucoup plus près de se souder. Un document comme les *Bases de Castellón* en témoignerait.

## Chapitre 8 - La signature des *Bases de Castellón* cap à une fédération linguistique

La signature des *Bases de Castellón* marque indéniablement une victoire dans la guerre des idées livrée à Valence par l'intellectualité catalaniste dans le premier tiers du XXe siècle, dans la mesure où elle parvient à convaincre un secteur minoritaire, mais significatif de la société valencienne, de signer un document qui rapproche les normes valenciennes des normes catalanes. Celui-ci avait pour finalité de préparer une unification orthographique qui était censée préfigurer une unification politique à plus long terme, d'où le caractère très peu précis du document qui manque de références scientifiques ou linguistiques les plus élémentaires. Par contre on peut y lire les lamentations traditionnelles sur la situation soi-disant anarchique dans laquelle se débattait le valencien sans préciser, qu'il existait une véritable guerre contre la normalisation réalisée par Fullana. Il était beaucoup plus commode de s'en prendre aux auteurs populaires qui préféraient la graphie castillane, que de reconnaître qu'un secteur valencianiste contestait l'autorité académique de Fullana pour lui préférer celle de Pompeu Fabra. Nous avons vu l'épisode de la grammaire d'Ortin, c'est pourquoi il faut insister que c'est tout ceci, qu'on avait pris soin d'escamoter à travers les maigres explications écrites sur le document des *Bases de Castellón*. Et si cette unification orthographique n'était pas vraiment définie, car on n'y fixait que des "bases", l'unification politique était encore beaucoup plus imprécise et incertaine. Rappelons que la Constitution interdisait des fédérations entre régions, mais on avait espoir de déroger cet article n° 13, car même les blasquistes y songeaient, considérant qu'il serait très avantageux d'unir Teruel à Valence. C'est le résultat d'une situation aussi trouble qui explique que le document des *Bases de Castellón*, composé de huit feuilles paraisse davantage le morceau arraché d'un cahier d'écolier où prône l'imprécision et le victimisme, plutôt qu'un écrit officiel validé par une institution. Néanmoins l'historiographie pancatalaniste a voulu le revendiquer comme une preuve transcendante et scientifique. Nous allons donc insister sur le fait que la confusion, ou l'ambiguïté ont été les instruments nécessaires du pancatalanisme pour s'imposer

dans les secteurs valencianistes où tous n'aspiraient pas au même projet politique. S'il y en avait comme Sanchis Guarner, Ortin, Carles Salvador qui désiraient une union politique totale, d'autres en échange souhaitaient reconstruire un grand ensemble commun correspondant à la langue limousine, et pour eux le projet était avant tout culturel (le cas de Teodor Llorente Falcó ou Nicolau Primitiu Gómez Serrano). Néanmoins la majorité de ces secteurs valencianistes désiraient voir la fin de l'hégémonie blasquiste vis-à-vis de laquelle, en termes démocratiques, ils étaient tout à fait impuissants. Et là se trouve une des raisons principales pour laquelle cette bourgeoisie anti-républicaine s'est pliée sans à peine protester à tous ces stratagèmes manipulateurs et spéculateurs, dont le document des *Bases de Castellón*<sup>403</sup>, représente l'épisode le plus significatif. Par exemple l'association de *Lo Rat-Penat* a pu blâmer l'opportunisme des pancatalanistes en reprochant qu'on l'avait ignorée au moment de concevoir les normes proposées, néanmoins elle accepta de signer le document comme preuve de bonne volonté. Elle se limita alors à souligner le caractère "transitoire" des formes orthographiques répertoriées. Fullana en fit de même, pour manifester ses réserves quant au possible résultat final de ces transformations proposées. Cet opportunisme est aussi visible par le fait qu'en 1932 cet événement ne recevait pas l'attention médiatique qu'il méritait. En fait, à cette date - 21 décembre 1932 -, il se retrouvait littéralement étouffé par le grand débat sur le statut d'autonomie, raison pour laquelle nous croyons que cela ne fut pas un hasard. Les signataires de ce pacte ont trop vite assumé que les questions linguistiques et philologiques devaient être exclusivement réservées aux milieux intellectuels et académiques. Pour certains cette circonstance peut paraître justifiée étant donné qu'à l'instar de la société espagnole la proportion de population illettrée était très importante ; néanmoins de notre côté, nous sommes beaucoup plus encline à confirmer que c'était là le typique *modus operandi* des catalanistes qui évitaient de reconnaître la propriété intellectuelle du peuple valencien sur sa langue. Leur stratégie s'est résumée à un schéma de base qui consiste à défendre que toute attitude contraire au pancatalanisme est la preuve d'une profonde ignorance et ils brandissent le confus document des *Bases de Castellón* comme une preuve historique de la

---

<sup>403</sup> Vicent Meneu Buchón : "La Exposición sobre el 25 aniversario de las Normas de Castellón de la AVL". <http://www.cardonavives.com/artdocumentos.asp?id=1201&tit=La%20exposici%F3n%20sobre%20el%2075%20aniversario%20de%20las%20Normas%20de%20Castell%F3n%20de%20la%20AVL>

catalanité du valencien, alors que nulle part sur ce document n'est spécifié que le valencien soit du catalan, ou que les normes de références soient celles de l'Institut d'Études Catalanes. Ils ne parlent pas non plus du manifeste antioccitaniste : "Déviations dans le concept de langue et patrie", apparu en mai 1934 à Barcelone et rédigé par des catalanistes de vieille date comme Pompeu Fabra. Précisons d'ailleurs qu'il ne fut pas publié à Valence, néanmoins ses implications politiques étaient évidentes par rapport à la signature des *Bases de Castellón*. C'était encore une manière de cacher à la société valencienne des décisions prises par une minorité, pourtant destinées à affecter la majorité. Le manifeste niait les origines limousines du catalan et du valencien et opérait une assimilation complète entre langue et nationalité catalane. Mais en réalité rien de tout cela n'était nouveau, depuis le livre d'Enric Prat de la Riba, *La Nacionalitat Catalana*, en passant par le Premier Congrès International de la langue catalane, le projet expansionniste des catalanistes était bel et bien tracé. Prat de la Riba n'avait d'ailleurs eu aucune gêne à employer les mots "expansion" et "impérialisme" dans son livre. Des mots qu'une partie de l'intellectualité valencienne s'est acharnée à nier, alors que d'un autre côté, elle a dénoncé et dénonce encore l'impérialisme castillan. Le document des *Bases de Castellón*, plus qu'une preuve de la catalanité de la langue valencienne peut être contemplé comme une preuve de l'astuce et l'opportunisme dont les pancatalanistes ont largement usé pour triompher dans le monde académique, comme une voie certaine pour imposer une idéologie à leur avantage.

### **8.1 - La confusion idéologique valencianiste versus la stratégie nationaliste catalane**

La différence entre le nationalisme catalan et ce que l'on veut considérer comme nationalisme valencien de l'époque, est abyssale quant à son mode de conception. Autant dire que du côté valencien cette conception n'existe pas, pour les raisons économiques que nous avons exposées plus haut, d'où l'impossibilité de voir émerger un penseur attiré, capable de marquer une stratégie proprement valencienne : c'est-à-dire, en accord avec les intérêts économiques et culturels de la

région, au point de proclamer l'existence d'une nation valencienne, de la même manière que l'avait formulée Prat de la Riba pour la Catalogne. Certains sont probablement tentés de citer des figures importantes comme Ignasi Villalonga Villalba et Joaquín Reig Rodríguez qui prend la suite du premier dans le parti de *Unión Valenciana Regional*. Or nous allons voir que ces personnalités n'ont jamais mis la région valencienne au centre de l'échiquier politique, elles se sont amplement limitées à proposer aux Valenciens de choisir entre deux voies ou entre deux équipes politiques : une vieille et une autre nouvelle. La vieille était celle dirigée par Madrid, soi-disant unitariste et assimilatrice, et la nouvelle, était bien entendu celle dirigée par Barcelone, qui assurait-on, proposait un projet libéral et fédéral. En d'autres mots, c'était comme choisir entre le chemin de la dégradation ou celui de la régénération nationale, pour utiliser les expressions de l'époque. Un message qu'on répétait depuis les différentes tribunes valencianistes. Dans le n° 1 du journal *Acció Valenciana* on mettait ce titre en première page : "Les deux chemins de Valence" ("Els dos camins de València"<sup>404</sup>, voir en annexe document n° 28), et l'on expliquait que le premier chemin était le projet castillan, celui du Cid, celui de "l'histoire forcée, des faits consommés"<sup>405</sup>, tandis que le deuxième, était le chemin du projet pancatalaniste, celui de Jaume I, "une ligne lumineuse sur la côte qui s'étire jusqu'aux Pyrénées"<sup>406</sup>. Joaquín Reig était alors le principal dirigeant du parti valencianiste (*Unió Valenciana Regional*), et il avait écrit le manifeste *Concepte Doctrinal del Valencianisme*<sup>407</sup> où il avait repris presque textuellement l'image : "quel chemin devaient choisir les Valenciens?"<sup>408</sup>. Cette idée de bifurcation se répétait, "lequel choisir ? D'un côté on marche vers la vie, vers la reprise de l'activité digne, le triomphe ; de l'autre [Valence] ne trouvera que l'avilissement définitif, le renoncement, la défaite..."<sup>409</sup>. Bien que celui-ci ait été le message principal du valencianisme, force est de reconnaître qu'il a existé parmi les militants, des cas particuliers qui se sont opposés à cette interprétation. Certains seraient certainement enclins à situer une personnalité comme Nicolau Primitiu

---

<sup>404</sup> "Els dos camins de València". *Acció Valenciana*, 15/04/1930, n° 1.

<sup>405</sup> *Ibidem*.

<sup>406</sup> *Ibidem*.

<sup>407</sup> Joaquín Reig Rodríguez: *Concepte Doctrinal del Valencianisme*. Centre de Cultura Valenciana. Valencia. Discours lu à la session inaugurale du 9 novembre 1932.

<sup>408</sup> *Ibidem*, p. 33.

<sup>409</sup> *Ibidem*.

Gómez Serrano dans cette catégorie à part, mais en réalité c'est José María Bayarri Hurtado (1886-1970), qui mérite une mention spéciale. Cet homme aurait dû être identifié comme le véritable porte-parole du nationalisme autochtone, étant donné ses idées et son combat. Carles Recio Alfaro, Président de l'*Institut d'Estudis Valencians* affirme dans le prologue du livre de Bayarri, qu'il se charge lui-même de rééditer en 1998, que "c'est l'auteur nationaliste valencien le plus important du XXe siècle, en même temps que le plus méconnu".<sup>410</sup> Tout en conservant sa sympathie pour la Catalogne et les Catalans, cet homme rejetait d'une manière véhémente une quelconque assimilation de la culture valencienne par la catalane, et à plus forte raison si cette assimilation devait être extensible à la "nationalité valencienne" elle-même. Si bien que mettre en parallèle ces deux personnalités, Prat de la Riba en Catalogne, et Bayarri à Valence, nous permet de mettre en évidence l'importance du milieu dans lequel évoluaient les idées nationalistes. En effet, en croyant partir théoriquement d'un même concept, on s'aperçoit que les itinéraires sont bien différents. La raison est que dans le cas de Prat de la Riba, il existait une chose fondamentale qui n'a pas existé dans le cas de Bayarri : la conscience du pouvoir économique, et donc la conscience de disposer de conditions pratiques privilégiées pour changer le système. En d'autres mots : les Catalans disposaient d'un nouveau pouvoir financier dont ne disposaient pas les Valenciens, ce que Prat de la Riba désignait dans "la Nacionalitat Catalana" par "force matérielle". Et ceci devenait bien visible, car au moment même où l'économie catalane évoluait vers une dynamique capitaliste, prenant conscience du pouvoir ascendant de l'économie dans le monde politique, les Valenciens se voyaient limités à accepter l'imposition externe des prix à leurs exportations. Prat de la Riba se rendait parfaitement compte que la force économique était ce muscle financier qui soutenait le processus nationaliste catalan, mais il préférait ne pas entrer dans les détails, pour se limiter simplement à faire un récit soi-disant historique des épisodes qui auraient marqué le chemin de la conscience nationaliste catalane :

... les grandes phases de la renaissance catalane, superposées à mode de strates géologiques, sur le grain immobile de la terre : la première la période industrielle, l'activité économique, la richesse; après le renouveau historique, littéraire, artistique; ensuite l'éveil de la conscience

---

<sup>410</sup> Carles Recio Hurtado dans le prologue p. 9 du livre de José María Bayarri Hurtado: *El peligro catalan*. Ed. *Institut d'Estudis Valencians*. Colección "La Nacionalidad Valenciana". Valencia, 1998.

réflexive de l'être national ; et finalement la phase politique, la création d'un organisme politique de la nationalité...<sup>411</sup>

Nous savons que Prat de la Riba tenta de définir "scientifiquement" la "nationalité catalane" en alléguant quatre facteurs principaux: la terre, la langue, le droit et l'art. Ceci lui permettait de mettre au centre de ses discours revendicatifs, les aspects culturels et sentimentaux. Un procédé qu'emploient tous les nationalistes, mais nous savons qu'il n'existe pas de définition scientifique de la nationalité, Eric Hobsbawm, le signale dans son livre dès les premières pages :

Pero el problema es que no hay forma de decirle al observador cómo se distingue una nación de otras entidades *a priori*, del mismo modo que podemos decirle cómo se reconoce un pájaro o cómo se distingue un ratón de un lagarto. Observar naciones resultaría sencillo si pudiera ser como observar a los pájaros.<sup>412</sup>

C'est pourquoi les arguments sentimentaux sont toujours le ressort habituel et inévitable des nationalistes, qui appellent au coeur pour troubler la raison. Soulignons au passage qu'il n'a jamais existé le même nombre de pays que de culture, et si nous nous en remettons à l'ouvrage de Sidney Pollard (*La conquista pacífica: la industrialización de Europa 1760 - 1970*), qui présente l'avantage d'appréhender le processus industriel à une échelle européenne, nous découvrons que ses explications mettent en évidence une relation très étroite entre l'activité industrielle et la montée du nationalisme à partir de 1870. En effet la Grande Dépression aurait marqué un tournant important dans le développement économique de l'Europe, qui aurait adopté, à partir de cette date des tendances néomercantilistes (mesurer l'économie par le volume d'or et d'argent engrangés). Il précise que la période antérieure (XVIII - XIX) avait été marquée par le libéralisme, et que celui-ci avait permis non seulement l'implantation de l'activité industrielle, mais encore son postérieur déplacement à d'autres endroits du territoire européen ; soulignant que dans un premier temps c'est exclusivement l'initiative privée qui a été le principal agent du phénomène :

Una premisa importante de este estudio es que este proceso es esencialmente un proceso regional, que tiene lugar en un contexto europeo, y que en las primeras fases, cuando se estaban poniendo los cimientos de la transformación industrial de la sociedad, los gobiernos eran en el mejor de los casos irrelevantes, y frecuentemente tomaron parte en sentido negativo, en un desarrollo que extraía su principal fuerza de fuera del ámbito político y gubernamental. Además en su etapa primitiva contribuyó - en una relación de mútua influencia -

<sup>411</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 21 et 22.

<sup>412</sup> Eric Hobsbawm : *Naciones y nacionalismo desde 1780...*, op. cit., p. 13.

al declive de la interferencia del estado en la vida económica, que señala la transición del mercantilismo al *laissez-faire*.<sup>413</sup>

Les explications de S. Pollard sont particulièrement intéressantes dans la mesure où il apporte des dates précises et où il signale une dynamique générale au continent européen, qui entre les années 1870 et 1914, voit comment le rôle de l'État allait *in crescendo* dans l'économie des pays, arrivant en 1914, à être déterminant. Il assure que cette influence aurait cessé d'être positive, dans le sens où elle aurait tendu à interrompre, progressivement, le commerce et les facteurs de production, parmi lesquelles figurent le déplacement de la main d'oeuvre, et la circulation des capitaux. Les frontières politiques se seraient ainsi transformées en frontières économiques ; or dans le cas espagnol nous pourrions ajouter qu'à cette tendance générale se serait superposée une tendance particulière et minoritaire, celle de chercher à transformer les frontières économiques en frontières politiques, ceci bien sûr dans la région catalane et basque seulement. Les dates maniées par Pollard confirment la logique qui explique pourquoi le catalanisme (et aussi le nationalisme basque) commence à s'implanter à partir du troisième tiers du XIXe siècle, adoptant une incontestable visibilité politique à partir du début du XXe siècle. Le Désastre de 1898 cause un grand impact dans l'industrie catalane, et les Catalans considèrent que l'État gérait mal leurs affaires et celles du pays en général. Un accord douanier préférentiel permettait aux Catalans d'exporter leur production textile à Cuba. Maragall de son côté écrivait "Escolta Espanya", affirmant son attachement à l'Espagne, mais avertissant des risques si le gouvernement n'écoutait pas la voix des Catalans. De toute façon les catalanistes se voyaient sous-représentés dans le gouvernement. D'une manière plus générale à la fin du XIXe siècle, les nationalismes européens ont commencé à prendre une grande influence, confrontés comme ils se voyaient à une dynamique industrielle qui stimulait, et détruisait à la fois l'économie au nom de la concurrence. Une concurrence qui sévissait non pas à échelle nationale, mais européenne et presque mondiale. Le refus d'accepter ces règles par l'imposition des barrières douanières a été en grande partie responsable, de la première guerre mondiale, nous dit Pollard, qui par ces mêmes conditions de paix (comme les réparations de guerre) posa toute de suite les bases de la seconde. Mais c'est cette

---

<sup>413</sup> Sidney Pollard : *Peaceful conquest La conquista pacífica...*, op. cit., p. 15 et 16.

dynamique complexe entre le capitalisme ascendant qui se régissait par la logique commerciale et européenne, et la puissance industrielle qui se défendait de plus en plus comme un intérêt national, qui fait dire à Pollard que "el punto de vista "nacional" de la industrialización es, pues, una proyección retrospectiva inadmisibile de un mundo organizado de forma diferente hacia una Europa anterior".<sup>414</sup>

Si nous nous resituons dans cette perspective globale, nous nous apercevons que l'économie catalane, dépendante du charbon anglais, forçait inexorablement ces hommes de pouvoir à être attentifs à ce qui se passait hors du territoire espagnol. Justement la description que fait l'historien Borja de Riquer i Permanyer, de Francesc Cambó, le leader qui a poursuivi le projet catalaniste après Prat de la Riba, est à tous points de vue édifiante "Fue de hecho, el primer político realmente moderno, que hubo en España, ya que se rodeó de un equipo de jóvenes y activos colaboradores y creó un eficiente *Servei d'Estudis Polítics i Econòmics*, que era la envidia de no pocos ministros"<sup>415</sup>. Ou bien il signale aussi dans une autre étude: "El fue el introductor en España de los modernos servicios de estudios, tanto para su utilización personal, como político, como para sus actividades empresariales"<sup>416</sup>. À noter que ce *Servei d'Estudis Polítics, Econòmics i Socials*, pleinement opératif en 1926, avait déjà existé de manière embryonnaire bien avant 1915, lorsque Cambó avait conçu une organisation pour traiter d'une manière systématique et ample toute l'information possible autant dans les domaines juridique économique que politique ; et il employait pour cela une grande équipe de collaborateurs. Cette infrastructure aurait été agrandie et améliorée en 1915 à l'occasion de l'Exposition des industries électriques de Barcelone (*Exposició de Industrias Eléctricas de Barcelona*), où il aurait fait ouvrir un bureau spécialement à cet effet. À partir de là, B. de Riquer i Permanyer explique qu'il avait reproduit cette infrastructure organisatrice au sein même de la *Lliga*, et aussi dans l'appartement que les parlementaires catalanistes avaient à Madrid. La volumineuse et précieuse information dont disposa Cambó, est la raison qui fait qu'il ait pu écrire autant de livres et d'articles, et qu'il ait pu donner un très grand nombre de conférences, en

---

<sup>414</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>415</sup> Borja de Riquer i Permanyer : *El últim Cambó, 1936 - 1947...*, op. cit.

<sup>416</sup> Sur internet: Borja de Riquer i Permanyer: "Francesc Cambó: una biografía necesaria y compleja". Cahiers de Civilisation espagnole contemporaine [En Ligne], 8 | 2012, Publicado en 21/02/12, consultado 11/07/15. URL: <http://ccec.revues.org/3769>; DOI:10.4000/ccec.3769

assistant également aux grands rendez-vous internationaux comme la Conférence internationale de Genève sur l'économie, en 1927. Un voyage qui sans doute contribua à lui permettre d'écrire un autre livre "La valoració de la pesseta", en 1929. La personnalité de Cambó, telle que la découvre cet auteur témoigne d'un homme qui avait pleinement pris conscience de l'implication de l'économie dans la politique, et du cadre général qui marquait les grands mouvements dans lesquels celle-ci se débattait. Or la grande clé de cet itinéraire particulier est le fait que l'industrialisation de la Catalogne avait permis de mettre ces hommes d'affaires en contact avec le capitalisme européen. L'organisation d'une entreprise comme la CHADE<sup>417</sup>, avait été pour Cambó une source d'enrichissement particulièrement notable, nous dit B. de Riquer i Permanyer. Ceci s'explique par le fait, que si les débuts de l'industrialisation ont été le produit de l'initiative privée, il est évident que celle-ci s'est finalement imposée parce qu'elle a été relayée par le capitalisme, c'est-à-dire par les grands détenteurs de capitaux. S. Pollard rappelle comment cette métamorphose de l'économie a obligé à créer des organismes internationaux avant même la fin du XIXe siècle, pour apporter une infrastructure et une sécurité dans les échanges commerciaux. Le traitement du courrier est un exemple paradigmatique. Sujet abordé dans une première Conférence internationale en 1863 à Paris, en 1874 se créait l'Union de Berne, puis l'Union postale universelle en 1878. En 1910 on avait signé 9 accords internationaux collectifs, 10 en matière télégraphique, 5 pour régler les câbles sous-marins, et un pour la radio ; 7 pour les transports de marchandise en chemin de fer ; 3 pour l'unification technique des chemins de fer ; 2 pour le Danube ; 1 pour le Canal de Suez, outre 3 accords en relation sur le droit maritime et la sécurité lors de la Conférence de la mer en 1913<sup>418</sup>. D'autres furent signés pour prévenir les épidémies, et même l'anarchisme, et l'on mit en marche des mécanismes pour disposer de moyens d'arbitrage, mécanismes qui débouchèrent sur la création du Tribunal de la Haye (1907). Il y a donc une relation plus qu'évidente entre industrialisation et capitalisme, mais aussi entre

---

<sup>417</sup> L'auteur Borja de Riquer i Permanyer explique dans son livre *El último Cambó*, que la CHADE (*Compañía Hispano-Americana de Electricidad*) était une entreprise de SOFINA (Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles, S. A.), une société à portefeuille de droit belge, créée en 1898, dont le siège se trouvait à Bruxelles. À partir de 1905 elle devint un puissant trust électrique. Ventosa fut vice-président du Conseil d'administration. La CHADE devint très célèbre pour son scandale au début des années 30, lorsque l'on rendit publics les pots-de-vin qui auraient été payés aux conseillers municipaux de Buenos Aires pour assurer le renouvellement de la concession électrique à cette entreprise.

<sup>418</sup> Sidney Pollard. *Peaceful conquest La conquista pacífica...*, op. cit., p. 320.

communication et traitement plus rationnel et systématique de l'économie. Il est révélateur qu'en 1906, alors que l'industrialisation changeait la face de l'Europe, des économistes espagnols se plaignaient de ne pas disposer de statistiques nationales pour évaluer d'une manière fiable le potentiel économique espagnol. Nous rapportons ici une citation de Juan Martín Fernández, qui déconcerte et prouve indirectement le retard de l'économie espagnole :

Siempre que se estudie la fisonomía de la economía pública española se tropieza con una laguna característica en la Administración: la falta absoluta de estadísticas [...]. No existe ningún Anuario que comprenda el conjunto total de las producciones patrias, [...]. Y hoy seguimos careciendo de estos datos indispensables para el estudio de la economía nacional [...]. Si en algunas fuertes Asociaciones particulares existen esos datos, cuidadosamente se guardan, y el Estado, que es quien debería poseerlos, desconoce en absoluto el índice de producción industrial. Y decimos en absoluto porque tampoco existe una Estadística del tráfico interior [...]. Por todas estas razones, desconocemos en realidad el índice de nuestras producciones nacionales, desconocemos el consumo, y, por tanto, vivimos sin organización económica alguna.<sup>419</sup>

La date est pourtant paradigmatique (1906), car elle nous rappelle l'influence des industriels catalans qui avaient réaffirmé leurs critères protectionnistes sur l'économie espagnole. Eux justement avaient déjà fait preuve d'une grande organisation car ils avaient réussi à encadrer tout un large réseau associatif sous une institution nationale, le *Fomento del Trabajo Nacional*<sup>420</sup>, et les groupes de pression dans le textile, mais aussi dans la sidérurgie étaient déjà bien présents dans la politique nationale. Inutile de dire que du côté valencien, il n'existait aucun groupe de pression comparable aux groupes textiles ou sidérurgiques. Il n'est donc pas étonnant que Prat de la Riba ait parlé de "force matérielle" en même temps qu'il revendiquait la "nationalité catalane", alors que Bayarri était loin de faire une quelconque connexion entre économie et nationalité. À partir de là on comprend que Prat de la Riba ait eu un plan bien défini, alors que Bayarri n'en a jamais eu ; ou que Prat de la Riba ait été un leader politique, alors que Bayarri n'a jamais fondé aucun parti politique ; ou que Prat de la Riba ait réussi à mettre en place toute une infrastructure appuyée par un contingent d'intellectuels, qui a pu jouer le rôle d'agent catalyseur de la société

---

<sup>419</sup> Juan Martín Fernández : *La economía española y la articulación de su mercado (1890 - 1914). Los orígenes de la vía nacionalista del capitalismo español*. Tesis doctoral, Universidad Complutense, mayo 2002, director: Juan Muñoz García. Cite Daniel Riu, éditeur de la revue: *Revista Economía y Hacienda en 1906* (p. 7). Sur internet: <http://eprints.ucm.es/tesis/cps/ucm-t26089.pdf> consulté 25/12/2014.

<sup>420</sup> Magda de Sellés Quintana : *El poder a través dels grups de pressió. Estudi d'un cas. El Foment del Treball Nacional, 1914 - 1923...*, op. cit....

catalane, alors que Bayarri n'y a jamais songé ; ou que Prat de la Riba ait organisé un congrès international de la langue catalane pour parfaire sa normalisation, alors que Bayarri quoique courageusement mais en solitaire ait écrit ses propres normes orthographiques, qu'il croyait meilleures pour le valencien. Et finalement on conçoit que Bayarri n'a jamais eu de plan expansionniste, alors que Prat de la Riba mettait en place toute une idéologie : le pancatalanisme pour élargir le territoire catalan. En fait Bayarri n'avait que des aspirations, aucun plan, et surtout aucun moyen financier pour pouvoir seulement commencer à y penser. Ceci, à notre avis, montre l'ordre véritable des facteurs, et prouve que l'argument culturel a été un instrument circonstanciel pour la bourgeoisie catalane, même si dès le début, cet argument a été mis au centre de la controverse politique. Juan Sisinio Pérez Garzón, professeur à l'université de Castille-La-Manche, qui a beaucoup publié au sujet de la construction de l'identité nationale, a souligné d'abord la mission stratégique de la mémoire sélective des nationalismes, mais a averti sur le fait que les facteurs économiques ne sont en rien étrangers à la revendication d'une prétendue nationalité :

Cada vez es más evidente que el nacionalismo debe investigarse en sus aspectos económicos y sociales, y no sólo en el cultural de las representaciones simbólicas, porque sólo así se aprehenderá el proceso de nacionalización por el que unos colectivos se convierten en naciones<sup>421</sup>.

Si le discours de Prat de la Riba, dans *La Nacionalitat Catalana*, fait appel aux arguments des auteurs primordialistes, il n'empêche que sa démarche est un exemple qui illustre parfaitement la thèse des auteurs modernistes, ou constructivistes, puisqu'il est pleinement conscient des instruments qui permettent de construire cette nationalité. L'emploi de l'expression "force matérielle" prouve qu'il avait parfaitement compris les circonstances économiques exclusives que vivait la Catalogne par rapport à l'Espagne. Il savait que sa région se voyait intégrée à l'intérieur d'un ensemble plus vaste, celui des territoires industrialisés, où naissait un nouveau type de société. La preuve était visible non seulement au niveau de sa capacité financière qui croissait ostensiblement, mais aussi au niveau des immigrants qui venaient trouver un travail qu'ils n'avaient pas sur les autres territoires, exemples : l'Andalousie et la Castille.

---

<sup>421</sup> Juan Sisinio Pérez Garzón: "Memoria, historia y poder: la construcción de la identidad nacional española". Disponible en PDF en Internet: [https://ruidera.uclm.es/.../fi\\_1317881561-IDENTIDAD%20NACIONAL](https://ruidera.uclm.es/.../fi_1317881561-IDENTIDAD%20NACIONAL), consulté le 04/04/2015.

C'est pourquoi nous considérons comme tout à fait juste les paroles d'un autre auteur, Marcel Gillet, qui affirme dans un article que l'industrialisation "n'a pas provoqué seulement un changement de niveau, mais a engendré un véritable changement de nature de la société"<sup>422</sup> et tout ceci démontre que dans son processus de nationalisation, l'originalité économique de la Catalogne a été beaucoup plus déterminante que son originalité culturelle revendiquée.

La comparaison entre ces deux figures, José María Bayarri, et Enric Prat de la Riba met en évidence que la différence fondamentale, n'est pas le fait qu'il existait chez les deux cas une culture et une langue autochtone pour appuyer une revendication nationaliste, mais que dans une région il se produisait des changements profonds qui agitaient et encourageaient les revendications nationalistes, tandis que dans l'autre, ces circonstances ne se produisaient pas avec le niveau d'intensité nécessaire. C'est pourquoi le nationalisme de Bayarri ne répondait pas à une initiative identitaire - même si dans son discours il existait déjà les germes d'un véritable nationalisme -, mais à une réaction, ou une riposte, à l'expansionnisme catalan. Disons que son nationalisme était un nationalisme défensif. Le titre de son livre *El peligro catalán*<sup>423</sup> en témoigne largement, et il ne se lassait pas de répéter que la nationalité valencienne existait, chose que ne faisait pas la grande majorité des valencianistes de l'époque. Bayarri réagissait à ce qu'il ressentait comme une intrusion, mais comme nous avons indiqué, au contraire de Prat de la Riba, aucune organisation politique ne le seconda jamais, et son combat resta limité au pur débat intellectuel. Même *Lo Rat-Penat*, - association à laquelle appartenait Bayarri - garda une position ambiguë, incapable d'échapper à la confusion permanente qui régnait autour du concept valencianiste. Par ailleurs, l'attitude de Nicolau Primitiu Gómez Serrano (1877-1971), président de l'association, qui montrait des variantes notables par rapport aux thèses de Bayarri, ne contribuait pas à éliminer la brume idéologique qui sera la caractéristique dominante du valencianisme. Ainsi les explications de Carles Recio ne

---

<sup>422</sup> Marcel Gillet: "Au XIXe siècle : industrialisation linéaire ou industrialisation par bonds?" *Persée*, revue économique, année 1972, volume 23, numéro 5, (p. 723-752), p. 730. [http://www.persee.fr/doc/reco\\_0035-2764\\_1972\\_num\\_23\\_5\\_408049?q=marcel%20gillet](http://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1972_num_23_5_408049?q=marcel%20gillet) consulté 24/04/2017.

<sup>423</sup> Josep María Bayarri Hurtado : *El peligran catalán...*op. cit. Colección "La Nacionalitat Valenciana". Ed. Institut d'Estudis Valencians. Valencia, 1998.

sont pas surprenantes, lorsqu'il nous dit que la figure de Bayarri n'arriva jamais à occuper un espace significatif dans le panorama valencien ; en fait les valencianistes eux-mêmes se chargèrent soit de le dénigrer, soit de le laisser tomber dans un parfait oubli.

Nous voyons donc que la différence du type d'économie entre les deux régions a marqué l'évolution du sentiment identitaire dans chacune d'elle. Malgré la force et l'originalité (agriculture d'exportation) de l'économie valencienne, les conditions n'étaient pas réunies pour faire de Bayarri, l'inventeur de la nationalité valencienne, même s'il revendiquait haut et fort cette nationalité valencienne. Il décrivait incontestablement un sentiment, et il alléguait des arguments historiques tout aussi valables, que ceux des Catalans, mais il n'avait pas de plan politique, comparable à celui de Prat de la Riba, ni aucune initiative originale par rapport à la réalité valencienne. Tout ceci explique en dernière instance pourquoi, tous, autant valencianistes que non valencianistes, ont continué dans leur très grande majorité à concevoir la région valencienne comme partie intégrante d'un ensemble, espagnol pour les espagnolistes, catalan pour les pancatalanistes. Autrement dit, si les blasquistes défendaient la nationalité espagnole de Valence, les valencianistes, eux proposaient de renier la nationalité espagnole (le chemin du Cid), pour embrasser la nationalité catalane (le chemin de Jaume I). Et ceux, rares comme Josep María Bayarri, Nicolau Primitiu Gómez Serrano ou bien Roger Boty qui ont parlé de nationalité valencienne, ont été fortement critiqués, et non pas par les espagnolistes - ce qui est bien révélateur -, mais par les pancatalanistes qui ont été particulièrement belligérants sur ce chapitre.

Les partisans du pancatalanisme à Valence, faisaient alors continuellement une surenchère systématique des arguments culturels, au détriment des intérêts économiques. C'était bien un déterminisme culturel qu'on prétendait installer dans les esprits, en alléguant, selon la version des pancatalanistes, une légitimité prouvée soi-disant par la science, face à la violence, imposée depuis la Castille. Or, nous avons vu que cette "science" se réinterprétait à la mesure des ambitions expansionnistes, comme nous avons pu constater dans la première partie. Cette circonstance explique en grande mesure pourquoi le discours valencianiste n'a fait que consolider la

poursuite du projet catalaniste sur les terres valenciennes. L'adaptation du modèle catalaniste, fondé sur la défense des intérêts matériels et moraux, n'a été réadapté sur le territoire valencien que dans sa deuxième moitié du schéma. Ceci signifie que la partie qui s'occupait de la défense des intérêts matériels est passée très vite en arrière-plan, pour finalement rester complètement vide de contenu stratégique. Il faut dire que les leaders catalanistes se gardaient bien de mettre en évidence les différences économiques qui séparaient les deux régions et les conséquences profondes qu'elles provoquaient au sein de leur organisation sociale respective. Des déclarations dans ce sens auraient rendu trop visibles les atouts et les racines profondes qui soutenaient le catalanisme, en contraste avec le valencianisme qui se construisait sur de maigres prémices économiques, et se nourrissait fondamentalement d'arguments culturels. Autrement dit, pour que les idées pancatalanistes triomphent il était nécessaire que la région valencienne renonce à primer l'argument économique, pour se rallier exclusivement au critère culturel, comme l'essence pure et suprême de la doctrine nationaliste valencienne. C'était exactement ce point qui marquait la croisée des chemins pour Valence, et à partir du moment où des élites influentes, comme Ignasi Villalonga ou Joaquín Reig ont accepté effectivement de primer l'aspect culturel par-dessus tout autre, elles ont donné au catalanisme toutes ses chances de promotion politique, au-delà du territoire proprement catalan. La signature des *Bases de Castellón* est la preuve incontestable du manque de lucidité de ce secteur de la société valencienne, qui d'un côté a été fasciné par le mouvement de *Solidaritat Catalana*, qu'il souhaitait ardemment pouvoir imiter et d'un autre côté, s'est senti totalement séduit par la perspective de la construction d'une Espagne fédérale, où l'on prévoyait - quoique d'une manière tortueuse - la possibilité d'opérer des ultérieures fédérations entre États ou régions autonomes. Grâce à l'argument culturel, une partie des élites croyait avoir en leurs mains la formule pour reprendre le contrôle politique de la ville aux républicains, particulièrement forts à Valence mais aussi dans toute la région. Ce calcul politique n'a servi finalement qu'à réduire un obstacle très important qui barrait le chemin au catalanisme : faire oublier les conséquences graves des mesures protectionnistes sur la partie de l'économie valencienne la plus rentable. C'est pourquoi la signature des *Bases de Castellón* montre comment, d'une manière inconsciente et confuse, ces élites

valenciennes ont tourné le dos à leurs propres intérêts économiques, en quête d'avantages politiques, permettant que des normes décidées exclusivement à Barcelone (*Institut d'Estudis Catalans*), deviennent les garantes d'un parler valencien cultivé, approuvé par une élite savante. Cet alignement normatif qui impliquait la reconnaissance tacite de la langue valencienne comme langue dérivée du catalan, plantait néanmoins les graines de ce qui se désignerait presque cinquante ans plus tard, la "Bataille de Valence".

### 8.1.1 - Le projet de Prat de la Riba

En Catalogne le projet nationaliste naît sous la plume d'un homme, Enric Prat de la Riba (1870-1917), fils de la bourgeoisie terrienne catalane. Ses études de droit l'avaient amené à faire une thèse dont le sujet - « La ley jurídica de la industria » (La loi juridique de l'industrie) - prouve combien il avait eu l'occasion de méditer sur les conséquences que l'industrialisation imprime dans l'organisation d'une société qui passe du stade agraire au stade industriel. Il rédige son livre, *La Nacionalitat catalana*, en 1906, alors qu'il a 36 ans et qu'il a derrière lui tout un parcours qui l'a aidé à faire mûrir toute une réflexion novatrice. Celle-ci visiblement l'amène à croire que la société catalane est en mesure d'entreprendre des projets seulement accessibles aux économies fortes et développées, - c'est-à-dire soutenues par une puissante industrie - . Il a bien compris l'avantage stratégique d'une Catalogne industrielle à l'intérieur d'une Espagne presque complètement rurale, à l'exception du Pays Basque ; et il est aussi conscient que de l'autre côté des Pyrénées, sur les autres terres de langue occitane, il n'existe pas de processus industriel comparable. L'influence romantique a redonné un prestige notoire à la langue provençale, grâce au prix Nobel décerné à Frédéric Mistral en 1904, mais socialement et politiquement le provençal est loin de vivre la récupération que vit alors le catalan. Prat de la Riba pense que la Catalogne doit profiter de son avance et ce n'est pas en vain qu'il compare d'une manière réitérative, la Catalogne à l'Allemagne ou l'Angleterre. Il est évident qu'il considère qu'il n'est plus suffisant de réorganiser sa propre région ; il faut songer à son

élargissement. Les élites catalanes ont toujours porté leur regard vers le monde extérieur, et il n'est pas surprenant que parmi celles-ci, quelqu'un se soit attardé à observer ce que faisaient les pays qui dominaient le monde. C'est pourquoi à l'instar de ces autres puissances économiques du moment, Prat de la Riba considère que la Catalogne doit mettre en marche sa propre expansion ; c'est ainsi qu'il révèle dans son livre que le vrai nationalisme est forcément impérialiste : "L'impérialisme est la période triomphale du nationalisme d'un grand peuple. Celle-ci est la véritable substance de l'impérialisme. Pour cela les maîtres de l'impérialisme sont de fervents nationalistes."<sup>424</sup> Il faut dire qu'au sujet de l'impérialisme il s'attarde jusqu'à y consacrer les deux derniers chapitres (IX et X) de son livre. Le numéro neuf s'intitule justement "L'impérialisme"; mais il faut comprendre ces deux dernières parties comme l'aboutissement de tout son raisonnement au sujet de la nationalité catalane. Un raisonnement qui définit le nationalisme comme étant le moment "qui suit la plénitude de la vie intérieure"<sup>425</sup>. Et la conséquence de cette plénitude ne peut être que le débordement vers l'extérieur, soit l'expansionnisme. Il est révélateur néanmoins de constater les catégories qu'il imprime à l'intérieur de l'impérialisme. Il mentionne l'impérialisme sauvage qui serait celui de la force matérielle, pratiqué par les orientaux. Un autre impérialisme, serait celui exercé par la force de la civilisation, comme le fit la Grèce, un impérialisme qu'il qualifie cependant d'incomplet, car son expansionnisme ne se serait réduit qu'au seul aspect intellectuel, sans transposition concrète sur le domaine territorial. À ces deux formes d'impérialisme il oppose celui des "races fortes"<sup>426</sup>, parce qu'elles ont su, selon lui, s'appuyer à la fois sur la force de la culture et sur la force matérielle. Mais attention, à ce mot "race" employé par Prat ; nous devons souligner des nuances. En effet, Prat ne donne pas au mot race toute la force que donnera plus tard Joan Fuster. Prat explique que "race n'est pas nationalité, bien que cela en soit un facteur très important"<sup>427</sup>. Malgré tout il partage dans son essence les thèses déterministes que les primordialistes soutiennent, puisqu'il précise :

Le fait que l'homme naît membre d'une race fait qu'il reçoit par son héritage les caractères qu'un travail de siècles a accumulé. Ce n'est plus de la cire liquide qui attend son moule, mais un métal déjà forgé qui résiste la pression des agents naturels. La race est donc un autre

---

<sup>424</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 117.

<sup>425</sup> *Ibidem*.

<sup>426</sup> *Ibidem*, p. 121.

<sup>427</sup> *Ibidem*, p. 90.

élément important. Appartenir à une race c'est autant dire avoir le crâne plus ou moins long ou large, haut ou aplati, posséder un angle encéphalique plus gros ou plus petit, avoir une complexion forte ou légère, agile ou lourde, fine ou grossière, être incliné à telles passions ou tels vices, ou à tels qualités ou bien vertus.<sup>428</sup>

Cette interprétation simpliste aujourd'hui, mais dans l'air du temps à l'époque, il faut préciser, justifierait qu'il existe ces races fortes, car dominées par des individus plus vertueux, donc dans ce cas plus enclins au travail et capable de générer une force matérielle, grâce à son industrie. Donc Prat de la Riba se limite à suggérer seulement les mots "force matérielle" qui ne mettent pas en évidence l'absence de force militaire dans le cas des Catalans, mais qui peuvent renvoyer au darwinisme social, alors en vogue. Il évite par la même occasion de préciser que c'est justement grâce à cette force militaire, que les Britanniques et aussi les Prussiens ont consolidé leur expansionnisme territorial. Cette option est impensable pour la Catalogne qui n'a pas d'industrie lourde, c'est pourquoi il faut comprendre que derrière l'expression "force matérielle" ce penseur se rapporte essentiellement à la force économique. Il est conscient du fait que la Catalogne est la seule région industrielle de tout le littoral méditerranée, et il croit possible l'exercice d'une hégémonie, sans avoir nécessairement à recourir à un conflit armé. Il poursuit donc son raisonnement, avec cette idée en tête : "Dominer par la force de la culture, servie et soutenue par la force matérielle, c'est l'impérialisme moderne, l'impérialisme intégral, celui des grandes races fortes d'aujourd'hui"<sup>429</sup>. Il affirme alors que la race catalane est celle qui prime en Espagne, assurant que "cela fait plusieurs années que le critère économique des Catalans a triomphé"<sup>430</sup>, ce qui signifie que les Catalans sont effectivement vainqueurs dans ce rapport de force, exprimé cette fois en termes économiques. Une victoire qui se doit à ce que la majorité de la société catalane a travaillé dans le même sens, grâce à tout un réseau associatif<sup>431</sup>. Un état de chose, dont Prat de la Riba se sent particulièrement satisfait, puisque justement lui-même a contribué à consolider ce phénomène (la *Mancomunitat* catalane), et il sait, - mais ne dit pas - que cette transformation sociale est une des conséquences de l'industrialisation de l'économie. La nécessaire protection de la production textile catalane a fortement encouragé la

---

<sup>428</sup> *Ibidem*, p. 89.

<sup>429</sup> *Ibidem*. p. 121.

<sup>430</sup> *Ibidem*, p. 127.

<sup>431</sup> Voir à ce sujet : Riquer i Permanyer, B. de: *Identitats Contemporànies: Catalunya i Espanya*. Barcelona. Eumo Editorial, 2000, p. 215 et suivantes.

densité du réseau associatif ce qui a eu comme conséquence l'implication active des classes travailleuses (avec la formation de partis et syndicats). Un comportement d'autant plus logique que l'on sait qu'avec les débuts de l'industrialisation, les ouvriers avaient déjà eu une réaction de rage et de rejet face aux nouvelles machines, qui menaçaient leur emploi. Mais à ces réactions naturelles et prévisibles du monde ouvrier, relayées et contrôlées à présent par la bourgeoisie, Prat de la Riba préfère interpréter dans son livre que cela se produit en raison de l'aspiration profonde de la société catalane envers sa récupération morale et matérielle. Il n'est bien sûr pas question d'expliquer la manipulation de ces classes populaires, au contraire il cherche à démontrer une disposition spéciale de la société catalane, vis-à-vis de sa propre dignité. Ceci rejoint le discours habituel des visionnaires qui se complaisent à déclarer que le destin où Dieu, a distingué son peuple parmi les autres. C'est l'éternel thème de l' élu ; on le retrouve dans les contes, les religions et même dans la philosophie. Prat de la Riba qui se confesse admirateur de la philosophie professée par Emerson<sup>432</sup> quant à l'individu, admet qu'il la reprend à son compte, mais en la transposant aux peuples: "Lui parle à l'homme, mais moi je ressens ses paroles comme si elles s'adressaient aux peuples, aux races. Elles vibrent à l'intérieur de moi avec des accents de prophétie collective, une prophétie des nations."<sup>433</sup> Il fait une transposition simpliste et dangereuse des valeurs libérales, pour bien entendu les dénaturer, et les mettre au service de la collectivité, confisquant virtuellement ce qui est la grande conquête pour l'homme : les droits individuels. Et là il se permet de faire culminer ses propos avec l'annonce d'un projet collectif pour ce peuple qu'il a décrit comme un peuple élu.

Il s'agit d'un projet nationaliste calculé sur deux phases. La première centrée sur le propre territoire catalan où il s'agit de construire et consolider l'idée d'une "nationalité catalane", sur la base d'une réinterprétation de l'histoire, et la seconde qui contemple une grande aire potentielle d'expansion, mesurée et raisonnée en termes de critères raciaux, quoiqu'il n'y mettra pas la même emphase que Sabino

---

<sup>432</sup> Ralph Waldo Emerson (1803-1882), leader du mouvement transcendantaliste aux États-Unis. Le mouvement démarre à Cambridge (Massachusetts) en 1836 avec quelques intellectuels. On y défendait la bonté inhérente de la nature humaine, pensant que les institutions (religieuses et partis politiques) corrompaient les hommes, et qu'une véritable communauté ne pouvait être formée que d'individus autonomes.

<sup>433</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 117.

Arana, dans le cas du nationalisme basque. Prat affirme la légitimité de ce projet en insistant surtout sur l'argument culturel, qu'il considère avalisé par l'histoire et de la linguistique :

Quand le pouvoir politique de Rome se désagrégea en morceaux, les vieux peuples ensevelis, sortirent à la lumière de l'histoire, chacun parlant sa langue, et la vieille *ethnos ibérique*, fut la première à faire résonner les accents de la langue catalane depuis Murcie jusqu'en Provence, depuis la Méditerranée jusqu'au golfe d'Aquitaine.<sup>434</sup>

Avec ces bases, la langue devient la clé d'une possible redistribution territoriale, en particulier sur les territoires adjacents, mais Prat de la Riba, fidèle à sa stratégie ne met jamais de limite claire à ses paroles, il laisse toujours le voile de la confusion pour ne pas avoir à se dédire. N'oublions pas que c'est un politicien de première taille, qui se réserve toujours une sortie de secours. De toute façon si le projet est expansionniste il n'est pas question d'y mettre des limites *a priori*, c'est pourquoi il pense d'emblée à exercer une hégémonie politique à l'intérieur de tout un ensemble de territoires, qui peuvent être soit ibériques, soit occitans, ou les deux à la fois (empire). Parce que, pour ce qui était de l'Espagne, ces territoires faiblement industrialisés représentaient le marché catalan. Pour ce qui était du Portugal ou du littoral méditerranéen français, la proximité géographique était déjà un avantage, et l'idée fondamentale d'un projet expansionniste est d'abord d'ouvrir des horizons, la réalité se chargera ensuite de mettre ses propres limites. Ce calcul politique était clairement conçu sur des bases économiques, et c'est la raison principale qui explique pourquoi Prat de la Riba n'a jamais revendiqué l'indépendance politique, alors qu'il clamait pour l'existence d'une "nation catalane". N'oublions pas qu'après la perte des dernières colonies certaines voix, depuis l'étranger réclamèrent la séparation de la région catalane de l'Espagne. Nous avons des exemples précis dans *El Pueblo*, où Roberto Castrovido témoignait<sup>435</sup>, seulement deux mois après la fin de la guerre (12/08/1898), comment depuis la capitale française, où la junte séparatiste cubaine avait opéré, un groupe de nationalistes catalans à leur tour, résidant à Paris, avait publié un pamphlet au titre suggestif "La cuestión catalana" (08/10/1898), faisant un évident parallélisme avec ce qui avait été dénommé "La question cubaine" (voir en

---

<sup>434</sup> *Ibidem*, p. 95

<sup>435</sup> Roberto Castrovido : "La cuestión catalana". *El Pueblo*, 08/10/1898. Voir aussi: "Cataluña y Finlandia", *El Pueblo*, 30/07/1899.

annexe document n° 29), des postérieurs articles seraient publiés, toujours dans *El Pueblo* (30/07/1899) en référence à ce mouvement séparatiste avec le même titre "La cuestión Catalana" ou avec un autre titre suggestif comme "Cataluña y Finlandia" (voir en annexe document n° 30). Mais justement ces revendications ne furent jamais relayées par Prat de la Riba qui connaissait trop la dépendance économique de la Catalogne par rapport au marché espagnol, et surtout la redoutable concurrence britannique sur les marchés extérieurs. Il est intéressant justement de voir ici, les contorsions idéologiques qu'il réalisait pour revendiquer à la fois la "nationalité catalane" et tout à la fois, évoquer un élément d'unité historique qu'il fallait conserver, c'est pourquoi il poursuivait non pas la sécession vis-à-vis de l'Espagne, mais la formation d'un État composé :

Du fait de la nationalité catalane naît le droit à la constitution d'un État propre: l'État catalan. Du fait de l'actuelle unité politique de l'Espagne, du fait de la cohabitation séculaire de plusieurs peuples, naît un élément d'unité, de communauté, que les peuples unis ont le devoir de maintenir et consolider. De là, l'État composé.<sup>436</sup>

Disons que cette proposition : l'État composé, répondait mieux au plan de Prat dont le moteur principal était le moteur économique. Autrement dit la différence d'appréciation entre la perspective politique et commerciale peut s'expliquer d'une autre manière. Si Prat de la Riba travaillait pour une fragmentation politique de l'Espagne, au nom de la culture, il se gardait bien en revanche de l'accompagner d'une fragmentation du marché national, chose qui aurait été pourtant plus en accord avec ses raisonnements qui se réclamaient historiques. Rappelons que par le passé seule la Castille avait le droit, au début, de commercer avec les Amériques : la compartimentation administrative des territoires espagnols étant totale. Mais cela n'était pas une caractéristique propre de l'Espagne, sinon du Moyen-âge. Sidney Pollard rappelle que même à l'intérieur des États considérés unitaires, les frontières économiques existaient à l'intérieur des provinces: "... en estados aparentemente unitarios como la Francia del *ancien régime*, por no hablar de Prusia o Austria, las fronteras económicas habrían actuado dentro del país, entre provincias y ciudades, más que alrededor del mismo"<sup>437</sup>. La fidélité de Prat de la Riba à l'histoire était donc très intéressée, il choisissait toujours les parties du passé qui l'arrangeaient. C'est bien

<sup>436</sup> Prat de la Riba : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 115.

<sup>437</sup> Sidney Pollard : *Peaceful conquest La conquista pacífica...*, op. cit., p. 300.

là, le processus de la mémoire sélective opérée par les nationalismes, comme explique si bien Juan Sisinio Pérez Garzón déjà cité. Il ne disait pas que l'unification politique de l'Espagne qu'il blâmait constamment avait été aussi la création d'un marché intérieur national qui avait amplement profité aux intérêts commerciaux catalans. Car il faut insister, ce Moyen-âge idéalisé par les pancatalanistes, était une époque où les barrières administratives et fiscales étaient interminables : il existait des péages au long des chemins, sur les ponts, sous les ponts ou à l'entrée des villes, une réalité qui n'était plus celle du début du XXe siècle. Ceci nous renverra à un débat que nous évoquerons dans la dernière partie, celui de l'enseignement de l'histoire : les régions doivent-elles enseigner "leur histoire"?

Il faut tenir compte que les populations qui habitaient les territoires voisins de la Catalogne, n'avaient pas la même conscience de leur situation, et encore moins des retombées directes que les rivalités entre grands fabricants mondiaux pouvaient provoquer. Il est opportun ici de faire une comparaison pour mieux comprendre. Disons que l'observation d'un paysage depuis les hauteurs, n'est pas un spectacle concevable pour ceux qui n'ont jamais eu l'occasion de le voir, et cela signifie une différence de perception. Ces populations qui étaient démunies de "force matérielle", pour reprendre l'expression de Prat de la Riba, étaient aussi démunies d'arguments politiques pour s'imposer. Dans ces conditions il est évident qu'à des régions comme Valence ou Majorque, entre autres, échouait le rôle de races faibles, car elles n'avaient pas de représentants spécifiques dans les hautes sphères du pouvoir, pour défendre leurs intérêts matériels et moraux. Elles se voyaient limitées à suivre le mouvement orchestré par les élites dominantes. D'où l'expression de ce penseur qui veut voir dans la race catalane, cette race dominante, parce que économiquement en avance sur les autres, ayant pris quasiment la direction du réseau d'organisations patronales (*Fomento del Trabajo Nacional*) et disposant d'un groupe parlementaire qui prenait la défense de la région en termes de nation :

Sois toi-même. N'imité pas, ne cherche pas chez les autres, cherche à l'intérieur de toi-même. Ne prends pas forme à travers les autres, fais que ce soit les autres qui prennent forme à travers toi. Sois loi et seigneur de toi-même. Là où tu es, se trouve l'axe de la terre. C'est ainsi que pensaient ceux qui firent la Grèce, et ceux qui firent l'Angleterre. Pense que tu es le centre des choses, que tout est pour toi; que la vérité que tu trouves dans ton être est la vérité pour tout homme; que les formules de civilisation que tu adoptes sont celles que tout le monde

doit suivre et adopter. C'est-à-dire sois toi-même et par toi-même, quant à ceux qui ne sont ni eux-mêmes et qui ne vivent pas pour eux-mêmes, ceux là seront tributaires de ta personne.<sup>438</sup>

C'est dans cette ligne de raisonnement qu'il citait le cas de la Prusse de Bismarck, qui selon lui aurait été capable d'imposer l'idéal germanique. Il faut dire qu'en son temps cet homme fut considéré un modèle à suivre pour les autres pays. La Grande Bretagne et la France ont attribué la victoire des Allemands de 1871, aux instituteurs prussiens. Ces deux pays ont d'ailleurs imité le modèle éducatif allemand et son service militaire qui était plus égalitaire. Deux aspects qui ont contribué à forger l'identité nationale allemande. On peut constater en Catalogne, l'importance qui est donnée aux signes d'identité comme le drapeau et l'hymne. Prat rêvait alors que la Catalogne puisse jouer le rôle qu'avait joué la Prusse dans la construction de l'Allemagne. Il ambitionnait la formation d'un État ibérique, où serait inclu le Portugal, songeant à faire de la péninsule un empire<sup>439</sup>. Si à cette époque, les idées de Prat de la Riba pouvaient sembler originales et novatrices à l'intérieur de l'Espagne, en réalité elles n'étaient pas proprement originales ; disons que c'était plutôt le reste de l'Espagne qui restait en marge de ce nouveau modèle d'organisation, destiné à consolider l'idée d'unité nationale. L'unité nationale espagnole était pourtant fortement menacée à cause des trop grands contrastes économiques entre régions. C'est cette circonstance qui finalement a provoqué des différences essentielles, qui sont arrivées à se transposer au terrain politique sous forme de partis nationalistes, mais non espagnolistes. En effet Sidney Pollard explique dans son livre comment l'activité industrielle, symbole de puissance et de développement pour les gouvernements est devenue très tôt l'obsession des nationalismes, en particulier après la première guerre mondiale. Il n'est donc pas étonnant qu'en Catalogne et aussi au Pays Basque cette pression nationaliste se soit manifestée avec beaucoup plus de force que dans le reste de l'Espagne. Le résultat est que l'originalité en Espagne a été l'apparition d'une initiative nationaliste contraire à l'idée traditionnelle de l'Espagne, qui a décidé de réorganiser le territoire espagnol avec des paramètres différents. L'autre originalité a été que Prat de la Riba ait cru possible la construction d'un empire ibérique sans le recours à la force armée. Or le cas allemand n'a pu triompher que

---

<sup>438</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit, p. 95.

<sup>439</sup> *Ibidem*, p. 128.

parce qu'il a abouti en une guerre victorieuse contre la France, et aussi parce que son union fiscale avait été réussie ; la Prusse avait accepté des sacrifices économiques pour consolider le *Zollverein*. Le cas italien avait abouti aussi par la force, et si cette unification a pu postérieurement favoriser l'industrialisation du pays, il est certain qu'à l'origine les motivations économiques étaient absolument inexistantes. Cela explique certainement en partie les ambitions sécessionnistes manifestées par la *Liga Norte*, seulement un siècle après l'unification. Quant aux pays de l'est créés artificiellement après la Première guerre mondiale à partir du principe de l'État-nation, ils ont été également le résultat d'une confrontation armée, et S. Pollard signale que justement les principes soi-disant politiques sur lesquels se construisirent ces nouveaux pays servirent davantage la guerre plutôt que la paix. En effet la réorganisation des frontières et la réindustrialisation opérées, en vertu cette fois des impératifs nettement nationalistes, contribua à détruire la logique industrielle primitive sur laquelle les anciens États s'étaient construits<sup>440</sup>. Le cas du tracé des chemins de fer est le plus flagrant, puisqu'il ne correspondait plus aux nouvelles frontières. Pollard parle carrément de drogue du nationalisme : "El azote del nacionalismo excesivo o 'la droga del nacionalismo"<sup>441</sup>, qui a produit finalement des effets beaucoup plus négatifs que positifs, provoquant la Deuxième Guerre mondiale.

Prat de la Riba reconnaissait qu'il s'inspirait du modèle allemand, mais la Catalogne n'avait pas la même capacité politique que la Prusse, et surtout elle ne partait pas d'une même situation. En effet, la différence était très importante : l'État espagnol étant au début du XXe siècle un État politiquement unifié, à l'inverse des petits États allemands qui ne l'avaient jamais été. Pour faire réalité son plan, Prat de la Riba avait besoin littéralement de démembrer l'Espagne, soit rompre son unité, pour pouvoir ensuite situer, la Catalogne, comme un État, au centre de cet ensemble reconstitué. Le démembrement se ferait grâce aux thèses fédéralistes, les mêmes thèses qui devraient permettre postérieurement le remembrement. Malgré ce recours forcé aux thèses fédéralistes, Prat de la Riba ne parlait pas beaucoup de démocratie, un concept qui l'aurait trop rapproché du discours républicain, il préférait insister sur

---

<sup>440</sup> Sidney Pollard : *Peaceful conquest La conquista pacífica...*, op. cit., p. 327 - 338.

<sup>441</sup> *Ibidem*, p. 329.

la tradition : "l'or pur de la tradition catalane"<sup>442</sup>. C'est pourquoi son message subliminal était qu'une Espagne fédérée serait une Espagne démocratisée ; ceci en opposition à cette Espagne unifiée qu'il assimilait à une Espagne opprimée. Ce qui est sûr c'est que ce qu'il décrivait comme des incompatibilités culturelles ne devaient pas s'interpréter comme incompatibilités politiques à partir du moment où le système fédéral garantissait une certaine autonomie, ceci bien sûr à partir du moment où la Catalogne avait le rôle dominant. Selon la capacité politique de la Catalogne à étendre son rayon d'action, Prat de la Riba restait ouvert à une dénomination ou à une autre. Si toute la Péninsule se retrouvait sous l'influence catalane, il admettait la désignation de race ibérique, et dans une hypothèse plus lointaine où le rayon d'influence de la Catalogne aurait atteint les terres occitanes françaises, il admettait de parler de race occitane ou simplement d'Empire : "Il sera alors l'heure de travailler pour réunir tous les peuples ibériques, de Lisbonne au Rhône, à l'intérieur d'un seul État, d'un seul Empire"<sup>443</sup>. Visiblement Prat se sentait capable, non seulement de gérer mais de compatibiliser les différences culturelles, à condition que le poids politique de la Catalogne soit le poids décisif.

Arrivé à ce point nous ne pouvons pas omettre ici de mentionner le travail très important du professeur Enric Ucelay-da Cal, intitulé : *El imperialismo catalan, Prat de la Riba, Cambó, D'Ors y la conquista moral de España*.<sup>444</sup> Selon lui le nationalisme catalan fut en réalité une nouvelle forme de nationalisme hispanique. C'est là une interprétation que nous ne partageons qu'à moitié. En effet, pour nous, cette affirmation ou cette conclusion est juste, seulement dans la mesure où le projet de Prat de la Riba n'est pas arrivé à son plein aboutissement. C'est vrai qu'une fois que le projet expansionniste s'est révélé non viable, les principaux représentants du catalanisme, Cambó et Ventosa en particulier, ont été identifiés comme des collaborateurs de l'oligarchie castillane, et ceux-ci ont effectivement fait équipe avec elle pour intégrer le grand circuit du capitalisme international (voir le cas de la CHADE : *Compañía Hispano Americana de Electricidad*)<sup>445</sup>, tandis que l'intervention des

<sup>442</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 40.

<sup>443</sup> *Ibidem*, p. 128.

<sup>444</sup> Enric Ucelay-Da Cal: *El imperialismo catalan de Prat de la Riba, Cambó, D'Ors y la conquista moral de España*. Edhasa, Barcelona, 2003.

<sup>445</sup> Nous l'avons expliqué dans la note en bas de page n° 416.

autorités de l'État avait aidé à réprimer l'anarchisme très présent en Catalogne, notamment dans le cas bien connu de la rue "Cambios Nuevos" de Barcelone. Depuis Valence, Blasco Ibáñez avait parlé "d'inquisition ressuscitée"<sup>446</sup>. Ces leaders de la Lliga Regionalista ont alors été répudiés par les catalanistes de gauche. Néanmoins si nous nous situons à l'époque où Prat de la Riba écrivait son livre, il est clair que ses intentions n'étaient pas celles-là. Il avait un projet original pour faire de la Catalogne et de la culture catalane le centre d'un espace élargi, où la culture catalane, était appelée à identifier la nouvelle élite économique et politique, chargée de régir cette nouvelle conception de la Péninsule ibérique, et où - cela est à souligner -, la dénomination même d'Espagne était appelée à disparaître. Prat de la Riba n'employait pas l'adjectif "hispanique". De toute évidence, il évitait de le faire. Il préfèrait employer l'adjectif "ibérique" qui gommait les traces de la suprématie castillane. Et dans la construction de son idéologie, Prat de la Riba s'en remettait aux typiques raisonnements primordialistes qui lui permettaient quoique - virtuellement - de minimiser, voire ôter, la légitimité d'un résultat historique, qu'il prétendait changer. En d'autres mots il voulait que le centre politique de l'Espagne passe de la Castille à la Catalogne, et qui plus est, agrandir l'espace géographique à toute la Péninsule ibérique, voire au sud du territoire français.

Avec un pareil projet, il devient évident que les arguments primordialistes n'étaient qu'une excuse, et le livre de Prat de la Riba "*La Nacionalitat Catalana*" était fondamentalement une ambition politique méditée avec l'avantage de celui qui savait qu'il avait des atouts, soit ce qu'il désignait lui-même : "la force matérielle", et aussi une organisation beaucoup plus efficace que celle du gouvernement espagnol. Et si l'originalité de Prat de la Riba, comme nous l'avons dit, fut de parier exclusivement sur un front de bataille idéologique, on comprend que ses généraux aient été incarnés par un régiment d'intellectuels gagnés à sa cause ; l'avant-garde du catalanisme s'étant souvent distinguée par des personnalités socialement et professionnellement très respectées. Malgré tout, il faut souligner que la construction même du catalanisme a été une entreprise qui a créé sa propre "usine" d'intellectuels. Rappelons, selon les explications de B. Riquer i Permanyer, que Cambó employait un très grand nombre de

---

<sup>446</sup> Voir dans *El Pueblo*, les articles du 20, 21 et 24 janvier 1898, entre autres.

collaborateurs pour réunir une documentation la plus ample, et la plus complète possible. Beaucoup furent postérieurement des personnalités connues et importantes<sup>447</sup>. Le recours systématique aux intellectuels les plus réputés, a été une norme, d'autant plus sacrée que l'on faisait le vide, le cas échéant, en écartant tous ceux qui ne se montraient pas coopérants ; nous avons vu dans la première partie le cas d'Alcover ou celui de Michel Ventura Balanyà. Lluís Fornés a mis aussi en relief cette stratégie, en expliquant :

Le catalanisme a essayé de construire son projet politique expansionniste en comptant en premier lieu sur les intellectuels les plus préparés et les plus dévoués à la cause. Probablement suivant l'idée de Prat de la Riba, le catalanisme panoccitaniste tenta de se construire suivant la stratégie de chercher les intellectuels, professeurs universitaires, etc. de plus grand mérite, et susceptibles d'être "dévoués à la cause".<sup>448</sup>

Il cite une lettre de Josep Carbonell, qui donne des explications très édifiantes sur l'efficacité de cette méthode, et sur la transcendance qu'elle est supposée atteindre. Il est évident qu'on ne prétendait pas faire réfléchir les gens, sinon réduire leur capacité de critique face à des personnalités sensées incarnées le grand savoir, et même la vérité :

L'art, la science, les connaissances utiles et profitables se trouvent dans le cerveau d'une minorité réduite de personnes; eh bien prenons d'abord le contrôle de cette minorité, prenons le meilleur médecin, le meilleur maître d'école, le meilleur ingénieur et faisons que ce soient eux qui enseignent ce qu'ils savent.<sup>449</sup>

Cette nouvelle conception du pouvoir bien implantée en Catalogne, mit à Valence un évident dédain des règles démocratiques. Le pantacatalanisme non partagé étant stigmatisé comme une preuve de profonde ignorance et donc d'un manque de culture le plus élémentaire. Cette stratégie avait une finalité évidente : construire le caractère non questionnable de la doctrine pancatalaniste. Cette circonstance explique pourquoi à Valence le premier pancatalanisme n'a pénétré que les secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie, plus particulièrement des cercles contraires aux idées républicaines. Un *modus operandi* qui serait répété plus tard sur les terres occitanes françaises, mais sans succès, et pour cause, la France était une république unitaire depuis très longue date, et la situation politique n'y avait rien à voir avec celle de

<sup>447</sup> Borja de Riquer i Permanyer : "Francesc Cambó: una biografía necesaria y compleja"..., op. cit.

<sup>448</sup> Lluís Fornés: *La llengua valenciana i el diasistema occitano-romà*..., op. cit., p. 169.

<sup>449</sup> *Ibidem*, p. 169 et 170 Lluís Fornés cite : Arnau, Carme: *Enric Prat de la Riba en la Nacionalitat Catalana*, Ed. 62, Barcelona, 1978, p. 9.

l'Espagne, les idées de fédération pouvaient difficilement réveiller les mêmes passions. Quoiqu'il en soit la frontière au nord des Pyrénées n'était pas mûre pour ce genre de tentative. Prat de la Riba le savait, c'est pourquoi son projet expansionniste dans la théorie restait flou, alors que dans la pratique ses efforts furent directement dirigés vers les territoires du sud, ceux de l'ancienne couronne d'Aragon, qui étaient ceux qui partageaient le même gouvernement central. D'où le désir d'expansion territoriale qui signifiait en dernière instance récupérer ce que la culture castillane aurait envahi au fil des siècles. Il s'agissait bel et bien de faire déborder le projet politique catalan sur le territoire espagnol, et ceci idéologiquement se défendait en utilisant l'histoire comme une doctrine fondamentaliste. On alléguait la présence d'importantes colonies catalanes qui auraient laissé sur tous ces territoires anciennement reconquis, l'empreinte privilégiée de la culture, et de la langue. En effet, la chose ne pouvait pas se présenter de la même manière pour ces territoires que pour la Catalogne. Pour ce qui était de la "nationalité catalane" des Catalans, Prat avait allégué des raisons qu'il présentait comme scientifiques : la terre, la langue, le droit et l'art. Ni le droit, ni l'art n'étaient transposables aux territoires voisins, il ne restait qu'à insister sur la langue, en lui conférant un statut déterminant, voire fondamentaliste, c'est pourquoi la langue devint rapidement l'axe principal de la politique catalaniste, et le centre de tous les efforts. Et il est opportun de signaler comment Eric Hobsbawm<sup>450</sup> inclut cet aspect de la langue et de l'éthnicité comme la deuxième caractéristique des trois principales qu'acquiert le nationalisme entre 1880-1914 (la première : dépasser le seuil quantitatif de l'antérieure période, et la troisième un déplacement à droite de l'idée de nation et de ses symboles). Ceci nous confirme que ce qui se passait à Barcelone n'était pas un phénomène particulier de cette ville ou de cette région, mais une tendance qui se reproduisait dans certaines parties d'Europe, et que cela obéissait à des conditions objectives. Rappelons que le Premier Congrès international de la langue catalane avait eu lieu en 1906, la même année que la publication du livre de Prat. Or nous avons déjà dit que la normalisation du catalan a été traitée depuis la première heure comme une affaire de très haute politique. Non seulement la "nationalité catalane" avait besoin d'une langue catalane normalisée, voire officialisée ; l'expansionnisme catalan aussi.

---

<sup>450</sup> Eric Hobsbawm : *Naciones y nacionalismo desde 1780...*, op. cit. p. 112.

La langue et la culture catalanes seraient les atouts majeurs pour construire le pancatalanisme.

On conçoit difficilement que ceci n'ait pas été une espèce de revanche sur la couronne et la culture castillanes, à cause de cette défaite ressentie comme humiliante à la fin de la Guerre de Succession (1715), et c'est un argument récurrent chez les pancatalanistes - il est d'ailleurs toujours d'actualité -. Nous renvoyons à nouveau à Anne-Marie Thiesse qui affirme que l'identité nationale est ce talisman précieux qui a besoin de désigner des ennemis pour exister. Il n'est donc pas étonnant que dans son livre, Prat de la Riba affirme que la monarchie était contre la Catalogne<sup>451</sup>. La décadence catalane était assimilée par lui à un hiver<sup>452</sup> qui aurait commencé au XVIIIe siècle ; ses comparaisons avec les saisons de l'année servant à mieux transmettre le caractère transitoire qu'il voulait donner à ces périodes adverses. En réalité elles ont comme mission essentielle, d'annoncer le refleurissement d'une terre qui doit symboliser le socle de la patrie<sup>453</sup>, mais aussi la racine d'une conscience nationale capable, selon lui de reproduire un cycle expansionniste, à l'instar des anciennes conquêtes du roi Jaime I le Conquérant<sup>454</sup>.

À Valence, les questions sur la langue et la culture occupèrent dès le début le centre du débat idéologique, et nous verrons plus loin que les manifestes et autres écrits sur le valencianisme se concentraient presque exclusivement sur ce sujet, laissant dans une nébuleuse, ou dans un second plan évident, toutes les questions économiques. Et si les valencianistes, à l'instar des catalanistes, déclaraient défendre tout à la fois leurs intérêts matériels et moraux, il devenait de plus en plus patent que ce modèle catalan, que l'on déclarait, en théorie, transposer au territoire valencien, se retrouvait dans la pratique bancal. C'est pourquoi, si les pancatalanistes étaient infatigables et constants quant aux aspects culturels, recherchant la solennité dans leur discours, et alléguant des preuves scientifiques, ils ne montraient pas la même rigueur pour les aspects économiques. Ceci était possible justement parce que les Valenciens n'avaient pas la même perception que les Catalans quant à leurs intérêts

---

<sup>451</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 12.

<sup>452</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>453</sup> *Ibidem*, p. 18.

<sup>454</sup> *Ibidem*, p. 40.

économiques. Ils n'avaient pas cette perspective depuis la hauteur que nous avons mentionnée plus haut. Et de la part des catalanistes, il n'était pas question de les encourager à le faire, car cela aurait signifié compromettre très sérieusement leurs plans expansionnistes. Si une région comme la valencienne, candidate à cet expansionnisme catalan avait pris trop conscience des désavantages économiques, et des limites draconiennes qu'imposaient les mesures protectionnistes à leurs exportations d'agrumes et donc à leurs intérêts matériels les plus prospères, elle aurait montré sa combativité plutôt que sa disponibilité envers les leaders catalanistes. Mais c'est bien ce point qui démontre la confusion réelle des thèses valencianistes, dans le sens où les dirigeants valencianistes n'avaient pas compris l'itinéraire politique du nationalisme catalan. Ils avaient assumé une équation politique qui était : à plus de force culturelle catalane, plus de force politique catalane, sans comprendre que l'ingrédient primitif et déterminant, soit la vraie clé du catalanisme, avait été sa force économique. C'est-à-dire que la singularité économique (l'industrie textile) de la Catalogne avait encouragé sa singularité politique (*la Lliga Regionalista* et *la Solidaritat Catalana*), qui à son tour avait favorisé la revendication d'une singularité culturelle, exprimée cette fois en termes politiques : soit la "nationalité catalane". À Valence, malgré l'existence véritable d'une singularité économique (l'agriculture d'exportation) et aussi d'une singularité culturelle (une culture propre), les choses prenaient une direction carrément opposée, puisque les valencianistes s'efforçaient d'appliquer le schéma inverse. Ils interprétaient, et nous allons donner des exemples ci-dessous, que la différence culturelle devait être l'idée clé, celle censée promouvoir la différence politique; mais attention, avec un inconvénient majeur, puisqu'ils changeaient volontiers la virtuelle nationalité valencienne par une "scientifique" nationalité catalane.

### **8.1.2 - Les contradictions du valencianisme**

Il est révélateur que ce soit des valencianistes irréductibles et représentatifs comme Cucó<sup>455</sup> ou Fuster, qui aient émis leurs critiques les plus sévères envers les blasquistes, baissant souvent de ton envers les secteurs traditionnels, pourtant tout aussi contraires au pancatalanisme. C'est justement parce que c'était les blasquistes qui se montraient les plus conscients, et par conséquent les plus belligères quant à la propagande pancatalaniste et les conséquences économiques qu'elle entraînerait, notamment ne pas favoriser une réaction sur le manque de contrôle des marchés extérieurs, y compris intérieurs. La réserve du marché national à l'industrie textile catalane, partagée avec les producteurs de blé castillan marquait des limites infranchissables. Face à cela les leaders du principal parti valencianiste *Unió Valencianista Regional*, Ignasi Villalonga Villalba et Joaquim Reig Rodríguez ont montré de véritables incohérences et nous allons les relever. Ils prêchaient la fraternité culturelle et arrivaient même à mettre les intérêts économiques au service de celle-ci. Par contre les blasquistes accusaient les dirigeants catalanistes de défendre avant tout, et par-dessus tout, leurs propres intérêts, et de construire une idéologie en strict accord avec ceux-ci. Les déclarations du leader républicain à Valence, Félix Azzati en 1918 étaient bien claires à ce sujet. En novembre il écrivait un article qui était la réponse aux affirmations faites par les pancatalanistes, qui représentaient le secteur dominant entre les valencianistes éparpillés dans différents partis, dont *Unió Valencianista Regional*, créée au début de cette même année. Et il leur expliquait :

El valencianismo que se predica de algún tiempo a esta parte es de importación catalana: una manufactura de más allá del Ebro. Es una traducción, o una imitación, o un plagio; se habla de la personalidad y del interés de Cataluña, entre nosotros, con la inconciencia o con la sumisión de los esclavos ante el fuerte. Si esas propagandas predominasen y esas corrientes influyesen sobre la opinión, Valencia sería una "colonia espiritual" de Cataluña, una de sus posesiones ibéricas, un coloniato, una merindad.<sup>456</sup>

Sur quoi il soulignait la connexion qui existait selon lui entre cette propagande et les conséquences économiques qu'elle masquait, mettant par la même occasion en évidence la contradiction idéologique du valencianisme. Et il avertissait fermement que le valencianisme devait être de fabrication valencienne, conçu à partir de la réalité valencienne et non pas à partir d'idées élaborées hors du territoire autochtone :

<sup>455</sup> Voir en particulier, chez Alfons Cucó : *El valencianisme polític: 1874-1939*, le chapitre "Valencianisme i blasquisme", p. 146, mais aussi son autre livre : *Sobre la ideologia Blasquista: un assaig d'aproximació*. València. Eliseu Climent, 1979. ISBN. 84-7502-001-1.

<sup>456</sup> Félix Azzati : "Regionalismo". *El Pueblo*, 01/11/1918.

Nuestro valencianismo se ha de moldear aquí, y para ser nuestro es casi seguro que no tendrá nada de común con el catalán y que diferirá en la esencia del regionalismo de Cambó; porque él tiene el suyo y nosotros el nuestro. Y como en derecho político no hay doctrina que manifieste con más viveza sus particularismo que esta materia que tratamos [regionalismo], se advertirá cuando el regionalismo valenciano se yerga y se implante, que nuestro puerto está en lucha con el de Barcelona, que nuestra psicología no es la suya, que nuestra patria regional por sus comunicaciones, su producción, su situación geográfica en Iberia, por su comercio es una antítesis de Cataluña; hasta ella, proteccionista, arancelaria, aduanera, y Valencia librecambista, de régimen abierto. Nuestros moldes se han de concebir aquí, en nuestra tierra, nuestro pensamiento, nuestra soberanía: aquí está el troquel y si no está aún hay que forjarlo; pero hay que actuar aquí, edificar como nos conviene.<sup>457</sup>

Nous avons tout lieu de croire qu'en 1918, le projet catalaniste de Prat de la Riba, restait le même dans son essence, même si son auteur venait de disparaître (août 1917). L'idée était là, expansion ou impérialisme, cela signifiait penser à la même chose, au même projet, et des initiatives comme celle de Cambó ("Per la Concordia"), étaient une preuve que les successeurs de Prat de la Riba assuraient la poursuite de l'entreprise. Comme nous avons indiqué plus haut, le moyen de parvenir au but marqué obligeait de briser le centralisme castillan. La manière : revendiquer une Espagne fédérale, grâce au slogan de "*l'Espanya Gran*" (voir le manifeste de Prat de la Riba, écrit seulement une année avant sa mort, *Per Catalunya i l'Espanya gran*, 1916), en magnifiant bien entendu l'argument culturel, soit les idées régionalistes ou nationalistes, face aux théories fédérales trop républicaines, qui se seraient révélées comme un obstacle, au moment de songer à de postérieures fédérations entre États, vu que les priorités n'étaient pas les mêmes dans les deux cas. En effet car si la grande stratégie de Prat de la Riba, consistait ni plus ni moins qu'à dépecer l'État espagnol, pour le ressouder à sa convenance, le fédéralisme ne devait pas être en soi une fin, mais un nécessaire instrument qu'il fallait soigneusement éviter de louer d'ailleurs, vu ses implications libérales trop contraires à cette vision nostalgique et pleine de reminiscences d'apothéose qu'il faisait du passé catalan. C'était cette particulière conception fédérale de l'Espagne, que les catalanistes proposaient à qui voulait bien les écouter. Ils promettaient une forme de liberté là où l'on dénonçait le centralisme et l'oppression. Face au nationalisme basque qui n'avait pas de stratégie au niveau national, les catalanistes prenaient l'initiative, présentant la Catalogne comme la région la plus développée (n'oublions pas qu'elle était la seule à avoir organisé une Exposition Universelle en 1888), et laissant comprendre qu'elle était la plus capable

---

<sup>457</sup> *Ibidem.*

d'assumer le gouvernail commun pour projeter l'Espagne vers un cycle de prospérité économique et de renouveau politique. Certains comme le valencien Rafael Trullenque n'avait eu aucun complexe à affirmer que la Catalogne était le cerveau de l'Espagne ("y además es el cerebro de España")<sup>458</sup> et que c'était elle qui aiderait autant Valence que les îles Baléares à conquérir leur propre État. C'est bien là, la sensation que les leaders catalanistes voulaient transmettre. Or cette vision était beaucoup plus imaginaire que réelle, puisque nous l'avons déjà dit, le développement industriel de la Catalogne et son enrichissement s'étaient réalisés en grande partie grâce au retard économique des autres régions, soutenu par la complicité indiscutable des céréaliers castillans. Sydney Pollard nous offre à nouveau une analyse :

La agricultura ibérica constituía una base desfavorable para el progreso económico. Los campesinos se veían castigados por la pobreza y eran ignorantes, excepto a lo largo de las costas, y los latifundios eran todavía menos útiles. Los rendimientos estaban entre los más pobres de Europa, sólo ligeramente superiores a los de la Europa oriental. La decisión del gobierno español de establecer unas elevadas barreras arancelarias en 1891 y 1906, que gravaban con unos derechos del 110%, al cereal extranjero, condujo a una extensión del cultivo cerealístico y retrasó la industrialización. El mercado interior fue siempre pobre y resistente al cambio...<sup>459</sup>

Dans ces conditions on pouvait raisonnablement mettre en doute la disposition de la Catalogne à assumer des sacrifices - chose que la Prusse avait faite -, même si elle s'offrait en directrice de ce nouvel ensemble d'États fédérés qu'elle préconisait. De fait l'initiative menée autour du slogan de "l'Espanya gran" n'eut pas un succès significatif. Si la préoccupation principale de Prat de la Riba avait été de démontrer l'existence d'une "nationalité catalane", bien différente de l'espagnole, et donc de travailler pour la dislocation nationale du pays, il était difficile de croire que tout cela se faisait dans l'intention de veiller à un théorique intérêt commun. Les catalanistes continueraient de défendre leurs prérogatives économiques, et le système fédéral proposé ne pouvait que tendre à se profiler comme un ensemble flou ; car en fonction exactement de quels critères se formeraient les ultérieures fédérations entre États? Il existe certains domaines comme la défense nationale, les transports ou les grandes infrastructures qui requièrent une vision globale et un gros budget. Il n'est donc pas surprenant que certains se soient posés des questions, et la réaction qu'eut un membre de la

---

<sup>458</sup> Alfons Cucó : *El valencianisme polític: 1874-1939*. Cucó cite : Rafael Trullenque: *Nacionalismo valenciano*, s/d [1915], p. 36 et 37.

<sup>459</sup> Sidney Pollard : *La conquista pacífica. La industrialización de Europa: 1760 - 1970...*, op. cit., p. 290.

*Diputación* (Conseil général) de Valence, M. Bentroza nous paraît tout à fait significative.

Vers la fin de l'année 1918, cet élu avait posé une question qui avait provoqué une nouvelle réunion du Conseil, celle du 3 décembre, qui obligea Ignasi Villalonga, chef du parti d'*Unió Valencianista Regional* à se lancer dans un discours qui avait pour objet d'expliquer exactement en quoi consistaient les aspirations valencianistes. Il est à noter qu'à cette date, il n'existait à Valence en tout et pour tout qu'une déclaration valencianiste de huit points, censée exposer les aspirations politiques des valencianistes, et aucune ne revendiquait une nationalité valencienne ; on se limitait à réclamer la reconnaissance de la personnalité valencienne. Ceci face aux cent trente pages du projet de Prat, attaché à démontrer l'existence de la "nationalité catalane", prouve dans toute son évidence que le nationalisme valencien en tant qu'idéologie n'existait pas. Les valencianistes s'étaient bel et bien limités à adopter le projet catalaniste, dans les limites indiquées par les catalanistes eux-mêmes. Malgré tout ils se faisaient forts de considérer cette déclaration comme un programme proprement valencien parce qu'on y revendiquait l'instauration d'un État valencien. Justement le discours d'Ignasi Villalonga, intitulé "Substantivitat del valencianisme"<sup>460</sup> (voir document en annexe n° 31) se chargeait de mettre toute l'emphase sur cette aspiration, c'est pourquoi son introduction faisait directement référence "au moment politique actuel"<sup>461</sup> qui exigeait selon lui pour "une plus grande décentralisation"<sup>462</sup>, et il se faisait un devoir d'approfondir les concepts compris dans les huit points de la Déclaration valencianiste. Il faut dire que la question que M. Bentroza avait posée était simple mais précise : "quelles limites souhaitait-on pour la future Valence?"<sup>463</sup> Autrement dit en quoi devait consister le projet nationaliste invoqué. Visiblement il n'avait pas été suffisant d'affirmer que l'on voulait instaurer un État valencien, si par la même occasion on envisageait d'associer ce futur État avec d'autres, appartenant également à la fédération ibérique. Le fait qu'Ignasi Villalonga ait alors envisagé trois

---

<sup>460</sup> Ignasi Villalonga Villalba : *Substantivitat del Valencianisme*. Discours prononcé le 3 décembre 1918 dans le salon des réunions du Conseil général de Valence. Publié par le parti *Unió Valencianista Regional*, 15 pages.

<sup>461</sup> *Ibidem*, p. 3.

<sup>462</sup> *Ibidem*.

<sup>463</sup> *Ibidem*, p. 9.

considérations possibles quant à ces futures fédérations, montre que le projet pratien marquait un chemin prédéterminé là, où les thèses fédéralistes auraient donné pleine liberté. Si les dirigeants valencianistes avaient été plus conscients de leurs priorités économiques, ils auraient sans doute profité pour faire primer la défense de leurs intérêts matériels ; les considérations quant au critère historique aurait pu avoir leur place, mais elles n'auraient jamais barré d'emblée, le chemin à de postérieures fédérations, sous prétexte que les intérêts économiques ne pouvaient pas avoir le même traitement : c'est-à-dire qu'on ne les aurait pas dévalorisées, stratégiquement parlant, comme ce fut le cas :

Parce que si nous nous en tenons au critère purement économique, il serait possible de songer à faire une union avec Tέρuel, Murcie ou Cuenca. Si nous nous en tenons au critère de la langue, nous serions obligés de renoncer à une grande partie de la zone occidentale de notre terre. Et si nous acceptons le critère historique, nous instaurerions l'ancien royaume de Valence.<sup>464</sup>

Villalonga qui défendait solennellement la légitimité du critère historique, et la prévalence des thèses nationalistes, en venait à considérer contradictoire une fédération sur des bases exclusivement économiques, c'est pourquoi il parlait d'"antinomie"<sup>465</sup>. Soit la grande unité raciale catalane rendait non viable une fédération plus étroite de la région valencienne avec d'autres territoires qui ne partageraient pas la même langue, même si économiquement ces possibles fédérations auraient été particulièrement avantageuses. Villalonga préférait proposer des accords ponctuels avec Tέρuel, en matière économique, malgré le fait qu'il reconnaissait les grands avantages pour Valence, que signifiait sa richesse minière. En effet cette région avait besoin du port valencien pour donner une issue à ses exportations. Il soulignait - lui-même - la valeur stratégique de cette région voisine puisqu'il rappelait que sur le littoral valencien adjacent aux montagnes de Tέρuel on était en train d'élever "une colossale industrie sidérurgique"<sup>466</sup> qui avait ses ramifications directes sur l'industrie valencienne, mais aussi sur l'agriculture, à cause des emballages et du matériel mécanique nécessaires aux agriculteurs (outils, moteurs pour l'extraction d'eaux souterraines) ; sans compter la construction du matériel ferroviaire. Nous avons vu dans le chapitre antérieur que Sigfrido Blasco-Ibáñez en

---

<sup>464</sup> *Ibidem.*

<sup>465</sup> *Ibidem*, p. 13.

<sup>466</sup> *Ibidem.*

1932 défendait cette idée de fédération entre Valence et Téruel justement en raison de ces importants intérêts économiques. Villalonga, pourtant homme d'affaires valencien de renom à cette époque, renonçait paradoxalement à privilégier cet aspect, et il maintenait le même raisonnement quant à la région murcienne. Il reconnaissait même un "parallélisme"<sup>467</sup> dans les intérêts agricoles, et exportateurs. En effet la preuve de cette réalité est que le système d'irrigation de l'agriculture murcienne est similaire au valencien, à tel point que les deux autorités qui régulent chacune leur système respectif, le *Consejo de Hombres Buenos* de Murcie, et le *Tribunal de Aguas de Valencia*, ont été déclarées, en 2009 par l'UNESCO, Patrimoine culturel non matériel de l'humanité. L'union ou l'association de ces intérêts face au gouvernement central, ou face aux grands intermédiaires des marchés extérieurs aurait été un avantage certain. Mais rien de tout cela n'était alors comparable aux intérêts culturels qui unissaient le Pays valencien et la Catalogne, c'est pourquoi sur ce point, son ton adoptait une emphase spéciale :

Mais en plus nous avons avec la Catalogne des affinités spirituelles, de race et de langue. Nous pouvons constituer une communauté de culture, condensée dans des centres d'enseignement, grande université, institut philologique, etc. Là aussi il serait opportun de constituer un organe administratif qui servirait ces hauts intérêts.<sup>468</sup>

À noter qu'il ne mettait pas de pluriel à "grande université" et "institut philologique", ce qui anticipait déjà une prédisposition à la signature de ce document qu'on allait désigner avec le nom de *Bases de Castellon*, et prouve quant à nous que les catalanistes spéculaient sur la possibilité de créer un organisme commun où faire converger les langues, puisque Teodor Llorente y fait aussi allusion. La fédération linguistique devait anticiper la fédération politique. Tout ceci face aux intérêts économiques qu'il venait de mentionner, démontre une priorité manifeste puisqu'il employait le qualificatif "hauts" pour les intérêts culturels. Mais à cette date l'attitude d'Ignasi Villalonga quant à la langue marquait une différence importante par rapport à la majorité des valencianistes, ce qui prouvait une réserve et un certain calcul face aux aspirations pancatalanistes. Il est évident qu'en tant qu'homme d'affaires, il voulait s'assurer le contrôle du territoire valencien à l'intérieur de cette future fédération, et cela est constatable à partir du moment où il épousait la thèse du père Fullana et

---

<sup>467</sup> *Ibidem.*

<sup>468</sup> *Ibidem.*

déclarait que la langue valencienne avait sa propre origine, allant jusqu'à pontifier que : "De sorte que D. Jaume ne vint pas ici nous apporter sa langue. Valence n'est pas une colonie du peuple catalan"<sup>469</sup>. En échange pour ne pas compromettre sérieusement le projet pratien il expliquait que les affinités linguistiques, se devaient aux postérieures influences de la langue catalane, mais que de toute façon les Valenciens appartenaient à une même race, celle qui occupe le littoral méditerranéen depuis Murcie jusqu'aux Pyrénées et au-delà. Mais voilà le projet pratien n'admettait aucun écart, car la langue comme nous avons dit, était justement cet argument fondamental appelé à soutenir l'expansion territoriale catalane, et tout particulièrement celle prévue dans cette première phase, dont Valence faisait partie. Cette affirmation était donc condamnée à être rectifiée ; ce que Ignasi Villalonga se vit obligé de faire quelques mois plus tard. En 1919 et dans un nouveau document, "El Pensament Valencianista : Declaració oficial i comentaris"<sup>470</sup> (La pensée valencianiste : Déclaration officielle et commentaires, voir document en annexe n° 32), il dut se dédire à plusieurs reprises en affirmant que "Le nationalisme considère que [l'Espagne] comprend quatre noyaux raciaux : le galaïco-portugais, le basque-navarre, le castillan et le nôtre intégré par la Catalogne, Majorque et Valence. Ces zones sont déterminées par leur langue respective, diversifiée en forme de dialecte"<sup>471</sup>. N'oublions pas que Fullana reçut aussi des pressions cette même année, 1919, alors qu'il écrivait une série d'articles qui avait pour but de corriger la grammaire de M. Ortín. Il dut arrêter d'écrire tout en manifestant son espoir de pouvoir reprendre ultérieurement cette série d'articles. Nous pouvons supposer que Villalonga reçut aussi des pressions quant à l'importance de préciser que l'origine de la langue des Valenciens ne pouvait être que catalane. Pour le reste il reprenait point par point l'éternel discours du nationalisme et insistait sur l'opposition fondamentale entre État, construction artificielle, et nation, construction naturelle :

La nation par contre est un produit naturel, spontané, déterminé par le territoire, l'histoire, la race, le droit, et surtout la langue, et en l'occurrence la culture. La nationalité est un fait qui est imposé depuis les temps très anciens. Même si des conquérants arrivent, un État oppresseur s'impose ou un cataclysme social éclate, la nationalité se maintient comme un rocher.<sup>472</sup>

---

<sup>469</sup> *Ibidem*, p. 5.

<sup>470</sup> "El Pensament Valencianista: Declaració oficial i comentaris". Imprenta valencianista, Minyana, 7 y 9, Valencia 1919. (Plusieurs auteurs, dont Ignasi Villalonga Villalba).

<sup>471</sup> *Ibidem*, p. 10, correspond au commentaire du point 2, au sujet de la personnalité.

<sup>472</sup> *Ibidem*, p. 9.

Communiant avec les thèses primordialistes, il réaffirmait de cette façon les liens naturels et essentiels entre la Catalogne, Majorque et Valence, et souscrivait cette fois, presque sans réserve la première phase du projet pratien. Visiblement Villalonga au niveau dialectique était disposé à céder en tout, sauf sur une chose : le contrôle du territoire valencien devait rester entre les mains des Valenciens, il n'était pas disposé à céder sur ce point, c'est pourquoi il expliquait dans *El Pensament Valencianiste* : "On pourra objecter à la demande de l'État valencien, que Valence, Majorque et la Catalogne ont ensemble une étroite parenté historique raciale et linguistique, et que pour cela ces territoires devraient former ensemble, un seul État, selon le principe de la nationalité"<sup>473</sup>, - ses paroles prouvant qu'il reconnaissait d'une manière indirecte la "nationalité catalane" des Valenciens -; néanmoins il soulignait que, cette nationalité soit catalane, au lieu d'être espagnole ne changerait pas un fait non négociable pour lui : ne pas céder le contrôle du territoire valencien aux Catalans. Sur quoi il rappelait que : "L'histoire de la Confédération catalano-aragonaise, montre Valence comme un État indépendant, différent des autres de la Confédération. L'unique lien qui unissait était la personne du roi"<sup>474</sup>. Cette précision était suffisamment claire. Par contre ce qui est surprenant c'est que Ignasi Villalonga ait été - au moins théoriquement - disposé à accepter la scission d'une partie du territoire valencien, au nom de l'unité linguistique, acceptant dans ce cas, et avec toutes ses conséquences, la logique du critère primordialistes et donc racial. Des zones castillanes comme Requena ou Utiel, pourtant riches à cause de leurs exportations vinicoles, auraient pu se séparer, si telle était leur volonté, précisait-il. "De cette manière on résoudrait la question de la dualité à Valence"<sup>475</sup>. Une éventualité à nouveau envisagée dans le point numéro cinq de la Déclaration valencianiste, expliqué par un autre auteur, Pasqual Asins Lerma<sup>476</sup>, qui traitait de la coofficialité des deux langues. Ceci est une preuve notoire que les thèses pancatalanistes étaient assumées sans limite dans l'esprit des valencianistes, et que certains Valenciens étaient disposés à considérer comme des étrangers d'autres Valenciens, au nom de la différence de langue, tout en acceptant de regarder les Catalans comme des frères de nationalité. Une circonstance

---

<sup>473</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>474</sup> *Ibidem*.

<sup>475</sup> *Ibidem*.

<sup>476</sup> *Ibidem*, p. 23.

que les Catalans se sont bien gardés d'envisager lorsqu'en 2006, le Val d'Aran a fini par faire valoir officiellement la spécificité de la langue aranaise face au catalan, mais nous y reviendrons plus loin. Tout ceci démontre que les valencianistes étaient disposés à faire tout ce que disaient les catalanistes, sans se rendre compte que cela n'était pas exactement ce que faisaient les catalanistes, et nous en donnerons des exemples. Une autre preuve de ce militantisme dénué de tout esprit critique se retrouve dans les affaires de haute politique. Dans la déclaration valencianiste (1919), on acceptait le programme qu'avait proposé l'assemblée des parlementaires catalans en 1917, et dans l'aparté "D"<sup>477</sup> de la déclaration on jugeait favorable le fait que l'État espagnol veille sur le régime des douanes et des traités de commerce, ce qui équivalait à accepter le *statu quo*. Un point cependant particulièrement vital pour l'économie valencienne, où les Valenciens auraient dû essayer de gagner des marges de contrôle, et chercher à imiter les industriels textiles catalans qui exerçaient depuis plusieurs décennies une influence réelle sur le gouvernement central, grâce aux groupes de pressions<sup>478</sup>. À noter cependant une seule exception, et très significative. On refusait de considérer que la situation des ouvriers soit la même sur tout le territoire des futurs États fédérés ; ceci est expliqué dans l'aparté "K". Le ton catégorique employé sur ce point pour rejeter ce critère recueilli dans le chapitre de la législation sociale<sup>479</sup>, surprend par rapport à toute la docilité avec laquelle les autres questions sont traitées : "... il convient au nationalisme valencien de faire valoir à ce moment précis qu'il n'admettra en aucune façon cette base..."<sup>480</sup>. Ceci prouve le caractère fausement interclasse que l'on voulait donner au nationalisme valencien, justement dans un moment de grave crise économique, mais ceci est un aspect que nous allons traiter plus loin. Ce qui nous intéresse ici c'est de souligner pour l'instant cette confusion idéologique qui s'apprécie par le fait que les valencianistes, restaient conscients des enjeux de leur région pour ce qui touchait le bas de l'échelle économique, comme les salaires des journaliers ou des ouvriers, mais perdaient leur lucidité en ce qui concernait le haut de l'échelle économique, c'est-à-dire la macroéconomie. Nous

---

<sup>477</sup> *Ibidem*. p. 14.

<sup>478</sup> Voir à ce sujet la thèse déjà citée de Magda de Sellés Quintana : *El poder a través dels grups de pressió. Estudi d'un cas. El Foment del Treball Nacional, 1914 - 1923*. Thèse doctorale dirigée par Dr. Jordi Casacassas i Ymbert. Barcelona. Universitat de Barcelona. Novembre 1991.

<sup>479</sup> "El Pensament Valencianiste : Declaració oficial i comentaris"..., op. cit., p. 15.

<sup>480</sup> *Ibidem*.

avons rappelé plus haut que dans les hautes sphères institutionnelles, les Valenciens - en tant que lobby -, n'avaient pratiquement aucune influence, ce qui prouve en effet qu'il existe un cercle vicieux, et qu'à une plus faible influence économique et financière (le *Banco de Valencia* ne se constituera avec un capital 100% valencien qu'à partir de 1927) correspond une plus faible influence politique.

À tout cela il est important d'ajouter que cette docilité envers les consignes catalanistes était justement ce que l'on reprochait aux valencianistes, et Villalonga bien conscient de ces critiques, admettait que l'on accusait les valencianistes de chercher toujours à imiter ce qui se faisait en Catalogne, et d'essayer de convertir la région valencienne en une colonie catalane. À ce qu'il répondait :

Ceci est injuste. Ce qui se passe c'est que nous avons un problème, auquel nous ne trouvons pas de solution, et nous manquons d'orientation, car la génération antérieure ne nous avait pas donné de directives; et nous avons dû les rechercher dans l'étude du droit politique moderne, et dans les mouvements nationalistes vivants, non seulement en Espagne, mais aussi en Europe, comme en Bohême, Finlande, Irlande, etc., comme la Catalogne l'avait fait.<sup>481</sup>

Des explications qui visiblement ne convainquaient guère les Valenciens, puisque les résultats électoraux démontraient la nulle incidence des idées valencianistes dans la population. Nous avons vu que depuis les débuts même du valencianisme, le sujet de la nationalité avait toujours été un point flou et très controversé. Dès 1906 lorsque les premiers jeunes représentants de *València Nova* revenus du Congrès international de la langue catalane revendiquaient la filiation de la langue valencienne avec la catalane, les réactions furent de surprise, ou de franc rejet, et le résultat des urnes, sans appel. Compte tenu du fait que les forces valencianistes se maintenaient toujours nettement minoritaires, on comprend que pendant longtemps l'objectif prioritaire de ses militants ait été d'essayer de maintenir une cohésion minimale. Dans ces conditions leur interlocuteur principal ne pouvait être autre que le secteur du *Rat-Penat*, qui était le seul à maintenir une infrastructure solide et à s'ériger en ferme défenseur de la culture valencienne, or cette association avait toujours été contraire aux thèses pancatalanistes. Ceci explique pourquoi on avait tâché d'éviter le débat véritable, qui aurait obligé de prendre publiquement et officiellement une position au sujet de la langue et aussi au sujet de la nationalité.

---

<sup>481</sup> *Ibidem.*

Alfons Cucó le reconnaît lui-même. Il explique que cette question avait été quelque peu évitée par tous les groupes valencianistes, bien qu'elle ait été l'objet de fréquents débats "passionnés"<sup>482</sup>, mais "toujours tenus individuellement"<sup>483</sup>. Et il précise : "Le contexte politique avait conseillé de maintenir un silence évasif sur le problème"<sup>484</sup>. Ce qui prouve la stratégie préméditée de l'ambiguïté et la confusion qui produit un document polémique comme les *Bases de Castellón*, même si certains groupes ont commencé à revendiquer plus ouvertement la catalanité de la langue valencienne. Le cas du groupe "Acció Cultural Valenciana", une association universitaire qui en 1931 aurait brisé cette dynamique : "Acció Cultural Valenciana brisa ce silence d'une manière notoire"<sup>485</sup>. En effet à l'aube de la Seconde République Espagnole, la perspective de pouvoir instaurer une autonomie valencienne et donc de construire une future Espagne fédérale, encourageait les espoirs d'une fédération ultérieure avec la Catalogne. Il s'agissait alors de préparer idéologiquement les Valenciens, et un des principaux soucis des valencianistes était d'essayer de rallier le secteur rat-peniste, sachant que si cela arrivait à devenir une réalité il serait beaucoup plus facile d'élargir l'influence du mouvement vers la base, vers le peuple. Si au niveau linguistique, les valencianistes furent très près de parvenir à couronner leurs efforts, avec la signature des *Bases de Castellon*, au niveau idéologique, ils furent toujours très loin de leur but, car leur propagande était beaucoup trop radicale, et éloignée des postulats défendus par *Lo Rat-Penat*. Cucó cite l'extrait d'un des articles publiés par cette association, *Acció Cultural Valenciana*, qui représente un exemple type de la propagande pancatalaniste publiée dans cette période : "Une nation peut avoir plusieurs États juridiques; mais par-dessus tout, il y a un État racial (...) Plus vous faciliterez le développement de l'unité de l'État racial et plus parfaite sera la nation"<sup>486</sup>. On peut apprécier déjà la contradiction évidente qui réside dans le fait que l'on revendiquait les vertus d'un État fédéral, pour en dernière instance aspirer à réformer un nouvel État unitaire, au moins en ce qui concerne la zone d'influence catalane : "Plus vous faciliterez le développement de l'unité de l'État racial et plus parfaite sera la

---

<sup>482</sup> Alfons Cucó: (1971) : *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 195.

<sup>483</sup> *Ibidem*.

<sup>484</sup> *Ibidem*, p. 195 et 196.

<sup>485</sup> *Ibidem*, p. 196.

<sup>486</sup> *Ibidem*, p. 196. Cucó cite : "Escolta València!. *Acció Valenciana*, n° 2. 20-III-1931.

nation"<sup>487</sup>. Pour le premier anniversaire de la publication on avait écrit en gros caractères sur la première page: "NOUS VOULONS LA RECONSTRUCTION DE NOTRE NATIONALITÉ CATALANE, FORMÉE COMME TOUJOURS PAR LES ÉTATS FÉDÉRÉS DE VALENCE, MAJORQUE ET LA CATALOGNE STRICTE"<sup>488</sup>. La vitesse avec laquelle ce groupe avait donné son consentement et sa bénédiction à l'expansionnisme catalan se mesure par le fait que le qualificatif de "stricte" accolé à Catalogne, était à mettre en opposition à la Catalogne, tout court, qui sous-entendait déjà tout l'ensemble de ces États fédérés, de langue catalane. Par ailleurs dans ce même numéro on offrait une déclaration valencianiste pour réitérer les demandes habituelles. Celles-ci étaient l'aspiration à former un État valencien, qui viserait à développer une politique d'alliances ou d'unions, en primant le critère racial. On anticipait un rapprochement avec les autres terres catalanes, et on songeait à recatalaniser les contrées valenciennes qui parlaient une langue étrangère (le castillan). Ce discours était à mille lieux de séduire le secteur du Rat-Penat, mais en réalité il était adressé, d'une manière prioritaire au milieu universitaire, où, suivant la stratégie pratienne, on cherchait à inoculer le catalanisme avant que les cerveaux ne soient "intoxiqués" par les idées républicaines. Il s'agissait de préparer l'élite pancatalaniste du futur à l'intérieur de la société valencienne. À noter qu'avec un pareil programme on a beaucoup de mal à comprendre sur quoi se basait A. Cucó pour affirmer que ce groupe devait être considéré comme "apolitique"<sup>489</sup>. Selon les explications qu'il apporte dans son livre, pour lui la mission d'"Acció Cultural Valenciana" visait surtout à fomenter un renouveau dans le monde de l'université. Mais voilà justement, un échantillon de la confusion systématique qui a enveloppé le valencianisme, par le fait que celui-ci, dès son essence a toujours adopté un discours jalonné de perpétuelles contradictions, ambiguïtés et confusions, souvent volontaires. En effet, depuis le camp pancatalaniste on lançait souvent des affirmations qui avaient requis ensuite des corrections ou des nuances, qui contredisaient à leur tour le premier énoncé. C'est-à-dire que l'on disait une chose et son contraire à la fois. Cette opinion de Cucó au sujet d'*Acció Cultural Valenciana* représente un enième exemple de cette contradiction permanente. Nous pouvons observer qu'il n'identifie pas comme un fait contradictoire que l'on puisse

<sup>487</sup> *Ibidem*, p. 196. Cucó cite: "Escolta València!. *Acció Valenciana*, n° 2. 20-III-1931.

<sup>488</sup> *Acció Valenciana* : 15/04/1931. Premier anniversaire de la revue.

<sup>489</sup> Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 195.

considérer une association comme étant apolitique, quand bien même cette association revendiquait ni plus ni moins que changer la structure de l'État espagnol. C'est donc bien cette dynamique qui a accompagné le valencianisme et l'a condamné à la controverse et même au conflit, et la postérieure signature des *Bases de Castellón* sera en elle-même le germe principal pour continuer à alimenter le phénomène dans toute sa profondeur. Il donnera une base solide aux défenseurs des arguments linguistiques, quant bien même le document n'affirme à aucun moment la catalanité de la langue. Il s'en garde bien d'ailleurs, et nous verrons pourquoi.

Avec l'instauration de la Seconde République, Ignasi Villalonga avait quitté officiellement le parti d'*Unió Valencianista Regional* pour se rallier à la *Derecha Regional Valenciana*, au caractère majoritairement agraire et officiellement contraire aux thèses pancatalanistes, quoique lui personnellement et publiquement maintenait son engagement valencianiste, ce qui prouve qu'il ne se défaisait pas du label valencianiste que nous venons de définir. Pendant cette période qui offrait la perspective de pouvoir instaurer un statut d'autonomie, la bourgeoisie valencianiste chercha à améliorer son organisation et son contrôle de tous les secteurs sympathisants, elle prétendait se présenter comme une alliée de la gauche valencianiste face aux blasquistes qui étaient identifiés comme l'adversaire à écarter. À droite naissaient deux autres partis très minoritaires comme *Agrupación Valencianista de Derecha* (DRV, 1930) et *Acció Nacionalista Valenciana* (ANV, 1933), qui eurent des trajectoires très discrètes. À gauche se créaient aussi : *Agrupación Valencianista Republicana* (AVR, 24/04/1930) dont nous avons déjà parlé dans la partie antérieure (il intégrait la *Conjució de partits*) et *Acció Cultural Valenciana* (ACV, mars 1930), tous deux également minoritaires. Le premier rentra tout de suite sous l'influence d'*Esquerra Republicana de Catalunya*, qui revendiquait un État fédéral. Il avait son propre journal, *Avant* (13/09/1930), qu'on considérait comme la continuation de *Pàtria Nova*. Le deuxième privilégiait son action sur le domaine de la culture. C'était un groupe d'intellectuels, qui suivaient le plan tracé par Prat de la Riba, soit inculquer dans le monde universitaire l'idée que la culture valencienne faisait partie de la culture catalane. Il avait aussi son propre journal, *Acció Valenciana*, d'abord dirigé par Felip Mateu et ensuite par Lluís Querol. Le *Centre d'Actuació*

*Valencianista* (CAV), créé peu après en 1931, fut conçu justement pour faire un front commun valencianiste, qui se désagrégea vite lorsqu'en 1933, *Unió Valencianista Regional* disparaissait, face à la triomphante droite régionaliste agraire regroupée sous *Derecha Regional Valenciana*. La gauche valencianiste prenait alors l'initiative, radicalisée par la gauche catalaniste, au lendemain de l'obtention du statut d'autonomie catalan. Sous l'influence directe d'*Esquerra Republicana de Catalunya* elle comprendrait le besoin d'essayer à nouveau de fomentier l'union, mais cette fois avec une claire tendance à gauche. Elle essaierait de regrouper les effectifs valencianistes dans un nouveau parti *Acció Valencianista Republicana* (AVR, mars 1933), en essayant d'attirer vers elle tous les groupes, associations ou entités valencianistes, disséminés au long de toute la province. L'objectif prioritaire était le statut d'autonomie, mais nous avons vu qu'il fut finalement impossible d'arriver à la rédaction d'un avant-projet avant l'arrivée du Front Populaire (*Frente Popular*) au gouvernement. Ce qui est certain c'est que l'année 1933, marque le passage clair du rapport de force valencianiste de droite à gauche.

Pendant les premières années, de 1930 à 1933, la personnalité la plus significative fut Joaquín Reig Rodríguez, qui faisait partie de la Commission pro-statut. Il avait été cofondateur avec Ignasi Villalonga du parti *Unió Valencianista Regional*, et tous deux avaient créé en 1932 le journal *El Camí*, dont nous allons extraire plusieurs fragments. Mais le parti bénéficiait aussi de l'influence d'autres journaux comme *La Correspondencia de Valencia* ou *El Poble Valencià*, beaucoup plus minoritaire celui-ci. À l'instar de Villalonga, ce leader était licencié en droit et également homme d'affaires, il fut conseiller municipal à la mairie de Valence (1931 - 1933), et postérieurement député au Parlement de Madrid pendant le deuxième *bienio* (1933 - 1936) grâce aux votes catalans de la *Lliga Regionalista*.

Justement deux mois après l'annonce du statut d'autonomie catalan, on pouvait observer comment à l'occasion de sa nomination comme directeur du *Centre de Cultura Valenciana*, en novembre 1932, Joaquín Reig faisait des déclarations qui étaient recueillies dans un nouveau document intitulé : "Concepte Doctrinal del

Valencianisme"<sup>490</sup> (voir document en annexe N° 33). C'était une synthèse du programme valencianiste ; la première revendication était la même que celle qu'avait exprimé Ignasi Villalonga dans "Subsantivitad del valencianisme", l'année 1917 : "Le valencianisme demande et affirme la reconnaissance de l'entière personnalité du Pays valencien, intégré par les trois 'provinces' actuelles..."<sup>491</sup>. Cependant le rapprochement avec les thèses pancatalanistes et l'adhésion complète au projet pratien étaient évidents, dans la mesure où Reig, d'un côté manifestait publiquement son espoir de déroger un jour, l'article n° 13 de la Constitution qui empêchait les régions espagnoles de se fédérer entre elles, et d'un autre, resituait dans son discours la région valencienne dans son ensemble jugé "naturel". Il se complaisait ainsi à anticiper des prochaines fédérations entre territoires proches (Îles Baléares), appelés à constituer le futur Empire occitan :

Refaite l'unité du Pays Valencien, celui-ci aspire à s'intégrer dans une Confédération sincère avec la Catalogne et Majorque, sans réduire mais au contraire stimuler et consacrer sa personnalité valencienne ; une fois en marche cette communauté, celle-ci veut rendre possible l'Empire occitan - Empire non pas dans le vieux sens du mot - mais en établissant des contacts avec toutes les terres de Langue d'Oc...<sup>492</sup>

Reig avait compris qu'il était prioritaire de rallier le camp rat-peniste, c'est pourquoi il décrivait un cadre général plus ample, celui des territoires occitans, et son discours restait volontairement flou sous certains aspects, au risque de tomber dans des contradictions manifestes. Il affirmait que cette union de Valence avec les autres territoires servirait à "stimuler" la "personnalité" valencienne, or quelques pages auparavant il déclarait que Valence fuyait de tout "particularisme"<sup>493</sup>. Il promettait une chose et son contraire, car comment stimuler la personnalité valencienne si tout à la fois on promettait d'éviter un quelconque particularisme. Reig restait d'ailleurs très circonspect au sujet de la langue, ne mettant pas de limite concrète, et n'affirmant pas, comme l'avait fait Villalonga en 1917, que le valencien était une langue propre. Il se limitait à exprimer son indignation sur le fait que la langue autochtone puisse être considérée un vulgaire patois. Cependant sa référence au deuxième président de la *Mancomunitat* laissait comprendre que derrière le mot langue, il fallait mettre

---

<sup>490</sup> Joaquim Reig Rodríguez : *Concepte Doctrinal del Valencianisme...*, op. cit.

<sup>491</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>492</sup> *Ibidem*, p. 30.

<sup>493</sup> *Ibidem*, p. 11.

l'épithète catalane, et non pas valencienne, ni même occitane, bien qu'il arrive à parler d'empire occitan. Tout ceci pour éviter d'affirmer ouvertement la catalanité de la langue valencienne, chose qui aurait déplu au secteur rat-peniste. Ensuite la précision assez troublante au sujet du mot empire - "Empire non pas dans le vieux sens du mot" - était encore une autre manière d'affirmer une chose et son contraire. Mais il est clair qu'il s'agissait bel et bien d'une stratégie, qui visait à ne pas créer davantage de scissions à l'intérieur du maigre contingent valencianiste. Et Reig poursuivait sa conférence essayant subtilement de séduire le secteur rat-peniste, en expliquant à celui-ci que le vrai valencianisme obligeait à avoir une attitude politique plus combative vis-à-vis du gouvernement central. Justement Reig, dans le chapitre n° 3 de son pamphlet donnait la définition de ce que signifiait, selon lui, être valencianiste ; et il en profitait pour mettre en évidence la grande différence entre valencianisme et rat-penisme. Le valencianisme ne devait pas consister simplement à exalter les coutumes populaire et les choses typiques. Ce ne devait pas non plus être l'orgueil de la richesse créée par le travail des Valenciens. Tout ce discours représentant justement le chapitre des reproches habituels dirigés au secteur du *Rat-Penat*. D'où sa précision qui était censée marquer un degré supérieur de conscience lorsqu'il déclarait que : "Le valencianisme c'est quelque chose de plus : la conscience de se sentir fils de cette terre. C'est aspirer à devenir le directeur de notre propre vie ; c'est la certitude sereine, digne et réfléchie qu'il est nécessaire de servir notre pays jusqu'au sacrifice, si besoin est"<sup>494</sup>. Le sujet du sacrifice, argument si cher aux nationalistes, est aussi un point très controversé que nous traiterons un peu plus loin, mais ici nous nous limitons à souligner la stratégie. Et nous insistons, certaines confusions sont volontaires, visant à séduire des potentiels partisans comme le secteur rat-peniste, mais d'autres ne le sont pas, et mettent en évidence la dépendance idéologique totale du valencianisme par rapport au catalanisme.

La valorisation erronée que faisait la bourgeoisie valencienne du domaine économique était l'exemple le plus manifeste de cette dépendance idéologique et de cette infériorité dialectique par rapport à la bourgeoisie catalane, comme nous l'avons déjà dit, mais ce qui nous importe à présent c'est de montrer comment cette

---

<sup>494</sup> *Ibidem*, p. 13 et 14.

contradiction était raisonnée. Reig, comme Villalonga prétendait défendre les intérêts économiques valenciens<sup>495</sup>, mais il précisait : "le valencianisme ne peut pas s'arrêter à l'aspect économique, puisqu'il est en essence un phénomène spirituel et culturel"<sup>496</sup>. En réalité, c'est l'idée qu'il rabâchait constamment tout au long de son pamphlet, assurant à ce sujet : "réellement c'est le plus intéressant pour nous"<sup>497</sup>. Ou bien rappelant que "la grande aspiration du valencianisme est de faire une oeuvre de culture"<sup>498</sup>. Il martelait à nouveau : "le valencianisme est un problème de culture"<sup>499</sup> et par conséquent refaire l'unité du Pays valencien était équivalent à défendre "la spiritualité valencienne"<sup>500</sup>. Avec ces recommandations faites par le chef du parti valencianiste le plus influent du moment il devient clair que les consignes catalanistes avaient été acceptées sans réserve par la bourgeoisie valencianiste, et que celle-ci, n'avait pas pris conscience qu'elle faisait fausse route dans son ambition d'étendre son influence politique à Madrid. En réalité elle contribuait davantage à augmenter le protagonisme catalan dans la politique espagnole. Les journaux valencianistes de l'époque reproduisaient ces mêmes consignes, puisqu'ils étaient financés par ces mêmes organisations. Nous avons un exemple particulièrement révélateur à travers l'article de Josue Sorel<sup>501</sup> (voir document en annexe n° 34). Cet auteur, ferme partisan valencianiste, faisait le commentaire d'un autre article, rédigé par un auteur appelé Cinar, et publié dans un journal local de grand tirage : *El Mercantil Valenciano*. Il reprochait à Cinar d'avoir eu l'idée de proposer la création d'un parti destiné exclusivement à défendre les intérêts économiques valenciens, et il critiquait le nom proposé par Cinar : *Agrupación Económica Valencianista*. À ce que Sorel répondait que c'était bien de défendre les oranges, "mais que le travail le plus urgent n'est pas de dire aux Valenciens 'Défendez vos intérêts', mais 'Soyez Valenciens'. Formez un peuple avec une personnalité naturelle et historique"<sup>502</sup>, et une fois fait ceci, il sera temps alors de songer à la défense des intérêts. Mais il y a plus à dire ici, car cet auteur allait jusqu'à affirmer que : "si tous les peuples de la Péninsule suivaient les consignes de

---

<sup>495</sup> *Ibidem*, p. 22 à 25.

<sup>496</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>497</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>498</sup> *Ibidem*, p. 17.

<sup>499</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>500</sup> *Ibidem*, p. 26.

<sup>501</sup> Josue Sorel : "Vella política i política bona". *Acció Valenciana*. 05/02/1931.

<sup>502</sup> *Ibidem*.

Cinar la politique espagnole se convertirait en un chaos absolu"<sup>503</sup>. C'est-à-dire qu'il déconseillait ouvertement que l'on adopte les idées de Cinar, soit que les autres peuples de la Péninsule s'organisent pour défendre le plus énergiquement possible leurs intérêts économiques. Voilà une recommandation qui ne pouvait que favoriser les groupes qui avaient le pouvoir en matière économique, et prouve par-là que cet article, comme beaucoup d'autres, était bien conçu à la mesure des intérêts moraux et matériels des catalanistes.

Paradoxalement il est intéressant de constater que l'on était conscient qu'à la force économique de Valence ne correspondait pas la même force politique, mais on interprétait que cela était dû au fait que "Nos hommes publics tournent le dos à tout ce qui représente l'esprit valencien"<sup>504</sup> (voir document en annexe n° 35). Et justement dans ce même article, on informait sur une prochaine semaine culturelle qui aurait lieu à Valence, sur quoi on s'empressait de déclarer que : "le salut viendra de cette direction"<sup>505</sup>, c'est-à-dire qu'on assurait à nouveau que la culture serait le véritable instrument capable d'ouvrir les portes de la grande politique aux Valenciens.

Mais cette stratégie de la culture avant tout, très commode pour la bourgeoisie qui évitait d'entrer dans le difficile débat du conflit de classes, démontrait ses grandes incohérences et limites à un moment où justement on livrait une bataille presque médiatique en faveur des intérêts valenciens, menacés à Madrid. En effet, le conflit des bateaux venait juste d'éclater, et nous avons exposé dans le chapitre antérieur les répercussions politiques et sociales qu'avait provoquées cet incident, qui fut finalement réglé en débat parlementaire. Si les valencianistes avaient compris à leur tour, comme l'avaient compris les catalanistes, qu'ils ne pourraient s'attirer les sympathie de leurs concitoyens, que s'ils s'approchaient de leurs besoins immédiats, et donc de leurs intérêts matériels - toujours précaires -, ils se seraient engagés sur ce que l'on pourrait désigner comme "le bon chemin". En effet les premiers catalanistes s'étaient fait forts de défendre le travail des ouvriers catalans parce que eux-mêmes se voyaient en danger face aux intentions des gouvernements libéraux qui désiraient réduire les mesures protectionnistes. Or à Valence, il se produisit exactement

---

<sup>503</sup> *Ibidem.*

<sup>504</sup> "Cultura i Economia". *El Camí*, 23/07/1932.

<sup>505</sup> *Ibidem.*

l'opération inverse. Les valencianistes ne manifestèrent aucune solidarité importante, et surtout bien visible avec le peuple en colère, et ceci servit à mettre davantage en relief le décalage important entre le discours qui clamait pour la défense des intérêts valenciens et la réalité, qui se concrétisait en une négligence évidente de cette défense. Alors que le peuple se sentait concerné par la décision du gouvernement qui avait mis son veto à la fabrication des bateaux à Valence, au profit des chantiers navals basques ; les valencianistes se limitaient à critiquer le critère soi-disant "partidista"<sup>506</sup> de la mairie de Valence. L'article n'était même pas écrit spécialement pour traiter ce sujet, on se contentait d'y faire allusion au passage, et sans expliquer le fond de l'affaire on reprochait à la mairie d'avoir eu une attitude "contraire à la plus élémentaire règle de vie en communauté et de respect"<sup>507</sup>. D'autres articles furent publiés, faisant des références plus ou moins directes au conflit, mais il est significatif d'observer comment arrivé le moment des interventions des députés valenciens (Samper et San Andrés) et basque (Aldesoro) on évitait de donner un soutien franc à Samper, lié au parti blasquiste donc à la mairie. On montrait cet incident des bateaux comme un exemple de désunion à l'intérieur du peuple valencien. On avait même pris soin dans les premiers jours du conflit de ne pas faire une critique au député San Andrés (parti républicain socialiste radical), ce journal avait allégué ne pas disposer de sa déclaration complète<sup>508</sup>. Une semaine après, alors que l'on ne pouvait plus nier ne pas disposer de la déclaration du député San Andrés, le même hebdomadaire (*El Camí*) publiait un autre article<sup>509</sup>, cette fois entièrement consacré à ce sujet. Mais à nouveau le plus gros du texte était orienté à faire une critique sévère de la mairie et en particulier du député Sigfrido Blasco-Ibáñez, qui avait été le promoteur de la plainte contre le veto. On dénonçait comment les responsables valenciens n'étaient pas à la hauteur de ce que signifiait la défense des intérêts moraux et matériels de Valence. Et à nouveau la contradiction se manifestait dans le discours valencianiste. Ce qui est pour le moins étonnant, c'est qu'à aucun moment, et dans aucun article, ce journal qui était sous l'influence directe du parti de J. Reig, s'était donné la peine d'expliquer dans quelle mesure les intérêts des Valenciens étaient en jeu. Qui plus est, on n'avait même

---

<sup>506</sup> *El Camí*: 16/07/1932.

<sup>507</sup> *Ibidem*.

<sup>508</sup> *El Camí*: 06/08/1932.

<sup>509</sup> "L'actuació dels parlamentaris valencians". *El Camí*, 13/08/1932.

pas daigné donner le nom des entreprises valenciennes qui se voyaient lésées dans cette opération (*Unión Naval de Levante* et *Altos Hornos de Sagunto*). Finalement face à la réprimande sévère que l'on faisait à Sigfrido Blasco-Ibáñez, on pouvait constater la maigre critique que recevait le député San Andrés, auquel on se limitait à reprocher "un manque de chaleur et d'enthousiasme"<sup>510</sup> dans la défense des intérêts valenciens. Une fois l'affaire réglée, le dernier article<sup>511</sup> publié en référence à ce conflit fut pour célébrer le fait que "la chance"<sup>512</sup> dans cette affaire avait été qu'aucun parti ne pouvait s'attribuer la victoire, qui avait été un succès collectif. Il est évident que plus que se préoccuper des intérêts des Valenciens, ce journal valencianiste s'appliquait à ternir l'image des blasquistes, en particulier des responsables de la mairie, qui avaient mis en évidence leur ascendant sur les masses populaires. Celles-ci avaient tout de suite réagi contre la décision du gouvernement. Un ascendant que les valencianistes n'avaient absolument pas, et pour cause, ne se lassait-on pas de répéter que : "Le valencianisme est spiritualité, dépassement des bas appétits matériels"<sup>513</sup> (voir document en annexe n° 25). Ils se limitaient en réalité à faire davantage un travail d'opposition aux blasquistes plutôt que d'information des Valenciens ; un travail d'opposition qui somme toute les éloignait des nécessités et des inquiétudes du peuple valencien.

Un autre exemple de cet éloignement se retrouve dans le manifeste de 1919 : *El Pensament Valencianiste*, on s'y montrait contraire à ce que la situation des ouvriers soit la même pour tout le pays, soit qu'il ne pouvait pas exister d'égalité de salaire. Une attitude qui restait la même en 1933, sous l'influence du même parti *Unió Valencianista Regional*. Dans la publication *El Camí* on condamnait "au nom de l'intérêt collectif"<sup>514</sup> et du secteur métallurgique en particulier, la décision des jurés mixtes de réduire la semaine de travail de 48 à 44 heures. Ceci était censé porter un grand tort à l'industrie valencienne, étant donné que dans le reste de l'Espagne elle était de 48 heures. C'était donc là l'esprit de sacrifice que devaient avoir les ouvriers valenciens. On nous rétorquera qu'à cette époque il existait une gauche valencianiste, comme *Agrupació Valencianista Republicana* que nous avons citée dans le chapitre

---

<sup>510</sup> *Ibidem*.

<sup>511</sup> "La construcció dels barcos de la Trasmediterránea". *El Camí*, 27/08/1932.

<sup>512</sup> *Ibidem*.

<sup>513</sup> F. Caballero i Muñoz: "Valencianisme integral". *El Camí*, 20/05/1933, p. 6.

<sup>514</sup> "La lluita social i els interesos de València". *El Camí*, 09/09/1933, p. 5.

antérieur, et que certainement cette gauche avait dû être contraire à de pareilles mesures. Or nous avons pu constater largement que son combat se limitait fondamentalement à la recherche du statut d'autonomie, négligeant paradoxalement tout ce qui touchait à la question sociale<sup>515</sup>. Ainsi suivant les consignes pancatalanistes, on déclarait dans un titre en première page de *Avant* : "La cohésion spirituelle avant tout"<sup>516</sup>, et on affirmait naïvement que cette défense culturelle serait la garantie de la défense de l'économie valencienne : "Cuando los hombres los partidos y las clases se convenzan de esa verdad y haga de ella una norma, habremos colocado a nuestra economía fuera de todo peligro, habremos salido de nuestra miseria cultural y tendremos libertad y seremos dignos"<sup>517</sup>. Un autre exemple de cette naïveté étonnante se retrouve dans un article intitulé "Obrerismo" (Monde ouvrier). L'auteur, Feo i García explique que la démocratie résoudra le problème entre patrons et ouvriers : "la relación entre el capital y el trabajo es un problema que en una verdadera democracia quedará automáticamente resuelto, a partir del momento que el Estado deje de ser el representante de la burguesía para convertirse en el representante de la nación"<sup>518</sup>. Par le fait que les ouvriers étaient plus nombreux que les bourgeois, on arriverait forcément à ce nivellement. Voilà, nous croyons, une conclusion bien hâtive. Finalement il était clair que les revendications manquaient de précision et aussi de conviction. Cet auteur, par exemple, ne donnait sa préférence à aucun système politique, citant la social-démocratie, le communisme ou le communisme libertaire, il affirmait qu'il était préférable d'attendre que la république soit proclamée. Il assurait qu'on se limiterait à espérer que celle-ci garantisse certains droits comme un salaire minimum, une réduction de la journée de travail, la reconnaissance du droit de grève, et aussi celui à partager les bénéfices des patrons, tout en semblant suggérer qu'un pareil processus se déclencherait automatiquement. À partir de là on peut en déduire que la stratégie revendiquée par Reig, celle qu'il avait désignée comme, "Visió totalitari"<sup>519</sup>, soit vision totalitaire du valencianisme, était, dans les faits assumée par

---

<sup>515</sup> On peut faire un parallélisme avec ce qui se passe aujourd'hui en Catalogne où Ada Colau qui a gagné les élections municipales (24 mai 2015) s'est vue limitée par *Esquerra Republicana de Catalunya* qui n'a accepté de la soutenir qu'à condition qu'elle appuie le plan indépendantiste. Les questions sociales étant restées dans un évident second plan dans l'escalade indépendantiste.

<sup>516</sup> "La cohesió espiritual primer que res". *Avant*, 20/09/1930, p. 1.

<sup>517</sup> *Ibidem*.

<sup>518</sup> Feo i García : "Obrerismo". *Avant*, 15/11/1930, p. 1.

<sup>519</sup> Joaquim Reig Rodríguez : "Concepte Doctrinal del Valencianisme"..., op. cit., p. 27.

les deux secteurs valencianistes. En effet en août 1931, Reig avait créé une association, le *Centre d'Actuació Valencianiste (CAV)* dans le but de concentrer au maximum les forces valencianistes, et il prétendait y parvenir en escamotant le débat sur le dilemme de classe. Il avait été jusqu'à affirmer d'une manière très simpliste que baser l'analyse de la société valencienne sur les différences de classes était un piège :

Il faut en finir avec la tactique simpliste et inefficace de se diviser, en pensant que d'un côté se trouvent les bons et les purs et de l'autre les impurs et les méchants. Il faut déraciner les sentiments primaires si propres des peuples latins, qui font croire politiquement en "tout le monde il est bon tout le monde il est gentil", en l'anarchie triomphante et en la panacée révolutionnaire, et mettre en évidence par contre que le Pays valencien ne se sauvera uniquement et exclusivement que par son effort, et que cet effort signifiera des années entières d'exercice sincère, d'obligations des citoyens, des années de manifestations civiles et tolérantes, des années d'étude de ses problèmes les plus compliqués.<sup>520</sup>

Tout ceci prouve bien, en dernière instance, la racine bourgeoise de l'idéologie nationaliste, qui manipulait le peuple selon ses convenances, sans se prononcer sur les inégalités sociales. Or à partir du moment où cette bourgeoisie nationaliste s'est trop éloignée des besoins immédiats du peuple, elle a échoué largement dans son projet de faire assimiler la défense des intérêts de la nation avec celle des individus de cette nation. Et c'est là incontestablement le verdict qui semble retomber sur le cas valencien de cette période. Un intellectuel blasquiste de la taille de Roger Boty, s'était justement indigné du fait que non seulement les valencianistes n'avaient pas donné à l'affaire des bateaux l'importance qu'elle méritait, mais encore qu'elle avait été à nouveau le prétexte pour dévaloriser, voire mépriser tout ce qui signifiait les intérêts valenciens. Il reprochait que, ni plus ni moins, qu'une personne qui occupait le poste de directeur général d'agriculture valencienne, comme M. Valera ait eu le mauvais goût de qualifier la contestation populaire valencienne "d'abscess d'hystérisme localiste". Inutile de dire que les connotations du mot "localiste" étaient négatives, voire dénigrantes :

... entretenida con la cuestión baladí e intrascendental de los barcos, el gran sector de opinión que padecía entonces UN ABSCESO DE HISTERISMO localista. Para dicho señor los intereses de nuestra tierra son una cosa baladí e intrascendental. Pero es cosa increíble que el diputado por un país se atreva a tratar de histéricos y pustulosos, precisamente al mismo pueblo que representa.<sup>521</sup>

---

<sup>520</sup> *Ibidem*, p. 27 et 28.

<sup>521</sup> *Ibidem* (Les majuscules font partie du texte original).

Roger Boty, fut un des blasquistes les plus incisifs vis-à-vis des pancatalanistes. Il rappelait que Valera avait accompagné Reig dans un meeting valencianiste à Alcira, une localité au sud de la province de Valence, connue précisément pour ses exportations d'agrumes. Il reprochait que le discours prononcé à cette occasion ait été l'habituel : réaffirmer toute l'importance de l'origine de la langue valencienne, ses attaches à l'histoire et à la culture catalane, ce qui avait servi à nouveau à certifier que Valence était un prolongement naturel de la Catalogne. D'où l'importance du titre que Boty donnait à son article, qui constituait une réponse directe et pratiquement personnelle aux deux intervenants de ce meeting : "Contesta la historia". Boty réfutait toutes les affirmations qui avaient été faites dans ce meeting, basées soi-disant sur l'histoire, et il reprochait cet entêtement systématique des valencianistes à accepter de se positionner selon les directives catalanistes, et de consentir pour Valence un rôle purement secondaire où de figurant à l'intérieur des prétensions catalanistes. Par-dessus-tout, ce qui lui paraissait le plus ahurissant, c'était cette contradiction permanente entre le discours et la réalité, ce qui l'amenait à émettre une hypothèse extrémiste qui avait la vertu de mettre en relief la différence entre les deux nationalismes, et entre les deux bourgeoisies. Et la question qu'il formulait renvoyait à cette connexion particulière entre le nationalisme catalan et ses intérêts économiques:

No conviene tampoco olvidar, y esto al Sr. Valera tal vez no le interesa, pues nunca lo menciona, pero a mí, como valenciano, me interesa muchísimo, que el Estado español tiene establecidos unos aranceles con miras exclusivamente a favorecer y proteger a los intereses de Cataluña y Bascoña, y a los carbones asturianos y a los cereales de Castilla, sin preocuparse que esos aranceles son una argolla asfixiante para la exportación valenciana. Que ¡oh, paradoja, por no decir imbecilidad!, esos productos valencianos, que tan fuera de lógica y sentido común nos acorralan desde Madrid, son justamente la columna, la base, el resorte, la palanca sobre la que radica toda la economía nacional de España. ¿Qué sería en este sentido, el resto de España si la nación valenciana, declarándose independiente, levantara fronteras? ¿De dónde se resarciría el stock nacional monetario español si le faltase la entrada en cajas de las divisas extranjeras que actualmente entran en Valencia?<sup>522</sup>

Nous avons affirmé plus haut que la bourgeoisie valencienne, en tant que "lobby", ou groupe de pression, n'avait pas de grandes influences sur les hautes sphères du pouvoir, et la réflexion met justement l'accent sur cette réalité : l'absence de conscience au sujet de cette position privilégiée des exportateurs valenciens par rapport au Trésor national. Une circonstance qu'ils n'ont pas su exploiter, puisqu'ils

---

<sup>522</sup> Roger Boty : "Contesta la historia" (Apuntes para el Estatuto Valenciano. Comentando a los Señores Reig y Valera). *El Pueblo*, 03/12/1932.

n'ont pas été en mesure de contrôler leurs canaux de financement. Le manque de capitaux initiaux aurait pu être comblé par une bonne stratégie à long terme. Mais voilà précisément une limitation ou un manque qui fait partie de l'héritage d'une société agraire. Nous avons cité plus haut la thèse de Magda de Sellés Quintana<sup>523</sup>, qui prouve entre autres que depuis la parution du *Memorial de Greuges*, il existe une véritable tradition catalane dans la défense des intérêts matériels catalans. Les groupes de pression catalans utilisaient les conduits les plus directs pour exprimer leurs plaintes et leurs requêtes au gouvernement central. La patronale "Fomento" évitait autant que possible les intermédiaires, visant systématiquement le chef du gouvernement à travers des visites personnelles, qui le cas échéant retombaient sur le ministre, ou le fonctionnaire compétent. Or du côté valencianiste on était bien loin d'une pareille conception de la politique régionale. Il faut dire que hormis l'inconvénient, du manque de densité démographique auquel nous nous sommes rapportée dans la partie antérieure (le projet de statut d'autonomie), et donc de la dispersion spatiale, il existe dans la société agraire d'autres limitations très puissantes comme le caractère périssable de la production agricole, les contingences de la climatologie ou le caractère saisonnier du travail qui réduisent les marges de revendications des travailleurs agricoles. Tout ceci rendait très difficile la construction d'un réseau associatif, et surtout l'émergence d'un capitalisme organisé, capable d'agir en groupe de pression, similaire aux groupes industriels, d'où la distance abyssale entre les deux bourgeoisies. Par contre les explications que Reig donnait à ce manque d'influence des Valenciens dans la politique nationale, montrait sa faible conscience de la réalité. Il reconnaissait une incapacité, qu'il faut comprendre 'naturelle', des Valenciens, déduisant qu'il assumait 'l'infériorité' valencienne, et le besoin de suivre le leader catalan. Il plaçait ce mot "incapacité" comme titre d'une partie : "l'incapacité à faire des oeuvres solidaires"<sup>524</sup>. Or il ne s'agit en rien d'une question de nature, comme suggère Reig. Mais si justement on s'en remet aux raisonnements primordialistes, qui font de la nationalité une question essentielle ou de nature, voilà un autre argument qui démontre l'inconsistance des postulats primordialistes. En effet les différences "naturelles" reconnues par ce propre Valencien

<sup>523</sup> Magda de Sellés Quintana : *El poder a través dels grups de pressió. Estudi d'un cas. El Foment del Treball Nacional, 1914 - 1923...*, op. cit.

<sup>524</sup> Joaquim Reig Rodríguez : "Concepte Doctrinal del Valencianisme"..., op. cit., p. 26.

venaient à contredire cette appartenance à une même race catalane, puisque les Catalans se distinguaient justement par leur efficacité organisatrice. Inutile de dire que l'explication moderniste, ou constructiviste est beaucoup plus logique, puisqu'elle ne s'en remet pas à des questions de race ou de nature, renvoyant à une conception déterministe de la vie, mais bien à une question d'organisation, qui va unie au type de société, société qui dépend de multiples facteurs, outre les géographiques ou climatiques. L'exemple cité plus haut, celui de la patronale *Foment del Treball Nacional* donne raison aux thèses modernistes qui privilégient le facteur économique. Ce qui prouve bien dans le cas valencien, que c'est la condition agraire de la société qui empêchait la bourgeoisie de visionner un autre type d'organisation politique :

... dans le monde des affaires nos entreprises n'occupent presque jamais des places de premier rang. Sous l'aspect social nous sommes davantage ceux qui reçoivent les influences, en langue, coutumes, modes, que ceux qui émettent ces influences. Et sous l'aspect politique nous avons davantage joué le rôle de suiveur ou figurant plutôt que celui de directeur<sup>525</sup>.

Ce qui fait raisonnablement douter que cette conférence, et surtout les arguments de Reig, quant à l'aspect politique<sup>526</sup> ait pu avoir la vertu de produire un quelconque effet réulsif. Sa proposition réelle n'était pas de faire des Valenciens les directeurs de leur propre vie, comme il voulait laisser entendre, pour séduire le secteur rat-peniste, mais simplement de les amener à changer de directeur. Il proposait avec insistance à ses concitoyens dans la conclusion de son manifeste (*Concepte doctrinal del Valencianisme*) de choisir le chemin catalaniste, qui promettait l'Empire occitan :

... si nous rêvons de l'Empire occitan, si nous pensons à la possibilité de la Grande Ibérie, des jours glorieux attendent notre pays. Comme dans cette Confédération valencienne - catalane - aragonaise, nous serons hégémoniques, dans le meilleur sens du mot. Nous aurons une influence sur le cours de l'histoire et nous arriverons à créer notre propre style.<sup>527</sup>

Nous insistons donc pour affirmer que le valencianisme, entendu comme pancatalanisme travaillait fondamentalement au rejet de la politique madrilène, pour se tourner vers Barcelone, comme nouveau centre directeur, et comme nouvelle capitale politique, même si l'on prétendait développer une autonomie valencienne. On laissait entendre que tout ce qui viendrait de cette ville serait forcément meilleur dans tous les aspects : politique, culturel et économique. C'est pourquoi, outre les

---

<sup>525</sup> *Ibidem*, p. 26.

<sup>526</sup> *Ibidem*, p. 26 à 28

<sup>527</sup> *Ibidem*, p. 34.

consignes habituelles sur la fraternité des deux cultures, on osait lancer des campagnes pour vanter les soi-disant grands avantages et grandes affinités des deux économies qui loin d'entrer dans un conflit d'intérêts, se seraient complétées harmonieusement. L'auteur Gaetà Huguet Segarra<sup>528</sup> (1882-1959) fut un membre actif du pancatalanisme, fondateur du parti *Joventut Nacionalista Valenciana* (1909), et plus tard d'*Esquerra Republicana del País Valencià* (1933). En 1935, il créait aussi *Proa*, une entité culturelle, destinée à promouvoir la culture catalane à Valence, et cet article s'appliquait déjà à pratiquer cette philosophie. Il tentait de démontrer que l'Espagne n'était d'aucun secours pour les intérêts commerciaux valenciens, puisque les Castellans n'achetaient aucun produit valencien d'exportation comme les oranges, le riz ou les caroubes (*algarobas* que l'on donne à manger aux animaux domestiques). Seule la Catalogne faisait une consommation significative, de produits valenciens, précisant que Barcelone, en particulier était la ville espagnole qui en consommait le plus. D'où il concluait que l'unique marché espagnol des Valenciens était le marché catalan : "Ce qui devrait faire réfléchir nos hommes politiques et confirme nos aspirations de fraternité"<sup>529</sup>. À noter une intentionnalité certaine de l'auteur à manipuler l'information. Il avait commencé son article en reprochant que certaines régions fassent payer cher leurs produits, à cause de la protection douanière dont elles jouissaient, sans les citer. Les énumérer aurait obligé de mentionner la Catalogne parmi ces régions en question. La manipulation était d'autant plus manifeste, que dans le même journal, mais à une autre date, un article rapportait une autre conférence donnée par J. Reig<sup>530</sup>. Celui-ci affirmait que les produits agricoles qu'exportait Valence, "n'étaient pas des produits de première nécessité, mais d'un niveau spécial de vie"<sup>531</sup>. Ce qui représente une première explication au fait que "l'Espagne intérieure"<sup>532</sup>, comme la désignait G. Huguet Segarra, ne consommait pas d'oranges, vu le plus faible niveau de vie de ces régions ; mais la réalité était encore plus triste et décevante. La région valencienne se voyait très sévèrement limitée au moment de vendre ses produits sur le marché national à cause des insuffisances notoires dans le réseau des

---

<sup>528</sup> G. Huguet Segarra: "València i Catalunya". *El Camí*, 23/09/1933, p. 1.

<sup>529</sup> *Ibidem*.

<sup>530</sup> "Panorma econòmic de la Regió Valenciana". *El Camí*, 27/01/1934, p. 6.

<sup>531</sup> *Ibidem*.

<sup>532</sup> G. Huguet Segarra: "València i Catalunya". *El Camí*, 23/09/1933, p. 1.

transports, en particulier les chemins de fer, ce qui avait une répercussion très négative sur les prix :

Inútil será repetir que los intereses económicos de la nación valenciana impelen a nuestro país a depender casi exclusivamente del extranjero. No conviene olvidar que le cuesta a Valencia, mucho más dinero poner una expedición de naranja arroz o cebolla en Bilbao que mil kilómetros más lejos, en Lourdes o Amsterdam.<sup>533</sup>

Par contre on peut spéculer sur la valeur stratégique que les catalanistes auraient su donner à l'agriculture valencienne dans le cadre d'une Espagne fédérale, où, comme rêvait Prat de la Riba, Valence aurait accédé à former une fédération avec la Catalogne. La dimension économique d'une telle association aurait été un atout politique de premier ordre, qui aurait donné aux catalanistes de grandes chances de parvenir à leur but, quant à dominer la politique espagnole, ou "ibérique", pour reprendre leur propre terme. Il existe toute une campagne menée dans le journal *EL CAMÍ* sur les avantages qu'aurait rapportés une union entre l'agriculture valencienne et la catalane. Le titre était "Pour une union agricole de la Catalogne et du Pays Valencien"<sup>534</sup>. Ceci prouve bien qu'il existait non seulement des intentions dans ce sens, mais une conscience politique plus aiguë de la part des catalanistes, quant au poids de l'agriculture valencienne dans la balance commerciale espagnole. D'autre part des affirmations faites en 1915, par un républicain comme Rafael Trullenque, prouvent que les postulats pratiens n'ont jamais négligé l'aspect économique de possibles territoires annexés comme Valence, même si les premiers pancatalanistes convaincus qui faisaient campagne ne s'attardaient guère à parler d'économie :

Si aspiramos a una república valenciana, la lograremos porque no estamos solos en nuestro ideal. Cataluña siente con nosotros, alienta nuestro ideal mismo (...). Es la hermana mayor que nos señala a Valencia y Mallorca el camino de la vida... Y además es el cerebro de España (...) Unámonos, pues, a Cataluña contra el enemigo común: el unitarismo. Y estemos seguros de que juntas Cataluña y Valencia venceremos, porque somos lo más rico, porque somos lo más grande, porque somos lo más culto de España.<sup>535</sup>

<sup>533</sup> Roger Boty: "Contesta la historia" (Apuntes para el Estatuto Valenciano. Comentando a los Señores Reig y Valera). *El Pueblo*, 03/12/1932.

<sup>534</sup> Voir la série d'articles, intitulée "Per una unió agrícola Catalunya- País Valencià": *El Camí*. Cette campagne est antérieure au 21/04/1934, où apparaît le n° V, p. 2. Les suivants se publient en dates: 05/05/1934, p. 4; 12/05/1934, p. 4; 19/05/1934, p. 4; 02/06/1934, p. 4; 09/06/1934, p. 4; 16/06/1934, p. 3; 21/06/1934, p. 4; 30/06/1934, p. 4. L'auteur est toujours le même: Llorenç Sorlí Ballester, un Valencien résident à Barcelone, qui assure faire une entrevue a Enric Sala.

<sup>535</sup> Alfons Cucó : (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit., p. 125. Cucó cite : Rafael Trullenque: "Nacionalismo valenciano", València: s/d [1915], p. 36-37.

Face à ces affirmations, les blasquistes ont toujours maintenu la même ligne de raisonnement et ont recommandé d'agir justement en fonction du schéma inverse expliqué par les pancatalanistes. Et les déclarations de Boty, rapportées ci-dessous, en sont un énième exemple :

¿Por qué en lugar de contar leyendas arias y babilónicas a los públicos, por cierto muy interesantes pero nada prácticas, no se dedica el Sr. Valera, en su doble representación de diputado por Valencia y director general de Agricultura, a poner todo su talento, su inteligencia, su trabajo, su influencia en defender la derogación de esos aranceles que son un oprobio para Valencia?<sup>536</sup>

Les explications de Roger Boty<sup>537</sup> étaient d'autant plus significatives du fait qu'en tant que républicain, il se définissait aussi comme nationaliste. Il désignait toujours la région valencienne en termes de "nación valenciana", mais en tant que blasquiste il faut dire que cela ne signifiait pas une incompatibilité avec le cadre général de la nation espagnole, et la controverse n'exista pas du côté blasquiste, un parti qui se considérait fédéraliste, dans toute son acceptation. Boty à l'instar de Bayarri avait parlé de danger par rapport aux pancatalanistes, employant les mots : "hay peligro"<sup>538</sup> et "gravedad"<sup>539</sup>. Ce sont donc les valencianistes non pancatalanistes comme Boty, José María Bayarri, ou Nicolau Primitiu Gómez Serrano, défenseurs d'une nationalité valencienne indépendante de la nationalité catalane qui mirent définitivement en évidence, les contradictions du nationalisme valencien. Ces deux derniers appartenaient au secteur rat-peniste celui qu'on essayait de séduire, et il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui ce soit une des entités confrontée au pancatalanisme. Si le débat interne valencianiste n'avait pas eu lieu par rapport aux intérêts économiques de la région valencienne, il éclatait par contre quant aux arguments linguistiques, sur l'originalité du valencien, une fois le document des *Bases de Castellón* fut signé le 21 décembre 1932. Le comble du pancatalanisme, qui était alors la manière majoritaire de comprendre le valencianisme, fut de considérer comme

<sup>536</sup> Roger Boty : "Contesta la historia" (Apuntes para el Estatuto Valenciano. Comentando a los Señores Reig y Valera). *El Pueblo*, 03/12/1932.

<sup>537</sup> <http://www.cardonavives.com/artdocumentos.asp?id=3115&tit=Sobre%20el%20estatuto%20valenciano> quatre articles importants de Boty, écrits dans *El Mercantil Valenciano* et sont reproduits : "Sobre el estatuto valenciano ¿El idioma valenciano o catalán? 1ª parte 23/10/1932, p. 1 ; 2ª parte, 30/10/1932, p. 3 ; "Alrededor del Estatuto valenciano y contestando a un sector valencianista. Inoportuno, ¿Por qué?", 03/11/1932, p. 3 ; "Notas sobre el Estatuto valenciano. Pancatalanismo", 06/12/1932, p. 3.

<sup>538</sup> Roger Boty : "Nota sobre el estatuto valenciano. Pancatalanismo". *El Mercantil Valenciano*, 06/12/1932, p. 3.

<sup>539</sup> *Ibidem.*

impropres ou absurdes, voire antipatriotiques, les prétentions de ces quelques Valenciens qui prêchaient la même insoumission vis-à-vis de Barcelone que de Madrid. Paradoxalement c'est la déclaration anti-occitaniste de 1934, qui contribua à étouffer le débat, au lieu de le stimuler.

## 8.2 - La stratégie du pancatalanisme : l'ambiguïté

Des exclamations comme celle que faisait Boty : "¿Pero de qué cantera histórica habrán sacado dichos señores la catalanidad de la nación valenciana?"<sup>540</sup>, montraient que la nationalité catalane de Valence n'était pas un fait assumé, loin de là, même si depuis le retour de la Seconde République, les journaux valencianistes multipliaient leur propagande dans ce sens. Par ailleurs il est significatif de rapporter ce commentaire parce qu'il fut écrit justement quelques jours avant la signature des *Bases de Castellón* (21 décembre 1932), un rendez-vous que Roger Boty semblait ignorer, pourtant il venait d'écrire toute une série d'articles<sup>541</sup> très significatifs dans le journal *El Mercantil Valenciano*, où il parlait du danger pancatalaniste. Justement il avait dénoncé un "honteux silence"<sup>542</sup> de la part des valencianistes qui approuvaient l'assimilation de la dénomination valencienne à la catalane. Il avait pleinement identifié que c'était un moment clé pour le valencianisme et le pancatalanisme en général, et il n'était pas étonnant que les messieurs Reig et Valera soient allés faire du prosélytisme à Alcira, un village important, à la fois économiquement et démographiquement parlant. Sachant aujourd'hui ce qu'a signifié cet accord pour la société valencienne, il semble étonnant que la signature des *Bases de Castellón* n'ait pas eu une plus grande publicité ; c'est fondamentalement dans la presse spécialisée (journaux valencianistes et la revue *Taula de les Lletres Valencianes*) qu'on écrivait en recommandant vivement de fomenter cette unification orthographique. Mais attention on insistait toujours sur le même aspect jugé vital : l'unité orthographique,

<sup>540</sup> Roger Boty: "Contesta la historia"..., op. cit.

<sup>541</sup> Ceux cités en particulier en note n° 535, écrits dans *El Mercantil Valenciano*.

<sup>542</sup> Roger Boty: "Alrededor del estatuto valenciano, y contestando a un sector valencianista. Inoportuno, ¿Por qué?", *El Mercantil Valenciano*, 03/11/1932, p. 3

sans trop insister sur le fait que les normes à adopter seraient les normes du voisin. En réalité on parlait volontiers d'aire linguistique plus élargie, et là oui, on admettait que cet ensemble était l'ensemble linguistique catalan. Emilio Miedes Bisbal, un autre spécialiste en occitan, très critique avec les *Bases de Castellón* rappelle dans son livre : *La Catalanidad de las Normas de Castellón de la Plana de 1932*<sup>543</sup> quelques articles y compris des passages concrets. Dès 1929, deux articles seraient apparus dans *Taula*, écrits par Carles Salvador : "El camí y la nostra veu" (Le chemin et notre voix) et "Sobre l'acció dels solitaris" (Sur l'action des solitaires). Dans le premier il plaide déjà "por la extensión de la unidad lingüística y por la homologación de las normas gramaticales", allant jusqu'à recommander "hay que practicar cada día las normas gramaticales de nuestro maestro Pompeyo Fabra"<sup>544</sup>. Miedes cite également cet autre auteur, Alfonso Iniesta, qui aurait publié dans la même revue, ce titre plus neutre : "Lengua materna"<sup>545</sup>.

Il est plausible d'interpréter que de la part des plus profanes et des intellectuels rattachés au blasquisme, on ait pu croire que ce nouvel essai de mettre de l'ordre dans l'orthographe valencienne, devait être encore une fois vain, mais l'événement prenait cette fois des dimensions qui aurait mérité qu'on y prêterait davantage attention. Il se produisait un consensus hésitant, réticent même dans certains cas, celui de Fullana et *Lo Rat-Penat*, mais un consensus malgré tout. Avec le recul du temps, et voyant l'enjeu qu'a signifié ce document il devrait nous sembler chocant que personne, n'ait demandé à cette époque, ni même Fullana ou Bayarri, d'ouvrir un débat public pour connaître l'opinion du peuple valencien, et savoir s'il approuverait l'idée que le parler barcelonais s'érige en référence de l'orthographe de la langue autochtone. Mais il est facile de deviner que si une pareille initiative avait été menée à terme, sous forme de plébiscite, les *Bases de Castellón* n'auraient jamais été signées ; et cela aurait fait échoué les projets de la majorité des signataires qui pensaient, sans le dire, et surtout sans l'écrire sur le papier, à former une prochaine fédération avec la région catalane, qui venait d'obtenir son statut d'autonomie (09/09/1932). Il n'était donc ni question

---

<sup>543</sup> Emilio Miedes Bisbal: *La catalanidad de las normas de Castellón de la Plana de 1932*. Bibliothèque de la *Real Academia de Cultura Valenciana*. Imprenta Nacher, S. L., Valence, 1995. I. S. B. N.: 84-605-3.957-1.

<sup>544</sup> *Ibidem*, p. 47.

<sup>545</sup> *Ibidem*.

de faire un exercice de démocratie, ni de répondre à une logique linguistique. Malgré tout c'est un document qui plus de soixante ans plus tard, le 13 juillet 1998 exactement, a conditionné l'avis juridique formulé par le *Consell Valencià de Cultura*. Celui-ci a allégué un théorique consensus de la société valencienne de 1932, voulant apprécier un esprit démocratique dans un acte qui en avait été totalement dépourvu, et voulant certifier un critère de cohérence linguistique, là où on ne s'était jamais exprimé en ces termes. Avec le recul du temps, on a omis volontairement ou involontairement - c'est là la grande question - de reconnaître la véritable raison qui rendit possible la signature des Bases de Castellón :

Las denominadas Normas de Castellón son un hecho histórico que constituyeron y constituyen un consenso necesario. El *Consell Valencià de Cultura* reivindica el espíritu de acuerdo que las hizo posible en el año 32 y entiende que esas normas han sido el punto de partida, compartido por los valencianos, para la normativización consolidada de nuestra lengua propia.<sup>546</sup>

Car si le valencien du début du XXe siècle était une langue éloignée de celle qui avait produit le siècle d'or, - "corrompue" avait-on l'habitude de reprocher -, il est sûr que le barcelonais de cette époque n'était pas plus libre d'influences extérieures. C'était une langue qui avait été pratiquement refaite dans un laboratoire, et qui ne pouvait pas alléguer en sa faveur un passé prestigieux, c'est pourquoi seule la politique pouvait justifier un choix qui sous des paramètres plus rigoureux et strictement linguistiques n'auraient jamais eu raison d'être. Disons qu'il s'était produit ce que Hobsbawm avait expliqué, que peu importait que s'impose la modalité minoritaire d'une langue, pourvu que cette modalité soit celle d'une minorité disposant d'un poids politique suffisant<sup>547</sup>. Alors confirmer la catalanité de la langue valencienne en 1998 et la pleine légitimité d'un accord qui n'était que privé, paraît un fait inexplicable. Pensons que les experts en linguistique de l'époque, comme Fullana (valencien), Alcover (majorquin) ou Miquel Ventura Balanyà (catalan), avaient été unanimes pour désigner une racine commune, plus ou moins ancienne qui aurait produit diverses modalités, dont le catalan. Signifiant que le catalan n'avait jamais été considéré comme la langue mère des autres parlers ; donc, si finalement c'est cette version qui s'est imposée c'est parce que deux événements cruciaux ont servi à construire cette

<sup>546</sup> Consell Valencià de Cultura: "Dictamen sobre la lengua". Aprobación en Pleno extraordinario de 13/07/1998, voir p. 14757 (p. 14754 à 14764) dans DOGV n° 3334 [http://www.dogv.gva.es/datos/1998/09/21/pdf/1998\\_7973.pdf](http://www.dogv.gva.es/datos/1998/09/21/pdf/1998_7973.pdf)

<sup>547</sup> Hobsbawm, Eric : *Naciones y nacionalismos...*, op. cit., p. 69.

base appropriée, et nous allons vite nous apercevoir que tous les deux ont un caractère hautement politique. Le premier, la signature des *Bases de Castellón* en 1932, qui comme le nom l'indique se déroule dans la région valencienne à Castellón ; et le deuxième la déclaration anti-occitaniste en 1934, qui elle, a lieu à Barcelone. Et il faut préciser une chose très importante, que seule l'éternelle stratégie de l'ambiguïté calculée, explique que ce qui en 1932 était un document qui semblait porter fondamentalement sur des questions de forme se retrouve investi d'une transcendance hautement politique, moins de deux années plus tard avec le manifeste anti-occitaniste. En effet, ce manifeste décrétait que le catalan n'était pas une dérivation de l'occitan, mais une langue indépendante, à un moment où le valencien avait accepté officieusement, car jamais officiellement - les *Bases de Castellón* ne sont pas un acte institutionnel - de suivre les normes catalanes. Le sentiment de propriété de la langue de la part des catalanistes mettait en évidence la ligne de division entre une société en voie de nationalisation comme l'était la société catalane, et une société qui ne l'était pas, comme la valencienne.

Pour les catalanistes la langue était une priorité politique essentielle, elle devait devenir le symbole de la "nationalité catalane", circonstance qui explique que la dernière phase de normalisation du catalan soit passée par cette déclaration anti-occitaniste. Le catalan pouvait ainsi se revendiquer comme une langue comparable aux autres grandes langues, en particulier, la castillane qui était perçue, à la fois comme le modèle et comme l'ennemie. Il est évident qu'il existe une interdépendance et une intercommunication entre le domaine politique et le domaine linguistique, puisque tout ceci se produit sous les auspices d'un régime républicain, celui de la Seconde République espagnole, à un moment où les catalanistes se sentent forts au Parlement de Madrid, et où ils sont parvenus à imposer leurs conditions (le Pacte de San Sebastián: 17/08/1930), et où ils obtiennent gain de cause puisque le statut catalan est antérieur à la signature de ce document. Et c'est bien grâce à cette force politique que les catalanistes ont pu arriver à revendiquer une originalité linguistique qui n'avait jamais été reconnue comme telle à travers l'histoire. En revanche pour les valencianistes il est clair, que l'idée d'une exclusivité n'était jamais entrée dans leurs calculs, c'est pourquoi les pancatalanistes avaient pu exploiter amplement l'idée d'un

espace pluriel, et même d'un héritage culturel commun à tous ; une chose qu'un leader comme Joaquin Reig Rodríguez avait revendiqué sous forme d'empire occitan. N'oublions pas son manifeste *Concepció doctrinal del valencianisme* bien explicite à ce sujet. Donc nous devons admettre que pour une très probable majorité des valencianistes, la signature des *Bases de Castellón* avait pu se comprendre comme la manière de continuer à partager une langue, une culture et un espace géographique, pour se renforcer face au castillan et face à Madrid. Par contre pour les catalanistes, les *Bases de Castellón* seraient la première phase d'une fédération - la phase linguistique -, en attendant de continuer à travailler pour arriver à la phase politique. Mais il était nécessaire d'en appeler à une langue commune pour réduire le niveau de méfiance du secteur de *Lo Rat-Penat*, le plus critique vis-à-vis de ce rendez-vous, et finalement forcer la signature. L'idée qui avait triomphé était qu'une unification orthographique était un instrument indispensable pour renflouer la langue valencienne, et permettre son épanouissement, à l'intérieur d'une aire commune. On doit comprendre que l'ambiguïté a été consciente et calculée, car si dans les articles on spécifiait bien que les normes de référence<sup>548</sup> étaient celles définies par P. Fabra<sup>548</sup>, soit l'Institut d'Études Catalanes, dans le document signé on n'y faisait aucune mention. À ce propos il faut citer le livre de Lluís Revest i Corzo (1892-1963), *La llengua valenciana: notes para el seu estudi i conreu* (Castellón 1930) qui représentait une étude des thèses de Pompeu Fabra, et une proposition d'adaptation de celles-ci. Elles auraient en grande mesure été les mêmes que celles rapportées dans le document original des *Bases de Castellón*. Mais tous les signataires étaient parfaitement conscients que les bases proposées n'étaient pas celles établies par le père Fullana. On ne disait pas non plus dans ce document que le valencien était une dérivation du catalan, ou même une variante de la langue catalane. Disons qu'on avait volontairement éludé toute possibilité de débat, ou de polémique, car reconnaître ouvertement que ces *Bases* étaient un rapprochement volontaire aux normes catalanes auraient signifié l'échec certain de cet accord. Les auteurs contraires à ce pacte, en particulier les blasquistes auraient mobilisé aussitôt le peuple valencien, qui aurait manifesté contre ce rapprochement normatif et ses intentions politiques,

---

<sup>548</sup> <http://www.upf.edu/expo/pompeufabra/cast/llengua.htm>. Voir aussi : Rubio García, Luis: *Reflexiones sobre la lengua catalana*. Editum. Ediciones de la Universidad de Murcia, 1978, ainsi que <https://www.escriitores.org/biografias/177-pompeu-fabra-i-poch>

notamment cette future fédération. Les blasquistes auraient toute de suite mis en garde les Valenciens, en avertissant qu'accepter un pareil accord était équivalent à accepter les thèses pancatalanistes, soit la catalanité du peuple valencien, et donc renier ouvertement la nationalité espagnole. N'oublions pas à quel point les secteurs opposés au parti républicain, présents à la mairie et à la *Diputación de Valencia* (Conseil général), redoutaient l'ascendant que les blasquistes avaient sur l'opinion publique. Nous avons pu en voir un exemple dans l'affaire des bateaux. C'est donc indiscutablement cette ambiguïté, cette astuce, ou ce silence très peu honnête qui permettait l'accord. Et à partir de là, chacun était libre de faire l'interprétation qu'il préférait du document. Et on avait beau insister sur le caractère provisoire de ce pacte, en manifestant toutes les réserves qu'on avait cru opportunes, autant de la part des représentants de *Lo Rat-Penat*, que de la part de Fullana ; une fois signé, cet accord prendrait une valeur doctrinale pour les catalanistes qui, prévisiblement, n'avaient attendu que cet instant pour commencer à mettre en marche le processus sécessionniste vis-à-vis de la langue d'Oc. La signature des *Bases de Castellón* avait donc une transcendance stratégique de très haut niveau ; elle allait permettre d'enfermer le valencien dans un nouvel ensemble linguistique, soit un nouveau diasystème, cette fois strictement catalan, destiné à identifier la nationalité catalane. Dés lors, parler d'unité linguistique ne signifierait plus se rapporter au vaste diasystème occitano-roman - si bien expliqué par Louis Alibert -, mais, se limiter à un diasystème catalan inventé, presque réduit à la géographie espagnole pour pouvoir mieux assimiler politiquement la région valencienne et les Îles Baléares qui selon le manifeste devenaient une extension de la "patrie catalane".

On peut dire que la stratégie de Prat de la Riba donnait des résultats spectaculaires, car le fait d'avoir appelé à la restauration d'un passé idéalisé, d'avoir transformé la culture castillane et les Castillans en ennemis séculaires, oppresseurs dénués de légitimité historique, et d'avoir focalisé l'objectif politique dans le sens de la solidarité culturelle entre peuples apparentés par le sang et la culture, se transformaient en un tremplin pour parfaire la "nationalité catalane". De cette façon deux principes fondamentaux furent largement bafoués : le processus démocratique et la fidélité à la vérité scientifique, voire historique. En matière démocratique, parce

qu'une minorité de la société, aux idées complètement contraires à celles qui présidaient la politique de la ville et de la région - dirigée par les républicains -, prit une décision qui affecterait en réalité tous les Valenciens, en tout cas leur patrimoine commun, voire leur nationalité. En matière scientifique parce que désormais il existait un document signé par des Valenciens qui démontrait, quoique d'une manière tout à fait indirecte et très peu orthodoxe, que les normes catalanes étaient celles recommandées pour la langue valencienne. Et ceci pouvait enfin annuler l'avis des experts les plus qualifiés, qui avaient d'une manière réitérative démenti la supériorité linguistique du catalan. Précisons que cette manière de faire les choses rejoint les processus plus ou moins arbitraires employés par les "constructeurs de nation" du XIXe siècle.

Si les valencianistes les plus convaincus saluèrent chaudement le manifeste anti-occitaniste de 1934 : "Desviacions en els Conceptes de Llengua i Pàtria" (1934), il est sûr que pour les moins convaincus, ou ceux qui avaient cru naïvement au projet de l'empire occitan, la surprise fut totale. Les catalanistes étaient arrivés à l'orée d'un chemin qu'ils avaient eux-mêmes construit, cherchant l'assimilation complète entre langue et territoire, pour fabriquer de toute pièce la "nationalité catalane"; mais les valencianistes se retrouvaient sur une curieuse voie de service qui les obligeait soit à prendre formellement part dans le projet pancatalaniste exposé, soit à se dédire de tout ce qui avait été déclaré avant, puisque le cadre pluriel primitivement proposé se rétrécissait significativement. Ceci explique le relatif silence des milieux valencianistes, car si le débat public, avant la signature des normes avait été évité, ce même débat public après la déclaration anti-occitaniste fut absolument inexistant. Ce qui veut dire que la bataille linguistique n'éclatait pas à Valence parce que la controverse resta trop limitée aux seuls milieux valencianistes et intellectuels qui avaient fomenté la signature des *Bases*; néanmoins des frictions importantes affleuraient. Les graines de la bataille de Valence étaient bel et bien plantées car le pacte qui s'était revendiqué au nom de la culture, prenait son vrai visage, un visage éminemment politique. Et si la langue était la nation, et à la fois la race, tous les peuples qui reconnaissaient parler le catalan, ou une modalité du catalan, se plaçaient sous l'empire linguistique catalan - qui n'était plus une langue dérivée de l'occitan - ; et ces peuples pouvaient se

considérer alors comme appartenant à la nation catalane, comme formant partie de la "Grande Catalogne", ou ce que l'on ne tarderait pas à désigner, les "Pays Catalans". C'était bien le premier pas vers la fédération politique.

### 8.2.1 - Les "Bases" de la confusion

Sous l'aspect doctrinal, l'itinéraire du catalanisme a été similaire aux autres nationalismes du XIXe siècle, sans arriver néanmoins à son plein aboutissement puisque la confrontation avec l'État espagnol n'est jamais passée par les armes. Les catalanistes ont commencé à revendiquer la légitimité historique pour ensuite revendiquer une prétendue légitimité scientifique, soit la version d'une langue catalane indépendante de la racine occitane. Pour cela nous avons vu qu'il avait été nécessaire d'éradiquer le terme de langue limousine (*llengua llimusina* ou *llemusina*), malgré tout dominant dans l'histoire littéraire des Catalans. Les catalanistes se tiraient d'affaire en argumentant que les auteurs anciens se trompaient. Nous l'avons répété dans la première partie de cette thèse, les nationalistes réinterprètent l'histoire, décident même de ce qui est juste et véridique et de ce qui est faux, raison pour laquelle ils se sentent autorisés à faire disparaître des mots comme celui de *llengua llimusina* pour en faire apparaître des nouveaux, comme "nationalité catalane". Et rappelons que Prat de la Riba lui-même avait reconnu dans son livre qu'il parlait de "formules nouvelles"<sup>549</sup>, ou de "nouvelle doctrine"<sup>550</sup>, qui nécessitaient cependant de "défaire cette brume basse"<sup>551</sup>, qui empêchait les Catalans de comprendre. C'est pourquoi il fallait apporter des explications : "avec toute l'amplitude scientifique requise et une clarté systématique"<sup>552</sup>. L'interprétation de Prat était que la science avait permis de découvrir la vérité de l'histoire, la vérité des origines et même la vérité de la linguistique. La science était le grand instrument avec lequel il prétendait s'armer de légitimité pour refaire la Catalogne à la mesure de ses projets. Or la vérité

---

<sup>549</sup> Prat de la Riba, Enric: *La nacionalitat catalana*..., op. cit., p. 57.

<sup>550</sup> *Ibidem*, p. 58.

<sup>551</sup> *Ibidem*.

<sup>552</sup> *Ibidem*.

scientifique autant en matière historique que linguistique est loin d'être un résultat aseptique, issu d'un laboratoire indépendant. C'est bien là la grande faiblesse de son raisonnement ; les anti-pancatalanistes les plus révoltés comme Emilio Miedes utilisent un autre registre et parlent de grande tricherie ou de piège<sup>553</sup> de la part des catalanistes. Et ceci à plus forte raison lorsqu'on sait que leur stratégie principale a toujours été de recourir à l'ambigüité permanente, et à ne pas laisser de trace écrite sur les fausses promesses de fraternité. Et Prat de la Riba a traité le domaine linguistique de la même façon qu'il a manoeuvré sur le terrain politique, en s'employant à fond dans la stratégie de la confusion pour justifier qu'il était nécessaire de recourir à de nouvelles théories pour restaurer les "réalités" d'un passé réinventé et réadapté à ses besoins propagandistes. Dans son livre *La Nacionalitat catalana* il commença à parler d'unité de la langue catalane là il aurait dû reconnaître l'unité du diasystème occitano-roman, mais nous avons vu que le Premier Congrès international de la langue catalane avait comme principale finalité de court-circuiter la théorie scientifique alors acceptée, celle issue des théories de Diez et de Meyer-Lübke. Lluís Fornés dénonce justement que c'est bien là le procédé habituel des pancatalanistes qui sous prétexte de parler en termes scientifiques, allèguent continuellement le principe de l'unité de la langue catalane. Or si l'on prétend sérieusement s'exprimer en termes scientifiques il faut parler d'unité du système occitano-roman, où se retrouvent en condition d'égalité autant le catalan que le valencien, le majorquin, le gascon, le provençal, etc.. Il est clair qu'en 1906, Prat de la Riba s'ingéniait à rompre cette égalité et à créer la hiérarchie catalane, pour bien montrer que le catalan était la langue des Catalans, mais aussi celle des Valenciens et des Majorquins. Nous avons vu que son astuce, lors du Premier congrès international de la langue catalane fut d'imposer le terme de langue catalane ou langue commune, en interdisant la mention de langue valencienne ou langue majorquine. C'est ainsi que le catalan s'était présenté à tous ces spécialistes venus de l'étranger et aussi aux érudits espagnols comme Menéndez Pidal (1869-1968). Mais c'est incontestablement grâce à cette langue commune, cette langue limousine discréditée par les catalanistes, que l'opération d'alchimie avait à peu près réussi. Outre l'ambigüité il faut signaler que dans la

---

<sup>553</sup> Voir la couverture du livre de Emilio Miedes Bisbal, on y dessine un piège pour représenter les "Bases de Castellón".

stratégie de Prat il y a une notion de dosage ou un principe de progressivité, pour donner le temps de construire toute une littérature, voire une bibliographie, en faveur de ces nouvelles idées. Autrement dit construire la mémoire pancatalaniste qui avec moins d'un siècle de langue catalane, prétend discréditer plusieurs siècles de langue limousine. Nous avons vu dans la première partie comment on avait créé des prix expressément pour favoriser la recherche dans le domaine catalan - chose déjà recommandée au Premier Congrès international de la langue catalane - , et comment on s'était empressé de traduire les textes classiques (grecs et latins) ainsi que la Bible. Et puis Prat de la Riba avait préféré insister sur l'aspect conceptuel de la "nationalité catalane" plus que sur son aspect purement politique qui l'aurait obligé à parler d'un projet de Catalogne indépendante, mais cela ne faisait pas partie de son plan. Il ne souhaitait absolument pas séparer la Catalogne du reste du territoire espagnol. Ce qu'il ambitionnait, c'était de faire de la Catalogne le territoire politiquement dominant, et de refaire l'Espagne en commençant par éradiquer le qualificatif hispanique pour y mettre à la place celui d'ibérique. Travailler pour un tel objectif impliquait néanmoins d'inculquer aux Catalans un sentiment d'identité différenciée, et la langue catalane était l'instrument le plus approprié à cet effet. Il en profitait pour répéter les paroles employées par d'autres catalanistes qui avaient commencé avant lui ce travail de prise de conscience sur la langue. Cela devait assurer la progressivité du message, pour aider ces "nouvelles formules" et "nouvelles doctrines" à s'installer dans la mentalité des Catalans :

L'unité de la langue catalane nous indique la nationalité. L'idée de nationalité ne doit pas se confondre avec celle de nation, même si dans la langue vulgaire on use souvent comme synonyme ces deux mots. Nation est un État politique, souverain et indépendant. À notre avis, l'unité de la langue est un noeud naturel qui jumelle les peuples, créant les nationalités, et le pacte formé entre ceux-ci constitue plusieurs entités politiques naturelles en un seul groupement.<sup>554</sup>

C'était là une citation de Coroleu et Pella Forgas qu'il avait stratégiquement intercalée dans ses explications, et elle n'avait rien de scientifique, mais tout de politique, c'est pourquoi il ajoutait: "C'est déjà un bon chemin"<sup>555</sup>. En effet c'était le chemin qu'il souhaitait donner à la langue catalane, celui de la supériorité. Pourtant

---

<sup>554</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 52, cite: Coroleu et Pella Forgas : "Los Fueros de Cataluña", 1878.

<sup>555</sup> *Ibidem*.

elle n'était qu'une variété de la langue limousine, et au premier abord elle aurait pu sembler coincée entre deux adversaires de poids, le provençal distingué par un prix Nobel comme Mistral d'un côté, et le valencien de l'autre, avantaagé par un siècle d'or. Mais le catalan avait à sa faveur quelque chose que n'avait ni le provençal ni le valencien : un projet politique. Et celui-ci était prometteur dans la mesure où il garantissait une normalisation en solitaire de la langue qui faisait son chemin, et la sécurité que la langue définie par l'*Institut d'Estudis Catalans* serait la langue utilisée dans les institutions, grâce au prochain statut d'autonomie. Ce qui rétrospectivement démontre que la politique arrive là où la science n'arrive pas, et qu'un futur bien planifié peut avoir un plus grand pouvoir de mobilisation, et être plus déterminant qu'un passé glorieux.

Face à la planification politique et à l'implication institutionnelle qui entourait le traitement de la langue à Barcelone, à Valence les initiatives pour restaurer la langue autochtone étaient restées fondamentalement individuelles, et toujours dégagées d'une véritable charge politique. À Valence deux entités s'érigeaient en simples défenseuses de la langue valencienne, *Lo Rat-Penat* et le *Centre de Cultura Valenciana*, cette dernière avec un soutien beaucoup plus formel que réel. Ce qui limitait sérieusement une approche plus ambitieuse du problème posé par la langue qui était sa dichotomie entre le parler populaire et la version des auteurs classiques. Jusqu'alors aucune initiative autochtone n'avait réussi à construire un consensus assez généralisé pour articuler une certaine unanimité autour de l'orthographe de la langue. Ensuite le niveau d'alphabétisation de la population était un facteur déterminant, car à cette époque une proportion encore élevée du peuple était illettrée. Mais pour ceux qui savaient lire et écrire, il est sûr que le castillan était beaucoup plus accessible que le valencien classique. Combien de personnes âgées parlant valencien reconnaissent encore aujourd'hui ne pas être capables de lire le valencien ; par exemple les petites pancartes qui ornent les figures en carton qui forment le corps principal des *Fallas* (et ce valencien est plus facile à lire, il a longtemps été celui recommandé par *Lo Rat-Penat*. à présent celles de l'*Academia Valenciana de la Llengua*, sont davantage catalanisées, soit plus compliquées, avec plus d'accents). Ce critère d'accessibilité était aussi celui qui poussait les auteurs de littérature populaire à ne pas fomenter une

orthographe étymologique, et à préférer comme le recommandait Bayarri, écrire le valencien, comme il se prononce. Il est vrai que la normalisation du valencien avait été pratiquement réalisée par Fullana qui avait publié, en 1914 : *Normes ortografiques* (publiées dans le journal *Diario de Valencia*), en 1915 : *Gramática Elemental de la llengua valenciana* (imprimerie "Tipografía Doménech" de Valence), en 1932 : *Ortografía Valenciana* (première édition, publiée par "Imprenta Semana Gráfica" de Valence); il pouvait lui manquer tout au plus la normalisation lexicale, mais son travail ne fut pas vraiment pris en compte par la société valencienne, puisque les pancatalanistes le boycottèrent et les auteurs populaires continuaient d'écrire avec une graphie castillane, ce qui prouve comme expliquait Badia i Margarit qu'il est effectivement nécessaire que l'administration appuie la langue pour que sa forme écrite devienne fixe, soit vraiment normalisée. Les pancatalanistes ont donc profité de ce vide institutionnel, et le paradoxe a voulu que ce soit un modèle créé à l'extérieur de la société valencienne (l'Institut d'Études Catalanes) qui finalement triomphe, à travers les *Bases de Castellón*, mais cela n'apportait pas plus de simplicité au problème, puisque nous avons vu que Fabra introduisait des ensembles de consonnes qui n'étaient pas recommandables pour le valencien, selon les conseils de Fullana. Il faut dire que depuis longtemps des associations, comme *Agrupació Nacionalista Escolar* (1919), *Nostra Parla*<sup>556</sup> (1916), *l'Associació Protectora de l'Ensenyança valenciana*, *l'Estel*, *Palestra*<sup>557</sup>, ou *Agrupació Valencianista escolar*, et des revues comme celles que nous avons citées plus haut (*Avant*, *El Camí*, *Acció Valenciana*) avaient travaillé intensément pour inculquer l'idée que la langue valencienne était une langue dérivée de la langue catalane. Dans la première partie de notre étude nous avons cité le témoignage de Sanchis Guarner, qui satisfait, assure que la majorité des auteurs se tournèrent délibérément, et très tôt vers le modèle catalan, autant les auteurs cultivés (López Chavarri, Puig Espert, Salvador Guinot) que les membres du journal *Pàtria Nova* (Tomàs i Martí, Caballero i Muñoz, Adolfo Pizqueta, Ortín Benedito, Eduard Boïl), un journal de la première heure, disparu, qui avait refait surface en 1923. Tous ces écrivains auraient ignoré volontairement les normes du père Fullana (Gramàtica

---

<sup>556</sup> Entité qui réunissait les villes de Barcelone, Valence et Majorque dans le même objectif: promouvoir l'unification spirituelle de Valence, Majorque, le Roussillon et la Catalogne. Voir Alfons Cucó: (1971): *El valencianisme polític 1874 - 1939...*, op. cit..., p. 163.

<sup>557</sup> Entité catalaniste fédérée en 1930 avec l'Associació per a la cultura de Mallorca.

Elemental de la llengua valenciana, 1915), pour reconnaître en échange une légitimité et une autorité scientifique à la grammaire composée par Bernat Ortín Benedito en 1918 (*Gramàtica Valenciana: Nocions elementals per a escoles de primeres lletres*), inspirée de celle de Fabra, et publiée par la maison d'édition *Valenciana*. Rappelons que celle-ci avait été critiquée comme catalaniste et même corrigée publiquement par Fullana. Et toujours selon les explications de Sanchis Guarner, les auteurs de Castellón (Pascual Tirado, Sánchez Gozalbo, Bernat Artola, Soler Godes) auraient suivi le même chemin. Il affirme d'ailleurs que :

L'acquisition d'une langue littéraire est une tâche collective et de longue haleine. Au Pays Valencien, ce furent davantage les revues et les maisons d'édition solvables plutôt que les grammairiens qui finirent par imposer au public lecteur leurs directives idiomatiques. Les créateurs du valencien littéraire moderne, intégré dans la langue catalane, soumise à la doctrine grammaticale de Fabra. Ce furent spécialement la revue *Taula de les Lletres valencianes* (1927), et la maison d'édition *L'Estel* (1928), de la première époque jusqu'à 1936.<sup>558</sup>

Si on ajoute que justement la mission de ces journaux était de diffuser le pancatalanisme, il devient évident que le résultat ne pouvait pas être autre. Dans *Acció Valenciana*, on affirmait : "Notre langue commune nous marque notre chemin et notre travail"<sup>559</sup>, précisant ensuite : "C'est sur ce point que nous devons nous maintenir étroitement unis à la Catalogne"<sup>560</sup>. On considérait comme normal la désignation de catalan, pour langue valencienne. On publiait même des graphiques qui montraient l'extension des territoires où était parlée la langue catalane, qu'on désignait souvent comme "notre langue" pour ne pas trop répéter le mot catalan. Et ces graphiques couvraient toute l'extension de la Catalogne, ainsi que le Pays valencien, Majorque, et aussi le Roussillon, tout à la fois qu'on y proclamait "l'unité de la langue catalane"<sup>561</sup>. Une délimitation géographique qui nous rappelle l'extension que couvrait le maintien de la Catalogne dans le Félibrige, or cette classification n'était pas scientifique, rappelons-le. Dans *Acció Valenciana*, ce journal que Cucó qualifiait curieusement "d'apolitique", on déclarait "Nous sommes cinq millions d'âmes qui parlons la même langue, et pour cela nous défendrons toujours la nécessité d'arriver à un accord pour

---

<sup>558</sup> *Ibidem*, p. 190.

<sup>559</sup> "Catalunya i València". *Acció Valenciana*. Section: "Assaigs" (Essais). 20/01/1931.

<sup>560</sup> *Ibidem*.

<sup>561</sup> Voir par exemple le journal *Acció Valenciana*, n° 1, 15/04/1930, ou *El Camí*, n° 1, 05/03/1932.

l'unification de nos différences orthographiques"<sup>562</sup>. Ceci représentait bien un prélude des *Bases de Castellón*, et presque un prélude du manifeste anti-occitaniste ; et surtout un travail préliminaire pour se rapprocher de cet objectif politique qui signifiait en dernière instance légitimer l'expansionnisme catalan. D'une manière contradictoire, nous pouvons constater comment on prétendait préserver pour le valencien des particularités, en même temps qu'on assurait ne pas tomber dans le particularisme : "... de telle façon que nous défendrons avec une plus grande énergie si besoin est, notre droit à employer nos particularités linguistiques"<sup>563</sup>. Ce qui est significatif c'est le fait que le projet de Prat apparaissait comme cet appât appelé à galvaniser l'imagination valencianiste, puisque nous l'avons signalé, l'astuce consistait à présenter le projet catalaniste comme un projet pluriel. On rappelait que 11 millions de personnes parlaient la langue d'oc, considérée alors "si similaire à la nôtre"<sup>564</sup>, et bien sûr, chez les plus fervents, on revendiquait l'unité de la race. Dans un autre article on insistait sur "la variante catalane de notre langue"<sup>565</sup>, et l'on défendait déjà la primauté du catalan sur le valencien : "lorsqu'une nationalité linguistique commence à cultiver sa langue, avec des intentions artistiques, elle prend toujours comme base le dialecte parlé dans la contrée où ce phénomène de dépassement est réalisé"<sup>566</sup>. Ce qui malgré tout était reconnaître indirectement que le catalan était un dialecte. Par ailleurs on défendait que l'éloignement du valencien des auteurs classiques justifiait que l'on ne prenne pas ces derniers en compte : "La grande floraison littéraire des siècles d'indépendance est tellement lointaine qu'on peut davantage parler de naissance, plutôt que de renaissance"<sup>567</sup>. Une logique qui aurait été davantage applicable au cas catalan, puisque le siècle d'or avait été valencien. Mais suivant le conseil de Prat de la Riba il s'agissait toujours de répandre toutes ces idées en affirmant le faire au nom de postulats scientifiques ; la science finirait par tout justifier et tout légitimer.

---

<sup>562</sup> *Acció Valenciana*, n° 1, 15/04/1930.

<sup>563</sup> *Ibidem*.

<sup>564</sup> *Ibidem*.

<sup>565</sup> "La Llengua valenciana". Section : "Ensaig valencians". *Acció Valenciana*, 15/06/1930, p. 1.

<sup>566</sup> *Ibidem*.

<sup>567</sup> *Ibidem*.

Un autre article tiré cette fois du journal, *El Poble Valencià*, qui rappelait son homologue *El Poble català*, offre un exemple type de cette propagande, soi-disant conseillée par les experts. Il était écrit par un auteur anonyme qui se limitait à signer avec la mention : "Un filolog" (un philologue)<sup>568</sup>. Alors que la normalisation de la langue catalane n'était pas encore conclue il affirmait l'unité de la langue catalane. C'est-à-dire qu'à nouveau, comme explique Lluís Fornés, on faisait cette manipulation trompeuse des concepts ; on employait celui d'unité du système (occitano-roman), pour se référer en réalité à un dialecte de ce système (catalan). Cet auteur anonyme assurait qu'il n'était pas nécessaire de fixer une grammaire qui était déjà fixée depuis longtemps, il pensait bien sûr à celle de Pompeu Fabra, non pas à celle de Fullana. Puis faisant encore référence au XVe siècle valencien ce philologue affirmait que les classiques valenciens désignaient leur langue indistinctement comme valencienne ou catalane. Chose tout à fait fautive, car nous l'avons vu dans la première partie, même Sanchis Guarner reconnaît que les auteurs classiques valenciens ne désignaient jamais leur langue sous le nom de catalan. Mais ce philologue n'avait aucune gêne à assurer que ces anciens auteurs avaient conscience d'employer une "langue nationale". Des affirmations pour le moins criticables, étant donné l'anachronisme évident qu'elles impliquaient, l'idée de nation naissant plusieurs siècles plus tard. Mais étant donné l'importance des auteurs du siècle d'or valencien, il n'est pas surprenant que ce "filolog" se soit permis d'expliquer que même si la majorité des écrivains de ce siècle étaient valenciens, il était difficile de préciser s'ils étaient vraiment de Valence ou de Barcelone. Selon lui, Ausiàs Marc se serait fait appeler "Catalan de Valence". La difficulté à cerner leur véritable lignage venait, selon lui, du fait que ces auteurs écrivaient comme ils parlaient, et que le temps avait été ce facteur responsable des différences. Finalement il considérait qu'il existait une unité dans la production de ces anciens écrivains valenciens et catalans, par le fait que les premiers catalans auraient apporté le style plus simple, tandis que les Valenciens auraient produit le style érudit, mais il évitait ainsi de dire clairement que c'était les auteurs valenciens qui avaient fixé les règles de la langue. Puis il se montrait favorable à la création d'une académie de la langue valencienne, à condition que celle-ci serve à consolider l'unité de la langue,

---

<sup>568</sup> Un filolog. "La unitat del nostre idioma". Rubrique "Tribuna Lliure". *El Poble Valencià*, 17/10/1931, p. 1.

précisant que les limites géographiques de la langue allaient jusqu'au Roussillon. Ensuite, reconnaissant que c'était à Valence que la langue avait acquis la catégorie de langue, il considérait malgré tout que le mérite, pour ne pas dire la gloire, revenait à Barcelone, et donc à la langue catalane, pour avoir été la ville responsable de la mise en marche du processus de normalisation : "... qu'on l'a refaite [la langue], défendue, et restaurée, il est juste qu'au niveau international prédomine la dénomination de langue catalane"<sup>569</sup>. Un critère comme nous pouvons constater, qui n'avait rien de scientifique mais tout de politique, puisque nous avons vu dans quelles conditions s'est faite la normalisation du catalan. Par ailleurs il ne disait pas que la normalisation du catalan n'était pas complètement finie au moment où cet article se publiait.

Il apparaît comme évident que cette propagande cherchait à annuler à la base tout argument susceptible d'ôter la suprématie du catalan face au valencien et aussi au majorquin, en tant que langue mère. Une telle ambition serait restée en l'état d'une pure fantaisie s'il n'avait pas existé en parallèle une opération politique qui donnait à la région catalane une place de privilège à l'intérieur de l'Espagne. Et ceci était d'autant plus perceptible que chez les valencianistes, c'était un fait assumé que les catalanistes avaient l'initiative du projet et que la meilleure option pour la région valencienne était de travailler pour s'unir au projet catalanistes, sous forme d'une fédération. Et c'est bien cette idée de fédération qui fait surgir la nouvelle désignation de "Pays Catalans", soit "Pays Catalans fédérés" pour tous ces territoires susceptibles de s'unir politiquement, car théoriquement déjà unis par la langue. Nous avons vu que les tentatives d'articuler un mouvement majoritaire pour l'obtention d'un statut d'autonomie valencien avaient été conditionnées par la stratégie prioritaire d'isoler le parti blasquiste. Ceci se devait au fait que les blasquistes étaient totalement opposés à l'idée de fomenter une future fédération entre les deux régions. N'oublions pas que Joaquín Reig faisait partie de cette commission pro-statut, et que les valencianistes travaillaient avec ce modèle constant et impossible dans leur esprit, qui était le modèle catalan : celui qui triomphait politiquement au Parlement de Madrid. Lorsque le 9 septembre de 1932 la région catalane devenait la première région à obtenir un statut d'autonomie dans un pays théoriquement centralisé, on ne pouvait pas mettre sur le

---

<sup>569</sup> *Ibidem.*

fait du hasard que les *Bases de Castellón* se signaient seulement trois mois après (21 décembre 1932), et aussi que la publication du dictionnaire général de la langue catalane voyait le jour seulement deux mois après (30 novembre 1932). Il se produisit littéralement un chevauchement des événements, et à une vitesse, qui devrait encore nous surprendre aujourd'hui. Les règles catalanes venaient à peine d'être définitivement fixées, que déjà, une représentation de la société valencienne accordait un rendez-vous pour formaliser un pacte apte à faire des normes catalanes une référence valable pour le valencien. Malgré tout il est significatif, nous l'avons dit que l'annonce de la signature des *Bases de Castellón* ait été si discrète vis-à-vis du grand public, puisque l'acte fut annoncé presque exclusivement depuis les revues valencianistes, c'est-à-dire pour les fidèles à la cause. Les journaux de grand tirage comme *El Pueblo*, ou *El Mercantil Valenciano* semblent n'y avoir prêté guère attention, au point même d'avoir négligé de communiquer sur leurs pages un pareil rendez-vous. Seul, le quotidien *Las Provincias*, se serait montré disposé à rendre compte de cet événement, étant donné que son directeur Teodor Llorente Falcó (1869-1949) allait être un des signataires de l'acte. Dans son livre, *En defensa de la personalidad valenciana*<sup>570</sup>, qui est une compilation de toute une série d'articles écrits par lui, apparaît ce titre : "La unidad ortográfica"<sup>571</sup>. Bien que le livre soit daté de l'année 1930 - on a mis un point d'interrogation à côté de l'année -, il est très probable que cet article ait été publié peu avant l'assemblée de Castellón. Les références qui s'y font sont claires : "La revista valencianista *Taula* ha tomado una iniciativa que juzgamos muy plausible y que seguramente será muy bien acogida por las publicaciones valencianas y por todos los escritores de la tierra"<sup>572</sup>. Mais malgré son titre, ce livre est particulièrement illustratif du changement de perception qui s'était produit à l'intérieur des vieux cercles valencianistes. Boty avait divisé les valencianistes en deux groupes : les pancatalanistes, qu'il avait qualifié de peu nombreux : "por fortuna pocos"<sup>573</sup>, tandis qu'il considérait les autres inconscients ou ignorants. Et si Boty avait posé la question dans son titre : "Pourquoi inopportun ?" qui était son reproche au

---

<sup>570</sup> Teodor Llorente Falcó (sous le pseudonyme de Jordi de Fenollar): *En defensa de la personalidad valenciana*..., op. cit.

<sup>571</sup> *Ibidem*, p. 189, (article: "La unidad ortográfica").

<sup>572</sup> *Ibidem*.

<sup>573</sup> Roger Boty: "Alrededor del estatuto valenciano y contestando a un sector valencianista. Inoportuno, ¿Por qué?", *El Mercantil Valenciano*, 03/11/1932, p. 3.

pancatalanisme dans sa série d'articles citée auparavant, c'est justement parce que ces pancatalanistes planifiaient la signature des Bases de Castellón. Avec le recul du temps nous pourrions dire que Teodor Llorente Falcó se rangeait dans la catégorie des inconscients, selon le critère de Boty.

La série d'articles de Llorente Falco, consacrés - au moins théoriquement - à défendre la personnalité valencienne montre d'une manière privilégiée l'avancée des idées pancatalanistes dans le vieux secteur valencianiste. Nous savons que l'année 1918, fut le moment où se créa le premier parti valencianiste, et il est aisé d'observer comment consciemment pour certains, et inconsciemment pour d'autres, - nous l'avons vu dans le chapitre du statut d'autonomie - le modèle catalaniste se transformait en un modèle politique à imiter. Mais les valencianistes étaient très loin d'avoir sur la population valencienne, l'ascendant que les partis catalanistes avaient réussi à développer sur la catalane. Les réussites politiques, le nombre des journaux acquis à la cause, les intellectuels militants, les structures politiques et même économiques marquaient des différences abyssales entre les deux sociétés. Llorente, comme tant d'autres, était admiratif, voire complexé face aux dirigeants catalanistes qui semblaient dominer la situation, et qui étaient même arrivés à "domestiquer" le secteur républicain (*Esquerra Republicana de Catalunya*), en le convertissant à un catalanisme encore plus radical que le modèle original de la *Lliga* (*La Lliga Regionalista*). N'oublions pas qu'à Valence les blasquistes étaient puissants pratiquement indélogeables des institutions, et les valencianistes, politiquement parlant, majoritairement conservateurs, n'avaient pas d'autre stratégie que s'ériger en défenseurs de la tradition et de la culture, et surtout de la culture valencienne. Llorente blâmait les priorités des Valenciens, qui selon ses explications dépensaient beaucoup d'argent pour le salut de leur âme, omettant de réinvestir une partie de celui-ci pour le salut des esprits, et la production des oeuvres culturelles :

En Valencia la mayoría de la gente que dispone de medios económicos no piensa, para la hora de la muerte, más que en la salvación de su alma. No censuramos este criterio. Salvar el alma del castigo eterno es deber primordial de todo buen cristiano. Pero es que esto no es incompatible con acordarse de la vida cultural en sus diversos aspectos, ya que también se hace una obra muy meritoria ante Dios difundiendo la cultura. Bueno es que para bien del alma se deje lo que en vida, muchas veces, debió darse; pero no se olviden instituciones que pueden prestar grandes beneficios a la sociedad, y que por falta de suficientes recursos no pueden desenvolverse debidamente. En Cataluña no sucede esto; hay dinero para todo. Gracias a esto

los hombres dedicados al estudio cuentan con estímulos suficientes para entregarse con todo entusiasmo a dicha labor cultural.<sup>574</sup>

À travers cet article il s'était donné la peine d'énumérer tous ces prix décernés en Catalogne à ceux qui travaillaient pour la culture (voir 1er partie : Thèse pancatalaniste). Mais ces Valenciens, comme nous avons expliqué avant, même notables comme Llorente, n'étaient pas vraiment conscients du fait que ces changements n'étaient pas le fait d'appartenir à la culture catalane, mais les effets de l'industrialisation qui donnait à la culture un nouveau rôle social et même économique, en tant que moteur potentiel de développement. Les valencianistes interprétaient toujours que c'était la culture catalane qui avait été à la base du développement matériel, et non à l'inverse, le développement matériel qui avait encouragé le développement culturel. Il faut dire que les catalanistes les encourageaient chaleureusement à baigner dans cette confusion, nous avons ici le témoignage de Llorente qui rapportait leurs paroles : "Imitadnos en nuestros procedimientos y llegaréis a donde hemos llegado nosotros, si así lo queréis; pero procurad conservar siempre vuestra personalidad - eso dicen y no se cansan de repetirlo"<sup>575</sup>. Le caractère manipulateur est assez évident, puisqu'ils conseillaient aux Valenciens de conserver leur personnalité, quand bien même ils travaillaient intensément pour la leur ôter. Et la naïveté des valencianistes est également patente puisque leur raisonnement habituel était que le manque de conscience culturelle des Valenciens avait été le principal obstacle pour mener à bon terme les négociations pour l'obtention d'un statut d'autonomie valencien. Et le statut d'autonomie était devenu pour les valencianistes, pratiquement la panacée qui devait résoudre tous les problèmes, au point qu'un Valencien aussi prudent que Fullana s'était laissé entraîner à réemployer toute l'argumentation habituelle des catalanistes en parlant de "droits usurpés par le pouvoir central", au cours de sa conférence sur "La Coofficialité de la langue valencienne" (*La cooficialitat de la llengua valenciana*)<sup>576</sup>. Il était clair que l'objectif d'une Espagne composée d'autonomies avait considérablement rapproché

---

<sup>574</sup> Teodor Llorente Falcó (sous le pseudonyme de Jordi de Fenollar) : *En defensa de la personalitat valenciana...*, op. cit., p. 91 (article: "Como se fomenta la cultura en Cataluña").

<sup>575</sup> *Ibidem*, p. 138 (article: "La reconstrucción valenciana no es la sumisión a Cataluña").

<sup>576</sup> Conférence donnée par le père Fullana en 1919 à la *Diputación de Valencia*. Texte rapporté dans l'Almanach du journal *Las Provincias*, et dans le livre: *Criteris filologics del pare Fullana en els anys 1918 i 1919*. Localisacio, ordenacio i comentari de J. Benjamín Agulló Pascual..., op. cit.

les positions des vieux valencianistes. D'abord réticents, ils avaient encouragé la production de normes purement valenciennes entre 1914 et 1918 ; mais plus le projet paraissait accessible, grâce à la Seconde République, et plus le rapprochement aux positions catalanistes devenait visible, entre autres la perte d'autorité en matière linguistique endurée par le père Fullana qui allait se voir obligé de signer des normes qui contredisaient son travail initial.

Dans un article intitulé "La corrupción de la lengua"<sup>577</sup> Llorente prenait une distance qu'il présentait comme scientifique par rapport à l'origine de la langue valencienne et il expliquait qu'à Valence il existait deux versions : celle du père Fullana qui revendiquait l'originalité de la langue valencienne, par le fait de ne pas être le produit d'une importation réalisée par les colons catalans ; et une autre, où il introduisait cette précision "y esta es la opinión más generalizada"<sup>578</sup>; celle qui défend que la langue aurait effectivement été apportée par les Catalans qui accompagnaient le roi Jacques I. Il reniait d'ailleurs la théorie de la langue limousine, en s'exclamant: "¿De lemosín? Pero si en Valencia no se habló nunca el lemosín"<sup>579</sup>, ou bien en citant les paroles d'un Catalan, selon lui "doctísimo" (Rubió i Ors), il rapportait : "tocaba este punto y se reía del lemosinismo ese que se nos había querido aplicar"<sup>580</sup>. Rappelons que le progrès de cette réinterprétation de l'histoire avait été sans aucun doute encouragé par le passage d'un Catalan, Felipe Rodès Baldrich (1878-1957), au ministère de l'Éducation nationale (Instrucción Pública), en 1917 (du 3 novembre 1917 au 2 mars 1918) à cause de la crise et la *Asamblea de Parlamentarios*. En réalité le changement de position personnelle de Teodor Llorente était particulièrement significatif, et presque embarrassant, si l'on pense au livre qu'il avait publié en 1930 au sujet de la relation de son père, Teodor Llorente Olivares avec Frédéric Mistral (voir 1er partie : "La thèse occitaniste"). Le contenu de cet ouvrage antérieur démentait suffisamment les affirmations qu'il faisait à présent. En effet il avait entonné un véritable chant à la fraternité des cultures, englobées dans une entité supérieure, celle de la langue d'oc, qui disparaissait à présent. C'était un concept d'égalité qui avait permis de constituer le Félibrige : "La unión fraternal de todos los poetas lemosines fue

---

<sup>577</sup> *Ibidem*, p. 15.

<sup>578</sup> *Ibidem*, p. 17.

<sup>579</sup> *Ibidem*, p. 16

<sup>580</sup> *Ibidem*, p. 17.

proclamada en aquella cima..."<sup>581</sup>. Le qualificatif de "limousin" avait alors tout son sens, et la dénomination n'était ni contredite ni discréditée. Rappelons que c'était le nom que l'on avait donné à la revue annuelle créée en 1874 : *Lo Rat-Penat: calendari llemosí*. Et en 1883, le Valencien Josep Maria Puig i Torralba avait gagné un prix aux Jeux Floraux organisés par *Lo Rat-Penat*. Le titre de son ouvrage avait été : *Historia gramatical de la Llengua Llemosina-Valenciana*. Nous avons dit qu'il fut publié sous forme d'une série d'articles dans le journal bi-hebdomadaire de la société (cité antérieurement). À présent, à Valence aussi on prétendait faire croire que les auteurs des siècles antérieurs s'étaient tout simplement trompés, et qu'ils étaient des ignorants. Pourtant son père avait été la figure la plus représentative et la plus respectée de *Lo Rat-Penat*, en la figure de son président, entité dont on rabaisait à présent le niveau d'érudition. Nous pouvons apprécier comment, à la veille de la signature des Bases de Castellón, tout ce qui pouvait faire obstacle au rapprochement des deux langues, était systématiquement combattu ou nié. Les illusions créées justifiaient ce retournement de situation, et l'on peut observer comment la contradiction commençait à s'installer dans le discours de ce vieux valencianiste :

Nosotros, sinceramente, creemos que no había de ser difícil llegar a un acuerdo. No hay necesidad, ni en manera alguna debe consentirse, el llegar, en el terreno de las concesiones, al actual lenguaje hablado ; pero tampoco se ha de escribir en forma que en vez de procurar atraer al público, se consiga alejarlo por completo y fomentar los periódicos y revistas que tanto daño han hecho y continúan haciendo a nuestra lengua. Ni aquellos arcaísmos de la primera generación que fundó "Lo Rat-Penat", y que fueron causa de que la gente se apartase de aquel movimiento, llamando a los que le seguían escritores lemosinos; ni tampoco esa catalanización que ha producido el mismo resultado de apartamiento por el gran público, no por hostilidad, sino porque no es su expresión.<sup>582</sup>

Le pancatalanisme avait bel et bien progressé, et on associait la déchéance de la langue valencienne surtout au résultat de la lutte entre les défenseurs des archaïsmes et ceux qui comme Josep María Bayarri avaient préféré tourner le dos au passé en essayant d'écrire le valencien de la même manière qu'on écrivait le castillan : "comme cela se prononce". Il faut dire que la presse républicaine qui écrivait pour le peuple en langue autochtone, comme *La Traca* exemple le plus représentatif (dont nous reparlerons dans la partie n° 4), le faisait à la fois pour se rendre plus accessible au public, mais aussi parce qu'ils considéraient que c'était là la langue du peuple.

<sup>581</sup> Teodor Llorente y Falcó: *Mistral y Llorente...*, op. cit., p. 34.

<sup>582</sup> Teodor Llorente Falcó : *En defensa de la personalidad valenciana...*, op. cit. ("La unidad ortográfica"), p. 190.

Malgré tout Llorente se voyait obligé de reconnaître que la catalanisation du valencien avait été un autre motif de controverse, ce qui nous donne une preuve évidente que les signataires avaient évité en toute conscience que le mot catalan ou catalane n'apparaisse écrit dans le document des *Bases de Castellón*, justement par crainte d'aggraver cette controverse interminable, voire invalider ces normes qui auraient été aussitôt identifiées comme catalanes. Il faut dire que Llorente, à l'instar des autres vieux valencianistes, se laissait bercer par l'illusion qu'il pouvait exister un juste milieu entre la décadence du valencien, et l'instauration de normes purement catalanes, mais avec le recul du temps, cette attitude paraît bien naïve :

Si se quiere realizar labor eficaz, de verdadero resurgimiento de nuestra lengua, hay que ponerse más en contacto con la multitud, en forma que entienda lo que escriben sus poetas y prosistas y al mismo tiempo que se deleite. Hacer lo contrario, tanto en el sentido de que se escriba como se habla, como el de sumarse al movimiento catalan, aceptando todas sus actuales normas, lo juzgamos completamente estéril para el resurgimiento que se busca. Lo primero, porque apartaría a nuestra lengua de su condición de lenguaje culto y lo empobrecería, y lo segundo porque conseguiríamos, sí, que nos leyese en Cataluña, pero perderíamos el público de Valencia.<sup>583</sup>

Malgré tout il faut garder une certaine prudence au moment de juger ces vieux valencianistes, car une relecture attentive d'au moins deux articles de ce même auteur, suggère très clairement que les catalanistes faisaient des promesses qu'ils ne tiendraient jamais. Le premier "La unidad de la lengua"<sup>584</sup> (voir document en annexe n° 36), montre un Llorente converti aux thèses catalanistes, qui reconnaît, voire plaide l'unité linguistique du valencien et du majorquin avec le catalan, assumant pratiquement avant la lettre la déclaration anti-occitaniste. Mais ce qui est le plus important c'est qu'il revendique ce rapprochement, à condition qu'il se fasse sur un pied d'égalité : "Debe procurarse por todos los medios posibles, aunque "sin imposición centralista", suavizar aquellas diferencias dialectales, dirigiendo así todos los esfuerzos a conseguir la unidad del idioma"<sup>585</sup>. Nous relevons bien sûr les guillemets écrits par l'auteur pour souligner l'expression "sans imposition centraliste". En effet toutes les considérations qu'il faisait postérieurement démontrent qu'il n'approuvait pas la manière dont les Catalans avaient procédé au moment de concevoir la normalisation de cette langue soi-disant commune, car ils avaient mené la

---

<sup>583</sup> *Ibidem*, p. 191.

<sup>584</sup> *Ibidem*, p. 71 ("La unidad de la lengua", 15/05/1930).

<sup>585</sup> *Ibidem*.

chose dans une optique partisane, et n'avaient pas coopéré à un projet pluriel : "Se han hecho algunos trabajos en este sentido en Cataluña, pero se han hecho mal ; es decir, se han llevado a cabo con sólo miras al habla de aquel territorio"<sup>586</sup>. Et il assurait que cet Institut d'Études Catalanes, responsable de la définition des normes, avait théoriquement travaillé dans le but de proposer aux Catalans et aussi aux Valenciens et Majorquins, un modèle commun. Cette égalité qui vraisemblablement se vantait ou recommandait dans le discours, n'était pas accompagnée d'une matérialisation dans les faits. Raison pour laquelle ces théoriques concessions au parler des trois régions, n'avaient même pas convaincu les Catalans eux-mêmes, puisque le secteur des médiévistes, n'aurait pas été d'accord. Et là comme signalait Fullana, il ajoutait que ce groupe d'auteurs très notable, avait fondé l'*Academia de la Lengua Catalana*, dont la vie aurait été particulièrement courte, puisque cette association disparut sous la dictature de Primo de Rivera, sans laisser aucune trace. De fait elle ne figure dans aucune encyclopédie, personne ne la cite. Soit dit au passage, voilà un autre exemple de la curieuse mémoire historique des catalanistes. Malgré tout, en date du 15 mai 1930, moment où Llorente écrivait son article, il avait espoir qu'un organisme commun se crée pour définir des normes communes aux trois régions. Chose, comme nous savons, qui ne se produisit jamais, mais qui prouve qu'il ne fut jamais dans les intentions de ces valencianistes convaincus, comme - l'était Llorente -, de considérer l'Institut d'Études Catalane comme l'institution de référence pour le valencien ou le majorquin. Au contraire nous déduisons de ses paroles que les normes du catalan devaient aussi subir quelques modifications pour permettre la codification commune aux trois modalités. Donc tout laisse supposer que les catalanistes ont joué à maintenir une illusion, sur une supposée volonté de convergence. Et les demandes dans ce sens étaient anciennes, rappelons le combat d'Alcover. Donc ce climat de fraternité, voire de complicité qu'ils semblaient vouloir installer parmi les valencianistes était une pure fantaisie : un véritable appât, pour les faire mordre l'hameçon. Et Llorente mordait effectivement l'hameçon : "En la actualidad, pues, falta ese organismo superior, absolutamente necesario para que cuide de: "limpiar y fijar y dar esplendor" a nuestra habla, y ninguna ocasión mejor que ésta para intentar la formación de un organismo

---

<sup>586</sup> *Ibidem.*

que reúna a Cataluña, las Baleares y Valencia"<sup>587</sup>. Et il assurait qu'il existait des professionnels parfaitement qualifiés pour la tâche, énumérant du côté des Valenciens le père Fullana et aussi Luis Revest cité avant, mais le niveau des connaissances de celui-ci en histoire et langues classiques, était loin d'être comparable à celui de Fullana, en linguistique. Et il faisait une recommandation : "Procurándose que fuera siempre la cabeza y no el corazón ni el amor propio, la que mandase, no había de ser difícil trazar un camino que condujese, en día no lejano, a la deseada unidad, y desde luego se conseguiría poner un dique a la corrupción de la lengua"<sup>588</sup>. Nous répétons que ceci prouve que l'Institut d'Études Catalanes ne pouvait pas être cet organisme de référence pour le valencien et le majorquin.

Dans le deuxième article, au titre de : "El nombre de la lengua"<sup>589</sup> (voir en annexe, document n° 37), Llorente répétait qu'il existait deux manières de concevoir la langue valencienne, mais lui personnellement appuyait la désignation catalane, suggérant que pour cela, il existaient des raisons scientifiques. En échange, il adoptait un ton indulgent pour ceux qui s'afféraient à la dénomination valencienne. Il qualifiait ce secteur de "lyrique" : "nosotros creemos que un poco más lírico"<sup>590</sup>. D'ailleurs, il admettait comme le faisait le *filolog* de l'article mentionné plus haut, qu'il était juste que ce soit le qualificatif de catalan qui soit appelé à prévaloir, étant donné que la région catalane avait donné un plus grand rayonnement aux lettres catalanes. Et finalement, il montrait son accord à ce qui était censé être les plans catalanistes, et qui consistait à travailler systématiquement pour cette unité de la langue, signifiant que c'était là une tâche où chacune des régions avait sa part. Là aussi Llorente suggérait que chaque langue de son côté devait franchir des étapes pour se rapprocher des autres, sans pour autant aspirer à une unité absolue : "Como decíamos ayer, la unidad del lenguaje ha de venir mediante una labor lenta y muy bien estudiada entre los representantes de las tres regiones, y sin aspirar a esa unidad absoluta, que no la tiene ninguna lengua más que en el terreno literario"<sup>591</sup>. Et Llorente à tout cela répétait sans doute les mêmes arguments que les catalanistes devaient marteler aux valencianistes :

---

<sup>587</sup> *Ibidem.*

<sup>588</sup> *Ibidem.*

<sup>589</sup> *Ibidem*, p. 75 ("El nombre de la lengua", sans date).

<sup>590</sup> *Ibidem.*

<sup>591</sup> *Ibidem*, p. 76.

"Claro está que ello no ha de significar que hemos de sucumbir y sumarnos, con armas y bagajes a Cataluña ; en manera alguna"<sup>592</sup>. Ce qui prouve le double jeu mené par les catalanistes qui faisaient des promesses d'un côté et qui de l'autre savaient pertinemment qu'ils ne les tiendraient jamais. La manipulation était consciente flagrante et planifiée, et elle a triomphé grâce aux pancatalanistes les plus radicaux comme Sanchis Guarner et Carles Salvador et ont continué en solitaire la transformation du valencien en profitant du vide normatif qu'imposait la dictature franquiste.

Avant que le document des *Bases de Castellón* ne soit signé, on devine que les projections sur le futur se faisaient apparemment sur une base d'égalité, voire de fraternité - à cause de l'entité commune - mais ceci n'était qu'une forme de séduction, une astuce. L'imprécision et les théoriques bonnes intentions avaient l'avantage de laisser croire à chacun ce qu'il voulait croire, avec la conviction que tous faisaient pour le mieux. Et la stratégie catalaniste qui s'évertuait à fomenter et exploiter la confusion servait toujours la même finalité : faire croire qu'on était d'accord sur des choses sur lesquelles en réalité on ne l'était que très partiellement. Les vieux valencianistes de *Lo Rat-Penat* attendaient pour le futur que les catalanistes avancent d'une manière plus significative vers la convergence pour faire ensemble cette unification orthographique à trois. Mais les pancatalanistes de leur côté, comme Sanchis Guarner ou Carles Salvador, aspiraient à franchir ce premier pour le transformer en une base doctrinale censée prouver la vérité scientifique de la catalanité de la langue valencienne. Tenons compte qu'avant ces *Bases de Castellón*, ils ne disposaient d'aucun document concluant qui puisse avaliser la thèse. D'où l'intense campagne de propagande qui avait commencé dès 1930, dans les journaux pancatalanistes, comme le prouve l'article de Llorente cité avant.

C'est dans le journal *El Camí*, seulement quatre jours avant le rendez-vous de Castellon, qu'on peut lire un article - mais en dernière page (n° 6) -, qui informe de l'intention d'arriver à une unification orthographique. On parle d'un consensus général du monde culturel valencianiste pour réaliser cette unification. Bien entendu, la dénomination de "l'limusí" avait complètement disparu. On parlait de "sacrifices

---

<sup>592</sup> *Ibidem.*

mutuels"<sup>593</sup> et de "bénéfices pour tous"<sup>594</sup>, pour finalement déclarer que : "À partir de maintenant, le valencien devra s'écrire avec l'obligation de se soumettre à une même règle, et nous en aurons enfin fini avec cette période de diversité, où plutôt d'anarchie, qui a tellement nuit à la diffusion de notre langue"<sup>595</sup>. Là aussi l'expression de "sacrifices mutuels" peut prêter à confusion. Cela veut-il dire que justement les Catalans tiendraient leur promesse, et eux aussi participeraient à l'instauration d'une académie ou institut qui détermine des normes communes ? Mais alors dans quel intérêt l'*Institut d'Estudis Catalans* avait-il réalisé la normalisation avec ses propres critères ? Et pourquoi Luis Revest avait fait ce que Fullana n'avait pas voulu faire ? Adapter les normes de Fabra au valencien, et préparer pratiquement les normes répertoriées dans le document des *Bases de Castellón*. Or avec le recul du temps, il est clair que ces sacrifices sont retombés exclusivement sur le peuple valencien qui à cette date, restait dans sa majorité ignorant de ce rendez-vous et de ces normes. En réalité, cette "minorité agissante", pour reprendre un terme employé par Eric Hobsbawm, oeuvrait derrière son dos. Il est manifeste aujourd'hui que ce document signé le 21 décembre 1932, par une faible représentation de la société valencienne, a été un argument récurrent, voire une arme des pancatalanistes, pour consolider et persévérer dans une tendance qui s'élaborait à partir d'un texte, qui somme toute, n'avait aucune officialité. Et il est sûr que les bases signées en 1932 ne sont pas exactement celles du dictionnaire et grammaire (*Diccionari ortogràfic i de pronunciació del valencià*, València, et *Gramàtica normativa valenciana*, València) publiées par l'*Academia Valenciana de la Llengua* en 2006, mais elles avaient la mission de servir de document apte à mettre en marche l'opération de fédération linguistique, en démontrant la prééminence linguistique des normes catalane. Le cheminement a été progressif et constant, en raison des efforts postérieurs déployés par Carles Salvador et Manuel Sanchis Guarner, comme nous avons vu dans la première partie de cette thèse (I.- 1. la thèse catalaniste). C'est pourquoi il est important de méditer sur le caractère faussement démocratique qu'on a voulu donner à cet acte par le fait que les signataires étaient des représentants reconnus de la société valencienne, en tant qu'agents les plus significatifs de la diffusion de la culture autochtone. Pour nous cet

---

<sup>593</sup> "L'unificació ortogràfica". *El Camí*, 17/12/1932. p. 6.

<sup>594</sup> *Ibidem*.

<sup>595</sup> *Ibidem*.

aspect est à tout point de vue discutable, tenant compte que les Valenciens avaient élu majoritairement des représentants républicains, et que ce secteur majoritaire de la ville et même de la région tournait littéralement le dos à cette conception pseudo-académique de la langue valencienne, et n'approuvait absolument pas cette théorie d'une origine catalane de la langue autochtone, pas plus que l'idée d'une future fédération. Si déjà les revues populaires étaient réfractaires à l'emploi d'une langue cultivée, et si justement un des objets principaux de la satire de ces journaux et revues était la langue raffinée, - thème traditionnel et récurrent dans la littérature populaire valencienne depuis l'époque de Jaume Gassull (il avait écrit *La brama dels llauradors de l'horta de Valencia contra lo venerable mossen Fenollar* - 1490; traduction: "Le bragement des cultivateurs du verger de Valence contre le vénérable père Fenollar") - , comment concevoir que le rendez-vous de Castellón pouvait jouir de l'approbation majoritaire des Valenciens ? Donc nous croyons qu'il est important de souligner que les *Bases de Castellón* marquaient déjà une division sociale qui n'a jamais été dénoncée ; et pour cause, c'est la gauche valencienne qui s'est postérieurement portée garante de la légitimité de ce rendez-vous, et qui a appuyé sa cohérence historique et scientifique pendant la "Bataille de Valence" (1977-1978). Voilà une chose qui fait partie des contradictions de la politique espagnole, mais c'est là un sujet très important que nous aborderons dans la partie suivante (n° 4). Aujourd'hui, nous devons reconnaître que la majorité des signataires étaient des personnalités ralliées à des positions politiquement traditionnelles, voire minoritaires à Valence, ville où triomphait l'idéal républicain défendu par le parti blasquiste. Et force aussi est de reconnaître qu'à travers tous les arguments allégués par ces signataires, le souci principal avait toujours été celui de la langue, sa dignité, son futur, sa réhabilitation institutionnelle, voire son prestige, mais on ne se préoccupait guère de la dignité du peuple valencien, de sa condition d'illettré, de ses conditions de vie en général, où de son futur, et surtout de son droit légitime sur la langue, - la langue d'une majorité du peuple valencien -. Ces valencianistes, traditionnalistes et égoïstes ont fait l'opération inverse en décidant que le peuple se devait à sa langue, suivant la dynamique nationaliste qui fait que l'individu se doit au groupe, la nation, parce que c'est elle qui lui donne sa dignité et sa raison de vivre. Tout ceci révèle le caractère hautement bourgeois de ces représentants qui agissaient pour leur propre compte, faisant fi des

revendications populaires, et mettant en évidence que le concept nationaliste défendu par eux, était une invention fabriquée depuis le haut de la hiérarchie sociale, idéalisée selon leurs goûts, et que tout cela n'avait rien à voir avec la réalité quotidienne des Valenciens. Comme signalent Eric Hobsbawm ou Alvaro Cruz<sup>596</sup>, dans le processus nationaliste l'initiative part toujours de la partie haute de la pyramide sociale, même si ensuite, d'autres facteurs entrent en ligne de compte.

Mais revenons à cet article, où l'auteur revendiquait la nécessité de soumettre l'orthographe à une "même règle" ; il ne mentionnait pas l'entité responsable de définir cette "même règle", mais il informait que le rendez-vous s'était décidé dans la ville de Castellón, en raison du fait que l'initiative de cette réunion revenait à la *Societat Castellonenca de Cultura*, dont Luis Revest avait été cofondateur en 1920. Le *Centre de Cultura Valenciana*, alors sous l'égide de Joaquín Reig Rodríguez y avait adhéré ainsi que des personnalités importantes du monde de la culture. On précisait que la publication de cet accord se présenterait sous forme de livre dont le titre serait *Vocabulari ortogràfic*. Selon Sanchis Guarner la "prestigieuse revue *Taula*"<sup>597</sup>, de son côté aurait annoncé dans son numéro 35 ce rendez-vous à Castellón. Il assure qu'elle fit un appel aux écrivains et aux maisons d'édition valencianistes, en faveur de l'unification orthographique, tel comme Emilio Miedes nous confirme dans son livre cité plus haut, mais les auteurs populaires ne s'y rendirent pas.

Pour ce qui est du document en soi : les *Bases de Castellón* (voir document en annexe n° 38), désignées comme "Bases pour l'unification de l'orthographe valencienne" (*Bases per la unificació de l'Ortografia Valenciana*), il convient de souligner ces particularités qui ne sont jamais rappelées par les pancatalanistes, ni ceux d'hier, ni ceux d'aujourd'hui (qui probablement ne le savent pas), mais qui mettent bien en évidence qu'il existe toujours depuis ce secteur, un réflexe à raconter toujours les choses d'une manière partielle et intéressée. D'abord confirmer que ce document n'a rien de scientifique, pour toutes les raisons que nous avons déjà avancées et résumons. Nulle part ne figure l'auteur de ces normes, et on n'explique pas non plus l'état de la langue, au niveau linguistique ; c'est-à-dire qu'on ne la situe

<sup>596</sup> Alvaro Cruz García: "La fabricación de las identidades nacionales: algunas consideraciones"..., op. cit.

<sup>597</sup> M. Sanchis Guarner : *La Llengua dels valencians...*, op. cit., p. 191

pas dans son cadre spécifique de référence, son étymologie, son ensemble linguistique ou sa famille linguistique. En ce sens on reproduisait le schéma utilisé pour la langue catalane, lors du Premier Congrès international. On préférait insister sur le besoin de définir des normes pour que ce mouvement de récupération de la dignité littéraire puisse aboutir pour de bon, étant donné que sans normes fixes les maisons d'édition ne pouvaient pas travailler avec la normalité requise. Ainsi on évitait très soigneusement le sujet épineux des origines, car tous les présents savaient parfaitement que ces normes étaient le produit presque exclusif de l'Institut d'Études Catalanes. Donc les *Bases de Castellón* se revendiquaient sous le signe d'un progrès culturel et social, mais le véritable mobile était politique, celui que tous les signataires avaient en tête : un futur projet politique de fédération avec la Catalogne, où s'instaurerait une institution commune pour définir les normes des trois langues. Quoique non avoué sur le document celui-ci était décelable dès l'introduction : d'une manière très explicite on laissait la porte ouverte à d'autres pactes destinés à améliorer ce premier pas : "Al temps, a aquelles autoritas i a la novella generació d'estudiosos pertany la cura i la missió, prou feixuga i prou llarga, d'anar rectificand i millorant un sistema - a base també naturalment d'amples acords..." (En même temps, c'est aux autorités et à la nouvelle génération de spécialistes que revient le rôle de chercher les remèdes et aussi la mission assez ardue de rectifier et améliorer progressivement un système - sur la base aussi naturellement d'amples accords...) <sup>598</sup>. L'idée restait perceptible à travers des mots ou des phrases, comme le terme sans équivoque politique, de "Pays Valencien", et on reconnaissait ouvertement que : "Beaucoup de choses, pas toutes littéraires, et aucune d'elles méconnues, ont déclenché dans l'actualité une curiosité vive et éveillée vers toutes les manifestations spirituelles du Pays Valencien, et d'une manière singulière de sa langue" <sup>599</sup>. Le choix du mot "choses", destiné à ne pas apporter de précision, n'était bien évidemment pas gratuit ; mais c'est le mot "vaincus" qui prouve d'une manière manifeste que ce document avait provoqué des débats internes, et que ces vaincus étaient Fullana, et ceux qui l'appuyaient, en particulier des membres de *Lo Rat-Penat*. À eux revenaient de faire ces sacrifices, qu'on qualifiait de "mutuels". Mais en réalité c'était les

<sup>598</sup> "Bases per a la unificació de l'ortografia valenciana". (*Les Bases de Castellón*), p. 1 (voir document en annexe n° 38 )

<sup>599</sup> *Ibidem*

Valenciens qui rapprochaient leur langue du catalan, qui lui ne bougeait pas. La précision : "Cela va sans dire qu'il n'y a pas de vaincus, puisque les autorités philologiques qui soussignent maintiennent leur point de vue scientifique, comme gage de nouveaux progrès"<sup>600</sup>, est encore une preuve de l'ambiguïté dont le document regorge. L'introduction du document se présente d'ailleurs comme une succession d'excuses et de résolutions prises soi-disant dans l'intérêt de la langue des Valenciens, pour justifier les trente deux alinéas où se rassemblent les bases recommandées, qui en aucun moment sont appuyées par des raisonnements purement linguistiques ou historiques.

Sanchis Guarner presque trente ans plus tard, reconnaît avec un ton naturel qui épate, que ces Normes "sont une adaptation avec de légères retouches de celles dictées par l'Institut des Études Catalanes"<sup>601</sup>. Mais alors pourquoi ne pas l'avoir fait figurer ainsi sur le document de 1932 ? Parce que ce document était condamné à la controverse, en réalité il portait en lui-même les signes de cette controverse, et aussi la promesse que celle-ci ne disparaîtrait pas. Nous l'avons dit, le véritable mobile de la signature de ces *Bases* était d'ordre politique, raison essentielle de l'euphorie ressentie par Sanchis Guarner. Il n'était donc pas nécessaire de dire pourquoi ces normes étaient meilleures que celles de Fullana ou de Bayarri. Malgré tout, les signataires se sentirent visiblement obligés d'apporter cette piteuse explication sur un ton fataliste : "Admettant que tout système orthographique est par force imparfait et conventionnel, il ne semble pas, à première vue que le problème soit de si grandes dimensions"<sup>602</sup>. Et on en profitait pour présenter comme logique les échecs antérieurs : "C'est pour cette raison qu'un système de création individuelle, sans un minimum initial, assez soutenu d'adhésions inconditionnelles n'est pas moralement viable"<sup>603</sup>. Raisonnement étrange, qui ne parlait pas de fondements linguistiques, mais de fondements moraux, et qui oubliait que la normalisation du catalan avait été en réalité une oeuvre presque individuelle. Finalement c'est avec satisfaction, c'est bien là le mot employé, qu'on en venait à déclarer la finalité de ce document qui n'était autre qu'un accord transactionnel : "Les écrivains et chercheurs du Pays Valencien, les

---

<sup>600</sup> *Ibidem.*

<sup>601</sup> M. Sanchis Guarner : *La Llengua dels valencians...*, op. cit., p. 191.

<sup>602</sup> "Bases per a la unificació de l'ortografia valenciana" (*Les Bases de Castellón*)..., op. cit., p. 1.

<sup>603</sup> *Ibidem.*

corporations et publications les plus préparées de notre terre, avec un patriotisme qui ne sera jamais assez loué, sont arrivés à un accord transactionnel que représente le système ci-dessous exposé<sup>604</sup>. Et les normes proposées occupaient seulement quatre feuilles des huit qui composaient le document en son entier. Et une fois exposées celles-ci, tel un contrat notarié, on réitérait la phrase : "Nous acceptons les Bases orthographiques et de vocabulaire qui s'incluent dans ce cahier"<sup>605</sup>. Et pour ne pas faire de différences entre les signataires, les trois dernières pages, qui sont les pages où s'étalent les signatures, présentent la particularité d'exhiber toutes pareillement le numéro six.

La première de ces numéros six montre un paragraphe rédigé par l'association de *Lo-Rat Penat*, qui prouve les réticences de celle-ci vis-à-vis du document. Il est surprenant - ou pas - que Sanchis Guarner ne fasse aucune mention de ces quelques lignes qui manifestent des reproches et des réserves beaucoup plus explicites que la simple phrase écrite plus bas par Fullana. Sanchis Guarner laisse comprendre dans son livre que le seul réfractaire face aux *Bases de Castellón* a été Fullana, mais cela est faux. Encore une autre manipulation :

La société Lo Rat-Penat proteste d'un manque de considération envers elle, compte tenu que c'est la société valencianiste qui a le plus travaillé pour la renaissance valencienne. Elle a été présente dans tous les mouvements authentiquement valenciens, et c'est pour cela qu'elle se plaint de ne pas avoir été consultée, ni conviée à l'élaboration de ces normes orthographiques. Malgré tout comme sa mission a été, et continue d'être celle d'insuffler la concorde à l'intérieur de la grande famille valencienne, et plus encore entre les diverses tendances culturelles et politiques, elle accepte à titre provisoire ces normes, avec l'espoir qu'elles deviennent le plus unanimes possible et qu'elles consolident un succès désirable.<sup>606</sup>

C'est nous qui avons souligné les paroles "à titre provisoire", car cela prouve que ces *Bases* manquaient effectivement d'une véritable unanimité, et que certainement *Lo Rat-Penat*, voulait faire figurer qu'il attendait que les catalanistes soient fidèles à leur promesse, et fassent eux aussi des pas vers la convergence. Il n'y a pas de doute, cette protestation faite par *Lo Rat-Penat* était très importante, et certainement partagée, voire inspirée par Fullana, qui ensuite d'une manière personnelle renchérisait sur ce caractère provisoire, qu'il considérait, devrait être corrigé dans le futur. Sanchis Guarner donne une version bien différente. Il parle d'un

---

<sup>604</sup> *Ibidem.*

<sup>605</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>606</sup> *Ibidem.*

esprit euphorique qui aurait même envahí Fullana : "Gagné par cet esprit euphorique de concorde, Fullana accepta d'être le premier signataire de la déclaration des normes de l'assemblée de Castellón"<sup>607</sup>. Mais si nous observons le document, nous nous apercevons que la signature de Fullana n'est pas la première ; elle se trouve au contraire sur la dernière page (la dernière qui porte le numéro 6), ce qui prouve que Sanchis Guarner ne disait pas la vérité, et que l'euphorie était le sentiment que lui ressentait personnellement, mais pas celui que ressentait Fullana. Celui-ci avant d'apposer sa signature avait écrit : "Vu le caractère provisoire qu'ont ces Bases antérieurement exposées, nous n'avons pas d'inconvénients à les signer" (Ates lo caracter provisional que tenen les Bases anteriors, no tenim inconvenient en firmarles)<sup>608</sup>. Nous avons déjà dit que ces nouvelles normes signifiaient dans la pratique un démenti par rapport à ses Normes orthographiques (*Normes ortografiques*) écrites en 1914 ; mais seulement dans la pratique, car dans le texte on s'était donné la peine de faire une précision pour justement mettre à l'abri l'autorité et le prestige de Fullana : "Cela va s'en dire qu'il n'y a pas de vaincus, puisque les autorités philologiques qui signent ci-dessous maintiennent leur point de vue scientifique comme gage de nouveaux progrès..."<sup>609</sup>. Phrase importante que nous citons une deuxième fois parce qu'il est clair que parmi ces "autorités philologiques" qui maintenaient leur point de vue scientifique on doit situer Fullana, qui était alors la seule autorité philologique digne de ce nom. Et nous tenons à répéter ce que nous avons dit dans la première partie de cette thèse : de la même manière que Fullana n'avait jamais été un pancatalaniste, il n'avait jamais été non plus un anti-pancatalaniste, et comme preuve de sa bonne volonté, pour collaborer à un projet politique qu'il ne partageait qu'à moitié, nous savons qu'il accepta de faire certaines concessions en cohérence avec le document qu'il venait de signer. Tel que le rapporte Sanchis Guarner, Fullana réédita l'année suivante (1933) ses normes orthographiques, (*Ortografia Valenciana*), proposant une réadaptation de celles-ci en vue des concessions faites dans les *Bases de Castellón*. Néanmoins pour Sanchis Guarner elles n'étaient pas encore acceptables. Il jugeait qu'il n'avait apporté que des modifications superficielles, et surtout, la chose la plus cruciale pour lui, Fullana ne reniait pas sa

---

<sup>607</sup> *Ibidem*.

<sup>608</sup> *Ibidem*, p. 6 (la dernière de toutes).

<sup>609</sup> *Ibidem*, p. 1.

position linguistique : "les atténuant seulement légèrement, il maintenait son attitude antérieure, cet opuscule passa complètement inaperçu"<sup>610</sup>. C'est-à-dire que Fullana acceptait de participer à un projet commun, collaborant à sa matérialisation au niveau linguistique grâce à un rapprochement de l'orthographe entre les deux langues sœurs, mais il tenait à signaler que cet accord n'était que tactique, car dans la partie purement scientifique les choses ne changeaient pas pour lui ; l'originalité de la langue valencienne ne devait pas s'en trouver démentie pour autant. Et Fullana ne se contredisait absolument pas, puisque nous avons vu que dans les *Bases de Castellón*, on n'affirme à aucun moment que le valencien soit une dérivation du catalan, ou bien que le valencien soit la même langue que le catalan. D'ailleurs elles ne signifiaient encore qu'une transformation rudimentaire de l'orthographe valencienne.

Un autre point qui doit aussi attirer notre attention est le fait qu'aucun signataire n'a voulu reconnaître ouvertement que ce document se signait parce qu'on spéculait sur la possibilité d'une future fédération avec la région catalane, entre autres parce que cette possibilité n'était pas franchement admise par la Constitution, nous en avons parlé dans la partie antérieure, celle du statut. Ce n'est que postérieurement, que certains signataires comme Eduard Martínez Ferrando ou Nicolas Primitiu Gómez Serrano - président à l'époque de *Lo Rat-Penat* -, ont commencé à revendiquer ouvertement cette fédération dans certains articles, que nous allons bientôt citer. C'est dans cette perspective qu'on comprend la postérieure réinterprétation pancatalaniste de ce document, qu'on a cherché à présenter comme une preuve de la reconnaissance de la catalanité de la langue valencienne. Mais ceci fait partie du travail propagandiste développé ensuite, car en réalité, rien plus loin de la vérité. Or plus le temps s'est écoulé, plus les événements ont été tragiques (guerre civile), plus la dictature a été rejetée, et plus les *Bases de Castellón* ont gagné en légitimité et en catalanité, au point de perdre le nom de "Bases" pour s'appeler directement "Normes". Un exemple clair de manipulation de la perception historique se trouve parfaitement illustré à travers le livre de Sanchis Guarner, *La llengua dels valencians*.

À peine signées ces *Bases*, en seulement une année cet auteur fut capable de rédiger la première version de son livre, *La llengua dels valencians*, qui fut présentée

---

<sup>610</sup> M. Sanchis Guarner: *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 191.

au public le 20 janvier 1934, et annoncée dans le journal valencianiste *El Camí*. L'article qui vantait les mérites de l'œuvre, assurait de la nécessité d'un ouvrage comme celui-ci conçu depuis "l'objectivité"<sup>611</sup>. Effectivement les pancatalanistes ne perdaient pas de temps pour profiter de la conjoncture, et mettre sur le compte de raisonnements prétendument scientifiques la signature des *Bases de Castellón*, c'est bien ce que suggérait le mot "objectivité". Pourtant nous savons que Sanchis Guarner n'avait alors que 22 ans, et qu'il n'était pas encore allé à l'université de Madrid se spécialiser en phonétique et dialectologie. On assurait que le livre ne défendait aucune théorie, mais se limitait bel et bien à faire une exposition des faits. Mais nous devinons parfaitement dans quelle direction penchait cette objectivité puisque ce livre fut vite recommandé dans les milieux valencianistes, comme la maison d'édition *L'Estel (Quaderns d'orientació valencianiste, N° IV)*. Si cette première version était déjà assez manipulatrice, par le fait de se prétendre "objective", l'auteur ayant reconnu presque trente ans plus tard, avoir contrôlé alors ses élans, la deuxième le fut beaucoup plus. Dans une nouvelle édition, financée par Joan Fuster, au début des années soixante, Sanchis Guarner avouait écrire cette fois ouvertement en accord avec ses propres sentiments :

Cette seconde édition de *La llengua dels valencians* ne fut donc pas une réimpression mais une refonte totale du texte primitif, condensé et en même temps plus élargi, où j'ai souvent changé de ton; celui-ci était encore polémique, mais il était plus concret et précis. Il y avait alors un public plus structuré et discipliné de Valenciens lecteurs. J'ai considéré inadéquat passer sous silence mon opinion, et ne pas faire le commentaire de celle des autres, comme en 1933 où nous avions cru opportun les éditeurs et moi-même de le faire; alors certains critiques me firent des objections justifiées dans leurs commentaires.<sup>612</sup>

L'auteur admettait lui-même que le livre était une refonte, et il justifiait son changement d'attitude par le fait que le public valencien avait lui-même changé. Il considérait que les événements tragiques avaient aidé ses concitoyens à acquérir une conscience plus aiguë de leur problème identitaire, et à devenir plus exigeants. Or nous voyons que cette exigence ne s'accompagnait pas d'une plus grande objectivité mais justement d'une plus grande propagande, pour créer une plus grande prédisposition à accepter les thèses pancatalanistes, dans le sens à applaudir tout ce

---

<sup>611</sup> "La llengua dels valencians", *El Camí*, 20/01/1934, p. 3.

<sup>612</sup> Manuel Sanchis Guarner: *La llengua dels valencians...*, op. cit., page non numérotée, la deuxième du prologue.

qui, conceptuellement signifiait une opposition frontale au franquisme, comme la remise en cause de l'unité espagnole :

Vingt-cinq ans ne passent pas en vain et ces cinq lustres de guerres, tyrannie et d'hypertrophie technique ont été trop agitées, et ont fait que la jeunesse de maintenant soit bien différente de celle d'alors. D'un autre côté la désorientation était quasiment générale en 1930 où elle [la jeunesse] avait agi en dirigeante; mais maintenant en 1970 les Valenciens qui ont complété leur sentiment patriotique avec des idées plus claires sur la langue et la culture autochtones sont assez nombreux. On a beaucoup avancé sur le chemin de la crédibilité scientifique, et nombreux sont ceux qui exigent que la rigueur et le désir de dépassement président toutes les activités valencianistes.<sup>613</sup>

Nous devons souligner la vision tout à fait intéressée que Sanchis Guarner faisait de ce qu'avait signifié les années trente ; il parlait de désorientation générale, sans doute pour justifier le manque de consistance linguistique d'un document comme celui des *Bases de Castellón*. Mais il ne confessait à aucun moment que la véritable raison qui avait permis l'accord avait été l'existence d'un projet bien arrêté de fédérer la région valencienne avec la catalane. Et c'est là que commence, ou recommence la cérémonie de la confusion qui a été la méthode habituelle des pancatalanistes qui depuis lors n'ont jamais confessé la vérité. En effet, la vérité aurait consisté à dire que l'accord sur les *Bases de Castellón* fut réalisable à cause de ce projet de fédération. Et que sans cette condition politique, au niveau purement linguistique le pacte n'aurait jamais été possible, vu que les positions étaient irréconciliables entre les auteurs populaires qui voulaient rester accessibles au large public valencien, et les valencianistes qui voulaient suivre le chemin des catalanistes, mettant au-dessus de tout la dignité littéraire et le prestige de la langue. Ce qui montre à nouveau le caractère classiste des priorités politiques, et le fossé entre le secteur blasquiste, majoritaire dans la population, et cette bourgeoisie qui maintenait le même raisonnement qu'Ortín avait exposé dans sa grammaire : c'est le peuple (vulgo) qui doit suivre le grammairien, non l'inverse. La société valencienne étant une société agraire, ou l'alphabétisation n'était pas encore perçue comme une priorité, deux cultures coexistaient : la castillane officielle et la valencienne populaire. La petite bourgeoisie valencienne antirépublicaine, désireuse de se réaffirmer politiquement n'avait que deux chemins à sa portée : ou suivre les références nationales, soit la langue officielle, le castillan, et se ranger sous l'égide de la haute bourgeoisie fidèle à

---

<sup>613</sup> *Ibidem*, p. 1 et 2 du prologue.

l'élite traditionnelle, ou adhérer à un nouveau projet nationaliste : le pancatalanisme, qui était celui qui avait mis en oeuvre un projet alternatif de nationalisation, avec l'avantage de proposer une langue ressemblante. Et c'était le deuxième qu'elle avait choisi.

Mais il faut insister sur la vision rétrospective qu'on a voulu donner au pacte sur les *Bases de Castellón*, puisque nous savons que le projet de fédération n'eut jamais lieu. La guerre civile a grandement facilité la confusion postérieure ; puis profitant du vide informatif de la dictature franquiste, nous nous retrouvons au début des années soixante, avec des valencianistes qui racontent l'histoire à leur façon. Les pancatalanistes ont voulu faire croire que les Valenciens de 1932 avaient accepté les thèses pancatalanistes en raison d'arguments éminemment linguistiques, soit scientifiques - c'est bien l'idée qui se dégage de l'avis juridique du Consell Valencià de Cultura de 1998, cité plus haut -. Or ceci est entièrement faux, comme nous venons de le constater. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que les pancatalanistes ont déformé, voire falsifié le récit de l'histoire pour le réadapter à leurs besoins propagandistes. Ce livre refait : *La llengua dels valencians*, en est un exemple flagrant. En même temps que Sanchis Guarner tente de s'armer de raisons historiques pour prouver la catalanité de la langue valencienne, il raconte l'épisode des *Bases de Castellón* en laissant volontairement dans l'oubli ce qui gêne, comme la mention de *Lo Rat-Penat*, qui prouve que cet esprit euphorique est à relativiser. Il cache aussi la raison principale qui avait permis la signature, le mobile politique, soit la future fédération avec la Catalogne. Or ne pas révéler ce mobile aux lecteurs des années soixante, c'était égal à mentir, puisque sans ce mobile politique, l'accord aurait été impossible. Par ailleurs omettre systématiquement de citer le texte des *Bases de Castellón*, - car les pancatalanistes ne le citent jamais - a aussi sa raison d'être. En effet quiconque lit ces huit pages s'aperçoit très tôt que la catalanité de la langue valencienne est juridiquement indémontrable. C'est bien pour cette raison que Sanchis Guarner s'était donné la peine de remonter dans l'histoire à la recherche de vestiges, de preuves pour soutenir sa théorie. Autrement dit son livre se présentait aux Valenciens avec la finalité de palier les carences du document des *Bases de Castellón* qui était complètement dépourvu de garanties scientifiques, historiques ou

démocratiques. D'où son insistance à répéter que la codification du catalan fut réalisée "scientifiquement par les philologues barcelonais de l'école de Pompeu Fabra"<sup>614</sup>, car cela était destiné à donner des garanties au travail qu'il avait réalisé lui-même, dans son souci de rapprocher le valencien du catalan. Cependant il est sûr que pour Sanchis Guarner et les autres pancatalanistes, ce document était précieux dans le sens où il signifiait un avantage conceptuel, à condition que les Valenciens restent ignorants de ses insuffisances, de ses imprécisions et surtout des circonstances réelles qui l'avaient fait naître. En résumé : il s'agissait de ne pas raconter la véritable histoire du valencianisme. Et nous verrons dans une autre partie comment Joan Fuster fait littéralement l'impasse sur les premières périodes du valencianisme. Dans son livre *Nosotros los valencianos*, écrit avec les mêmes intentions propagandistes que Sanchis Guarner il se plonge dans l'histoire la plus lointaine pour prouver, lui aussi, le caractère scientifique des thèses pancatalanistes. Et si il n'a pas peur de se lancer dans un long récit qui l'amène à voyager à travers les siècles, à la recherche de ces preuves, paradoxalement il n'occupe que quelques pages (251 à 256) pour expliquer le début du XXe siècle, et à peine une demi page pour se référer aux *Bases de Castellón*. Là aussi il se tait d'une façon tout à fait préméditée, et se garde bien de révéler la vérité. À sa place il écrit : "La iniciativa de la Sociedad Castellonense de Cultura, en 1932, de adoptar sin reservas la ortografía del Instituto de Estudios Catalanes, cancelaba una absurda disensión gramatical, más anacrónica que localista. La producción literaria autóctona se ensancha y gana en calidad"<sup>615</sup>. Loin de dire comment se produisit cet événement, soit son mobile politique, il le présente comme une circonstance qui obéit à la logique la plus élémentaire, presque comme un réflexe. Et bien entendu il fait le silence le plus total sur les réserves apportées par *Lo Rat-Penat*, et ne dit rien de l'insistance des signataires à faire valoir le caractère provisoire de ces normes. Fuster manipule les faits au point d'assurer le contraire : que dans les *Bases de Castellón* on adoptait sans réserves les normes catalanes ("en adoptar sin reservas..."). Sanchis Guarner plus prudent, reconnaît qu'elles étaient "une adaptation avec de légères retouches". Mais ces retouches n'étaient pas si légères car lui-même et Carles Salvador durent s'efforcer postérieurement de les catalaniser davantage. Citons aussi un autre

---

<sup>614</sup> *Ibidem*, p. 60.

<sup>615</sup> Joan Fuster : *Nosotros los valencianos...*, op. cit., p. 255.

collaborateur comme Guillem Renart, qui sous le pseudonyme de Josep Giner prit grand soin de définir la conjugaison des verbes (*La Conjugació dels verbs en valencià*), terminaisons qui théoriquement ne devaient pas se voir affectées puisque dans le document on parlait de règles orthographiques et non grammaticales. Puis rappelons le cas de Carles Salvador qui publia plusieurs ouvrages pour mieux les adapter au valencien, et finalement Sanchis Guarner qui confesse lui-même dans son livre qu'il a travaillé arduement, avec les conseils de son maître pour les rapprocher plus encore des normes catalanes, ce dont il se sentait fier en revendiquant sa *Gramática Valenciana* de 1949. Tout un parcours pour offrir à la société valencienne une version prétendument scientifique, et qui d'ailleurs sera présentée comme telle par les pancatalanistes au retour de la démocratie. C'est le cas d'un auteur que nous citerons plus loin, Jesús Sanz. Il se sent fort pour déclarer en 1982 que: "La unidad lingüística había sido consagrada científicamente mediante las Normas de Castellón en 1932"<sup>616</sup>.

En l'espace de cinquante années les pancatalanistes ont littéralement fabriqué la version catalaniste de la langue valencienne, pour la présenter comme indiscutable au retour d'un régime politique démocratique en Espagne ; mais Sanchis Guarner, signataire lui-même des *Bases de Castellón*, fut conscient dès le début de la faible valeur scientifique et même représentative d'un document privé, beaucoup trop imprécis et ambigu. C'est justement ceci qui le poussa à travailler d'une manière particulièrement intense, sachant qu'il convenait de profiter de l'avantage stratégique que le franquisme offrait, soit avoir le chemin libre pour transformer une langue qui n'avait pas de couverture officielle. C'est pourquoi nous pouvons même aller jusqu'à considérer que ce pacte en soi, n'a jamais eu une excessive valeur, raison pour laquelle Fullana n'avait jamais senti postérieurement la nécessité de se lancer dans une guerre systématique contre ces "Bases"; il avait fait de bonne foi, tout ce qui était possible pour arriver à une relation d'équilibre entre les aspirations futures de convergence, et les limites de la linguistique. C'est le travail postérieur des pancatalanistes qui a réussi à donner cette autre version de l'histoire, au point d'affecter la postérité du grammairien valencien le plus respecté, et de transformer sa trajectoire

---

<sup>616</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al estatuto de Benicassim*. Fernando Torres Editors, Valencia, 1982, p. 76.

professionnelle en une image obscure et contradictoire. Mais pour arriver à ce résultat il a été nécessaire que les pancatalanistes profitent d'une autre ambiguïté, celle de la gauche espagnole qui, par les effets de la guerre civile et de la dictature franquiste a considéré un peu hâtivement, qu'il était légitime de se solidariser systématiquement et sans réserve, avec tout ce qui signifiait antifranquisme, voire symbole antinational. Mais c'est là un sujet que nous analyserons dans une autre partie. Ce qui devient une évidence c'est que ce n'est que grâce à l'ambiguïté, et au calcul intéressé qu'on est arrivé à faire dire à des documents des choses qui n'y ont jamais été écrites. Et nous verrons dans une autre partie, que malgré le retour de la démocratie, les professeurs valenciens raconteront l'histoire de cette période sans mentionner ni les intentions de fédération des pancatalanistes de l'époque, ni le manifeste anti-occitaniste rédigé par les catalanistes. Ces deux aspects restent encore aujourd'hui complètement inconnus pour l'immense majorité des Valenciens.

L'association occitaniste, *Paraula d'Oc*, est bien connaisseuse de ce manifeste, et elle en parle constamment, mais elle est ignorée par le large public. Il faut dire que son activité ne reçoit pratiquement pas d'aide institutionnelle (occasionnellement quelques maigres subventions) et son travail jusqu'à présent a semblé davantage gêner les institutions, qui au niveau linguistique, n'ont en rien tenu compte de ses travaux et apports bibliographiques. Cette association a reproché cette stratégie de l'ambiguïté autour du document des *Bases de Castellón*, car elle a soupçonné une intentionnalité chez les signataires de cacher le vrai fond de l'affaire aux Valenciens. Nous l'avons dit, on n'expliquait pas sur quelle base ces normes devaient être considérées meilleures ou plus scientifiques que toutes les autres antérieurement proposées :

Il n'y a dans le document - et cela nous fait soupçonner que cette absence révèle une peur - aucun alinéa ou paragraphe qui dise que les normes se font en vue d'unifier la langue valencienne ou catalane. Néanmoins c'était les normes défendues par l'*Institut d'Estudis Catalans*, créées par Pompeu Fabra.<sup>617</sup>

Le titre que donne la revue *Paraula d'Oc* à ce chapitre est assez éloquent: "Les Normes de Castelló o les vergonyes de la llengua (catalana) sense nom, o tancar un problema en fals" ("Les *Normes de Castellón* ou la honte de la langue (catalane) sans

---

<sup>617</sup> Revue: *Paraula d'Oc*, n°2..., op. cit, p. 15.

nom, ou bien faire semblant de régler un problème")<sup>618</sup>. On reproche amèrement que les signataires aient délibérément éludé le problème de la dénomination de la langue, en se limitant à mettre un titre générique mais académiquement faux: "Bases per a la unificació de l'ortografia valenciana". En réalité ce document était peu flatteur pour les Valenciens qui se limitaient à copier le modèle d'un voisin qui n'avait jamais tenu en compte la situation propre des Valenciens ; qui plus est Sanchis Guarner reconnaît que les Catalans se gardèrent bien de consulter les Valenciens, qui eux non plus n'avaient été guère attentifs à ce qui se passaient dans ces milieux concernés : "Aucun [Valencien] ne s'informait des travaux grammaticaux menés par L'Avenç. En défense des Valenciens, il faut dire que les grammairiens modernistes catalans ne se préoccupaient pas le moindre du monde de la diffusion de leur doctrine en terres valenciennes"<sup>619</sup>. Et la revue *Paraula d'Oc* est d'accord à considérer que les raisons politiques ont été les véritables arguments qui ont permis que les Valenciens acceptent de signer un document dépouillé de toute rigueur scientifique :

Il est évident que la décision de ces intellectuels valenciens de signer des normes qui ne spécifiaient pas la langue qu'ils étaient en train de codifier était une tentative de clore un problème, mais cette tentative fut une erreur et probablement le fruit de l'émerveillement que la force politique catalane exerçait sur ce groupe craintif d'intellectuels qui les signait.<sup>620</sup>

De notre côté, plus que "craintif", nous dirions plutôt complexé, car il est évident que la lucidité n'était pas la même des deux côtés, et les intentions non plus. C'étaient les catalanistes qui avaient eu l'initiative dès le début, et qui avaient fini par amener les valencianistes à leur terrain, soit à leur projet original : le pancatalanisme. Mais contrairement à ce que les pancatalanistes ont voulu faire croire plus tard, signer les *Bases de Castellón* ne signifiait pas pour tous les signataires accepter la catalanité intégrale de la langue valencienne, ou accepter une soumission politique vis-à-vis de la Catalogne. C'est, nous venons de l'expliquer, la littérature pancatalaniste qui a toujours été très hypocrite sous cet aspect et qui a voulu suggérer des positions ou des opinions qui n'ont jamais existé comme telles dans le secteur traditionnel valencianiste. Par exemple le fait que Sanchis Guarner cite dans son livre la personne de Teodor Llorente comme défenseur de l'unité de la langue entre le valencien, le

---

<sup>618</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>619</sup> M. Sanchis Guarner : *La Llengua dels valencians...*, op. cit., p. 182.

<sup>620</sup> Revue : *Paraula d'Oc*, n°2....., op. cit. p. 14.

catalan et le majorquin<sup>621</sup> ne signifiait pas pour autant qu'il souscrivait un projet pancatalaniste de la même façon que lui-même le faisait. En réalité, quoique naïvement, nous l'avons déjà dit, T. Llorente mettait des limites très précises au projet pancatalaniste. Dans son livre, dont le titre est assez révélateur : *En defensa de la personalidad valenciana*, figurait un article au titre éloquent ("La reconstitución valenciana no es la sumisión a Cataluña"), où il avait déclaré :

Conviene dejar este punto bien dilucidado. Valencia no ha pretendido nunca, ni siquiera ahora, sumarse a Cataluña en el sentido de perder su personalidad y quedar sometida a aquella región, aunque sienta por ella cariños fraternales y admire la obra de reconstitución que ha llevado a cabo. Esto no le ha pasado por la cabeza a ninguno que discurra medianamente, ni lo puede pensar la misma Cataluña.<sup>622</sup>

Et pour éviter tout malentendu il avait insisté en précisant, que Valence et la Catalogne étaient deux nationalités bien distinctes : "con caracteres diferenciales muy marcados, con historia completamente propia y hasta con intereses económicos muy diversos"<sup>623</sup>. Mais à travers le commentaire de Llorente : "ni lo puede pensar la misma Cataluña", nous confirmons nos soupçons quant aux intentions manipulatrices des catalanistes, qui dans leurs discours ont cherché à créer un climat de fraternité, qui ne correspondait pas à leurs véritables fins. On peut dire sous cet aspect que la phrase de Sanchis Guarner qui reprochait aux valencianistes de cette époque d'être confus, en proie à une désorientation générale, est vraie, mais dans le sens à ne pas comprendre que le projet pancatalaniste qui invitait à une fédération d'abord linguistique pour préparer la fédération politique avait pour objectif véritable l'assimilation politique de la région valencienne à la région catalane. Et le manifeste anti-occitaniste allait en devenir la preuve la plus éclatante.

### **8.2.2 - Le manifeste antioccitaniste ou les premières conséquences de la signature des *Bases de Castellón***

---

<sup>621</sup> Manuel Sanchis Guarner : *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 5 du prologue (Pròleg de la sisena edició).

<sup>622</sup> Teodor Llorente Falcó: "En defensa de la personalidad valenciana"..., op. cit. p. 137 (article: "La reconstitución valenciana no es la sumisión a Cataluña").

<sup>623</sup> *Ibidem*.

Il apparaît clairement qu'une fois les *Bases de Castellón* signées, les pancatalanistes ont continué de plus belle à faire campagne pour inculquer l'idée que Valence devait aspirer à former une fédération avec la Catalogne. Ce qui prouve que l'on travaillait sur tous les fronts pour assurer le succès du projet expansionniste. L'information circulait fondamentalement dans les milieux sympathisants. Sanchis Guarner assure que les Normes auraient été publiées dans *L'Estel*, traditionnelle maison d'édition valencianiste. Puis quatre mois plus tard, apparaissait dans un journal valencianiste, un article au titre prévisible : "*Notes gramaticals*" (Notes grammaticales), signé par Carles Salvador. Il était offert aux lecteurs dans l'intention que ceux-ci commencent à se familiariser avec les nouvelles normes. Il expliquait : "Plus qu'une liste complète de mots dont l'orthographe pouvait être douteuse, il s'agit d'un résumé qui expose des modèles orthographiques"<sup>624</sup>. Ce qui dément parfaitement l'affirmation faite par Joan Fuster qui assurait qu'il s'agissait d'une adaptation "sans réserves" des normes catalanes. Ce même auteur se chargea de rédiger postérieurement une rubrique qui divulguait les règles établies, sous le nom de *Curset de Morfologia por Correspondencia*. Il constitua une association pour protéger et divulguer la langue en adaptant immédiatement les *Bases de Castellón*. Il s'agissait de l'*Associació Protectora de l'Ensenyança* (07/02/1934), qui fut active jusqu'en 1938. On y enseignait le valencien par correspondance et on arriva même à ouvrir une école de langue valencienne. Nous avons déjà vu dans la première partie de notre étude, en quels termes Sanchis Guarner faisait la louange de Carles Salvador, signataire à Castellón. Il le considérait comme étant le valencianiste le plus actif dans la divulgation de ces normes. Il aurait d'abord écrit *Vocabulari Ortogràfic Valencià*, précédé d'une *Declaració i Normes Ortogràfiques* en 1933. En 1934, il aurait présenté *Ortografia Valenciana amb exercicis pràctics*, puis en 1935 les *LLiçons de Morfologia valenciana*, entre autres déjà mentionnés dans la première partie de notre étude. D'autres auteurs collaborèrent également rédigeant soit des articles pour expliquer la prononciation des consonnes palatales<sup>625</sup>, soit des colonnes pour orienter sur l'orthographe des noms propres; une chose dont se chargea personnellement Nicolau Primitiu Gómez

<sup>624</sup> Carles Salvador: "Notes gramaticals". *El Camí*, 08/04/1933, p. 6.

<sup>625</sup> Guillem Renat i Ferris: "Les consonants palatals del valencià", *El Camí*, 23/06/1934, p. 3.

Serrano<sup>626</sup>. Par ailleurs on songeait à faire une nomenclature en valencien des villes et des villages<sup>627</sup>.

Sur un autre plan, nous avons vu qu'on alléguait même des raisons économiques, pour fomenter le désir de fédération avec la Catalogne, en recommandant ouvertement l'union agricole entre les deux régions, selon le journal *El Camí* cité plus haut. Les pancatalanistes insistaient de plus belle sur la catalanité de Valence, soulevant l'indignation des blasquistes comme Roger Boty, qui ripostait: "¿Pero de qué cantera histórica habrán sacado dichos señores la catalanidad de la nación valenciana?"<sup>628</sup>; ainsi que celle de Josep María Bayarri, qui avait déjà écrit son livre (*El perill catalá*), et que *El Diario de Valencia*<sup>629</sup>, ancien journal carliste devenu organe de la *Derecha Regional Valenciana*, se chargeait de divulguer. Eduardo Martínez Ferrando, pancatalaniste déclaré, exaspéré par la réaction des blasquistes arbora la défense du pancatalanisme et accusa Roger Boty de répandre des mensonges. Nous savons que Boty avait écrit dans *El Pueblo*, mais aussi dans *El Mercantil Valenciano*, des critiques aux affirmations pancatalanistes, nous rappelons en exemple ses articles "Contesta la historia"<sup>630</sup> et "Sobre el estatuto valenciano ¿El idioma valenciano o catalán?"<sup>631</sup>. E. Martínez Ferrando commençait son article de cette manière :

Voilà longtemps, depuis que vous écrivez dans *El Pueblo*, que vous affirmez gratuitement que le pancatalanisme suppose l'absorption de Valence par la Catalogne, c'est-à-dire une espèce d'impérialisme sur notre peuple. Il est arrivé l'heure de vous interpeler. Vous observerez que j'ai eu de la patience. Et ceci parce que je n'ai jamais vu confirmé, dans aucun texte catalan, ces suppositions, qui me font soupçonner que vous parlez sans fondement...<sup>632</sup>

La réponse de Martínez Ferrando constituait la réponse habituelle de tous les pancatalanistes : celle de nier systématiquement toute intention d'assimilation de la culture valencienne par la catalane. Une réponse d'autant moins convaincante qu'elle

<sup>626</sup> Nicolau Primitiu: "Antroponímia. De com escriure l'onomástica". *El Camí*, 28/07/34, p. 5, et 11/08/34, p. 2.

<sup>627</sup> "Cap a un nomenclator ortogràfic dels pobles valencians". *El Camí*, 25/08/1934, p. 1.

<sup>628</sup> Roger Boty: "Contesta la historia" (Apuntes para el Estatuto Valenciano. Comentando a los Señores Reig y Valera). *El Pueblo*, 03/12/1932.

<sup>629</sup> Voir *Diario de Valencia*, 22/11/1932, p. 5, rubrique "Libros", prologue de Rafael Raga : la présentation du livre de Josep María Bayarri : *El Peligro catalán*.

<sup>630</sup> Roger Boty: "Contesta la historia"..., op. cit.

<sup>631</sup> Roger Boty: "Sobre el estatuto valenciano ¿El idioma valenciano o catalán? (2 articles), op. cit.

<sup>632</sup> Eduard Martínez Ferrando : "Pancatalanisme o falornies" (Pancatalanisme ou foutaises). *El Camí*, 02/09/1933, p. 1.

se basait simplement sur cette affirmation, qui contredisait les discours habituels sur le besoin d'unification culturelle et même politique de ce qu'on avait déjà défini comme la nation catalane. Visiblement Martínez Ferrando et les pancatalanistes en général, se refusaient à reconnaître les explications, pourtant claires, que faisait Prat de la Riba dans son livre, au sujet de l'impérialisme et l'expansionnisme ; c'est pourquoi les accusations adressées à Roger Boty, qualifiant de "gratuit"<sup>633</sup> et "faux"<sup>634</sup> son anti-pancatalanisme, étaient pour le moins surprenantes. Vers quels territoires était alors censé se diriger l'expansionnisme catalan dont parlait Prat de la Riba ? Mais Martínez Ferrando insistait sur le fait "qu'il n'existait pas de texte catalan qui valide ou permette de déduire votre sens catastrophique du problème"<sup>635</sup>. Rappelons que Boty avait parlé de danger et de gravité<sup>636</sup> Raison pour laquelle Martínez Ferrando déclarait sans ambages : "où avez-vous lu pareilles choses?"<sup>637</sup>. Sur quoi il donnait sa définition du pancatalanisme qui : "... aspire à une fédération de la Catalogne avec Valence et Majorque, et si possible avec le Roussillon (aujourd'hui sous la souveraineté française). Une fois accomplie, elle [la fédération décrite plus haut] formerait une confédération avec l'Espagne"<sup>638</sup>. Il suivait pourtant le plan pratien<sup>639</sup> point par point, approuvant et légitimant le leadership catalan pour les Valenciens. Précisons que Martínez Ferrando avait été lui-même signataire des *Bases de Castellón*, et que c'était justement lui qui commençait à prêcher ouvertement ce projet de fédération politique qui n'avait pas été mentionné au moment de rédiger le document. Et à présent par le fait que cette fédération linguistique, - théoriquement dictée par le bon sens et la "science", avait été un acte volontaire des Valenciens, on niait qu'une fédération politique, - également le résultat d'un acte volontaire - puisse être interprétée comme une absorption de la région valencienne par la catalane. Et visiblement toute la différence résidait dans cet aspect : l'adhésion volontaire impliquait pour lui la non absorption de

---

<sup>633</sup> Eduard Martínez Ferrando: "Pancatalanisme o falornies" (Pancatalanisme ou foutaises). *El Camí*, 09/09/1933, p. 5.

<sup>634</sup> *Ibidem*.

<sup>635</sup> *Ibidem*.

<sup>636</sup> Roger Boty: "Notas sobre el estatuto valenciano. Pancatalanismo"..., op. cit.

<sup>637</sup> Eduard Martínez Ferrando: "Pancatalanisme o falornies" (Pancatalanisme ou foutaises). *El Camí*, 02/09/1933, p. 1.

<sup>638</sup> Eduard Martínez Ferrando: "Pancatalanisme o falornies" (Pancatalanisme ou foutaises). *El Camí*, 09/09/1933, p. 5.

<sup>639</sup> Le terme "pratien" est employé dans les textes spécialisés, par exemple : <http://books.openedition.org/pur/6365?lang=fr>

Valence par la Catalogne, parce que l'absorption pour les pancatalanistes était forcément violente, tandis que la fédération serait un acte conscient et légitime. Une interprétation qui mérite réflexion, car c'est là qu'on peut mesurer toutes les subtilités qu'enferme la guerre des idées : la légitimité d'appartenir au même sang devenant non questionnable face à la conquête violente qui aurait imposé la nationalité espagnole. Cette opposition légitime/illégitime était un véritable leitmotiv dans la propagande pancatalaniste. Les primordialistes qui défendent l'atemporalité de la nation approuvent ce genre de raisonnement, mais il faut avertir qu'avec de pareilles thèses on serait en droit de refaire l'histoire, voire remonter aux conquêtes romaines pour leur ôter toute légitimité ; même chose pour celles menées par la Couronne d'Aragon en Italie. Par ailleurs on pourrait défendre que les guerres d'indépendance d'Amérique ne sont pas un critère pour détruire la nationalité espagnole des républiques hispano-américaines, puisque toujours selon les postulats primordialistes, la nationalité est indestructible, car déterminée par le sang, la langue et les noms de famille. C'était bien ce raisonnement qu'ils employaient pour valider d'une manière "scientifique" la catalanité des Valenciens. Quoiqu'il en soit, de tout ceci il ressort que la construction de la nationalité est une idée faite pour manipuler les bases populaires, et renforcer un pouvoir établi ou en construction, car elle s'appuie sur un déterminisme culturel toujours composé selon les critères des élites intéressées. Ceci démontre aussi qu'avec la guerre des idées, s'est instauré le royaume de la manipulation. Nous avons déjà cité des auteurs significatifs comme Anderson, Hobsbawm et Anne-Marie Thiesse<sup>640</sup> qui démontrent que l'idée de nationalité est une construction idéologique, voire une invention.

Ce genre d'arguments devait fatalement semer la controverse et déboucher sur une confrontation déclarée puisque les pancatalanistes comme Martínez Ferrando se permettaient de reprendre ces idées lancées par Prat de la Riba en y ajoutant le label habituel de la garantie historique, et scientifique. Son article : "Per què me sent pancatalaniste"<sup>641</sup> (Pourquoi je me sens pancatalaniste) en est un exemple bien représentatif qui illustre parfaitement ce qui est devenu l'habituelle dispute entre les

---

<sup>640</sup> [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix\\_0295\\_2319\\_1999\\_num\\_12\\_48\\_1816](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295_2319_1999_num_12_48_1816)), etc. [http://www.revue-interrogations.org/Pour\\_une\\_approche](http://www.revue-interrogations.org/Pour_une_approche), 289

<sup>641</sup> Eduard Martínez Ferrando: "Per què me sent pancatalaniste". *El Camí*, 16/09/1933, p. 1.

Valenciens pancatalanistes et ceux qui rejettent ce discours. Outre les affirmations signalées plus haut Martínez Ferrando assurait que le pancatalanisme était avalisé par la tradition, et prétendait dans ses explications être "pondéré" et "fidèle à la vérité"<sup>642</sup>, ajoutant: "... parce que Valence comme Majorque a ses fondements catalans. Ainsi le confirme les textes classiques..."<sup>643</sup>. Une relecture de l'histoire très imparfaite car elle laisse dans le plus complet oubli malintentionné le rôle de la couronne d'Aragon qui se voit de fait transformée en couronne catalane. Par ailleurs, on oublie toujours de rappeler que le royaume de Valence ne reçut pas que des contingents de population catalane, sur quoi le raisonnement des primordialistes resterait aussi très boiteux sous cet aspect. Quoiqu'il en soit ce genre d'affirmation provoquait fatalement la riposte des non pancatalanistes, et nous avons vu plus haut, le titre de l'article de Roger Boty : "Contesta la historia", qui en est un exemple. Il faut citer à nouveau le livre de Josep María Bayarri Hurtado "El peligro catalan", qui représente l'échantillonnage le plus complet, sur les arguments habituellement employés. La première moitié (jusqu'à la page 83) de l'ouvrage est consacrée à exposer les faits que l'auteur considère dangereux : soit toutes les affirmations pancatalanistes qui proclament la catalanité de Valence, au nom de l'objectivité historique, tandis que la deuxième moitié est réservée à réfuter toutes ces déclarations, sur la base de la même objectivité historique, et commence justement avec ce titre "La amable impugnación" (L'aimable réfutation, p. 85 jusqu'à la fin p. 145). À noter que le livre de Bayarri publié pour la première fois pendant l'été 1931, dénonçait clairement les projets expansionnistes de son voisin. Ce qui prouve que même si la discussion idéologique était déjà bien installée dans les cercles intellectuels, elle était loin d'être dépassée. Mais pour prouver l'attitude inconditionnelle que certains Valenciens étaient disposés à adopter face aux thèses pancatalanistes, on peut indiquer que Martínez Ferrando allait même jusqu'à nier les incompatibilités en matière économique des deux régions, précisant : que la différence entre l'économie catalane "centripète" et l'économie valencienne "centrifuge" était "un mirage"<sup>644</sup>.

---

<sup>642</sup> *Ibidem.*

<sup>643</sup> *Ibidem.*

<sup>644</sup> *Ibidem.*

Alors que ce combat idéologique se déchaînait entre pancatalanistes et antipancatalanistes on s'aperçoit que Valence n'était qu'une caisse de résonance et que là-bas n'arrivaient que les idées qui intéressaient les catalanistes. Pendant que Martínez Ferrando se faisait gloire de vanter la pluralité qui inspirait la future fédération catalane-valencienne-baléare, il restait ignorant des intentions catalanistes qui s'apprêtaient à renier toute appartenance de la langue catalane au tronc occitan. Dans un article important pour la controverse dont nous parlons, Martínez Ferrando allait jusqu'à déclamer ses espoirs de voir s'étaler la nationalité catalane jusqu'aux terres occitanes, l'Alguer et l'île de Sardaigne, parce que selon lui tous ces territoires ensemble pourraient former un jour l'Occitanie<sup>645</sup> (voir document en annexe n° 39), avec une population de 8 millions d'habitants partageant une culture commune. Les certitudes de Martínez Ferrando étaient telles qu'il s'exaspérait face aux critiques semblables à celles de Roger Boty. Et niant une quelconque validité historique aux arguments de ses contraires il se laissait aller à suivre le chemin habituel des pancatalanistes, qui était celui du dénigrement systématique de tous ceux qui rejetaient ces positions. Il insinua d'abord une ignorance de la part des antipancatalanistes : "Que diront de tout cela nos antipancatalanistes, par ignorance en la matière?"<sup>646</sup>. Une accusation qui devint plus explicite dans son second article<sup>647</sup>, même titre, puisqu'il se permit ouvertement de traiter les antipancatalanistes d'ignorants :

Tous les confrères qui ont salué plus ou moins la culture catalane se sont vite rendu compte que l'on vient à parler des plus intelligents, ceux qui montrent le plus d'esprit, et ceux aussi qui font meilleur profit à la cause. Par contre ceux, pleins de préjugés contre la Catalogne, montrent presque toujours une attitude négative et plus d'un se révèle faible, farfelu ou pittoresque, parmi les meilleurs.<sup>648</sup>

Cette fois ce ne fut pas Boty qui répondit mais Josep María Bayarri qui donna à son article un titre plus que suggestif : "Naturalment Valencian". Il donnait la définition du mot pancatalanisme : "tot catalan"<sup>649</sup> (tout catalan), et déclarait l'incompatibilité de cette théorie avec la réalité valencienne. Le pancatalanisme impliquant que "Valence

---

<sup>645</sup> *Ibidem.*

<sup>646</sup> *Ibidem.*

<sup>647</sup> Eduard Martínez Ferrando : "Per què me sent pancatalaniste". *El Camí*, 23/09/1933, p. 4.

<sup>648</sup> *Ibidem.*

<sup>649</sup> Josep Maria Bayarri : "Naturalment Valencians". *El Camí*: 07/10/1933, p. 5.

n'est pas une nation sinon une Région de la Nation catalane"<sup>650</sup>. D'un ton visiblement courroucé, il posait le débat par rapport à des questions courtes et simples pour démontrer ce qui à ces yeux était faux : "Vous croyez que notre terre, notre Valence est une nation? Vous croyez que la Catalogne est une autre nation? Ce sont là les termes"<sup>651</sup>. Il se lança dans la réfutation de toutes les affirmations faites par Martínez Ferrando, insistant sur le besoin non pas de recatalaniser Valence, mais de la "revalencianiser". Il écrivit au total 3 articles<sup>652</sup> et dans le dernier il rappela les propos qu'il avait ressentis comme insultants le fait que ceux qui effectivement étaient en faveur de la cause de recatalaniser Valence étaient, selon la description de Martínez Ferrando les plus intelligents, alors que ceux qui étaient en faveur de "revalencianiser" Valence étaient "les pauvres malheureux et les plus laids"<sup>653</sup>. Rappelons que cet argument de la part des pancatalanistes, était devenu habituel. Roger Boty s'en était plaint également, il avait répondu à Valera que les républicains autonomistes, valencianistes et nationalistes qui ne partageaient pas les thèses pancatalanistes n'étaient "ni mesquins, ni sots, ni vils"<sup>654</sup>.

La dispute provoqua finalement la radiation volontaire d'Eduard Martínez Ferrando de *Lo Rat-Penat*, qui déclencha à nouveau la parution d'une autre série<sup>655</sup> d'articles, cette fois signés par le directeur de l'association : Nicolau Primitiu Gómez Serrano, qui regrettait ce départ. Néanmoins celui-ci plaidait également pour "l'unité de la patrie valencienne, qui doit être notre premier souci, afin d'obtenir une véritable autonomie qui ne soit pas confisquée par un tiers"<sup>656</sup>. Celui-ci se sentit obligé d'apporter des explications pour clarifier le problème, car il dénonçait "la confusion dans les rangs valencianistes"<sup>657</sup>. Cependant ses précisions n'étaient pas beaucoup plus claires, à partir du moment où il divisait le pancatalanisme en deux thèses : une intellectuelle et une autre vulgaire. Dans la thèse intellectuelle il admettait que

---

<sup>650</sup> *Ibidem*.

<sup>651</sup> *Ibidem*.

<sup>652</sup> Les trois dans le journal *El Camí*. Le premier en date du 07/10/1933, le deuxième en date du 14/10, et le troisième en date du 28/10/1933.

<sup>653</sup> Josep Maria Bayarri : "Naturalment Valencian". *El Camí*, 28/10/1933, p. 2.

<sup>654</sup> Roger Boty: "Contesta la historia". *El Pueblo*, 03/12/1932.

<sup>655</sup> Nicolau Primitiu Gómez Serrano. *El Camí*: 02/12/1933, p. 3 - 23/12/1933, p. 2 - 06/01/1934, p. 5 - 20/01/1934, p. 1.

<sup>656</sup> Nicolau Primitiu Gómez: "A lo Rat-Penat s'escau una baixa". *El Camí*, 02/12/1933, p. 3.

<sup>657</sup> Nicolau Primitiu Gómez: "La discordia a la taula del valencianismo, vol llançar una poma - I - Pancatalanisme". *El Camí*, 23/12/1933, p. 2.

Valence, les îles Baléares et la Catalogne partageaient la même culture, et que les trois régions ensemble devaient former une "super-nation"<sup>658</sup>. La thèse vulgaire serait due au fait que la renaissance catalane était beaucoup plus nette que la valencienne, ce qui encourageait une tendance primaire à chercher une solution facile, qui était de considérer Valence comme une province catalane, chose à laquelle il s'opposait. Ce centralisme catalan aurait impliqué alors les mêmes conséquences que le centralisme castillan. Dans son deuxième article, il approfondissait son raisonnement pour avertir que : "le danger se trouve dans notre propre maison, à l'intérieur de Valence, à l'intérieur de nous-même ; plus encore j'irais même jusqu'à affirmer, qu'il se trouve fondamentalement chez nos intellectuels qui baignent dans la confusion"<sup>659</sup>. Son analyse restait pourtant incomplète et tout aussi confuse par le fait qu'il n'éclaircissait pas suffisamment en quoi Valence et la Catalogne se distinguaient ; et dans quelles conditions se formerait cette "super-nation" si l'on arrivait à ce point. Et cette considération en elle-même ne contredisait-elle pas l'unité de la patrie valencienne qu'il revendiquait? Ensuite il accusait l'oligarchie d'avoir abandonné le peuple "celle qui l'a toujours vendue [Valence] à tous les centralismes"<sup>660</sup>, et il revendiquait l'importance que le valencianisme soit libéral et démocratique. Une idée intéressante, cette dernière, mais qui ne fut pas appliquée pour les *Bases de Castellón* puisque celles-ci furent décidées par une minorité bien réduite de la société valencienne, minorité à laquelle il avait appartenu. Par contre cette aspiration démocratique de Nicolau Primitiu Gómez Serrano prenait davantage de consistance lorsqu'il réclamait que le panvalencianisme se situe sur un pied d'égalité avec le catalanisme. Une circonstance qu'il décrivait comme impossible à partir du moment où on ne disposait pas d'un nom commun aux trois régions, autant pour se rapporter à la langue qu'au territoire. Le nom de BACAVA (Baléar - catalane - valencienne)<sup>661</sup>, fut celui qu'il revendiqua, comme approprié pour définir l'ensemble des territoires réunis sous une confédération, à l'instar du Bénélux. Malgré le fait que ce nom évitait une humiliation pour les régions autres que la catalane, il est clair que cet intellectuel assumait le

---

<sup>658</sup> *Ibidem*.

<sup>659</sup> Nicolau Primitiu Gómez Serrano: "La discordia a la taula del valencianismo, vol llançar una poma - II - Panvalencianisme". *El Camí*, 06/01/1934, p. 5.

<sup>660</sup> *Ibidem*.

<sup>661</sup> Nicolau Primitiu Gómez Serrano: "La discordia a la taula del valencianismo, vol llançar una poma - III - Panvalencianisme". *El Camí*, 20/01/1934, p. 1.

leadership catalan et la dominance de la langue catalane, partageant autant son projet culturel (à travers la signature des *Bases de Castellón*) que politique (future fédération). Tenant compte de sa qualité de directeur de *Lo Rat-Penat* et en tant que signataire des *Bases de Castellón*, où l'on avait signé un document qui ne spécifiait pas le nom de la langue codificatrice, nous avons ici une autre preuve qui démontre que derrière cet acte centré en principe sur un aspect seulement linguistique, dans les esprits des signataires se couvrait un pacte tacite ; au moins une intentionnalité certaine, de consolider le rapprochement linguistique par un rapprochement politique voire institutionnel, sous forme d'une fédération. Quoique lui, particulièrement, parlait davantage de confédération.

De tout ceci il ressort que ce qui réellement avait ouvert la voie aux idées pancatalanistes à Valence, c'était l'idée de pluralité qu'avait imprimé Prat de la Riba à son premier projet. Le fait d'ouvrir un cadre large quoique imprécis, mais avec un noyau bien défini, la "nationalité catalane", avait été ressenti à Valence comme une invitation à construire une fédération que l'on vantait comme plurielle et tolérante face à ce que l'on décrivait comme l'imposition castillane. Le discours pancatalaniste s'était caractérisé par l'emploi de leitmotivs qui marquaient toujours des oppositions fondamentales, comme celle de naturelle/antinaturelle parce que légitime/illégitime, à laquelle s'associait celle de pluralité ibérique ou occitane, contre hégémonie castillane. C'était comme dire liberté contre oppression. C'est pourquoi le manifeste anti-occitaniste qui refermait d'une manière restrictive et égoïste ce premier cadre initial, devait fatalement prendre de court les pancatalanistes à Valence. Un fait qui éclaire sans doute ce silence anormal qui a entouré postérieurement la dispute interne dans les cercles valencianistes. En 1931 un journal comme *Avant*, proche du parti républicain AVR (Agrupació Valencianista Republicana) publiait un article qui s'intitulait : "El pancatalanisme...¡quina por!..."<sup>662</sup> (Le pancatalanisme. Quelle peur!). Cette colonne rapportait un autre article publié dans le journal catalan *La Publicitat*, écrit par Antoni Rovira i Virgili (1882-1949), un catalaniste de gauche, journaliste et politicien qui serait président de la Généralité catalane en exil après la guerre civile. Celui-ci répondait soi-disant aux accusations proférées par Alcalá Zamora. Ce dernier

---

<sup>662</sup> "El pancatalanisme...¡Quina por!...". *Avant*, 14/10/1931, p. 2.

aurait dénoncé les intentions expansionnistes des catalanistes. Depuis *Avant*, on n'avait eu aucune gêne à traiter d'ignorants ceux qui donnaient crédit à de pareilles affirmations : "Pour la tranquillité des ignorants et des pusillanimes, nous allons reproduire un paragraphe"<sup>663</sup>. Et le journal retranscrivait le témoignage de Rovira i Virgili, le situant à la hauteur d'un démenti irréfutable :

Les Catalans du vieux Principat ne voulons pas dominer au-delà du Cenia (fleuve) l'ancien royaume de Valence, ni haut de-là de la mer les îles voisines (...) Nous ne voulons pas en faire notre territoire, et nous ne pensons pas y imposer un quelconque avantage politique, ni aucun régime étatique. Si nous disposions d'un pouvoir matériel pour conquérir, occuper ou dominer ces territoires, nous ne les conquérions pas, nous ne les occuperions pas et nous ne les dominerions pas, parce que rien de tout cela fait partie de nos idées, ni va avec nos principes. Mais comme nous ne disposons pas de ce pouvoir matériel, de tels projets seraient une pure folie.<sup>664</sup>

Le fait est que A. Rovira i Virgili se limitait à faire une simple déclaration d'intention et n'apportait absolument rien de nouveau à tout ce qui représentait la propagande pancatalaniste habituelle, qui affichait une hypocrisie évidente. Et justement pour cela il est intéressant de rapporter cette citation dans la mesure où ce même auteur, fut un des seize signataires du manifeste anti-occitaniste de mai 1934, le premier signataire ayant été Pompeu Fabra. Ce manifeste ne s'adressait pas qu'à la société catalane, bien que - chose très significative - il ne fut publié qu'à Barcelone, il concernait incontestablement tous les territoires qui avaient été inondés par la propagande pancatalaniste. Une circonstance curieuse lorsqu'on mesure la transcendance des affirmations qui y sont faites. Ce manifeste, comme indiquait son titre "*Desviacions en els conceptes de llengua i patria*" (Déviations dans les concepts de langue et patrie)<sup>665</sup> (voir document en annexe n° 40), était destiné à corriger ce qui avait été considéré comme des déviations dans le concept de patrie catalane, toute sa force dialectique s'appuyait sur le rôle de la langue. À ce moment précis se révélait la véritable portée du document que les Valenciens avaient signé sous le nom de *Bases de Castellón*.

Dans le manifeste on affirmait que la patrie catalane ne se réduisait en aucun cas au strict territoire catalan, mais qu'au contraire, la patrie catalane englobait tous

---

<sup>663</sup> *Ibidem*.

<sup>664</sup> *Ibidem*.

<sup>665</sup> Manifeste antioccitaniste rapporté intégralement dans le livre de Lluís Fornés: *La llengua valenciana i el diasistema occitano-romá...*, op. cit., p. 121-125.

les territoires où la langue catalane était parlée. Ce qui semblait justifier le fait que l'on cite explicitement la région valencienne, les îles Baléares ainsi que le Roussillon, comme faisant partie de cette patrie catalane. Ces auteurs lançaient ainsi depuis Barcelone des affirmations lourdes de sens, par rapport aux régions voisines auxquelles ils faisaient allusion. Il est étonnant de voir comment ce noyau d'intellectuels qui s'était tellement appliqué dans leur propagande à remettre en cause la légitimité du pouvoir central, se sentait alors pleinement légitimé, à décider non seulement du passé, mais aussi du présent et du futur des territoires voisins dans lesquels (sauf le Roussillon), jamais une quelconque autorité catalane n'avait eu sa place, et ceci en vertu d'un raisonnement tout à fait particulier. Suivant les techniques habituelles consacrées à prêcher le pancatalanisme, on s'était bien gardé de faire ces déclarations sur les propres territoires concernés : le noyau pensant, émettant toujours ses idées par personnes interposées. C'est-à-dire que le processus était toujours l'habituel : convaincre d'abord les intellectuels valenciens gagnés à la cause, pour que ceux-ci à leur tour se chargent de démontrer que les plus cultivés et les mieux informés approuvaient ces idées nées à l'extérieur de la société valencienne. Agir toujours par personne interposée, c'était la meilleure manière de faire sans faire, ou de dire sans dire, puisque la clé du système se trouvait dans l'habileté à choisir les personnes *in situ*, destinées à être les agents répétiteurs de leurs idées. Rappelons que ceci avait été le procédé recommandé par l'avocat Cases Carbó, lors du Premier Congrès international de la langue catalane. Rappelons ici ses paroles car elles résument la feuille de route du catalanisme :

Et bien que nous, nous sentions que celle-ci [la langue], n'est pas autre chose qu'une des modalités de la langue catalane, nous ne devons pas la désigner comme catalane, jusqu'à ce que les Valenciens eux-mêmes veuillent qu'il en soit ainsi. Ce n'est pas seulement une question scientifique; c'est une question de sentiment. Et un sentiment ne s'impose pas de manière autoritaire. Un sentiment apparaît lorsque son heure arrive. Et l'heure n'est pas encore arrivée que le Valencien sente la langue qu'il parle suffisamment identifiée avec celles des Catalans, pour qu'elle porte enfin le même nom.<sup>666</sup>

Il est clair que les catalanistes suivaient minutieusement le plan conçu presque trente années auparavant. Et pour minimiser ou assourdir l'effet de leurs déclarations, ils assuraient à nouveau qu'il n'existait aucun désir d'absorption de ces territoires de la part de la Catalogne. Or comment ne pas voir cette déclaration comme une ingérence,

---

<sup>666</sup> *Primer Congrés Internacional de la Llengua Catalana...*, op. cit., p. 600.

puisqu'elle était supposée transformer la vie des Valenciens. Et comment ne pas considérer un manque de loyauté le fait de ne pas donner une copie de ce manifeste à un journal valencianiste pour en informer les Valenciens directement. En vérité, on conçoit difficilement qu'un parti politique travaille pendant plusieurs décennies, en faveur d'une unification culturelle, comme le faisait alors la *Lliga Regionalista*, sans songer à concrétiser ses efforts sous une formule politique. Ces idées avaient été le produit exclusif d'un homme suivi par une élite, qui avait investi temps et argent pour que la langue soit considérée un argument déterminant et contraignant. Si la propagande pancatalaniste s'était évertuée à faire croire aux Valenciens que les catalanistes concevaient la politique avant tout comme une activité destinée à fomentier les échanges culturels, le manifeste antioccitaniste était la parfaite preuve du contraire. En effet, la finalité de cette déclaration était d'élever formellement une barrière culturelle et linguistique vis-à-vis de l'Occitanie. Il était évident que du côté français l'expansion catalaniste était impossible, même si l'on prétendait inclure le Roussillon. Malgré tout décréter la catalanité du Roussillon c'était comme planter une graine dirigée vers l'Occitanie, en espérant que le futur soit plus propice pour une ultérieure guerre des idées. Le premier objectif restait néanmoins d'achever de définir la nationalité catalane, en marquant son aire d'expansion, car une Catalogne limitée à son seul territoire devait fatalement perdre la bataille face à l'Espagne. Le projet ouvert de Prat de la Riba devait se corriger, se refermer, pour ne contenir exclusivement que les territoires où l'ancienne langue, le *llimusi* était plus assimilable au catalan, non seulement pour des raisons linguistiques, mais aussi pour des raisons politiques. Un document comme les *Bases de Castellón*, aidait incontestablement à justifier la primauté que l'on souhaitait octroyer à la langue catalane à travers ce manifeste, et l'identification entre langue et patrie était beaucoup plus prête de s'accomplir. Dans le manifeste on insistait sur le besoin de développer une conscience d'unité ("notre unité"<sup>667</sup>) dans les régions déjà citées, qui sont décrétées comme formant partie de la patrie catalane. C'était là une déclaration unilatérale à laquelle on essayait de donner une certaine validité démocratique par le fait de décréter que la Catalogne s'identifiait à une tradition historique libérale<sup>668</sup>. Cet argument, celui d'une

---

<sup>667</sup> *Ibidem.*

<sup>668</sup> *Ibidem.*

tradition soi-disant libérale face à la Castille, faisait partie de la panoplie habituelle des pancatalanistes, qui n'avaient aucune gêne à employer les mots démocratie et Moyen-âge accolés dans une même phrase : "cette démocratie de notre Moyen-âge doré veut ressusciter aujourd'hui"<sup>669</sup>. Ce qui représentait une véritable manipulation du langage, puisque les Valenciens dans leur grande majorité n'avaient jamais approuvé ces idées. Justement le principal parti *Unió Regionalista Valenciana* venait de disparaître (1933), faute d'appui. Nous pouvons apprécier à quel point le processus de construction nationale est artificiel non seulement par rapport aux Catalans, mais à plus forte raison par rapport aux Valenciens qui y sont majoritairement étrangers. Or nous avons vu quelle était la réponse préparée des pancatalanistes valenciens qui attribuait le rejet à l'ignorance dans laquelle vivait le peuple. Quoiqu'il en soit les résultats électoraux avaient démontré le faible soutien des idées pancatalanistes dans la population valencienne. En réalité pour un grand nombre de Valenciens, l'appréciation qui s'était imposée était que justement les valencianistes avaient été les premiers à ne pas savoir défendre leur patrimoine culturel, en particulier la langue, en acceptant pour elle une dénomination qu'elle n'avait jamais eue auparavant. Sur quoi ces catalanistes se sentaient obligés de réitérer une énième fois que unité ne signifiait ni soumission ni uniformité. Malgré tout les *Normes de Castellón* avaient été un premier pas vers cette uniformité, qui jusqu'à un certain point pouvait être considérée arbitraire, puisque la langue de référence choisie avait été le parler de Barcelone, et non pas un catalan étymologique qui aurait été plus proche du valencien, les normes purement valenciennes, celles de Fullana ayant été écartées d'emblée. Cet esprit d'unité que l'on préconisait était vraisemblablement destiné à fomenter cette uniformité propre des nationalismes exacerbés, qui se déchaînaient à présent sur le continent européen, comme avait expliqué S. Pollard. À noter cependant que le mot nationalité ne figurait pas dans le manifeste, on avait préféré se limiter à employer le mot patrie. Une technique habituelle des catalanistes, qui opéraient toujours par étape. Nous avons déjà signalé ce principe de progressivité, l'expression des "pays catalans", plus neutre et plus stratégique que celle de Grande Catalogne ne tarderait pas à apparaître, et nous verrons les explications de Fuster à ce sujet. En tout cas, d'une manière explicite,

---

<sup>669</sup> Jordi Valor: "L'exemplar democràcia medieval en les terres de la Corona d'Aragó". *El Camí*, 21/07/34, p. 4. (Voir document n° 48)

ces catalanistes reconnaissaient ne pas renoncer à une possible expansion catalane : "ceci ne signifie pas bien sûr que nous désirions fermer la porte à tout possible aspect d'expansion catalane qui puisse être suscitée d'une manière opportune et viable"<sup>670</sup>. Ces signataires suivaient l'habituelle formule dialectique d'affirmer et de nier à la fois, c'est pourquoi il n'est guère surprenant de voir comment ceux-ci assuraient que leur réaffirmation pancatalaniste ne représentait pas de "nouvelles théories"<sup>671</sup>, or Prat de la Riba lui-même avait reconnu parler de "formules nouvelles"<sup>672</sup>, ou de "nouvelle doctrine"<sup>673</sup>, en référence à ses idées au sujet de la "nationalité catalane". Néanmoins eux s'empessaient de certifier que cette idée d'unité répondait à "la logique du catalanisme conscient"<sup>674</sup>. Une expression qui semblait davantage destinée à masquer la vérité sur la construction de la nationalité catalane.

Si la première partie du manifeste s'évertuait à marquer les limites géographiques de l'expansionnisme catalan, en identifiant la langue à la patrie, la deuxième partie du manifeste se consacrait à éliminer les véritables dangers qui auraient été susceptibles de menacer cet expansionnisme. On lamentait la confusion qui se serait créée entre culture catalane et occitanisme, et l'on rapportait que suivant les explications introduites par Aladern (un Catalan que nous avons cité dans la première partie), on avait eu jusqu'à présent tendance à considérer l'Occitanie comme un ensemble de régions censé former une seule nationalité, voire même une supernational. Mais on expliquait que cette perception avait le grave défaut de rabaisser le catalan au niveau de dialecte, c'est-à-dire, de le mettre à la même hauteur que le valencien, le majorquin, le limousin, le provençal ou le gascon. Une théorie qui était perçue comme une véritable menace puisque "le catalan se retrouvait dilué à l'intérieur de cette supériorité linguistique"<sup>675</sup>. Il était évident que les catalanistes ne renonceraient jamais à la prééminence linguistique qui avait la mission de justifier la prééminence politique qu'ils revendiquaient alors. En fait l'idée de la nationalité catalane avait signifié non seulement réécrire le passé, avec des nouvelles

---

<sup>670</sup> Manifeste anti-occitaniste..., op. cit.

<sup>671</sup> *Ibidem*.

<sup>672</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 57.

<sup>673</sup> *Ibidem*, p. 58.

<sup>674</sup> "Le Manifeste anti-occitaniste"..., op. cit.

<sup>675</sup> *Ibidem*.

interprétations : "les formules nouvelles", "la nouvelle doctrine", mais refaire littéralement la langue. Ces signataires justifiaient quant à la langue, "qu'il faut s'en remettre à l'époque actuelle, et ils se gardaient bien de faire une quelconque référence au siècle d'Or valencien. Ne pouvant pas nier les ressemblances entre l'occitan et le catalan, ils refusaient d'y accorder une importance déterminante. Par ailleurs, ils écartaient délibérément la poésie des troubadours, car c'était là la poésie imitée par les Catalans qui contrairement aux Valenciens, n'avaient jamais fait de leur propre langue une langue littéraire. Mais c'était là quelque chose qu'il ne convenait pas de rappeler. Nous savons que le processus habituel des nationalistes est de ne citer de l'histoire que ce qui les intéresse, et d'omettre tout ce qui va à l'encontre de leur discours. À tout cela on assurait qu'il existait une raison scientifique pour rejeter la thèse que le catalan ait pu être une dérivation de l'occitan ; mais sans donner davantage d'explications, et surtout pas de noms de linguistes.

Enfin, on insistait pour mettre en garde sur les confusions par rapport au concept de patrie, et à nouveau on utilisait l'histoire pour dénoncer une certaine conspiration historique qui aurait empêché la Catalogne d'occuper la place qu'elle aurait dû occuper. En effet on assurait que par le passé la dénomination de confédération catalane-aragonaise aurait produit un affaiblissement du rôle catalan : "Rappelons l'affaiblissement qu'a signifié pour nous le nom d'Aragon pour désigner la confédération catalane-aragonaise. À l'étranger, la confédération était connue sous le nom de "Royaume d'Aragon", et le nom de la Catalogne perdait injustement sa valeur internationale..."<sup>676</sup>. La réinterprétation du passé était flagrante, au point que les catalanistes contestaient le résultat de l'histoire, allant jusqu'à minimiser le rôle du royaume d'Aragon face aux comtés catalans. Les catalanistes prétendaient recomposer une confédération sur les bases de l'ancienne, tout en éliminant les territoires qui gênaient, soit le territoire aragonais, celui qui avait porté la Couronne. Ils précisaient que la Catalogne encourrait alors le même risque vis-à-vis de l'Occitanie, si les terres catalanes se trouvaient encadrées sous cette dénomination commune : "Aujourd'hui il y aurait un danger similaire si les terres de langues catalanes se voyaient incluses sous

---

<sup>676</sup> *Ibidem.*

la dénomination d'Occitanie"<sup>677</sup>. Visiblement ce qui était mauvais pour la Catalogne ne l'était pas pour Valence, qui malgré le fait d'avoir été un ancien royaume indépendant ne devait pas considérer une menace de se ranger sous la dénomination catalane. Quelque chose que nous avons déjà signalé. C'est-à-dire qu'il existait une inégalité flagrante, dans le sens où les catalanistes décidaient ce qui était correct ou ne l'était pas, par rapport à leurs propres intérêts, comme le cas de cette déclaration anti-occitaniste, là où les valencianistes devaient se limiter sans plus à suivre ces critères.

Nous en déduisons que le manifeste avait deux finalités principales. D'abord consolider l'idée de nationalité catalane en réalisant l'assimilation totale entre langue et territoire ; la deuxième, poser les bases "scientifiques" de l'expansionnisme catalan, en prenant la langue à témoin. Les réactions des valencianistes furent plus que discrètes. Le manifeste fut publié en mai 1934 à Barcelone, et visiblement la majorité des Valenciens ignorèrent son existence. Il semblerait que seulement le mois suivant, la nouvelle arriva aux oreilles de quelque uns. Justement en juin, un valencianiste convaincu comme Antoni Senent i Micó, qui restait fidèle à la vision pratienne, rédigeait un article, dont le titre était révélateur : "Occitanisme"<sup>678</sup> (voir document en annexe n° 41). Son intention n'était autre que fomentier les échanges entre Valenciens et Occitans. Il informait que quiconque était intéressé par ce genre de relations épistolaires devait écrire au journal et donner son adresse. Il s'émerveillait à expliquer comment "notre langue nationale" était une langue accessible à 17 millions d'habitants, par le fait d'être une langue sœur de l'occitan. Néanmoins à la fin de l'article il avait écrit une mention. Déclarant qu'il avait pris connaissance du manifeste anti-occitaniste, il informait qu'il donnerait son opinion dans un article suivant. Effectivement le 16 juin suivant, sous la rubrique "*Occitanisme*" il intitulait son article "*Insistint*"<sup>679</sup> (En insistant) (voir document en annexe n° 42). Il ne ménageait pas ses mots pour montrer son mécontentement et surtout sa déception par rapport à la rupture qu'impliquait le manifeste vis-à-vis de la culture occitane. Il dénonçait "une incompréhension", "un manque de culture", "un égoïsme", blâmant "Quelle vision étroite d'Occitanie!", et ajoutant "Quelle confusion au sujet des idéaux et des sphères

---

<sup>677</sup> *Ibidem.*

<sup>678</sup> Antoni Senent i Micó: "*Occitanisme*". *El Camí*, 09/06/1934, p. 5.

<sup>679</sup> Antoni Senent i Micó: "*Occitanisme*" - "*Insistint*". *El Camí*, 16/06/1934, p. 3.

dont parlait Joaquín Reig...!"<sup>680</sup> Une remarque fort intéressante, qui nous ramène aux déclarations doctrinales du chef du valencianisme qui avait affirmé dans son manifeste du 9 novembre 1932 que la confédération avec la Catalogne devait être une étape vers un but encore plus ambitieux : la création de l'Empire occitan qui à son tour devait se resituer dans l'horizon des États-Unis d'Europe. Il avait justement intitulé cette partie "Sphères de plus en plus grandes"<sup>681</sup>. Reig avait recommandé lui-même d'établir des contacts avec ces terres d'Oc: "... en établissant des contacts avec toutes les terres d'Oc"<sup>682</sup>, ce que Senent i Micó, avait suivi au pied de la lettre, comme nous avons pu constater dans l'article mentionné antérieurement. C'est là que se manifestait d'une manière évidente la confusion qui avait toujours régné à l'intérieur des rangs valencianistes, où chacun avait choisi la partie du plan pratien qui l'avait davantage séduit, puisque c'était un plan ouvert, sans limites bien définies. De fait A. Senent i Micó rapportait à nouveau des citations de Prat de la Riba pour démontrer que le manifeste anti-occitaniste était contraire aux thèses exposées par le maître du catalanisme. Il en venait donc à dénoncer lui-même les raisons qui avaient poussé ces intellectuels à faire ce genre de déclaration :

L'idée qui dérange le plus [littéralement est écrit "brûle", la raison pour laquelle il insère cette petite phrase entre parenthèses : (pardonnez le mot)] chez les signataires de la déclaration anti-occitaniste, que je viens de commenter, est que s'ils acceptent la prémisse de l'unité de la langue occitane, cela situe le catalan comme un dialecte au même niveau que le valencien, le majorquin et le gascon ; et cela les indignent...<sup>683</sup>

A. Senent i Micó n'était donc pas dupe des véritables intentions qui animaient ces catalanistes, qui n'étaient pas celles de partager un projet, mais de se situer en tête d'une nouvelle aire de conquête, grâce à la linguistique. Il avouait sa tristesse de voir Pompeu Fabra à la tête de cette initiative, et démentait faire un reproche direct à sa personne, espérant que des Valenciens plus réputés osent le faire : "Il serait désirable que des plumes plus autorisées que la mienne insistent sur ces idées qu'il faut divulguer".<sup>684</sup> Mais le débat fut littéralement étouffé, et il est significatif que seul les pancatalanistes qui approuvaient la déclaration anti-occitaniste ont continué d'écrire dans les journaux valencianistes. Pourtant, rappelons-le, ils étaient fort

---

<sup>680</sup> *Ibidem.*

<sup>681</sup> Joaquín Reig Rodríguez: *Concepte Doctrinal del Valencianisme...*, op. cit..., p. 30.

<sup>682</sup> *Ibidem.*

<sup>683</sup> *Ibidem.*

<sup>684</sup> *Ibidem.*

minoritaires. Visiblement l'intention était claire, passer à la phase politique, puisque la phase linguistique - les *Bases de Castellón* - était partiellement exécutée. À présent il fallait faire pression au maximum dans les journaux pour obtenir que la future fédération entre la région valencienne et la Catalogne soit une réalité.

On peut dire que parmi les valencianistes il se maintenait un noyau particulièrement actif, qui était le contingent des Valenciens résidant à Barcelone. Toujours dans ce même journal et à la même date, un autre auteur rapportait un article paru quelques jours auparavant dans *La Publicitat*. On venait de publier un autre manifeste, signé par plusieurs intellectuels, parmi lesquels figurait à nouveau Pompeu Fabra. Il devenait de plus en plus évident que ses inclinations politiques ne pouvaient être mises en marge de son travail développé à l'Institut des Études Catalanes. Le manifeste avait été présenté à la *Generalitat* catalane, et de là, aux différents organismes publics, en particulier, ceux qui étaient soi-disant animés par les idéaux de la renaissance catalane. Le manifeste était une recommandation explicite d'établir une collaboration étroite entre la Catalogne et les Îles Baléares. "Le manifeste réclame une collaboration et une aide pour que les relations entre la Catalogne et Majorque se consolident"<sup>685</sup> (voir document en annexe n° 43). L'auteur en profitait pour affirmer que cette offre devait être extensible au Pays Valencien, et il le revendiquait ainsi ouvertement : "Tout ce que le manifeste dit est applicable au Pays Valencien, et nous le souhaiterions ainsi"<sup>686</sup>. Poursuivant sa tâche de retransmettre avec la plus grande fidélité l'article en question, il rapportait que dans le manifeste on parlait d'étendre la conscience de "cette unité de sang, de langue et de culture"<sup>687</sup>, réitérant à nouveau que cette unité de sang, langue et culture était applicable au Pays Valencien. Il assurait que les Valenciens devaient cesser de regarder vers l'est, Madrid, pour regarder vers le nord, Barcelone. C'était une nouvelle invitation à choisir le chemin de Jaume I, c'était répéter cette idée de bifurcation expliquée plus haut, et tout ceci prouvait que le nationalisme valencien était un concept fabriqué à Barcelone. Malgré tout, ce que cet auteur mettait en évidence, c'était les fausses idées sur lesquelles on avait construit la propagande pancatalaniste. En effet, celle-ci n'avait eu

---

<sup>685</sup> Enric Soler Godes: "Catalunya i el País Valencià". *El Camí*, 16/06/1934, p.

<sup>686</sup> *Ibidem*.

<sup>687</sup> *Ibidem*.

de cesse de parler d'une unité spirituelle, quand bien même on reconnaissait ouvertement dans cet article que le niveau de communication entre Valence et Barcelone, avait été faible à tous les niveaux. L'auteur expliquait littéralement que le peuple de Valence ne doit pas accepter "ce manque de communication spirituelle"<sup>688</sup>, allant jusqu'à affirmer : "Le Pays Valencien a été orphelin de la culture catalane. Nous vivons trop séparés, isolés les uns des autres. La Catalogne ne connaît pas Majorque, et le Pays Valencien ne connaît pas la Catalogne, comme elle nous ignore à son tour"<sup>689</sup>. Sur quoi on peut se poser la question pertinente à savoir en quoi se basaient les pancatalanistes pour déclarer que la région valencienne se sentait comme formant partie "nationale" de la Catalogne, alors qu'il n'avait jamais existé entre elles un minimum d'échange culturel ? Des précisions on ne peut plus éloquentes, et qui expliquent pourquoi l'auteur ressentait le besoin de finir son article sur une déclaration bien édifiante : "C'est l'heure de détruire les murailles qui nous séparent"<sup>690</sup>.

Il est sûr que ces Valenciens résidant à Barcelone ont représenté littéralement l'avant-garde du valencianisme pancatalaniste. Rappelons que ce sont eux qui ont tout de suite revendiqué l'unité raciale et l'identité de langue, à présent, non contents de rapporter le dernier manifeste dirigé presque officiellement vers les Îles Baléares, ils réclamaient ouvertement une fédération avec la Catalogne dans sa version la plus complète. Justement dans le courant du même mois de juin 1934, des représentants de cette association de Valenciens, s'empressaient de publier ce qu'ils considéraient devait être les priorités à marquer. Leur déclaration était on ne peut plus explicite : ils recommandaient de travailler pour "une réintégration nationale et étatique, totalitaire avec la Catalogne, les Baléares, la zone catalane d'Aragon, Andorre et le Roussillon, dans l'actualité, terres sœurs séparées qu'il faut réintégrer d'une manière plus efficace que par le passé"<sup>691</sup> (voir document en annexe n° 44). Les intentions expansionnistes étaient assumées et partagées, au point d'agrandir l'étendue des territoires, y compris de songer au démembrement de la région aragonaise, pour en écarter la partie considérée catalane. Visiblement à Barcelone il se vivait une véritable fièvre

---

<sup>688</sup> *Ibidem.*

<sup>689</sup> *Ibidem.*

<sup>690</sup> *Ibidem.*

<sup>691</sup> *El Camí*, 23/06/1934, p. 5.

nationaliste sous les effets de l'obtention du statut d'autonomie, les résultats électoraux de novembre 1933 avaient confirmé l'implantation du nationalisme catalan des deux côtés de l'hémicycle : la droite (la *Lliga Regionalista*) et la gauche (*Esquerra Republicana de Catalunya* et *Unió Socialista de Catalunya*), au point d'atteindre une visibilité remarquable au Parlement de Madrid (24 sièges de la *Lliga Regionalista*, 17 de *Esquerra Republicana de Catalunya* et 3 de *Unió Socialista de Catalunya*). Le nationalisme valencien, en revanche y était totalement absent, quoique les valencianistes aient prétendu se persuader qu'une représentation proprement valencienne était garantie à Madrid parce que Joaquín Reig avait accepté de se présenter aux élections non pas sous une étiquette valencienne, mais sous des sigles catalans, ceux de la *Lliga Regionalista*. Preuve définitive que politiquement le valencianisme n'avait eu absolument aucun écho dans la société valencienne, et tout particulièrement dans les couches populaires. Depuis les pages du journal *El Camí*, on avait défendu cette initiative catalane comme un geste généreux et surtout comme un acte de garantie démocratique, puisqu'on avait assuré depuis les rangs pancatalanistes, que les partis rattachés au système centraliste de gestion, trahiraient les aspirations d'autonomie des régions candidates, fondamentalement la Catalogne, le Pays Basque et la Galice : "les partis 'centropéninsulaires' dirigés depuis le centre, feront souvent voter [des lois] contre nos intérêts et contre la liberté des peuples ibériques qui demandent leur autonomie"<sup>692</sup>. Néanmoins la contrepartie de ce siège garanti par la *Lliga* avait été de demander aux Valenciens résidant à Barcelone, de voter la candidature de la *Lliga*, ce qui avait pour finalité de minimiser l'avancée de la gauche catalaniste, soit *Esquerra Republicana de Catalunya*. Une demande qui fut faite formellement le 12 novembre 1933 depuis le nouveau parti *Acció Nacionalista Valenciana*, et qui fut publiée dans le journal *El Camí*<sup>693</sup> (voir document en annexe n° 45) le 18 novembre suivant. Ce qui invite à soupçonner que la *Lliga Regionalista* ait pu largement financer autant le parti *Acció Nacionalista Valenciana* que le parti des Valenciens résidant à Barcelone qui agissaient en activistes déclarés et en accord à ces consignes. Pour célébrer la nomination de Reig comme député au parlement national, on avait organisé un grand banquet. Et Reig dans son discours de remerciement avait

---

<sup>692</sup> "A tots els valencians residents a Barcelona". *El Camí*, 18/11/1933, p. 6.

<sup>693</sup> *Ibidem*.

souligné la solidarité de la Catalogne, affirmant que nulle autre ville n'avait été capable d'un tel geste envers Valence. Il avait modulé les affirmations habituelles faites dans les journaux valencianistes, en assurant qu'il était contre le séparatisme, et qu'il travaillerait exclusivement pour la construction d'un État fédéral. Puis radoucissant les arguments idéologiques habituels, il avait déclaré ne pas remettre en doute la légitimité des bases sur lesquelles s'était construite l'Espagne, car :

Il ne fallait pas aller au Parlement avec un critère de vengeance, en pensant défaire l'oeuvre des gouvernements antérieurs, simplement il fallait faire le contraire de ce qui se faisait, puisque dans toute oeuvre humaine il y a des aspects positifs et négatifs. Il faudrait se limiter à conserver la partie avantageuse pour le pays.<sup>694</sup>

Joaquín Reig faisait de nouvelles contorsions idéologiques, suivant incontestablement les nouvelles lignes directrices marquées par la *Lliga*, qui avait été déplacée par la gauche au parlement catalan ( 67 députés d'un total de 85 étaient de gauche) perdant le contrôle politique de la situation en Catalogne. C'est pourquoi il s'empressait d'affirmer qu'il fallait seulement changer ce qui était négatif, et cela visiblement signifiait préserver l'ordre social, soit l'ordre établi ou plus exactement les intérêts en place. Tenons compte que la droite catalaniste pressentait le danger, le président du gouvernement catalan, Lluís Companys Jover (1882-1933) ne tarderait pas à présenter au début de l'année 1934 une initiative pour améliorer les conditions de travail des ouvriers agricoles (*la ley de contratos y cultivos*), et nous savons que celle-ci fut freinée et définitivement annulée au Parlement de Madrid grâce à la coalition de droite entre la *Lliga* et les partis traditionnels. Nous ne devons pas nous étonner alors de la tournure que prenait le discours de Joaquín Reig qui en profitait pour réitérer le besoin de dépasser une vision dialectique droite/gauche du valencianisme, répétant ses arguments au sujet du *valencianisme integral*, ou "totalitaire". Or le secteur de gauche du valencianisme commençait à renier ouvertement ces thèses, se rangeant définitivement sous l'influence d'*Esquerra Republicana de Catalunya*, qui avait obtenu des résultats très brillants aux dernières élections.

Enfin, il nous reste à insister sur ce que nous avons dit au début, un événement de la dimension des *Bases de Castellón* ne reçut pas l'attention médiatique qu'il aurait mérité. Conscient de cette circonstance nous voyons comment un journal

---

<sup>694</sup> "Homenatge al diputat a Corts valencianista Joaquim Reig". *El Camí*, 09/12/1933, p. 1 et 2.

de Castellón, *El Periódico Mediterráneo*<sup>695</sup>, a essayé en 2007, de transmettre l'impression contraire. Fêtant le soixante-dixième anniversaire de ce rendez-vous, on affirmait depuis ses pages que les normes alors décidées furent largement communiquées à la société valencienne. L'auteur, Cristina García déclare que le texte du document aurait été publié dans le journal *El Camí*, dans les annales du *Centre de Cultura Valenciana*, et que même la mairie l'aurait rendu public. Par ailleurs, on ajoute que la fête du livre de 1933 aurait, de son côté contribué à faire connaître les nouvelles normes établies. Nous tenons à préciser qu'il est possible que les normes par elles-mêmes aient été diffusées, mais le texte du document certainement pas. En ce qui concerne nos recherches personnelles nous pouvons assurer que nous n'avons pas trouvé de trace du texte des *Bases de Castellón* dans le journal *El Camí*, où effectivement on avait informé du rendez-vous, et où ensuite paraissaient des articles pour informer des nouveaux cours de valencien et des nouvelles normes. Ensuite il nous semble peu probable que la mairie - sous le contrôle blasquiste - ait collaboré à la diffusion des "bases" alors que dans *El Pueblo* on n'en avait fait aucune mention. Le seul journal, non valencianiste, qui était à même d'en faire une plus grande publicité était *Las Provincias*, où écrivait Teodoro Llorente Falcó, signataire des Bases, mais justement celui-ci n'est pas cité par cet auteur. Quant à la fête du livre, c'est quelque chose d'encore plus difficile à vérifier. Et finalement insister sur le fait que, même si on essaye à présent de faire croire que ce document fut largement publié, on peut constater qu'on continue de cacher son contenu au public. Les termes du documents ne sont jamais rapportés, et la seule exception rare, où on ne fait que quelques citations très mesurées et choisies est celle de la déclaration de l'*Academia Valenciana de la Llengua* (AVL) de 2005 que nous commenterons dans la cinquième partie de notre étude. Malgré tout pour convaincre les lecteurs, l'auteur affirme que la liste des signataires aurait été du nombre de 70 et non pas 61. Or si l'on consulte le document en annexe n° 41, qui est la photocopie (obtenue des archives de la Biblioteca de la *Generalitat Valenciana, San Miquel dels Reis*) de ces *Bases*, nous observons que le nombre des signatures ne dépasse pas les 35. La note explicative dans le journal justifie cette augmentation de 61 à 70 par le fait que certains noms avaient été mal

---

<sup>695</sup> Cristina García: "El fin de la anarquía ortografía". *El Periódico Mediterráneo*, 13/10/2007, p. 3. Consulté en ligne le 17/08/2016: [http://www.elperiodicomediterraneo.com/noticias/temadia/castellon-capital-linguistica-75-anos-normes\\_329303.html](http://www.elperiodicomediterraneo.com/noticias/temadia/castellon-capital-linguistica-75-anos-normes_329303.html)

conservés. Une excuse qui nous paraît assez piteuse, pour ne pas dire trompeuse, car ces dites signatures n'y figurent pas ; il n'est qu'à regarder pour s'en convaincre. Tout ceci ne fait qu'augmenter nos soupçons quant à la manipulation particulièrement exagérée qui s'est faite de ce document, de la part des pancatalanistes. Il est vrai que depuis une perspective généreuse, on pourrait admettre que derrière les représentants des sociétés signataires comme *Lo Rat-Penat*, se valident les noms de ceux qui y appartenaient. Mais rien ne dit que tous les membres de *Lo Rat-Penat* aient été d'accord avec ce que disait ce document. Par exemple, nous savons que Josep Maria Bayarri Hurtado, qui faisait partie de cette entité, était absolument opposé à cet accord. Enfin il reste la possibilité de se raccrocher à la liste des affiliés du parti signataire *Acció Valencianista Republicana*, mais il faut préciser que sur le document original tous les noms n'y figurent pas à l'exception de leurs représentants. Ensuite si l'on cherche dans wikipedia - qui semble être le seul site qui montre, quoique partiellement le document - on n'y trouve que la dernière page (la n° 6) où figure la signature de Fullana, qui est encore une manière de faire croire que Fullana fut le premier à signer, alors qu'il semblerait qu'il n'est jamais allé à Castellón ; on serait allé quérir sa signature à domicile. De toute façon, nous l'avons dit avant, on s'est toujours bien gardé de publier le texte, - même pas le plus petit extrait -, mettant en évidence une intentionnalité certaine de maintenir les termes confus de cet accord hors du domaine public. Les pancatalanistes lui professent une dévotion biblique mais ne le citent jamais, car faire une pareille chose signifierait courir un risque : courir le risque que quelqu'un s'attarde à l'examiner de près, et se rende compte que ce qui y est véritablement écrit, met en porte à faux toute les implications culturelles et identitaires qu'on a voulu en dégager. Il rendrait par ailleurs assez ridicule toute cette grande cérémonie que les pancatalanistes ont associé systématiquement à cette date par rapport à l'histoire des Valenciens. Dans ces conditions nous tenons à émettre nos réserves sur la véracité de cette information publiée par le journal *El Periódico Mediterráneo*, et à mettre en évidence que si les provinces de Castellón et Valence avaient reçu un minimum d'information quant à ce rendez-vous, on peut encore reprocher que celle d'Alicante paraissait rester totalement en marge. Tout ceci converge à prouver le caractère arbitraire et très peu orthodoxe qui a régi les tractations du document des *Bases de Castellón*.

En ce qui concerne la déclaration anti-occitaniste des catalanistes, y compris la série de manifestes qui s'en suivit, nous soupçonnons que le niveau de désinformation des Valenciens a dû être similaire ou supérieur encore à celui des *Bases de Castellón*. Quant au livre de Manuel Sanchis Guarner : *La Llengua dels valencians*, nous pouvons supposer qu'il ne dépassa pas le cercle des initiés. Nous devons remarquer que, si le journal blasquiste, *El Pueblo* ne fit aucune référence ni aux *Bases*, ni au livre, ni aux deux manifestes, il publia néanmoins un article (voir document en annexe n° 46) particulièrement significatif. Seulement deux mois après la publication du manifeste anti-occitaniste, on pouvait y lire l'indignation d'un auteur qui dénonçait des rumeurs de manœuvres politiques qui cherchaient, ou proposaient de créer une fédération que nous présumons partielle, entre la province de Castellón et la Catalogne. Signalons que dans sa condition de province limitrophe, Castellón aurait pu alléguer se régir en fonction de l'article n° 11 de la Constitution. Rappelons que l'article n° 13 interdisait les fédérations entre régions, mais l'article n° 11 les autorisait à condition qu'elles soient partielles, c'est-à-dire qu'elles ne concernent qu'un territoire limitrophe ou adjacent :

... hemos sentido estos días una honda zozobra. Han llegado a nuestros oídos aires de malandanza. Nos dicen que Cataluña quiere inundar la Plana y conquistar los peñascos ingentes del Maestrazgo, y a ser posible, todo el País Valenciano. Y nosotros que sentimos una honda admiración por la autonomía de los pueblos, que por eso somos autonomistas por esencia y potencia, por lo mucho que amamos a España a la vez, hemos sentido en esta maniobra una honda sacudida para nuestro espíritu.<sup>696</sup>

L'auteur ne donnait pas l'origine de ces rumeurs, mais il écrivait depuis Madrid, reprochant l'influence des catalanistes dans la politique valencienne, et soulignant que la même influence de la part des Valenciens dans la politique catalane aurait été impensable. Mais cette intention déclarée vis-à-vis de Castellón met davantage en lumière un aspect sur lequel les historiens se sont peu arrêtés à réfléchir, le fait que les *Bases de Castellón* se soient justement signées à Castellón et non pas à Valence, et qu'elles aient pris ce nom. Probablement des catalanistes à Barcelone et des pancatalanistes à Castellón, avaient dû essayer d'exploiter le fait que le gouvernement régional catalan était majoritairement républicain et de gauche, pour tenter de séduire les républicains qui gouvernaient à Castellón. Tenons compte que ceux-ci n'avaient pas

---

<sup>696</sup> J. Bort-Vela : "La región valenciana no puede ser un feudo de Cataluña". *El Pueblo*, 30/06/1934.

concrétisé la fédération avec les deux autres provinces valenciennes, ce qui signifiait que le champ était libre pour une fédération partielle du territoire castellonnais avec la Catalogne, en raison de sa situation de territoire limitrophe. Ce qui est indubitable c'est que l'initiative du rendez-vous de Castellón fut menée depuis cette ville, exactement par la *Societat Castellonenca de Cultura*, comme en attestent les articles de l'époque mentionnés plus haut.

Nous devons en conclure qu'en Catalogne il devait se vivre une véritable fièvre nationaliste, qui sans doute était complètement inconnue pour la société valencienne qui tout en étant très familiarisée avec les idées fédérales ne concevait pas pour autant une remise en cause de la nationalité espagnole. Et répétons que la grande décision au sujet de la langue valencienne, qu'avait supposée la signature des *Bases de Castellón*, avait été prise pratiquement derrière le dos de la société valencienne, profitant de l'analphabétisme majoritaire du peuple. C'est fondamentalement une élite anti-républicaine qui s'est arrogé un droit, et qui en a fait un usage très polémique, car tout en prétendant doter la langue autochtone de bases minimales pour sa normalisation, elle a omis volontairement de mentionner l'entité normative de référence, et a pris la précaution d'entourer le tout d'une parfaite ambiguïté. Ceci en dernière instance est un élément de plus pour mesurer l'abîme entre le nationalisme catalan et le nationalisme valencien, puisque du côté valencien on se limitait à copier sans le déclarer textuellement, les normes du voisin. Il est sûr que les projets étaient opposés : expansion pour le catalanisme et absorption pour le valencianisme. Ceci nous donne les clés de la "Bataille de Valence", mais il a fallu que s'écoulent presque cinquante années pour que celle-ci éclate.